

Analyse des facteurs de conflits, de catastrophes naturelles et de la vulnérabilité du système éducatif aux chocs au Tchad

Document de base pour l'élaboration d'un programme de consolidation de la paix, d'éducation et de plaidoyer.



Search for
Common
Ground

Table des matieres.

TITRE I : GENERALITES.....	16
<i>Chapitre 1 : Conception et mandat de l'UNICEF sur l'analyse des facteurs des conflits, la prévention, la consolidation de la paix et l'éducation.....</i>	<i>17</i>
<i>Chapitre 2 : Processus, méthodologie et outils de recherche.....</i>	<i>19</i>
2.1 Processus.....	19
2.2 Méthodologie et outils de recherche.....	21
2.3 La problématique de l'éducation à la paix dans le milieu éducatif.....	31
2.4 Principaux problèmes des enfants au Tchad:.....	32
TITRE II: RÉSULTATS DE LA REVUE DOCUMENTAIRE SUR LE CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE DU TCHAD.....	35
<i>Chapitre 1 : Les facteurs favorables à la consolidation de la paix (connecteurs).....</i>	<i>35</i>
1.1 Facteurs favorables liés à l'adhésion du Tchad au club des Etats fragiles en vue de l'efficacité d'aide.....	35
1.2 Facteurs économiques favorables.....	36
1.3 Facteurs sécuritaires et transfrontaliers favorables.....	38
1.4 Facteurs politiques favorables à la paix.....	39
1.5 Efforts d'apaisement et de réconciliation.....	39
1.6 Facteurs favorables de la gouvernance.....	39
1.7 Facteurs favorables à la consolidation de la paix dans le domaine social et éducatif.....	40
Plusieurs initiatives favorables à la consolidation de la paix dans le domaine social et éducatif ont été entreprises telles que l'éducation à la vie familiale et en matière de population, l'éducation à la paix, la création des clubs d'élèves « ambassadeurs de la paix » dans les établissements scolaires, la création d'une Direction de l'Education civique et de la citoyenneté au niveau du Ministère de l'Enseignement Fondamental et de l'Alphabétisation (MEFA).....	40
1.8 Facteurs favorables à la paix liés à l'égalité hommes-femmes.....	41
1.9 Facteurs favorables à la consolidation de la paix dans le domaine de l'environnement.....	42
<i>Chapitre 2 : Facteurs nuisibles et indicateurs des vecteurs de vulnérabilité et de fragilité de l'Etat tchadien</i>	<i>42</i>
2.1 Le Tchad analysé par les indicateurs de l'indice « Failed State Index » (Indice des Etats Fragiles).....	44
2.2 Le Tchad, classé par le 'Mo Ibrahim Index'.....	46
2.3 Tchad vu par Overseas Development Institute.....	47
2.4 Traits et caractéristiques de la fragilité et vulnérabilité de l'État tchadien aux chocs.....	48
<i>Chapitre 3 : Situation géostratégique et géographique du Tchad.....</i>	<i>54</i>
3.1 Situation géographique et géostratégique du Tchad.....	55
3.2 Analyse des facteurs et des risques de conflits liés à la situation géostratégique.....	57
<i>Chapitre 4 : Situation culturelle et démographique.....</i>	<i>58</i>
4.1 Situation démographique et culturelle du Tchad.....	59
4.2 Facteurs et risques de conflits liés à la situation culturelle et démographique.....	62
4.3 Impact des facteurs géographiques et culturels du conflit sur le système éducatif.....	63
<i>Chapitre 5 : Volatilité régionale due aux conflits dans les pays voisins (Soudan ; RCA ; Libye).....</i>	<i>65</i>
5.1 Situation sécuritaire dans la région des trois frontières partagées entre le Tchad, le soudan et la République centrafricaine.....	68
5.2 Retour des migrants tchadiens de Lybie.....	71
<i>Chapitre 6 : La situation climatique et environnementale du Tchad.....</i>	<i>73</i>
6.1 Situation des contraintes liées à la sécheresse.....	75
6.2 Situation des contraintes liées aux inondations.....	83
6.3 Impacts des facteurs de conflits liés aux contraintes environnementales sur le fonctionnement des écoles.....	88
<i>Chapitre 7 : Analyse de risque de conflits liés à la culture et à l'usage des langues.....</i>	<i>89</i>

<i>Chapitre 8 : Paysage politique</i>	91
8.1 Situation politique	91
8.2 Facteurs des conflits liés aux paysages politiques.....	92
8.3 Impacts des facteurs des conflits liés aux paysages politiques sur le système éducatif et son fonctionnement.	92
<i>Chapitre 9 : Paysage économique tchadien</i>	94
9.1 Environnement économique	94
9.2 Gouvernance	95
9.3 Impact des facteurs des conflits liés la situation économique et de la faible gouvernance sur l'éducation	96
<i>Chapitre 10 : Contexte social et de la pauvreté multidimensionnelle</i>	99
10.1 Situation sociale et pauvreté multidimensionnelle.....	99
10.2 Facteurs de conflits liés à la pauvreté et à la vulnérabilité des populations	100
10.3 Facteurs des conflits liés à la discrimination contre les filles	101
10.4 Impact des facteurs liés à la pauvreté sur l'éducation	103
<i>Chapitre 11 : Les facteurs de conflits liés aux déplacements de populations</i>	103
11.1 Facteurs de conflits liés à l'afflux de réfugiés et de déplacés internes	103
11.2 Facteurs de conflits liés à la « migration environnementale ou climatique »	105
11.3 Facteurs et risques des conflits liés aux « migrations » et déplacements de populations	106
<i>Chapitre 12 : Liens dynamiques entre sources de conflits et les effets des catastrophes naturelles</i>	108
12.1 Situation de la dynamique des conflits et des catastrophes naturelles	108
12.2 Collusion ou combinaison entre les catastrophes naturelles, la fragilité et les conflits	109
TITRE III: RESULTATS DES ENQUETES DE TERRAIN BASES SUR LES PERCEPTIONS	111
<i>Chapitre 1 : Typologie causes et conséquences des conflits selon la perception des personnes interrogées par SFCG,</i> 111	
12.3 Typologie des conflits identifiés à partir de travaux de terrain basés sur la perception	111
12.4 Les causes des conflits selon la perception des jeunes interrogés	112
12.5 Les conséquences de ces conflits selon les perceptions des personnes interrogées	113
12.6 Le développement des différents types des conflits récurrents	114
<i>Chapitre 13 : Cartographie des acteurs des conflits</i>	121
13.1 Acteurs au niveau national	121
13.2 Autres acteurs au niveau local	128
<i>Chapitre 14 : Analyse des mécanismes de résolution de conflits issus des perceptions des personnes interrogées</i> 133	
14.1 Mécanismes de résolution des conflits.....	133
14.2 L'Education pour la consolidation de la paix.....	134
TITRE V. RESULTAT DU DIAGNOSTIC SECTORIEL SUR LA VULNERABILITE DU SYSTEME EDUCATIF AUX CONFLITS ET AUX CATASTROPHES NATURELLES	137
<i>Chapitre 1 : Profil du système éducatif au Tchad</i>	137
<i>Chapitre 2 : La situation de résilience du système éducatif face aux crises</i>	138
2.1 L'éducation en situation d'urgence	138
2.2 Diagnostic sur la gestion du secteur éducatif face aux crises et catastrophes naturelles	146
2.3 Les dépenses publiques en éducation insuffisantes et inadaptées aux situations d'urgence	146
2.4 Perspectives sur l'éducation en cas d'urgence	147
<i>Chapitre 3 : Diagnostic de l'intégration de la réduction des risques des catastrophes naturelles et de la prévention des conflits dans le curricula</i>	150
3.1 Diagnostic des aspects de prévention à long terme dans le Curricula	150
3.2 Diagnostic des aspects de préparation aux situations de catastrophes dans le Curricula	151
3.3 Diagnostic de la situation d'urgence dans le Curricula	152
3.4 Diagnostic de la Formation et du déploiement des enseignants en situation d'urgence.....	152
3.5 Diagnostic de la résilience de prévention des risques d'impacts des infrastructures scolaires face aux crises.....	153

TITRE V : CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	154
<i>Chapitre 1 : Conclusions</i>	<i>154</i>
<i>Chapitre 2 : Recommendations</i>	<i>155</i>
2.1 Recommandations pour améliorer l'accès à l'éducation inclusive.....	155
2.2 Recommandations pour améliorer la qualité de l'éducation inclusive	155
2.3 Recommandations pour améliorer la gestion du secteur de l'éducation	156
2.4 Recommandations pour améliorer l'éducation en situation d'urgences (RRC/C).....	157
2.5 Recommandations pour l'élaboration du Plan de la consolidation de la paix, du plaidoyer et de l'Education au Tchad.....	157
2.6 Zones d'action cibles en-dehors du système d'éducation formelle	158
ANNEXES	159

Annexe I: Matrice des facteurs des conflits liés à la situation politique et sécuritaire du Tchad

Annex II: Matrice pour facteurs de conflits liés à la situation socio-économique au Tchad

Annexe III: Matrice d'analyse des facteurs de conflits liés aux inondations au Tchad

Annexe IV: Matrice de la nature et type des facteurs de conflits et effets des catastrophes naturelles

Annexe V: Matrice des facteurs des conflits liés à la sécheresse et à la migration de Nord-Sud

Annexe VI: Matrice des facteurs des conflits liés à l'accès, à l'équité et à la gestion et l'administration au Primaire et Moyen

Annexe VII: Matrice des facteurs des conflits dans les programmes éducatifs

Annexe VIII: Matrice des facteurs des conflits liés aux catastrophes naturelles : vents violents, sécheresse, et inondations

REMERCIEMENTS

Ce rapport est un exemple de collaboration réussi entre un organisme des Nations Unies (UNICEF) et une ONG internationale (Search for Common Ground - SFCG). Mais cette collaboration aurait été difficile, voire impossible sans la contribution remarquable de nombreuses institutions nationales et gouvernementales, d'ONG (nationales et internationales) et de personnes qui ont donnés de leur temps et de leur énergie pour rendre possible cette étude.

SFCG et UNICEF voudraient remercier tout particulièrement et en premier lieu le gouvernement du Tchad et l'équipe d'hommes et de femmes qui a conduit les recherches de proximité, la revue littéraire, facilité les contacts et rédigé le présent rapport. De manière nominale, SFCG et UNICEF remercient :

- **Jean-Paul Kimbulu Kandolo**, Expert –Consultant international d'analyse des conflits et consolidation de la paix. Il a été recruté par UNICEF pour renforcer l'équipe de recherche au Tchad par son expertise et assuré que l'étude prenne en compte le contexte socio-économique, politique et environnemental dans lequel « la vulnérabilité du système éducatif tchadien aux catastrophes naturelles et aux chocs » est analysée. Il a contribué de manière significative à la substance et à la rédaction de la version finale du rapport.
- **Lydia Van de Fliert**, agissant en tant que chercheuse principale qui a dirigé toute l'équipe de recherche pour l'enquête de proximité à partir de Bruxelles et souvent sur le terrain au Tchad où elle a effectué deux missions dans le cadre de cette étude.
- **Tabo Symphorien Ndang**, agissant en tant que chercheur national, qui a assisté d'abord Lydia dans la conduite des enquêtes de terrain et dans la rédaction du rapport d'enquête de proximité. Puis a travaillé avec Jean Paul Kimbulu Kandolo pour l'harmonisation des rapports.
- **Eloïse Bertrand**, qui a assisté Lydia à Bruxelles et aussi au Tchad pour la rédaction et la correction du rapport.

La reconnaissance de UNICEF et SFCG va également à l'endroit des jeunes enquêteurs tchadiens qui ont parcouru les différentes régions visées par l'étude, souvent dans des conditions difficiles, afin d'interroger les populations. Ces nombreuses populations interrogées ne sont pas en marge de cette marque de reconnaissance du fait de leur disponibilité et leur entière coopération pour l'atteinte des objectifs assignés à l'étude.

Enfin, UNICEF et SFCG remercient tous les experts internationaux de leurs sièges respectifs de New York, de Dakar (UNICEF) et de Washington (SFCG) pour leur disponibilité, soutien, conseils, observations et leur intérêt porté à cette étude. Nous remercions plus particulièrement leur représentation nationale au Tchad pour avoir soutenu de bout en bout et de manière inlassable la mise en œuvre du projet et pour leurs observations: Bruno

Maes, Marcel Ouattara, Beatrice Wakimunu, Mamadou Millogo, Bakary Sogoba, Hissein Djaba (UNICEF), Ouattara About Karno et Alexis Djimasra (SFCG).

AVANT-PROPOS

Pourquoi une analyse des facteurs de conflits, des effets des catastrophes naturelles et de la vulnérabilité du système éducatif face aux chocs au Tchad¹?

Depuis son accession à l'indépendance le 11 Août 1960, le Tchad a connu des périodes d'instabilité institutionnelle, militaire et gouvernementale, en particulier au cours des 30 dernières années. En réponse à ces crises, plusieurs accords de paix ont été signés entre le gouvernement tchadien, les groupes armés d'opposition et les partis politiques de l'opposition démocratique. Malheureusement, ces accords, bien qu'ayant apaisé les crises, n'ont pas apporté la paix durable.

Jusqu'à présent, les efforts ont porté sur les solutions réactives aux crises et aux conflits plutôt que sur la prévention en matière de réduction des risques et de leur impact négatif sur les populations, y compris le système éducatif en situation d'urgence. Cependant, la question de la prévention des conflits reste cruciale dans une situation après conflit dans laquelle les risques de replonger dans un nouveau cycle de violence sont énormes.

Pendant ce temps, les effets destructeurs des conflits armés sur l'éducation sont négligés, sous-estimés et insuffisamment dénoncés. Alors qu'une éducation inappropriée ou inadaptée qui exacerbe les inégalités, les tensions sociales et les frustrations, peut mener à la violence

En effet, les enfants, les enseignants et les écoles peuvent se retrouver dans les zones affectées par les conflits ou sur la ligne de front de la violence. Les classes peuvent être détruites sous le feu croisé et parfois même la cible de groupes armés, qui peuvent occuper les salles des classes. Les personnes déplacées internes peuvent aussi s'en servir comme abris ou refuges.

Ainsi, les attaques contre les infrastructures scolaires et l'absorption d'importantes ressources financières par les pressions sécuritaires amenuisent les possibilités d'éducation.

En conséquence, une analyse complète des facteurs de conflits dans une perspective historique est nécessaire pour identifier les causes structurelles d'ordre économique, social, politique, administratif ou environnemental, dans lequel le système éducatif est analysé dans son contexte intersectoriel afin de déterminer comment ces facteurs affectent l'éducation ou comment l'éducation les influe. Les résultats de ces analyses vont informer les réponses stratégiques des interventions visant à réduire et à prévenir l'impact négatif de ces crises sur le système éducatif, le personnel et les élèves.

Par ailleurs, en raison des contraintes climatiques, un nombre croissant d'élèves, d'enseignants et d'infrastructures scolaires sont exposés à la sécheresse², aux vents violents,

à l'ensablement et aux inondations. Lorsque ces catastrophes naturelles frappent, notamment les infrastructures scolaires construites dans des endroits à haut risque ou au mépris des conditions de sécurité et de résilience ou qui ne répondent pas aux critères d'une « école amie des enfants », elles compromettent des possibilités d'éducation pour les rescapés et les sinistrés, avec des effets dévastateurs.

En fait, les écoles résilientes peuvent sauver des vies, réduire les dommages causés aux élèves, aux enseignants et au personnel de l'école »³ et elles peuvent aussi préserver les activités d'éducation et servir d'abri d'urgence. Par conséquent, il est nécessaire de comprendre les signes avant-coureurs de dangers des catastrophes naturelles pour mieux plaider pour des mesures de préparation et d'atténuation qui peuvent réduire les risques et prévenir les dommages collatéraux⁴ en s'attaquant à leurs causes.

Ensuite, les informations doivent être recueillies et analysées dans leurs contextes spécifiques pour élaborer des programmes et des politiques de l'éducation en vue de la réduction des risques de catastrophes et de la construction d'écoles plus sûres ou résilientes aux aléas climatiques⁵. De plus, un plan spécifique pour la prévention des effets néfastes des catastrophes naturelles et pour faire face aux contraintes climatiques empêchant l'atteinte des objectifs de l'EPT et des OMD devient indispensable.

C'est pour combler ces lacunes que l'analyse approfondie des facteurs des conflits, des effets de catastrophes naturelles et de fragilité étatique est nécessaire en vue de développer un programme de consolidation de la paix dans une perspective d'éducation au Tchad.

L'analyse des facteurs de conflits, des catastrophes naturelles et de la vulnérabilité du système éducatif est un outil à la disposition des acteurs de la paix, planificateurs, éducateurs et partenaires de l'éducation.

?

?

²Cette sécheresse est provoquée par la désertification, la perte de fertilité des terres de cultures due à l'érosion hydrique et éolienne, mais aussi la mauvaise utilisation de l'espace. Les contraintes climatiques, l'érosion des sols, les pratiques humaines et la pression foncière impactent donc de manière significative l'environnement Tchadien, notamment une dégradation qui a pour conséquences: la baisse irréversible de la fertilité des sols impactant la production agricole et les moyens de subsistance dans les zones sahéennes. Le déplacement des populations vers les zones moins exposées accroît la pression sur les ressources éducatives des régions d'accueil. Certaines zones subissent les situations récurrentes de sécheresse et l'affaiblissement des moyens de subsistance. C'est pourquoi on assiste aux déplacements continus de populations des régions asséchées et arides vers les régions plus humides. Cette arrivée d'afflux de déplacés climatiques augmente la pression démographique, des problèmes fonciers et de cohabitation sur les terres d'accueil, qui escaladent en violences et la multiplication des conflits d'usages, d'appropriation et contrôle des espaces.

³Elles peuvent, en effet, servir de modèle à la construction plus sûre et à la modernisation des logements, des centres de santé communautaires et d'autres bâtiments publics et privés

⁴Pour que le bâtiment réalise son objectif de sécurité, il faut accorder toute l'attention nécessaire à l'implication d'ingénieurs qualifiés qui conseilleront sur la résilience aux dangers et aux exigences liées à la conception et à l'ingénierie.

⁵BM, INEE, Notes d'orientation pour la construction d'écoles plus sûres/dispositif mondial de réduction des catastrophes et de relèvement (GFDRR), page 3

☐ Elle donne les éléments nécessaires pour s'attaquer aux de conflits dans leurs contextes et des pistes de réflexion pour mieux lever les goulots d'étranglement qui empêchent l'atteinte des OMD et EPT au Tchad.

☐

Selon la Banque Mondiale⁶, une approche d'analyse des conflits permet de préconiser d'interventions dans les situations post-conflit nécessite des soins et une attention particulière. Dans cette recherche, la compréhension de la relation entre le système éducatif et l'environnement post-conflit est nécessaire pour les interventions appropriées de consolidation de la paix et l'éducation⁷. Ainsi, les parties prenantes doivent comprendre ce que sont les principaux facteurs des conflits et la manière dont l'éducation peut avoir été impliquée dans l'aggravation ou l'atténuation de ces facteurs. De même, elles doivent comprendre la dynamique de la manière dont les conflits ont changé au fil du temps et comment les initiatives d'éducation et de consolidation de la paix se rapportent à cette dynamique changeante⁸.

Basées sur un diagnostic des facteurs de conflits identifiés par les résultats de la revue documentaire et sur des perceptions des personnes interrogées sur le terrain et leurs expériences personnelles au niveau des 7 régions représentatives de la situation nationale, les propositions de solutions sont formulées avec des mécanismes de suivi évaluation pour améliorer les réformes en cours ou renforcer le système éducatif sensible et résilient aux conflits au Tchad.

⁶ Banque mondiale, 2006; Goodhand et al 2002)

⁷ UNDP 2003),

⁸ Au Burundi, il est apparu que la reconstruction d'écoles effectuée sans tenir compte de leur répartition géographique a contribué à renforcer les inégalités ethniques et de classe qui avaient été l'une des causes fondamentales de la guerre civile. Les organismes internationaux ont en général contribué involontairement à ces inégalités en privilégiant les régions les plus faciles d'accès et en donnant la priorité à la reconstruction de l'infrastructure existante (Sommers, 2005), Page 205

Résumé exécutif

Dans le cadre du programme de de l'UNICEF de « Consolidation de la Paix, de l'Education et du Plaidoyer », la Section de l'Education au Tchad a conduit aussi bien la revue documentaire des documents pertinents que l'enquête de terrain fondée sur la perception des personnes interrogées. Les résultats de cette analyse, en particulier les facteurs des conflits identifiés, ont informé la programmation et les réponses sensibles aux conflits et aux catastrophes naturelles en préconisant des actions prioritaires et ciblées pour consolider la paix.

A cet effet, l'UNICEF au Tchad a conclu un partenariat avec l'ONG internationale Search for Common Ground en vue de mener cette étude avec l'appui technique d'un consultant international senior de l'UNICEF.

Les méthodes utilisées incluent la recherche, le renforcement des capacités, l'identification des régions et localités représentatives et les interviews. Les données recueillies de diverses sources ont été compilées et consolidées à travers les ateliers, les rencontres, les réunions et les entrevues avec les principaux acteurs, les parties prenantes, dont les ONG et la jeunesse.

Ainsi, les facteurs de conflits ont été cartographiés et analysés selon l'approche socio-économique et politique, qui se fonde sur un contexte multisectoriel plus large les causes et la dynamique sociopolitiques, économiques, régionales, géographiques, démographiques et environnementales, au sein desquelles le système éducatif est situé et analysé. Les sources de tensions et de conflits ont été repérées à l'aide de la matrice qui identifie les questions clés.

Résultats des facteurs propices à la consolidation de la paix (connecteurs/opportunités) selon l'approche sensible du conflit.

En vertu de l'approche sensible aux conflits, en particulier, son aspect d'opportunités, plusieurs initiatives favorables à la paix ont été identifiées dans les différents domaines, notamment : (1) l'engagement du Tchad dans le cadre des États fragiles et de New Deal pour consolider la résilience, la paix et le renforcement de l'État; (2) la décision du Sénégal de traduire Hissène Habré, ancien président du Tchad, en justice pour répondre aux accusations de crimes contre l'humanité; (5) la conclusion des accords de paix ; (3) l'amélioration des conditions de sécurité ; (4) l'implication du Tchad dans la résolution des conflits régionaux ; (5) l'ouverture de dialogue avec les groupes armés et l'opposition politique ; (6) le processus démocratique engagé, illustré par les élections locales en 2011 ; (7) l'adoption du Plan National pour le Développement (PND), cadre de référence 2013-2015; (8) l'adhésion du Tchad à l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (ITIE) ; (8) (9) l'adhésion du Tchad au Mécanisme Africain d'Évaluation par les Pairs (MAEP) ; l'adoption de la Stratégie Nationale I pour la Bonne Gouvernance ; la stimulation de la croissance, la redistribution des revenus et l'amélioration des infrastructures par les investissements des revenus pétroliers, ;(10) la consécration de l'année scolaire 2013-2014 aux valeurs morales de la paix, de tolérance, de respect d'autrui et de la culture de l'excellence; (11) l'adoption de la Stratégie Intérimaire de l'Education et de l'Alphabétisation (SIPEA) pour accélérer la réalisation des objectifs de l'EPT et des OMD et préparer le Plan Décennal de Développement de l'Éducation et de l'Alphabétisation (PDDEA);(12) l'engagement du Ministère de l'Enseignement Fondamentale et de l'Alphabétisation à intégrer la stratégie de réduction des risques des conflits et de catastrophes naturelles dans les plans sectoriels.

3. Cartographie des facteurs des conflits et des effets des catastrophes naturelles

Il ressort de la revue documentaire et de l'enquête de terrain basée sur les perceptions que les causes profondes et les facteurs de conflits et des effets des catastrophes naturelles au Tchad sont complexes, multiples, interconnectés et contextuels.

3.1. Facteurs géographique et géostratégique des conflits

Le Tchad est un territoire enclavé [25], qui couvre une superficie de 1 284 000 km², qui est en grande partie désertique et le symbole de la juxtaposition territoriale, ethnique et culturelle, entre l'Afrique du Nord et l'Afrique Subsaharienne. La situation géostratégique du Tchad l'expose naturellement à l'effet déstabilisateur et de contagion d'insécurité transfrontalière résultant de la contiguïté et de la porosité de ses frontières avec ses voisins.

Les déficits politique, administratif et socio-économique dans le Sahara et le Sahel tchadiens sont des facteurs d'instabilité et de fragmentation du territoire national [30], propices aux actes criminels et déstabilisateurs. [31]

Alors que l'afflux démographique et la concentration des populations dans un espace réduit de la zone soudanienne, au Sud, dus à son climat favorable et à l'attractivité afférente des nomades, des personnes déplacées, des retournés et des réfugiés, accentuent les pressions sur les ressources locales précaires et aggrave les conflits préexistants et les crises humanitaires.

3.2. Facteurs démographiques et culturels des conflits

La population au Tchad, qui est d'environ 11,3 millions, augmente à un taux annuel moyen de 3,6%. Elle est inégalement répartie dans l'ensemble du territoire national en raison de variations géographiques et climatiques.

L'antagonisme Nord-Sud est très fort parce que les peuples sont très différents culturellement et historiquement rivales. Lorsque les populations sahéniennes vont s'installer au Sud, elles cohabitent difficilement avec les populations locales à cause du choc socio-culturel et du mode de vie nomade qui crée des mésententes et des affrontements avec les agriculteurs sédentaires.

Aussi, les différents groupes ethniques se rivalisent depuis l'indépendance pour accéder ou maintenir le pouvoir et les privilèges.

3.3. Facteurs socio-économiques et politiques des conflits

Le Tchad est un Etat fragile selon les indexations régionales et internationales de résilience et de fragilité. Il est exposé aux nombreux chocs, notamment l'héritage des conflits passés, l'éruption de violences périodiques, les luttes politiques, la pauvreté structurelle, la faible gouvernance, l'accès inégal aux services publics comme la santé, l'eau, l'assainissement, la nutrition et l'éducation et la vulnérabilité aux catastrophes naturelles.

En raison d'un haut niveau de polarisation ethnique, religieuse et régionale, qui escalade parfois aux tensions intercommunautaires et aux violences sectaires dans les écoles, la probabilité de l'éclatement d'un conflit est plus grande que d'habitude en raison du profond ressentiment qui sépare les groupes qui sont différents et rivaux.

3.4.. Facteurs environnementales et climatiques des conflits

Le Tchad fait face aux inondations, aux sécheresses et aux vents violents récurrents qui accroissent la vulnérabilité des personnes et les crises humanitaires cycliques. La dégradation de l'environnement et les contraintes climatiques déracinent les populations vers des endroits précaires, où les communautés d'accueil s'estiment lésées dans leurs ressources et droit de leurs enfants à l'éducation.

Dans les zones arides, les migrations nomades augmentent les décrochages scolaires des enfants qui accompagnent leurs parents sans abri, jusqu'à la fin de l'année scolaire.

Les facteurs de conflits et de la fragilité (insécurité, instabilité, tensions, affrontements, déplacements et déficits de capacités) accroissent l'impact négatif des inondations, des sécheresses, des vents violents et d'ensablement et amenuisent les moyens de réponses aux crises.

Inversement, les inondations, la sécheresse, les vents violents et l'ensablement exacerbent les conflits préexistants: tensions et antagonismes intercommunautaires, stéréotypes, stigmatisations, polarisation, inégalités, exclusion).

3.5. Cartographie des acteurs des conflits et de mécanismes de résolution des conflits

Plusieurs acteurs et institutions qui contribuent à la prévention, à la résolution, à la gestion des conflits dans leurs domaines respectifs ont été identifiées et analysées en termes de force et de faiblesse.

3.5.1. Facteurs des conflits des mécanismes de résolution des conflits basée sur la perception

Interrogés sur la confiance qu'ils font aux différents mécanismes de résolution des conflits, 45 % des jeunes interrogés se fient aux autorités traditionnelles, 39 % aux chefs de race, 37 % aux autorités religieuses. Seulement 27 % des jeunes comptent sur les forces de sécurité et 23 % sur les autorités administratives et locales.

3.5.2. Faiblesses des divers mécanismes de résolution des conflits et des acteurs

En général, les institutions et mécanismes impliqués dans la prévention, la résolution et la gestion des conflits dans leurs domaines respectifs sont affectés par la polarisation socio-politique, la « géopolitique », l'esprit partisan, la partialité, l'inefficacité, l'opacité, l'absence de reddition de compte; la discrimination; les capacités et les ressources limitées et la corruption.

Toutes ces défaillances créent les frustrations supplémentaires qui nourrissent la méfiance, la vengeance, l'impunité, les représailles, la justice privée et la guerre civile.

4. Les conflits basés sur les perceptions des personnes interviewées lors des enquêtes de terrain

L'étude menée par Search for Common Ground à travers le pays a identifié dix conflits récurrents selon les perceptions des personnes interrogées comme suit : conflits entre agriculteurs et éleveurs, conflits fonciers, conflits ethniques, conflits intercommunautaires, conflits intergénérationnels, conflits avec des groupes armés, conflits avec les forces de l'ordre et de sécurité, conflits en milieux scolaires, conflits familiaux et conflits liés à l'exploitation du pétrole.

4.1. Facteurs des conflits basés sur les perceptions des interrogés

Selon les jeunes interrogés, les principales causes de conflits sont: manque de possibilités d'emploi (56 %), alcool (40 %), faible inscription (25 %), manque de terres viables (25 %), viols (22 %)... Ces jeunes gens pensent que les principales conséquences des conflits sont : exode massif (60 %), abandon de l'école (55 %), vol (43 %) et le VIH sida. En outre, les déclencheurs de conflits sont l'accès aux points d'eau et de terre et les conflits sectaires dans les écoles sont croissants et complexes.

Cependant ces facteurs des conflits basés sur les perceptions sont nuancés par les sources documentaires variées et indépendantes.

5. Les résultats de l'analyse des facteurs des conflits résultant de la revue documentaire

Le contexte spécifique du Tchad révèle que les conflits, les catastrophes naturelles et la fragilité étatique se renforcent mutuellement, par conséquent, augmentent les vulnérabilités humaines et institutionnelles.

Les tensions identitaires, l'antagonisme régional et religieux et la culture de stéréotype et de stigmatisation sont enracinées dans l'histoire.

Les disparités intercommunautaires sont ancrées dans la rivalité Nord-Sud et islamo-chrétienne ou les tensions nomades et sédentaires qui alimentent les conflits et les instabilités.

Le Tchad est classé parmi les derniers pays dans la plupart des institutions qui mesurent la gouvernance ou la fragilité en raison de ces multiples défis, couplés d'instabilités fréquentes et des contraintes structurelles et climatiques comme indiqués par l'Indice d'États fragiles et le Fondation Mo Ibrahim.

4.1. Facteurs des conflits liés à la gouvernance

La performance de la gouvernance du Tchad est évaluée par la BAD comme étant inférieure à la moyenne des pays d'Afrique sub-saharienne en termes de perception de responsabilité personnelle, d'efficacité, d'existence d'un État de droit et de lutte contre corruption. A cela, s'ajoutent les l'absence d'une gestion participative et transparente; l'impunité; le tribalisme; le népotisme; le favoritisme; la complaisance; la partialité, le clientélisme ; certains services publics et contrats fournis ou attribués sans appels d'offre (grès à grès, la centralisation avec un excès de pouvoir ; les dérapages budgétaires.

4.2. Facteurs politiques et militaires des conflits

La politique tchadienne, depuis l'indépendance, est ponctuée par l'instabilité, les coups d'Etat, l'autoritarisme, les divisions religieuses et ethniques, les guerres civiles, les groupes armés, les luttes politiques, l'éruption des violences périodiques, la faible démocratisation, les élections contestées

4.3. Facteurs des conflits liés au contexte régional volatile

Le Tchad est confronté aux risques de contagion suite à l'aggravation de l'instabilité et de la volatilité régionales, couplée de la porosité des frontières. Ainsi, la détérioration de la sécurité en République Centrafricaine (RCA) résultant de la haine et des affrontements ouverts entre les groupes religieux et ethnique qui provoque l'afflux massif des réfugiés et retournés vers le Tchad; les conflits au Sud Soudan et la crise en Libye sont des sources supplémentaires d'insécurité et d'instabilité transfrontalières avec des effets de débordement et de contagion favorisées par la fluidité et la porosité frontalières.

Les mouvements de réfugiés et des retournés fuyant les conflits accroissent les rivalités sur les ressources limitées et précaires, y compris le système éducatif déjà vulnérable, entre les communautés locales et les arrivants considérés comme envahisseurs.

5. Résultats d'analyse des facteurs des conflits liés à la vulnérabilité de du système éducatif

En général, plusieurs facteurs de conflits liés aux contextes socio-économiques, politiques environnementaux et régionaux se répercutent sur l'éducation en détériorant l'environnement d'apprentissage et en sapant ou affaiblissant l'accès, la qualité et la gestion du système éducatif, lequel devient plus vulnérable aux chocs en raison des lacunes des capacités de résilience.

Ainsi, les pressions sécuritaires qui absorbent des ressources financières aux dépens du système éducatif, compromettent les opportunités éducatives et menacent le droit à l'éducation pour tous.

Les conflits, l'érosion du sol, les vents violents, les inondations et la sécheresse perturbent la scolarité des élèves et le fonctionnement normal des écoles dans les zones sinistrées, augmentent les décrochages scolaires, exacerbent les inégalités,, empêchent l'atteinte des objectifs scolaires et retardent le développement du système éducatif.

En cas de catastrophes naturelles, les infrastructures et les manuels scolaires et les dossiers des élèves sont endommagés ; les enseignants renoncent à leurs postes dans les sites à risque et les classes sont fermées et deviennent inaccessibles à la rentrée scolaire. Parfois, les salles de classe sont occupées par les PDIs, où les cours sont suspendus momentanément ou organisés parfois dans des endroits improvisés.

En cas de conflits armés, l'insécurité, les déplacements et l'enrôlement forcé de jeunes garçons par les groupes armés interrompent leur scolarité et aggravent les inégalités d'accès au système éducatif.

Bien que des progrès substantiels et quantitatifs aient été réalisés au Tchad, les inégalités des possibilités d'éducation selon le sexe, les milieux et les régions reflètent la profonde polarisation sociale, économique et politique dans la société.

D'autres facteurs des conflits résultent des défaillances du fonctionnement du système éducatif. Il s'agit de : le clientélisme, la complaisance, l'intimidation, la corruption, l'impunité, la discrimination et la « géopolitique » engendrent un sentiment d'injustice, de frustration et de ressentiment qui nourrissent la violence scolaire. L'insuffisance des mesures pratiques pour s'attaquer avec détermination, aux facteurs de conflits dans les écoles qui alimentent les affrontements sectaires, les rivalités intercommunautaires et le favoritisme.

Aussi, le manque des moyens financiers, l'absence d'un plan de contingence face aux urgences et les réformes en léthargie sapent le système éducatif.

Les programmes scolaires, manuels et livres pédagogiques ne sont pas à jour et n'intègrent les disciplines d'urgences telles que la prévention des conflits, l'éducation à la paix, la RRC/C et la préparation aux situations d'urgences ou des catastrophes naturelle

5. D'autres facteurs de conflits liés au système éducatif

Les violences sectaires fréquentes dans les écoles résultent de la polarisation sociopolitique et des clivages ethniques et régionaux de la société.

L'imposition de l'arabe comme deuxième langue officielle et d'enseignement, sans précaution et ni sensibilisation intercommunautaire pour la diversité culturelle dans l'unité nationale, augmente les risques d'attiser les tensions ethniques existantes et la violence sectaire à l'école.

L'absence des mesures adéquates pour répondre avec fermeté aux multiples privations, contraintes et qui compromettent un environnement scolaire sain, propre, sûr, inclusif, égal accès, protecteur, rassembleur et les établissements scolaires résilients.

Lorsque la sécheresse entraîne l'insécurité alimentaire, les effectifs des élèves sont très faibles et le risque de décrochage devient trop élevé. D'autres écoles ferment carrément en raison du manque de cantines scolaires. La malnutrition affaiblit l'environnement scolaire et dégrade l'apprentissage.

L'analyse du système éducatif fait ressortir aussi plusieurs lacunes structurelles : absence de politique, de programme de sensibilisation sur la RRC/C et du système d'alerte précoce dans le secteur de l'éducation; absence de la cartographie des écoles exposées aux risques des crises ou de victimes des catastrophes; dans certaines localités, les calendriers scolaires sont inadaptés à l'environnement climatique exposé aux catastrophes, augmentant les disparités suite aux décrochages des élèves et a la désertion des enseignants ; peut attiser les tensions ethniques existantes et la violence sectaire à l'école.

6. La voie à suivre

L'intégration de la DRR/C dans les plans et stratégies de l'éducation contribuera à améliorer la résilience du système éducatif et à respecter l'engagement du Tchad à atteindre l'éducation pour tous (EPT) en toutes circonstances. Il s'agit de :

- S'attaquer , dans la mesure du possible, aux causes, racines, lacunes et facteurs de conflits et aux causes d'instabilité qui perturbent les perspectives de l'éducation pour tous et des OMD et la prestation des services sociaux équitables.
- Promouvoir une stratégie efficace dans le cadre national de résilience, dans lequel, les services sociaux, dont le système éducatif, seront sensibles aux conflits en s'attaquant à leurs causes structurelles.
- Renforcer l'assistance humanitaire à court terme pour aider à maintenir les services sociaux équitables, dont l'éducation pour tous en situations d'urgence, tout en fournissant l'aide au développement pour le long terme au titre des dividendes de la paix.
- Approfondir les études sur les liens entre les conflits, les catastrophes naturelles, la fragilité, la résilience et l'éducation.

TITRE I : GENERALITES

Les méthodes de recherche ont porté d'une part sur la revue documentaire et d'autre part sur les enquêtes de terrain.

Concernant la revue documentaire, conduite par un consultant international de l'UNICEF, spécialiste en analyse des conflits et consolidation de la paix, en appui à SFCG, l'approche a consisté à examiner les analyses précédentes des facteurs des conflits, les documents essentiels (programmes, plans et leurs analyses de situation), les résultats des enquêtes passées, les avis des experts, les interviews et les entretiens avec les acteurs locaux et les partenaires. En plus, les sources d'information existantes ont été exploitées, lesquelles résultaient des sources au niveau du Tchad ainsi que les données mondiales et régionales, en particulier les indices de gouvernance, de résilience, de fragilité et de l'éducation pour tous décrivant la situation du Tchad.

Le passage en revue de ces différentes sources des données ont permis de se faire une idée sur les profils de la situation passée et actuelle du Tchad. Ainsi, plusieurs domaines ont été passés au peigne fin. Il s'agit notamment du contexte politique, économique et socioculturel dans lequel l'ensemble du système éducatif est décrit au regard des impacts de conflits et des catastrophes naturelles dans les domaines démographiques, géographiques, régionaux, environnementaux, écologiques et de gouvernance dans les zones affectées par les facteurs et effets des conflits dans leurs contextes historiques.

Par ailleurs, l'analyse causale a identifié les principales sources de tensions ou de conflits qui conduisent à l'instabilité ainsi que leurs causes structurelles omniprésentes et enracinées dans les politiques, les structures et le tissu social tchadien. Les questions considérées comme causes immédiates ou déclencheurs des conflits qui contribuent à un climat propice aux violences et leur escalade, les manifestations symptomatiques des problèmes plus profonds et sous-jacents qui peuvent contribuer à tout moment à la flambée ou aux nouvelles escalades des conflits à cause d'un fait qui semble bénin.

L'analyse des parties prenantes vise à identifier les acteurs clés qui influencent les facteurs des conflits d'une manière ou d'une autre.

Quant à l'analyse de la dynamique des conflits, elle aidera à identifier les facteurs favorables à la paix (connecteurs ou opportunités) ainsi que les causes nuisibles à la paix (diviseurs) et leur relation d'indépendance.

Concernant les enquêtes de terrain menées par Search For Common Ground avec l'appui d'une équipe de consultants et chercheurs nationaux, d'une consultante internationale, elles ont suivi une séquence d'étapes dans la préparation et l'exécution d'une analyse de conflits au Tchad, impliquant autant que possible une variété de parties prenantes (locales, nationales, internationales, gouvernementales, inter et non gouvernementales). La phase préparatoire a débuté avec une cartographie des lois et programmes gouvernementaux pertinent au secteur de l'éducation et des questions connexes (réduction de la pauvreté, développement, genre, enfants, et jeunes).

L'étape suivante consistait à effectuer la cartographie des parties prenantes clés qui devraient participer au processus d'analyse des conflits : ministères, autorités locales, chefs traditionnels, enfants et jeunes scolarisés et non-scolarisés, femmes, enseignants, directeurs d'écoles, société civile nationale et internationale, les agences de l'ONU (OCHA, UNHCR, UNDP, etc.).

Les 9 régions où se dérouleraient les recherches de terrain ont été identifiées en collaboration avec UNICEF. Elles sont : N'Djamena ; Borkou-Ennedi-Tibesti ; Guera ; Sila ; Wadi Fira ; Mandoul et Logone-Orientale. Ces régions ont été sélectionnées sur la base des critères objectifs ci-après : la distribution géographique et démographique ; la diversité climatique ; l'accessibilité de la zone ; la diversité culturelle, ethnique et linguistique ; la présence d'aide humanitaire, de camps de réfugiés et de déplacés internes ; la disponibilité de ressources naturelles (eau, terres, etc.) et la situation économique ; la présence d'exploitation pétrolière et minière et la présence de bureaux décentralisés d'UNICEF. La collecte des données sur le terrain a été faite de manière qualitative (interview des personnes ressources) et de manière quantitative (échantillon des jeunes, adultes, femmes, hommes).

Chapitre 1 : Conception et mandat de l'UNICEF sur l'analyse des facteurs des conflits, la prévention, la consolidation de la paix et l'éducation

D'une manière générale, les activités de l'UNICEF relatives à l'éducation pour la paix sont guidées par les Objectifs de Développement pour le Millénaire et par les principes relatifs aux droits de l'homme énoncés dans la Convention relative aux droits de l'enfant, en particulier l'intérêt supérieur de l'enfant, la non-discrimination, le droit de l'enfant à la participation et le droit d'être entendu.

Ces principes impliquent un attachement à la consolidation de la paix et à la réduction de la pauvreté en investissant dans les enfants, ainsi que l'élimination progressive des disparités en s'efforçant d'aider en priorité les enfants les plus vulnérables, les plus marginalisés et les plus défavorisés.

En 2012, l'UNICEF, avec le financement du gouvernement néerlandais, a lancé une initiative pour explorer le rôle prioritaire de l'éducation dans la transformation des conflits et la consolidation de la paix.⁹ L'objectif général de ce Programme de Consolidation de la Paix, l'Éducation et le Plaidoyer (PBEA) est de «*renforcer la résilience, la cohésion sociale, et la sécurité humaine dans les zones touchées par des conflits, y compris les pays à risque – ou post- conflits*». Actuellement 13 pays participent au PBEA¹⁰, dont la première étape prévoit de mener une analyse des facteurs de conflits.¹¹

⁹ Le programme de consolidation de la paix, l'éducation et le plaidoyer reçoit 150 millions de dollars pour la programmation entre 2012 et 2015.

¹⁰ Les bureaux de l'UNICEF des pays participants au PBEAP sont : Burundi, Tchad, Côte D'Ivoire, RDC, Ethiopie, Liberia, Palestine, Pakistan, Sierra Leone, Somalie, Soudan du Sud, Ouganda et Yémen.

¹¹ Au moment de la rédaction de cette note, quatre bureaux nationaux de l'UNICEF avaient déjà fini leur analyse de conflit ; quatre autres analyses de pays sont actuellement en cours. Les pays restants devraient commencer leur analyse de conflit au cours de l'année 2013.

L'insécurité est un défi majeur au développement de notre temps et un obstacle important à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), y compris le droit à l'éducation primaire universelle. Ces défis sont encore compliqués par la nature changeante des conflits qui implique plusieurs niveaux, des conflits intra-étatiques prolongés et ils sont marqués par des cycles récurrents de conflits violents. Les approches et les arrangements institutionnels actuels n'ont pas été à même de répondre à ces dynamiques.

C'est pourquoi la Consolidation de la paix a émergé comme une stratégie centrale pour régler les conflits et accélérer les progrès vers la réalisation des OMD. L'éducation a un rôle important à jouer dans la construction de la paix, mais il peut aussi être un facteur potentiel de conflits lorsqu'elle ne tient pas compte du contexte dans lequel il évolue selon le principe de ne pas nuire.

Le Programme de l'UNICEF sur la « consolidation de la paix, le plaidoyer et de l'éducation dans les contextes affectés par les conflits ou », unique dans sa portée et son objet, est destiné à renforcer la résilience, la cohésion sociale et la sécurité humaine dans des contextes affectés par les conflits, y compris les pays exposés aux risques des conflits, ceux qui sont en conflit et post-conflit.

À cette fin, le programme renforcera les politiques et les pratiques en matière d'éducation pour la consolidation de la paix.

Pour réaliser ces résultats, le programme est axé sur cinq objectifs clés, comme suit :

1. renforcer l'intégration de l'éducation dans les politiques, programmes, analyses et la mise en œuvre de la consolidation de la paix et de politiques pour prévenir ou réduire les conflits.
2. renforcer les capacités institutionnelles pour développer et mettre en œuvre l'approche sensible aux conflits et la consolidation de la paix dans le système éducatif.
3. améliorer l'accès des enfants à l'éducation pertinente de qualité, qui contribue à la paix, y compris l'enseignement dispensé sous forme de dividendes de la paix.
4. constituer les meilleures pratiques et contribuer à générer les expériences, les connaissances et les pratiques au niveau régional et mondial, à travers le développement et la mise en œuvre des politiques et des programmes relatifs à la consolidation de la paix, à la réduction des risques des conflits et des catastrophes naturelles au Tchad.

Le programme ciblera les enfants et les adolescents, avec un accent particulier sur les filles, à la fois dans et hors de l'école et à tous les niveaux du système éducatif, dans 14 pays prioritaires, dont le Tchad.

L'approche de l'UNICEF pour la paix et l'éducation dans des contextes affectés par les conflits est fondé sur une analyse approfondie des facteurs des conflits et des catastrophes naturelles dans laquelle une analyse du système éducatif fait partie d'un vaste processus intersectoriels de consolidation de la paix.

L'analyse des facteurs des conflits est au cœur du programme et est fondamentalement liée à toutes les étapes, y compris la conception et la mise en œuvre des interventions du programme et le suivi des résultats.

Par ailleurs, la consolidation de la paix s'est imposée comme une stratégie incontournable pour faire face aux conflits et accélérer les progrès en vue d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). L'éducation a un rôle capital à jouer dans la construction de la paix, tout comme elle peut s'avérer être un facteur de renforcement des conflits. L'UNICEF développe actuellement sa propre interprétation de la consolidation de la paix, incluant l'éducation, au-delà de l'assistance humanitaire, et en mettant l'accent sur la transformation sociale aux endroits affectés par les conflits. ¹² « *L'éducation pourrait jouer un rôle de catalyseur de paix et il est nécessaire que le secteur de l'éducation comporte une dimension de la consolidation de la paix et qu'elle soit complétée par une analyse politique de l'économie du conflit* ». ¹³

De ce qui précède, les résultats ci-après sont attendus dans la mise en œuvre du Programme Mondial de la Consolidation de la Paix, de l'éducation et de Plaidoyer au niveau du Tchad :

1. L'intégration de l'éducation dans les politiques, programmes, analyses et mise en œuvre de la consolidation de la paix et de politiques pour prévenir ou réduire les conflits est renforcée.
2. Les capacités institutionnelles pour développer et mettre en œuvre l'approche sensible aux conflits et consolidation à la paix dans le système éducatif sont renforcées.
3. L'accès des enfants à l'éducation pertinente de qualité, qui contribue à la paix, y compris l'enseignement dispensé sous forme de dividendes de la paix est amélioré.
4. Les politiques et la programmation relative à la consolidation de la paix, à la réduction des risques des conflits et des catastrophes naturelles dans l'éducation au Tchad constituent les meilleures pratiques et elles contribuent à générer les expériences, les connaissances et les pratiques au niveau régional et mondial.

Chapitre 2 : Processus, méthodologie et outils de recherche

Ce chapitre porte sur le processus, la méthodologie et les outils de recherche employés dans l'analyse des facteurs des conflits

2.1 Processus

Le processus concerne aussi bien la revue documentaire que les enquêtes sur le terrain.

¹² Cette étude de recherche de l'UNICEF a été effectuée la même année que *Education pour Tous, Rapport mondial de Suivi* (UNESCO, 2011), qui encourageait le renforcement du rôle de l'éducation dans la consolidation de la paix.

¹³ NOVELLI, M. ET SMITH, A. (2011) *The Role of Education in Peacebuilding: A synthesis report of findings from Lebanon, Nepal and Sierra Leone*, 40 pp. UNICEF: New York.

2.1.1 *Processus de la revue documentaire*

En appui technique à la mission confiée à SFCG, un consultant international spécialisé en analyse des conflits et consolidation de la paix a été recruté par UNICEF en vue de travailler en étroite collaboration avec SFCG et assurer la liaison avec les secteurs concernés au sein de l'UNICEF ainsi que des partenaires afin de garantir que toutes les composantes de l'analyse des facteurs des conflits pour la consolidation de la paix soient effectivement intégrés dans le processus d'analyse. Il devrait également s'assurer que le Bureau de l'Unicef Tchad joue un rôle actif dans le développement et la mise en œuvre de l'analyse des conflits et le développement du programme en partenariat avec SFCG. Plus précisément, le consultant devrait:

- compléter l'étude théorique de l'analyse des conflits existant.
- apporter un soutien technique sur les outils et la méthodologie utilisés pour les consultations
- appuyer le renforcement des capacités de l'UNICEF au Tchad et des partenaires d'exécution (SFCG, APAD, CERDO, etc.) et leurs homologues gouvernementaux sur la sensibilité aux conflits et la consolidation de la paix
- effectuer la synthèse complète de l'analyse des conclusions basées sur les résultats de la revue documentaire et ceux des consultations de terrain.

2.1.2 *Processus de l'enquête de terrain*

L'UNICEF-TCHAD a conclu un accord avec Search For Common Ground (SFCG) pour conduire une analyse des conflits en vue de:

- Concevoir et préparer l'analyse des conflits
- Entreprendre l'analyse des conflits
- Concevoir le programme de consolidation de la paix fondée sur l'analyse des conflits

Depuis le lancement de cette étude au Tchad en mars 2013, l'UNICEF et Search for Common Ground (SFCG) Tchad, ont travaillé en étroite collaboration pour définir la méthodologie et mettre en œuvre la formation des équipes de chercheurs tchadiens. Le processus de recherche comprenait trois phases principales (phase de recherche documentaire, phase de terrain, phase de synthèse) et 14 étapes :

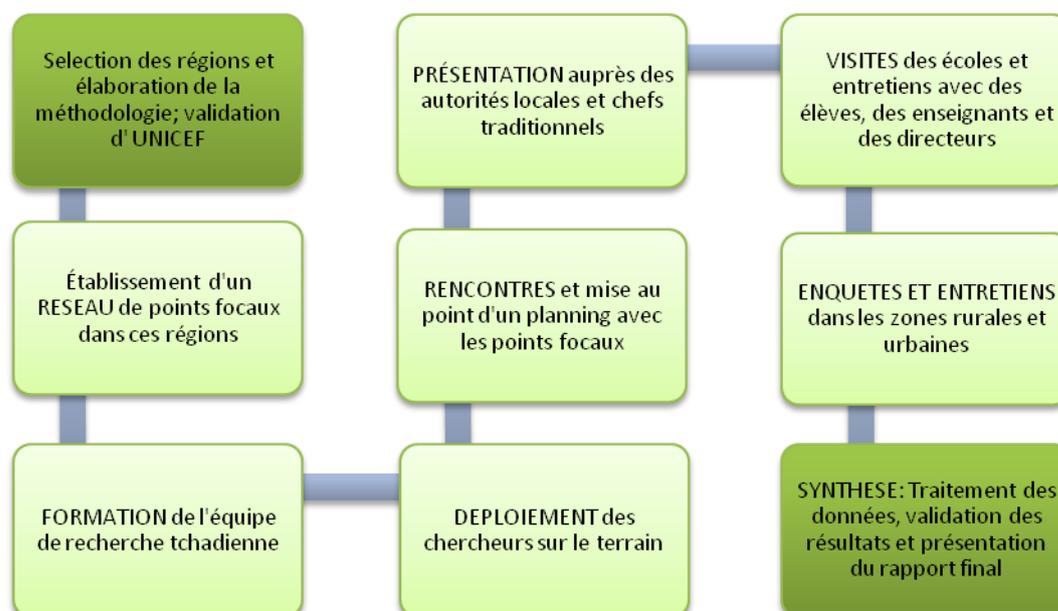
1. Étude de la littérature;
2. Atelier de définition de la méthodologie et sélection des régions (UNICEF/SFCG);
3. Identification des parties prenantes et des points focaux;
4. Élaboration des profils des principaux intervenants et régions;
5. Elaboration des manuels d'instructions pour l'enquête et les entretiens qualitatifs;
6. Entretiens préparatoires avec des informateurs clés;
7. Formation des chercheurs tchadiens à N'Djamena;
8. Déploiement sur le terrain;
9. Mise en contact avec les points focaux.
10. Présentation du projet auprès des autorités étatiques et traditionnelles;
11. Identification et formation du personnel enquêteur local;
12. Débriefing des chercheurs et traitement des données quantitatives et qualitatives;
13. Validation du rapport par UNICEF et le Ministère de l'Éducation;

14. Présentation auprès des agences de l'ONU concernées, des ONG internationales, de la société civile et des experts.

L'étude menée par SFCG et son équipe, appuyés par la suite par un consultant international expert en analyse de conflit et consolidation de paix de l'UNICEF, est une synthèse de la recherche littéraire et du terrain. L'équipe a été composée de 28 chercheurs Tchadiens, 9 superviseurs, 49 enquêteurs locaux, un chef de recherche national et une responsable de recherche internationale.

La participation du ministère de l'éducation, des autorités locales et d'autres parties prenantes (écoles, experts, chefs traditionnels, des organisations de la société civile nationales et internationales, OCHA, UNHCR) a été indispensable pour ce projet. L'utilisation d'une approche participative, sensible aux conflits, et d'une méthodologie adaptée aux parties prenantes, garantit que les résultats de la recherche sont basés sur les réalités tchadiennes d'aujourd'hui. Un travail de base solide avec les points focaux et les autorités, comme étape préliminaire avant de commencer le travail de terrain, a été accompli dans toutes les régions et a contribué à rendre le processus de recherche transparent et respectueux.

Ci-après le schéma illustrant le processus de collecte, de traitement et d'analyse des données de terrain :



2.2 Méthodologie et outils de recherche

La méthodologie et les outils de recherche varient selon qu'il s'agisse de la revue documentaire ou des enquêtes de terrain.

2.2.1 Méthodologie et outils de recherche de la revue documentaire

Le processus retenu aux fins de la revue documentaire a été axé sur les orientations et directives du Siège de l'UNICEF/New York et Dakar et des considérations du Programme Mondial de Consolidation de la paix, Plaidoyer et Éducation (PBEA). Il s'agit de : *UNICEF Country Case Studies Pre-Fieldwork Desk Reviews* ; *UNICEF situation profile checklist of questions on conflict analysis and peace building* ; *UNSSC on Conflict Sensitivity and Peacebuilding in UNICEF* ; *UNICEF Conflict Analysis Preparations Guidelines, UNICEF Technical Guidance on Conflict Sensitivity and Peace-building, Lessons Learned Report: Conflict Analysis Workshop Pilot Study, Sierra Leone (A. Smith, M. Novelli), UNICEF Country Case Studies Pre-Fieldwork Desk Reviews et CPAP UNICEF* ; Notes orientation pour La construction d'écoles plus sûres/Dispositif mondial de réduction des catastrophes et de relèvement (GFDRR).

La démarche a consisté à lire et à analyser des écrits, les données socio-économiques, environnementales et éducatives tirées des analyses situationnelles des programmes ou des plans du système des Nations Unies tels que Plans d'action de Programmes Pays (UNICEF & PNUD) , Plan-Cadre pour l'Aide des Nations Unies au Développement (UNDAF) du Tchad (2006-2010) et Bilan Commun de Bureaux de pays des Nations Unies (CCA) au Tchad ; Rapport du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés au Tchad, S/2007/400, 3 juillet 2007 ; *Inter-agency framework for conflict analysis in transition situations* ; *Building resilience, coping with risks and addressing vulnerability and Coordination of development programmes between agencies of UN in Chad* ; Rapport mondial de suivi sur l'EPT, 2011 ; Bulletins OCHIA et Communiqués PAM ; Éléments de diagnostic pour une politique éducative nouvelle et une meilleure efficacité de la dépense publique de la Banque mondiale.

En plus des analyses techniques indépendantes ont été exploitées telles *Policy Briefing/Afrique of International Crisis Group* ; *Analysis, profile and rankings of the Failed States Index*. Des plans et rapports pertinents du gouvernement ont été consultés : Document de Stratégie de la Croissance et de la Réduction de la Pauvreté ; Analyse des vulnérabilités du système éducatif tchadien aux catastrophes naturelles et aux conflits ; Projet de revitalisation de l'éducation de base au Tchad (PBEBAT) ; Stratégie Intérimaire pour l'Éducation et l'Alphabétisation 2011-2013 (SIPEA) ; Programme d'Appui à la Réforme du Secteur de l'Éducation (PARSET) et Principaux éléments de diagnostic du secteur de l'éducation au Tchad.

Par ailleurs, la situation particulière du Tchad a été analysée dans le cadre du chevauchement entre les catastrophes naturelles, les conflits et la fragilité étatique et leur impact sur la vulnérabilité et le dysfonctionnement du système éducatif.

Le Tchad a été aussi analysé dans le cadre du « new deal » des pays post-conflits qui manifestent un haut niveau de fragilité étatique face aux risques des catastrophes naturelles, à la pauvreté structurelle et aux changements climatiques.

A ce sujet, les informations ont été tirées de la combinaison des données collectées des plusieurs indices : *Failed State Index 2012* ; *UNU-EHS World Risk Report 2011* ; *OHPI Multidimensionnel Poverty Index 2011* et *CGD Climat change Vulnerability Index* pour examiner comment la dynamique de la vulnérabilité est façonnée par les chocs et les détresses interconnectés dans un environnement complexe exposé aux multiples risques.

Les interventions des Nations Unies au Tchad pour renforcer la résilience humaine et institutionnelle sous le New Deal en faveur des États fragiles ont été aussi examinées.

De même, les indicateurs et les classements du Tchad par les indices de la gouvernance et de vulnérabilité ont été passés au peigne fin.

Aussi, le système éducatif en situation d'urgence et sa vulnérabilité aux chocs ont été examinés, notamment l'impact des contraintes climatiques et les conflits sur l'éducation ont été aussi examinés, en particulier, l'accès ; la qualité et la gestion du système éducatif ; les interventions éducatives dans les contextes de fragilité, des contraintes climatiques et de conflits ont été analysées en termes de prévention des conflits et de réduction des risques des catastrophes dans les priorités politiques, les plans et les programmes en cours, notamment.

Une autre partie de la revue des écrits fut entreprise, traitant des facteurs des ou des facteurs des conflits et des effets des catastrophes naturelles, en l'occurrence la sécheresse, les vents violents et les inondations. Cette revue a couvert aussi les recommandations et les observations des organes de surveillance des traités sur le Tchad, en l'occurrence le Comité des droits de l'enfant et les comité des droits de l'homme. L'objectif visait était de cartographier, d'inventorier, relire, d'identifier, réexaminer les thèmes et les points préoccupants des causes structurelles des conflits qui entravent l'accès universel à l'éducation.

Des rencontres ont été organisées avec les agences de l'ONU au Tchad impliquées dans l'analyse de conflit et programme de consolidation de la paix et de l'éducation (PNUD, OCHIA ; HCR, PAM) sur les contextes socio-économiques de leurs interventions et leurs impacts.

Les outils pertinents et les méthodologies appropriées d'analyse des conflits tels les matrice et cadre d'analyse ont été adoptés et utilisés pour conduire la cartographie des facteurs de conflits, les auteurs et leurs dynamiques sur les programmes d'éducation et leurs effets catalyseurs (revue documentaire ; ateliers, entretiens, focus groupes...).

Le processus consultatif et participatif est adopté et mis en œuvre sous forme d'ateliers et réunions techniques de cartographie et d'échange d'information et de brainstorming en vue de recueillir des informations complémentaires et objective d'enrichissement et de rédaction de l'avant-projet du document d'analyse ou l'évaluation de la situation éducative et des conflits.

2.2.2 Méthodologie et outils de recherche d'enquête de terrain

L'étude au Tchad a inclus une cartographie de la situation des conflits pour permettre une analyse des vecteurs de conflits et le développement d'une stratégie de résolution des conflits. Si cette recherche participative est de portée nationale, les 23 régions du Tchad n'ont cependant pas été visitées dans leur intégralité. Basée sur la recherche documentaire portant sur l'histoire des conflits et sur une comparaison des différentes cartes (géographiques, ethniques, démographiques, humanitaires, des conflits etc.), une sélection a été opérée parmi les régions dans lesquelles l'étude de terrain a été menée. Ce processus a été revu et validé par l'UNICEF à N'Djamena au cours des sessions du groupe de travail UNICEF-SFCG.

2.2.3 La sélection des régions

L'objectif visé est l'obtention de données représentatives au niveau national et dans les régions où il existe potentiellement des conflits qui affectent la vie quotidienne de communautés locales.

2.2.3.1 Les critères de sélection

Les critères de sélection des régions dans lesquelles s'est déroulée la recherche sont les suivants :

- La distribution géographique et démographique. L'échantillon a été approximativement composé, au niveau de la population, de deux tiers d'individus résidants en zone urbaine et d'un tiers en zone rurale même si mener des enquêtes et des interviews à N'Djamena et dans les chefs-lieux de département devrait prendre moins de temps que dans des zones rurales. Dans la sélection des régions, un équilibre géographique et démographique a été assuré.
- La diversité climatique. Dans le cadre de cette étude, le territoire tchadien a été divisé en trois régions : (1) la zone subtropicale ; (2) la zone sahélienne ; et (3) la zone saharienne. L'échantillon a été représentatif de ces trois zones.
- L'accessibilité de la zone. La zone saharienne en particulier est difficile d'accès (persistance de conflits et de risques sécuritaires, des mines antipersonnel, des circonstances climatiques extrêmes, en plus de grandes distances géographiques). Une stratégie distincte a été développée pour incorporer cette zone dans l'étude. Au lieu de déployer une équipe depuis N'Djamena, des contacts locaux ont reçu des instructions pour mener l'enquête sur place en utilisant les mêmes outils et la même méthodologie que dans les autres régions, sous la supervision de SFCG.¹⁴ Avec le soutien de points focaux et de partenaires locaux (l'APAD et surtout l'ASPAD¹⁵), deux enquêteurs ont été engagés à Ennedi (Fada) et deux autres à Borkou (Faya Largeau)

¹⁴ En 2012, SFCG a identifié les organisations de jeunesse dans le pays et à des contacts dans toutes les zones.

¹⁵ APAD: Association Action de Partenaires pour l'Appui au Développement. ASPAD : Association pour la paix et le développement du BET

pour effectuer la recherche sur place, sous le contrôle d'un superviseur venu dans chaque zone depuis N'Djamena.

- La diversité culturelle, ethnique et linguistique. L'étude a inclus des communautés francophones et arabophones, et elle a garanti également que les principaux groupes ethniques du Tchad soient représentés dans les régions visitées.
- La présence d'aide humanitaire, de camps de réfugiés et de déplacés internes. La présence d'un grand nombre de réfugiés originaires du Soudan et de République Centrafricaine pèse lourdement sur le Tchad et ses ressources, et en particulier sur l'Est du pays, semi-aride et disposant de ressources naturelles éparses¹⁶. L'arrivée de rapatriés revenant de pays voisins pour fuir des violences, en Lybie et au Nigéria notamment, affecte également les modes de vies des communautés dans des zones déjà sinistrées¹⁷. L'étude, en plus d'être menée directement dans des camps et des communautés d'accueil afin d'obtenir des informations à la source, s'est tournée vers l'UNHCR et différentes ONG humanitaires pour obtenir des contacts et comprendre les programmes de résolution de conflits entre hôtes, réfugiés, déplacés internes et autorités publique.
- La disponibilité de ressources naturelles (eau, terres, etc.). L'accès à ces ressources est une importante cause de conflits entre agriculteurs et éleveurs dans différentes régions du pays. Au Nord, les systèmes agricoles traditionnels font difficilement face aux sécheresses régulières et à la désertification. Par conséquent, les éleveurs émigrent et demeurent au Sud plus longtemps qu'auparavant avec leur bétail et les agriculteurs étendent leurs zones de culture. Ces deux facteurs provoquent tant de conflits, souvent dramatiques entre les parties prenantes ou simplement alimentent l'émergence de conflits. Les régions où règnent les conflits entre différentes communautés portant sur l'occupation de terres et des disputes concernant l'accès aux points d'eaux sont en hausse. L'étude a analysé ces questions sur le terrain en s'adressant aux parties prenantes et aux acteurs pertinents.
- La situation économique. La recherche a incorporé dans son analyse la manière dont les différentes régions sont affectées et répondent aux conflits résultant de situations économiques difficiles.
- La présence d'exploitation pétrolière et minière. L'exploration pétrolière réduit les pâturages disponibles et les déversements de pétrole polluent l'environnement. Cependant, le pétrole permet également l'enrichissement et le développement d'une frange de la population. Mais les conflits demeurent et l'étude a analysé cet aspect sur le terrain.¹⁸

¹⁶ 2013 UNHCR country operations profile: Chad

¹⁷ Consolidated Appeal for Chad 2013, OCHA, UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs.

¹⁸ Africa: Economic Outlook: Rep. Chad 2012, AFDB – African Development Bank

- La présence de bureaux décentralisés d'UNICEF. En plus du bureau principal à N'Djamena, UNICEF dispose de cinq bureaux locaux décentralisés. Leur présence dans les régions a été un soutien important pour les équipes d'enquêteurs de SfCG qui se sont rendues dans ces zones à travers les personnes-clés dans ces bureaux, en coordination avec UNICEF à N'Djamena.

Selon donc ces critères précités, 7 régions ont été retenues avec leurs localités respectives. Il s'agit de:

- N'Djamena (capitale): 2 Arrondissements (Centre 3ème arrondissement et Périphérie : 7ème arrondissement)
- Borkou-Ennedi-Tibesti (Faya Largeau, Fada)
- Guera (Mongo, Bitkine)
- Sila (Goz-Beïda, Koukou An Gara)
- Wade fire (Baltic, Guereda)
- Mandoul (Koumra, Penni)
- Logone-Orientale (Doba, Gore)

2.2.3.2 Profils des régions sélectionnées

B.E.T

La région du B.E.T, voisine directe de la Libye au Nord, du Niger à l'ouest et du Soudan à l'Est, est géographiquement située au Nord du pays, dans la zone saharienne. Elle s'étend sur 780 000 km soit environ 47% du territoire national et compte une population de 287506 habitants, selon le dernier recensement général de la population et de l'habitat 2009. Avec une pluviométrie moyenne inférieure à 200 mm par an, le climat exclut toute possibilité de développement des cultures sèches. Les rares points d'eau se rencontrent dans les oasis et dans les vallées des massifs montagneux où se pratique une agriculture de type "oasien", c'est à dire basé sur le palmier dattier et les cultures irriguées. L'aridité de ce milieu et le caractère erratique des précipitations limite la disponibilité en eau et en pâturage pour le bétail. Le système d'élevage est nomade, centré principalement sur le dromadaire (le quart de l'effectif national) et Les petits ruminants. Quelques têtes de bovins sont toutefois recensées sous cette latitude. (État de lieux de l'élevage et des industries animales dans les pays de l'Afrique Central : République du Tchad, décembre 2012 FAO)

Le climat saharien rude, impose des activités agricoles très réduites et souvent de type oasien (cultures des palmerais en dattes et maraichères en légumes, mil de cycle court).

Les localités qui ont été visitées au BET sont: Faya Largeau, Fada.

Les principaux problèmes identifiés au BET sont : la difficile accessibilité à l'eau pour les humains, le bétail et l'agriculture ; la question de transhumance ; le retour des personnes déplacées du Libye, un faible taux d'accès à l'éducation, à la santé ; la discrimination de genre et les conflits à caractère culturel ; l'insécurité alimentaire structurelle en raison d'une pluviométrie presque nulle ; la faiblesse des infrastructures économiques de base ; l'insécurité en raison d'un passé de tumultueux fait de guerre civile, de rebellions et

d'incursions étrangères et notamment libyennes ; l'exode rural et les violences basées sur les genres.

Ces difficultés constituent des réelles entraves à l'atteinte des OMD et des objectifs régionaux de réduction de la pauvreté dans tous les départements de la région du BET.

GUERA, MANDOUL, LOGONE ORIENTAL

Les conflits entre les agriculteurs et les éleveurs sur le contrôle des ressources naturelles sont fréquents le long des zones de convergence, notamment dans les préfectures de Chari Baguirmi, Huera, Hadjer Lamis, Mandoul, Logone Oriental, Moyen Chari et Ouaddai. Dans cette localité, ces conflits sont souvent suscités par la destruction des champs par le bétail. En réponse, les agriculteurs résidents et agro-éleveurs érigent des barricades autour des zones agricoles et sur les passages menant aux terres productives. La croissance de la population humaine et animale a entraîné une concurrence accrue sur les ressources, notamment sur les terres productives et l'eau. Cela a contribué de manière significative aux conflits entre les communautés surtout entre les éleveurs et les agriculteurs (Ndale Clémentine d'ACCORD au Tchad).

Les principaux problèmes qui alimentent les conflits entre éleveurs et agriculteurs sont entre autres : accès difficile aux ressources naturelles communautaires (terre et eau) ; poussé démographique ; pression foncière ; conflits entre agriculteurs – éleveurs liés à la mobilité des éleveurs ; mauvaise gestion des conflits ; aléas climatiques (sécheresse, inondation) ; faible niveau d'organisation des éleveurs et des agriculteurs ; faiblesse et non diversification de la production ; insécurité alimentaire ; pathologies animales ; faible niveau de productivité des espèces animales ; insuffisance d'infrastructures de transformations des produits animaux ; inexistence d'un système de financement adéquat du sous-secteur élevage ; enclavement de certaines zones d'élevage et faible niveau d'allocation des ressources budgétaires et opposition entre les cultures des éleveurs nomades et les cultivateurs sédentaires

LOGONE ORIENTAL, WADI-FIRA, SILA

Cette région est caractérisée par l'instabilité et les conflits dans l'Est et au Sud du Tchad qui sont liés à plusieurs facteurs¹⁹:

La concurrence entre les éleveurs et les agriculteurs pour l'accès aux ressources naturelles telles que la terre, le bois et l'eau qui sont rares dans l'Est du pays ; la concurrence entre les communautés de réfugiés, rapatriés et autochtones pour les ressources et l'aide humanitaire ; les conflits passés entre les groupes d'opposition armés (par exemple FROLINAT, FUC, ANCD, FUC, FPRN) et l'armée nationale ; la prolifération des armes légères et l'augmentation de la criminalité ; l'instabilité politique au Nord de la RCA avec incidence sur la frontière Sud du Tchad ; le conflit en cours au Darfour/Soudan ; la sécheresse structurelle ; l'accès aux services d'hygiène, de santé, d'éducation limitée ; l'insécurité

¹⁹DNA – disaster Needs Analysis, Chad Update, March 2012, ACAPS Geneva

alimentaire est structurelle ; la faiblesse des infrastructures économiques de base ; l'exode rural.

L'insécurité créée par les affrontements armés entre factions belligérantes, provient de tensions continues entre les communautés pastorales, agricoles et entre les réfugiés, personnes déplacées et retournées et les communautés hôtes. Ces tensions portent sur l'accès aux ressources naturelles et sont aggravées par les inondations saisonnières et une sécheresse structurelle qui rendent vulnérables les populations de la zone.

Au cours des années 1970 et 1980, à cause de la sécheresse qui touche le Nord du Tchad, nombreux migrants Ouaddaiens et Mimi sont arrivés au Sila. Les migrants furent intégrés dans les communautés locales et reçurent des terres pour permettre leur subsistance, mais l'arrivée d'un grand nombre de nouveaux venus, créa une pression croissante sur les ressources, donnant lieu à des problèmes liés à la propriété et à la distribution des terres »²⁰.

Depuis 2003, le Tchad a reçu un afflux de réfugiés et des rapatriés dans les régions du Sud-est, principalement des pays voisins du Soudan, et de la République centrafricaine (RCA) à la suite d'une série d'affrontements interethniques au Darfour et un récent coup d'État en RCA. Pour ce qui est du Nord du Tchad, plusieurs milliers des réfugiés soudanais ont eu comme point de chute principale la partie Est du pays. Cette situation d'insécurité caractérisée a non seulement favorisé les incursions meurtrières et répétées de « *janjawids*²¹ » mais attisé les conflits intercommunautaires produisant alors un énorme déplacement des tchadiens à l'intérieur de leur pays. Ces personnes déplacées sont réparties essentiellement dans les régions de Wadi Fira, du Ouaddaï, de Sila et du Salamat. La zone d'implantation des réfugiés, IDP, retournés et communautés hôtes de l'Est tchadien correspond grosso modo aux limites de l'ancien sultanat du Ouaddaï qui étendait historiquement (XVIIIème siècle) son emprise sur les populations de l'Ennedi/Est, du Wadi Fira, du Ouaddaï actuel, du Sila, du Salamat et du Runga. En 2003, suite à la dégradation de la situation sécuritaire dans le Darfour à l'Ouest du Soudan qui était historiquement très lié au sultanat du Ouaddaï, des milliers de civils ont fui les zones de combat entre les différentes factions belligérantes et ont cherché asile dans l'Est du Tchad en nombre toujours croissant.

Les populations tchadiennes dans les zones Est du pays vivent dans un état de pauvreté extrême, et ont vu leur situation socio-économique précaire s'aggraver par l'insuffisance de services essentiels. Aux réfugiés, sont venus s'ajouter des déplacés internes chassés de leurs villages et fericks par les conséquences des affrontements entre le Gouvernement et les mouvements de rébellion interne au Tchad et les conflits intercommunautaires

2.2.4 Populations cibles

En rapport avec l'importance de leurs rôles dans les différents conflits au Tchad, ces différentes catégories de personnes ont été choisies comme populations cibles des enquêtes sur le terrain:

²⁰Rapport de la mission d'évaluation de INTERSOS

- Les représentants gouvernementaux, provenant de différents ministères et les autorités locales dans les régions,
- Les chefs traditionnels, les sultans, les anciens et les chefs religieux,
- Les organisations internationales, les ONG et la société civile locale,
- Le personnel scolaire, les directeurs et les enseignants,
- Les éleveurs et agriculteurs
- Les enfants et les jeunes au sein et en dehors du système éducatif formel,
- Les enfants vulnérables
- Les organisations de femmes,
- Les réfugiés et les déplacés internes
- Des membres de ménages choisis au hasard dans chacune des régions sélectionnées.

Pour les ménages, une taille de 2448 individus a été obtenue selon des critères scientifiques de maximisation de la représentativité sous contraintes de la qualité de l'estimation et du budget.

2.2.5 Outils Qualitatifs

Les discussions de groupes cibles (« Focus Group Discussions ») est une méthode qui a permis de collecter de données via lesquelles les femmes, les jeunes, les enseignants, les organisations de parents et d'autres parties prenantes qui se sont rassembler et ont discuté de leurs problèmes et préoccupations, en fonction d'une liste de thèmes centraux élaborée par le chercheur/facilitateur. Les groupes cibles ont exploré en profondeur la variété et les nuances contenues dans les opinions exprimées au regard des conflits et de l'éducation, en cherchant à comprendre les différences de perspectives et à appréhender les facteurs qui influencent les opinions ou le comportement (accès aux ressources, ethnicité, religion, tradition). Ces outils ont permis de stimuler le débat sur les problèmes importants et d'affiner la compréhension du rôle et des perceptions nourries par les différents groupes.

Des entretiens avec des informateurs clés (« key informant interviews », ci-après EIC) ont été menés pour collecter des informations qualitatives et descriptives qui permettront de comprendre la motivation, le comportement et les perspectives des décideurs politiques, des leaders traditionnels, du personnel d'école, des réfugiés, des déplacés et des communautés d'accueil, etc. Les interviews ont été structurées de manière volontairement vague (basées sur des guides de discussion), et ont incluent une liste de sujets à débattre.

Les EIC concernent les représentants du gouvernement national, les autorités locales, la société civile locale, les ONG et les organisations internationales, les déplacés, les réfugiés, les autochtones, les directeurs d'écoles et les chefs. Le but principal est de rassembler des informations détaillées et de comparer les politiques et la réalité du terrain.

2.2.6 Outils Quantitatifs (échantillon et taille de l'échantillon)

L'objectif de l'enquête était de rassembler des données sur les perceptions et les expériences collectives à partir d'un échantillon de personnes interrogées, dans des milieux ruraux et urbains, ainsi que sur le rôle potentiel de l'éducation (à la fois formelle et informelle) dans la consolidation de la paix.

Plusieurs méthodes, aussi bien quantitatives que qualitatives, ont été employées au cours de la recherche. Les critères de sélection de l'échantillon incluait divers indicateurs : la région

d'origine, le genre, l'âge, le milieu social, la position et le rôle au sein de la société, l'accès à l'éducation, le niveau d'instruction, etc. En s'entretenant avec différentes parties prenantes, le niveau d'analyse de conflits (au niveau communautaire, régional ou national) est lié au niveau d'intervention (projets et politiques). L'enquête fournit des informations quantitatives et différenciées sur la vision qu'ont les femmes, les hommes, les jeunes et les enfants à propos des conflits et de l'éducation. Les outils qualitatifs fournissent des données plus détaillées sur les mêmes questions grâce à la variété des personnes ressources impliquées.

Les 2448 ménages enquêtés ont été répartis dans les régions proportionnellement à leur poids démographique disponible à partir du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) 2009²². Un échantillon de cette taille combiné avec les exigences budgétaires a permis d'avoir une précision de 95% pour nos résultats. En multipliant le poids démographique de chaque région par la taille 2448, on a obtenu le nombre d'individu ou de ménages à enquêter par région.

2.2.7 Partenariat

Les partenaires de SFCG dans cette étude sont le CERDO et APAD. Le CERDO²³ (Centre d'Etudes et de Recherche pour la Dynamique des Organisations), est chargé de la saisie et de l'analyse des données. Le logiciel informatique utilisé a été SPSS. L'APAD y a participé à titre de renforcement des capacités.

2.2.8 Réseau d'appui

Un réseau de points focaux a été mis en place pour fournir un soutien à l'équipe d'enquêteurs. Ils sont entre autres composés :

- des personnes ressources originaires des régions respectives,
- des représentants de la société civile tchadienne (REPPACT, APLFT, AFPAT, CEFOD)
- des contacts de l'ACTT (« Association Tchadienne des Chefs Traditionnels »)
- Des Associations des Parents d'élèves (APE)
- des contacts de l'AMECET : Association de Médiation pour l'Entente entre les Eleveurs et les Agriculteurs du Tchad
- des représentants de bureaux de l'UNICEF et des autres agences des Nations Unies (HCR, OCHA),
- le Centre National de Curricula (CNC)
- les ONG humanitaires (RET, HIAS, CRS, MAG, etc.) et sociales (MAG, ACORD, Equal Access, INTERSOS, Oxfam).
- les organisations spécialisées dans les droits des enfants et des enfants soldats²⁴ : CRS, CERES, Fédération du Scoutisme Tchadien, Association des Guides du Tchad, Child Fund, Red Cross.

²²L'Enquête nationale ECOSIT 2 organisée par le Tchad en 2011 a donné les populations de toutes les régions du TCHAD. Ceci nous permet d'avoir le poids démographique des six régions retenues.

²³Le CERDO est un cabinet créé en 2000 qui a déjà travaillé sur des enquêtes nationales pour la Banque Mondiale, UNICEF, UNHCR, et qui dispose de six ou sept ordinateurs et d'une trentaine d'agents de saisie expérimentés.

²⁴ La large disponibilité d'armes légères implique que les enfants peuvent être activement enrôlés. La Déclaration de N'Djamena a été adoptée le 9 juin 2012 par six gouvernements (Cameroun, Tchad, République Centrafricaine, Niger, Nigéria et Soudan). L'UNICEF et le gouvernement tchadien avaient organisé cette conférence pour rassembler des représentants gouvernementaux, des officiers des Nations

- Les partenaires de SFCG, l'APAD et le CERDO et d'autres organisations clés ayant une expérience spécifique sur le terrain et sur le sujet de la recherche.

2.3 La problématique de l'éducation à la paix dans le milieu éducatif

Toutes les activités de l'UNICEF sont mises en œuvre sous l'égide du Ministère tchadien de l'Education. Les objectifs des activités de l'UNICEF dans le secteur de l'éducation sont de soutenir l'amélioration des capacités des enseignants et des associations parents-élèves, ainsi que l'amélioration des infrastructures de classe et la disponibilité du matériel et des manuels scolaires.

L'article 35 de la Constitution du Tchad stipule que les citoyens ont droit à l'éducation et la formation gratuite. L'éducation est obligatoire pour les enfants entre six et quinze ans. L'éducation a deux rôles principaux : (1) permettre l'insertion sociale et professionnelle des individus formés en tant que futures ressources humaines ; et (2) promouvoir le plein exercice de la citoyenneté des individus via l'inculcation de valeurs patriotiques et d'un sentiment d'appartenance nationale et la diffusion de valeurs civiques et morales de démocratie, de respect des droits de l'Homme et de justice sociale. Parmi les objectifs spécifiques du système éducatif, il est à noter la promotion de la scolarisation des filles ainsi que la lutte contre les préjugés et la promotion d'une culture de tolérance, l'encouragement de la cohésion nationale via une prise de conscience de l'appartenance à un même pays, et la promotion de l'état de droit par la diffusion d'une culture du respect de la justice, des droits de l'homme et des libertés²⁵. En outre l'article 39 désigne le devoir de chaque région du Tchad à créer les conditions pour l'épanouissement et le bien-être des jeunes."

L'Etat Tchadien vient d'élaborer un projet de revitalisation de l'éducation de base, s'inscrivant dans le cadre d'une stratégie intérimaire pour l'éducation et l'alphabétisation (SIPEA) sur la période 2013-2015.

L'Etat est également en train de préparer un Plan d'Education de 10 ans qui débutera en 2016. Le secteur de l'éducation, dans le passé, n'a pas inclus l'impact des catastrophes naturelles ou les vulnérabilités des conflits sur le système éducatif d'une manière systématique, mais cela commence à changer.

En 2010, le Ministère de l'Education au Tchad a commencé à travailler sur une étude diagnostique (ESD) pour cartographier la vulnérabilité du secteur de l'éducation aux conflits et aux catastrophes. Cette étude fournit des données importantes sur l'éducation dans les Régions qui connaissent actuellement des conflits et de catastrophes naturelles et examine la situation de l'éducation des personnes déplacées, les réfugiés et les communautés d'accueil. Cette étude et les données liées aux risques, font partie d'une analyse du prochain

Unies, des experts et des anciens enfants soldats pour appuyer l'identification de moyens pour mettre fin au recrutement d'enfants par les forces armées. Pour ce schéma, il faut ajouter systématiquement les responsabilités à tous les niveaux.

²⁵Tchad, Ministère de l'enseignement primaire et de l'éducation civique (MEPEC). Stratégie intérimaire pour l'Education et l'Alphabétisation 2013-2015. N°Jamena, MEPEC, 2012, 57p.

Plan décennal de développement de l'Education et l'alphabétisation pour le secteur et sa stratégie intérimaire pour l'éducation et l'alphabétisation 2011-2013.

De façon formelle, l'éducation à la paix fait partie des innovations dans l'enseignement depuis 2008. Pour l'heure, l'approche est purement transversale et a commencé par l'éducation civique et morale. Il n'y a pas de cours d'éducation à la paix mais c'est à travers des matières existantes (mathématiques, langues, chants, scènes...) que cet enseignement se fait, la méthodologie est transdisciplinaire. Quelques enseignants issus de certaines zones (à une dizaine de kilomètres du sud de la capitale) ont reçu une formation de CNPU (Commission Nationale Tchadienne pour l'Unesco).

Bien que le Tchad ait ratifié la Convention des droits de l'enfant et la Charte Africaine des Droits et du bien-être de l'enfant, La mise en œuvre continue d'être problématique. Le gouvernement du Tchad et le bureau des Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (Unicef) au Tchad ont signé un protocole d'accord sur la protection des enfants victimes des conflits armés et leur réinsertion durable à N'Djamena le 9 mai 2007.

Ce protocole souligne que le gouvernement du Tchad partage l'attachement de l'Unicef aux principes énoncés dans la Convention relative aux droits de l'enfant et son protocole facultatif concernant l'implication des enfants dans les conflits armés et tous les instruments internationaux se rapportant à la prévention du recrutement ou de l'utilisation d'enfants dans les conflits armés ainsi que leur protection et réinsertion.

2.4 Principaux problèmes des enfants au Tchad:

Les principaux problèmes auxquels les enfants sont confrontés au Tchad sont la pauvreté, les mariages précoces ; la discrimination de sexe ; l'excision, la délinquance ; le travail des enfants ; les enfants soldats ; la traite des enfants et le châtiment corporel.

La pauvreté : La pauvreté limite l'accès des enfants à une alimentation saine, le logement, l'éducation, la santé et d'autres soins nécessaire. Selon la troisième enquête sur la consommation des ménages et le secteur informel (ECOSIT3) réalisé par le Ministère du plan en 2011, plus de 46,7% des individus au Tchad sont pauvres dont en grande partie les personnes ayant moins de 18 ans.

Les mariages d'enfants : Le mariage des jeunes filles reste encore pratique courante au Tchad. D'un point de vue législatif, la majorité civile est atteinte à 21 ans et l'âge légal du mariage est fixé à 15 ans pour la fille et 18 ans pour le garçon. Or dans le droit coutumier, l'âge du mariage est implicitement fixé à 13 ans, ce qui est contraire à la Convention Internationale des Droits de l'Enfant²⁶. Les mariages d'enfants peuvent avoir des répercussions négatives sur leur santé (une grossesse précoce), leur développement et le plein exercice de leurs droits.

²⁶ <http://childrensrightsportal.org/chad/>

La discrimination de sexe : Dans les documents officiels, les filles et les garçons sont égaux en matière de droit d'accès à l'éducation. Mais sur le terrain, dans beaucoup de régions au Tchad et surtout en milieu rural, les filles n'ont pas les mêmes chances d'aller à l'école que les garçons. Ou bien, elles y vont mais quittent tôt pour des raisons de mariage, de travaux champêtres ou domestiques.

Le phénomène d'excision : Quoiqu'interdit officiellement par les autorités, beaucoup de familles pratiquent encore l'excision des filles au Tchad, surtout dans le milieu rural. Ces pratiques ont des conséquences énormes sur les filles : décès, traumatismes, troubles psychologiques, etc.

Les enfants de la rue : Les enfants tchadiens errant et vivant dans les rues sont en constante augmentation. Parmi les enfants de la rue, nous pouvons discerner différentes catégories : jeunes de la rue, écoliers coraniques²⁷, les enfants des familles très pauvres. Ils créent leur propre « maison » dans la rue, mais souvent ça ne leur donne pas une protection suffisante²⁸. Colombiens est le mot utilisé à N'Djamena pour décrire les gangs de jeunes délinquants qui errent dans la capitale et notamment autour de la périphérie de Dembé, quartier notoirement dangereux²⁹.

Le travail des enfants : Au Tchad, l'âge minimum d'embauche est de 14 ans. Ainsi, en raison d'une situation économique difficile, les familles nombreuses sont souvent contraintes de faire travailler leurs enfants, souvent avant l'âge de 14 ans.

Les enfants-soldats : La loi au Tchad interdit l'utilisation d'enfants soldats, mais à l'Est et au Sud du pays, les groupes et forces armées utilisent toujours des enfants. Les garçons sont recrutés en tant que combattants ou associés à des groupes d'opposition tchadiens ou soudanais ou à l'armée tchadienne y sont enlevés, engagés pour venger la mort d'un de leurs proches ou ils ont vu dans l'armée une échappatoire à la pauvreté³⁰. On trouve aussi des enfants soldats du Tchad dans les rangs des rebelles centrafricains et soudanais. Les écoles sont souvent des endroits privilégiés pour le recrutement des enfants par les forces armées. Aussi au Tchad les forces rebelles investissent souvent les écoles ou capturent les enfants sur le chemin de l'école afin de les forcer à se battre. Bon nombre d'entre eux subissent par la suite un important traumatisme psychosocial, en particulier les filles qui,

²⁷ Dans les zones urbaines du Tchad, les élèves des écoles coraniques mendient dans les rues de contribuer au revenu de l'école. Bien que la mendicité est une partie intégrante de l'institution sociale des écoles coraniques, dans certains milieux il existe l'inquiétude que les élèves sont soumis à des abus, de négligence et d'autres mauvais traitements (Difficult Circumstances: Some Reflections on "Street Children" in Africa, Judith Ennew. Children's Rights Project, Childwatch International, 2003)

²⁸ Street children in Chad, Mirjam de Bruijn, Nakar Djindil, Apollinaire, Homere Guerguonome

²⁹ UNICEF Chad

³⁰ <http://childrensrightsportal.org/chad/> - Humanium.

très souvent, ne sont pas seulement recrutées pour combattre, mais pour servir de partenaires sexuels aux soldats de sexe masculin³¹

La traite des enfants : La constitution du Tchad stipule que les personnes ne peuvent être tenues en esclavage ni en servitude, et la loi interdit le travail forcé ou obligatoire, y compris par les enfants. Cependant, il y a des enfants dans le secteur rural impliqué dans le travail agricole forcé (« enfants bouviers » dans l'élevage de bétail) et dans les zones urbaines à la servitude domestique, la mendicité, la vente ambulante³². Le phénomène « enfants-bouviers » suscite la controverse entre ceux qui pensent que « loin de caractériser une situation d'esclavage, les données disponibles indiquent au contraire que les enfants bouviers sont les apprentis rémunérés des éleveurs arabes et qu'ils jouent de ce fait un rôle important dans l'atténuation des conflits entre agriculteurs Sara et éleveurs arabes »³³, et ceux qui considèrent que ces enfants sont des esclaves et victimes des abus.

Les châtiments corporels : La constitution adoptée le 31 mars 1996 dispose en ses articles 17 et 18 que la personne humaine est inviolable et sacrée. Tout individu a droit à la vie, à l'intégrité de sa personne, à la sécurité, à la protection de sa vie privée et de ses biens. Nul ne peut être soumis, ni à des sévices ou traitements dégradants et inhumains, ni à la torture. Quant à la punition corporelle au niveau des établissements scolaires, elle est interdite par un Décret depuis 1970, mais il s'enregistre encore de sévères punitions corporelles au Tchad³⁴. Des arrêtés ministériels interdisent la pratique des châtiments corporels en milieu scolaire, ce qui n'a pas empêché qu'elle soit pratiquée et parfois de façon courante dans les écoles publiques et dans les écoles enseignant le Coran³⁵.

³¹ Trop souvent en silence: un rapport sur la violence au milieu scolaire en Afrique de l'Ouest et de Centre: 2010 (UNICEF, Save the children Plan, Action Aid)

³² Country Reports on Human Rights Practices for 2011 United States Department of State • Bureau of Democracy, Human Rights and Labor

³³ Claude Arditi, « Les « enfants bouviers » du sud du Tchad, nouveaux esclaves ou apprentis éleveurs ? », *Cahiers d'études africaines*.

³⁴ Trop souvent en silence: un rapport sur la violence au milieu scolaire en Afrique de l'Ouest et de Centre: 2010 (UNICEF, Save the children Plan, Action Aid)

³⁵ Committee on the Rights of the Child, OHCHR, violence against children within the family and in schools: Submission by UNICEF-WCARO, 2001.

TITRE II: RÉSULTATS DE LA REVUE DOCUMENTAIRE SUR LE CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE DU TCHAD

Le Tchad est un pays sortant des conflits, qui est encore fragile et qui reste exposé aux instabilités régionales et nationales, malgré les progrès faits dans la voie de la consolidation de la paix au travers des accords avec le Soudan et du processus de dialogue national initié récemment.

Il ressort des résultats de la revue documentaire des conflits précédents, des analyses de vulnérabilité ainsi que des documents programmatiques que les facteurs à l'origine de conflits au Tchad sont complexes et multiples (géographique, démographique, identitaire, ethnique, religieux, économique, politique, géopolitique, géostratégique et climatique).

En outre, le contexte national tchadien comprend, à la fois, des facteurs propices à la consolidation de la paix (connecteurs), à valoriser et à promouvoir d'une part. D'autre part, il existe des facteurs et des dynamiques nuisibles à la paix, c'est-à-dire les *diviseurs* dont il s'agit de minimiser les impacts négatifs dans une approche sensible aux conflits, en prenant en compte le principe de ne pas nuire (*Do no harm*).

Chapitre 1 : Les facteurs favorables à la consolidation de la paix (connecteurs)

Au cours des dernières années, plusieurs développements et événements favorables à la paix et des avancées significatives ont été enregistrées dans plusieurs domaines, notamment économique, sécuritaire, transfrontaliers, etc,

Ces différents progrès constituent des éléments positifs qui méritent d'être renforcés et qui sont susceptibles de soutenir les efforts de paix en cours en vue d'une réconciliation et d'une cohésion nationale pour un développement durable (connecteurs).

1.1 Facteurs favorables liés à l'adhésion du Tchad au club des Etats fragiles en vue de l'efficacité d'aide

À l'instar des autres pays en situation de post-conflit ou de crise appartenant au Groupe G7+, le Tchad a pris part à l'enquête intégrée en 2011 de l'OCDE relative au respect de la mise en œuvre des Principes pour l'engagement dans les États fragiles et les situations précaires (PEF) et au Suivi de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide^{36,37}. Cette enquête participe à la compréhension du contexte particulier du Tchad. Ce processus facilite l'accompagnement international dans le cadre de *New deal ou nouvelle donne*. Cette

³⁶, Ministère de l'Économie et du Plan République du Tchad OCDE (2011), *Rapport 2011 sur l'engagement international dans les États fragiles : République du Tchad*, Éditions OCDE, page 3

³⁷ Ministère de l'Économie et du Plan République du Tchad OCDE (2011), *Rapport 2011 sur l'engagement international dans les États fragiles : République du Tchad*, Éditions OCDE, page 3

nouvelle donne est, selon le Secrétaire Général de l'ONU Ban Ki-Moon, une occasion de porter une attention très attendue sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État selon la particularité d'un État, ici le Tchad.³⁸

1.2 Facteurs économiques favorables

Le retour à la paix relative tant interne qu'externe a ouvert de nouvelles perspectives au Tchad qui a permis au contexte macroéconomique de changer avec l'entrée du Tchad dans le club des pays pétroliers en 2003. Grâce au pétrole, entre 2000 et 2011, les recettes de l'Etat ont presque été multipliées par quinze (14,5) passant de 80,2 milliards à 1173,6 milliards, soit une augmentation de 99,4 milliards par an³⁹, pendant que la mise à niveau des infrastructures est engagée. En effet, boostée par les investissements pétroliers, l'économie tchadienne connaît une croissance du PIB évaluée en moyenne autour de 10%.

Des perspectives prometteuses de sortie de crise dans l'exploitation des ressources pétrolières se sont traduites par des retombées positives sur la croissance de l'économie du Tchad et les conditions sociales de ses populations. Il s'agit notamment des efforts déployés pour les grands travaux d'intérêts publics en termes de routes d'infrastructures publiques.

Ainsi, les revenus supplémentaires générés par l'avènement de l'ère des ressources pétrolières pourraient être davantage affectés aux secteurs prioritaires (santé, éducation, développement rural et infrastructures).

Les ressources financières tirées du pétrole et le recours à des emprunts extérieurs ont été utilisés pour le financement de programmes d'investissement d'envergure en ciblant des secteurs clés : infrastructures, hydrocarbures et transports, afin de doter le pays d'une base économique solide, de rattraper les retards accumulés par près de quatre décennies d'instabilité politique et de conflits, et d'améliorer le niveau d'attractivité de son économie.

D'importantes réformes visant à améliorer l'environnement des affaires ont été lancées par les autorités, notamment (entre autres, la création d'un centre des formalités (guichet unique) qui regroupe tous les organismes impliqués dans le processus administratif de création d'entreprises (Direction des Impôts, Direction des Douanes, Ministères de la Justice et du Commerce, Caisse Nationale de Prévoyance Sociale)⁴⁰.

En outre, le Tchad a élaboré sa stratégie nationale de réduction de la pauvreté en 2003 et révisée en 2008. Cette stratégie fixe le cadre de coopération avec l'ensemble des bailleurs de fonds représentés au Tchad.

D'après le [Rapport décennal sur la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le](#)

³⁸Le Groupe du G7+ des Etats fragiles propose une nouvelle donne sur l'aide, 30 novembre 2011, Busan, Corée du Sud

³⁹ Principaux éléments de diagnostic du secteur de l'éducation au Tchad page 18 et Stratégie Intérimaire pour l'éducation et l'alphabétisation, 2013-2015, Juillet 2012, page 6é

⁴⁰<http://www.africaneconomicoutlook.org/fr/pays/afrique-centrale/tchad/>

Développement, les succès enregistrés mettent le pays en position d'atteindre certaines cibles à condition que les stratégies soient adaptées et affinées, et que leur mise en œuvre soit effective. Ainsi, des avancées significatives ont été enregistrées pour trois cibles qui peuvent être atteints en 2015 : la réduction de moitié des personnes vivant avec moins d'un dollar par jour, la lutte contre les pandémies et promotion de l'éducation primaire pour tous en 2015 .

A titre d'exemple, Il est possible de se rapprocher de l'objectif de réduction de la pauvreté de moitié (27 % en 2015), à partir d'une incidence estimée à un tiers (33%) en 2015⁴¹.

L'objectif 2 consacré à la promotion de l'éducation primaire pour tous en 2015 a connu des résultats beaucoup plus satisfaisants: le taux brut de scolarisation (TBS) est en passé de 32 % en 1993 à 98 % en 2009. Ces progrès laissent augurer de l'atteinte de l'OMD 2 en 2015 si les objectifs arrêtés pour atteindre effectivement les populations les plus défavorisées sont atteints⁴².

Aussi, l'Objectif 3 se réfère à la promotion de l'égalité entre les sexes et à l'autonomisation des femmes a enregistré des progrès importants en vue d'assurer la parité filles/garçons dans l'accès à l'enseignement primaire: l'indice de parité était de 0,41 en 1990; il est de 0,70 en 2009. La poursuite résolue des stratégies engagées et le ciblage des zones et couches sociales les plus défavorisées devraient permettre d'atteindre la parité dans le primaire en 2015⁴³.

Enfin, L'objectif 6 relatif au VIH-SIDA et aux autres grandes maladies (paludisme et tuberculose) prête davantage à l'optimisme: on constate notamment une forte progression du taux de traitement aux ARV des malades du VIH-SIDA: 10% en 2006; 49% en 2009.⁴⁴

Plus récemment, le Plan National de Développement (PND) 2013-15 a été élaboré et adopté par le Gouvernement. Ce plan prend le relais des Stratégies nationales de réduction de la pauvreté (1 et 2) dont les actions en matière de relèvement du niveau de l'éducation ont été positives. Le PND entend consolider les acquis des deux précédentes stratégies en inscrivant ses actions dans un programme de développement du capital humain. En soutien à ces différentes actions, le Président de la République a demandé de consacrer respectivement 15 et 18 % du budget national à la santé publique et à l'éducation.

Concernant la réduction de la pauvreté, la protection sociale et le travail, il résulte des analyses des perspectives économiques en Afrique et de la dernière enquête portant sur le niveau de consommation et le secteur informel au Tchad (Ecosit-3), que le taux de pauvreté est situé à 46.7 % contre 55 % en 2003 ; les agriculteurs et les femmes étant les principales victimes. La hausse des recettes budgétaires et la consolidation de la situation sécuritaire ont permis d'engager d'importantes dépenses en faveur des pauvres telles que programmées dans la Stratégie nationale de réduction de la pauvreté (SNRP-2). Ainsi, en 2011, les dépenses consacrées aux secteurs prioritaires représentaient en moyenne 62.4 % du budget total (hors dépenses de sécurité et du paiement du service de la dette), légèrement au-dessus de l'objectif retenu dans le cadre de cette stratégie (62.2 %).

⁴¹ Rapport décennal sur la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le Développement Page 22

⁴² ROMD, page6

⁴³ ROMD page 7

⁴⁴ ROMD page 7

Dans le souci d'améliorer le pouvoir d'achat des catégories les plus faibles, les prix de certains produits comme le ciment, l'électricité et l'eau sont subventionnés.

En somme, on peut retenir comme éléments favorables dans le domaine économique : l'exploitation des ressources pétrolières avec des retombées positives sur la croissance de l'économie et des efforts dans la redistribution des revenus pétroliers; le financement de programmes d'investissement d'envergure en ciblant des secteurs clés : infrastructures, hydrocarbures et transports.

1.3 Facteurs sécuritaires et transfrontaliers favorables

Suite à l'accord de paix intervenu entre le Tchad et le Soudan en 2010, les relations entre les deux pays se sont considérablement améliorées, mettant fin à la guerre par procuration de longue date entre eux. Depuis 2011, la situation politique et sécuritaire du Tchad a beaucoup progressé. L'amélioration des relations tchado-soudanaises a conduit à une chute du nombre de réfugiés et des personnes déplacées internes, alors que les combats au Darfour ont diminué parallèlement suite à la cessation d'appui divers groupes rebelles opérant dans la région. En plus, ces accords ont permis de réduire des attaques transfrontalières entre les milices tchadiennes et soudanaises et de réduire l'insécurité le long des frontières.

De manière générale, la situation sécuritaire dans et autour des camps de réfugiés a connu une amélioration surtout en raison de la présence de la force mixte frontalière Tchado-soudanaise et de l'action du DIS. L'appareil sécuritaire du Tchad s'est aussi considérablement amélioré grâce à l'intensification de la réforme du secteur sécuritaire et à la réduction d'influences externes, justifiant la réduction de la Mission des Nations Unies en République Centrafricaine et au Tchad (MINURCAT).

Par ailleurs, les observateurs ont noté la réduction de l'insécurité depuis la reprise par le gouvernement des responsabilités sécuritaires après le départ de la MURNICAT. On a également constaté l'engagement du gouvernement à mettre fin au recrutement des enfants soldats par le démarrage du DDRR.

Un autre point positif dans l'actif de la consolidation de la paix au niveau régional est l'implication du Tchad dans la résolution de conflits régionaux. Ainsi, la participation des éléments de son armée à des forces internationales en vue de ramener la paix et la stabilité en Afrique a été remarquable. Il s'agit de l'envoi d'un contingent des troupes tchadiennes sollicitées en République Centrafricaine en 2012.⁴⁵ Et du déploiement d'autres troupes au Mali d'abord au titre de l'Unité spéciale chargée de soutenir l'armée malienne dans la reconquête du Nord, ensuite dans le cadre de la mission internationale de soutien au Mali (MISMA).

⁴⁵ <http://www.africaneconomicoutlook.org/fr/pays/afrique-centrale/tchad/>

Le Tchad vient de faire son entrée dans le Conseil de Sécurité en tant que membre non permanent pour un mandat de 2 ans. A cet titre, il contribuera à promouvoir et à maintenir la paix dans ses frontières et partout ailleurs.

1.4 Facteurs politiques favorables à la paix

Les principaux facteurs favorables à la paix sont : (i) la conclusion des accords de paix ; l'amélioration de la situation sécuritaire ; l'ouverture de dialogue avec les membres de l'opposition armée et politique ; les efforts d'amélioration de la gouvernance et de la situation sécuritaire. En effet, le Gouvernement de la République du Tchad a signé des accords de paix, notamment l'Accord du 13 août 2007 entre la majorité présidentielle et les partis politiques de l'opposition démocratique. Parmi les retombées positives de ces accords, on peut retenir la restructuration de la CENI se poursuit. Le Gouvernement entend par ailleurs poursuivre le dialogue permanent avec les groupes politico-militaires afin de rétablir et d'assurer à moyen et long terme la paix et la quiétude pour relever le défi du développement durable.

Après 40 ans d'instabilité, le Tchad s'est engagé dans un processus démocratique illustré notamment par des élections locales en 2011. Selon le rapport de résilience de la coordination humanitaire des Nations Unies au Tchad ⁴⁶, la volonté politique du Tchad à mettre en place un État de droit où les droits des individus sont respectés, garantis et protégés pour tous les citoyens se manifeste non seulement par la ratification des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, mais aussi par des dispositions constitutionnelles et autres instruments nationaux et déclarations des principes.

1.5 Efforts d'apaisement et de réconciliation

La décision récente du Sénégal de traduire l'ancien Président du Tchad, Hissène Habré, devant ses juridictions pour faire face aux accusations de crimes contre l'humanité a été accueillie favorablement par les familles des victimes et autres acteurs de la paix et de la réconciliation. Les avancées réalisées dans le processus de réconciliation nationale offrent une opportunité de paix durable et de reconstruction nationale.

1.6 Facteurs favorables de la gouvernance

En août 2002, le Tchad avait élaboré et adopté une stratégie nationale de bonne gouvernance dont le principal but est d'améliorer la gestion des Affaires Publiques selon les cinq axes suivants : i) la réforme administrative ; ii) l'assainissement des Finances Publiques ; iii) la réforme des secteurs prioritaires du développement économique et social du pays et, notamment, de la lutte contre la pauvreté ; iv) le renforcement du partenariat public-privé ; v) l'amélioration de la sécurité des personnes et des biens.

⁴⁶ THE UNITED NATIONS IN CHAD, OCHIA, BUILDING RESILIENCE, COPING WITH RISKS AND ADDRESSING VULNERABILITIES

La création d'un département de moralisation et de bonne gouvernance témoigne de cette volonté gouvernementale d'éradiquer la corruption et autres pratiques prohibées au Tchad.

En plus, l'adhésion du Tchad au Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs (MAEP), constitue une avancée significative dans l'engagement du gouvernement dans la voie de la bonne gouvernance. Il s'agit d'un instrument d'auto-évaluation adopté volontairement par le pays en vue de s'assurer que les politiques et pratiques sont conformes aux valeurs convenues dans le domaine de la bonne gouvernance, politique et économique.

« Ce mécanisme sera un outil pour, non seulement évaluer, mais aussi renforcer les mesures prises en faveur de l'instauration de l'Etat de droit et de gestion transparente et rigoureuse des biens publics ».

Par ailleurs, le Tchad a adhéré à l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE) en 2007 et a acquis le statut de pays candidat en avril 2010. D'après les perspectives économiques en Afrique sur le Tchad (2013), la publication, en 2012, des rapports de l'ITIE pour les années 2007, 2008 et 2009 a confirmé que les revenus tirés de l'activité pétrolière représentent la principale composante des recettes budgétaires : 74 % en 2007, 81 % en 2008 et 49 % en 2009. En 2012, les revenus pétroliers ont contribué pour près de 80 % aux recettes totales de l'État.⁴⁷

Dans le cadre de la promotion de la bonne gouvernance, l'« Opération Cobra » a été lancée par les autorités pour lutter contre la mauvaise gouvernance et la déperdition des deniers publics. Cette opération vise la gestion transparente et efficace des fonds publics en vue de sécuriser davantage le circuit de collecte et des dépenses des recettes publiques⁴⁸. Depuis son lancement, l'opération a rapporté près de 10 milliards XAF à l'État.⁴⁹

1.7 Facteurs favorables à la consolidation de la paix dans le domaine social et éducatif

Plusieurs initiatives favorables à la consolidation de la paix dans le domaine social et éducatif ont été entreprises telles que l'éducation à la vie familiale et en matière de population, l'éducation à la paix, la création des clubs d'élèves « ambassadeurs de la paix » dans les établissements scolaires, la création d'une Direction de l'Education civique et de la citoyenneté au niveau du Ministère de l'Enseignement Fondamental et de l'Alphabétisation (MEFA).

⁴⁷Perspectives Economiques en Afrique, <http://www.africaneconomicoutlook.org/fr/pays/afrique-centrale/tchad/>

⁴⁸Mme Dinro Irène Orthon, Secrétaire General du Ministère de la Justice et de l'Assainissement public.

⁴⁹<http://www.africaneconomicoutlook.org/fr/pays/afrique-centrale/tchad/>

Aussi, la rentrée scolaire 2013-2014 est placée par le Gouvernement sous le signe de brassage des tchadiens sur les valeurs morales de paix, de tolérance et de respect d'autrui et de la culture de l'excellence⁵⁰.

Au surplus, le Gouvernement du Tchad reconnaît le rôle important de l'éducation pour stimuler la croissance économique et encourager le développement social. Durant la décennie passée, il a augmenté progressivement les dépenses publiques en faveur de l'éducation (8,8 % du budget national en 2010).

Il en résulte une progression notable, selon le diagnostic du système éducatif Tchadien de 2007, des effectifs de l'enseignement primaire de manière sur la période comprise entre 1990-91 et 2003-4 (1,225 millions d'élèves en 2003-04 contre 525 000 élèves en 1990-91, c'est-à-dire une multiplication par un facteur 2,4 en 13 ans.⁵¹

Dans la même optique, selon le ROMD 2010, la progression du taux brut de scolarisation montre que les effectifs en primaire ont augmenté sensiblement pour atteindre un taux de 98,2% en 2009⁵².

Le diagnostic du secteur de l'éducation a dressé un état des lieux des secteurs prioritaires⁵³ dans la préparation de la Stratégie Intérimaire Pour l'Éducation et l'Alphabétisation (SIPEA). Celle-ci prévoit des actions qui permettront d'accélérer l'atteinte des objectifs de l'EPT et des OMD.

Cette stratégie est une étape transitoire en vue d'asseoir les bases solides pour le lancement et la réussite du Programme Décennal pour le Développement de l'Éducation et de l'Alphabétisation (PDDEA) engagé depuis 2009. Cette stratégie fixe les priorités des interventions en s'attaquant aux problèmes les plus alarmants du système éducatif.

1.8 Facteurs favorables à la paix liés à l'égalité hommes-femmes

Bien que beaucoup d'efforts doivent être fournis, les progrès en matière de promotion des femmes sont réels et doivent être poursuivis. Ainsi la proportion des sièges détenus par des femmes au Parlement tchadien est passée de 7 à 18 % dans la dernière législature (2011). Au plan institutionnel, le Tchad est signataire de conventions telles que la charte africaine sur les droits et bien-être des enfants, l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes. Selon Nomaye Madana, la situation scolaire de la jeune tchadienne est encourageante. On note 1,5% des femmes au Gouvernement, 42% des filles des élèves au primaire, 80% des filles parmi les enfants inscrits à l'école après l'âge de six ans.⁵⁴

⁵⁰Abdelkerim Seid Bauche, Ministre des Enseignements et de la Formation professionnelle secondaire, in OCHA, Revue de Presse Humanitaire au Tchad du 27 septembre au 03 octobre 2013.

⁵¹ Banque mondiale, Banque mondiale, Le système éducatif Tchadien Éléments de diagnostic pour une politique éducative nouvelle et une meilleure efficacité de la dépense publique, page 18

⁵² Rapport décennal sur la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le Développement, 2010, Page 30

⁵³ PRINCIPAUX ÉLÉMENTS DE DIAGNOSTIC DU SECTEUR DE L'ÉDUCATION AU TCHAD, page 9

⁵⁴ <http://www.africaneconomicoutlook.org/fr/pays/afrique-centrale/tchad/>

1.9 Facteurs favorables à la consolidation de la paix dans le domaine de l'environnement

D'après les perspectives économiques en Afrique sur le Tchad, ce dernier est confronté à de nombreuses menaces écologiques de nature à affecter son potentiel agricole, à accélérer l'exode rural, à exacerber les conflits entre éleveurs et cultivateurs et à accroître les risques d'insécurité alimentaire et de pauvreté.

Ce qui a amené les autorités à prendre un certain nombre d'initiatives dans le domaine de l'environnement : création d'un Haut Comité national pour l'environnement (HCNE), adoption d'un Plan national d'action sur l'environnement (PNAE), mise en œuvre d'un Programme d'action national de lutte contre la désertification (PAN-LCD) et d'une Stratégie nationale et plan d'action en matière de diversité biologique (SNPA/DB). Dans les zones de production pétrolière, tous les aménagements ont été assujettis à des études d'impact environnementales. Le pays a ratifié la convention sur les changements climatiques et la convention sur la protection de la couche d'ozone et son protocole, ainsi que les conventions sur les déchets dangereux.

De nombreuses initiatives citoyennes en vue de la préservation de l'environnement ont également été lancées : l'institution de la semaine nationale de l'arbre, la stratégie ceinture verte autour de la ville de N'Djaména, l'encadrement très règlementé de la coupe des arbres, l'interdiction des sachets en plastique sur tout le territoire national, l'instauration d'une taxe sur l'environnement en fonction de la puissance des véhicules. La préservation du Lac Tchad demeure l'une des grandes priorités nationales. D'importantes actions ont déjà été réalisées auxquelles la Banque africaine de développement (BAD) est associée.

Chapitre 2 : Facteurs nuisibles et indicateurs des vecteurs de vulnérabilité et de fragilité de l'Etat tchadien

Depuis le retour de la paix et de la relative stabilité politique à partir des années 1990, début de la démocratisation, le Tchad a fait d'importants progrès dans le domaine des réformes économiques, de croissance économique résultant de l'exploitation pétrolière et de la stabilisation macro-économique ainsi qu'en matière de sécurité interne et transfrontalière et dans tous les autres domaines démontrés précédemment.

Malgré les progrès enregistrés sur les plans sécuritaires et économiques, le Tchad demeure un État fragile, caractérisé par des conflits chroniques, des foyers de tensions persistantes, d'insécurité, d'héritage de conflits passés, d'une faible gouvernance, d'une capacité limitée à redistribuer équitablement les richesses nationales et les opportunités économiques et à assurer les services publics de base, traduite par un accès limité aux soins de santé, à l'eau et aux installations sanitaires, une insuffisance d'infrastructures adéquates; une pauvreté structurelle, des pratiques nutritionnelles et des services de soins de l'enfant inadéquats ainsi que de faibles taux de vaccination.

Il en résulte plusieurs facteurs néfastes à la paix et à la stabilité qui sont : la polarisation sociale économique ; la corruption, les abus de pouvoir et la culture de l'impunité ; la pauvreté généralisée et l'insécurité alimentaire, amplifiée par la pression démographique des personnes déplacées internes et des réfugiées; la politisation de l'administration publique, de l'armée et de la justice ; les contestations électorales; la faiblesse de la participation féminine au processus décisionnel ;la politisation et la faiblesse de la société civile ; la politisation du système éducatifs; les systèmes éducatif vulnérable aux chocs; les clivages ethniques, religieux, régionaux et territoriaux et les problèmes fonciers; la volatilité régionale, la porosité des frontières et les conflits sous régionaux et les risques de contagion.

Ces facteurs, associés aux chocs climatiques et environnementaux récurrents, c'est-à-dire aux inondations, aux vents violents et aux sécheresses, créent des crises humanitaires cycliques et aggravent la vulnérabilité de la population, déjà confrontée à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition, surtout en ce qui concerne les enfants et les femmes enceintes ou qui allaitent.

Suite à ces divers chocs et à la récurrence cyclique de ces événements, la capacité de résilience des individus et des institutions à s'adapter, à anticiper, à résister, à absorber et à se relever rapidement et efficacement des effets néfastes de ces chocs, est affaiblie et vulnérable. Cette faiblesse de capacité institutionnelle à prévenir et résoudre les conflits, mine un peu plus encore la fragilité persistante du pays.

C'est pourquoi le Tchad, comme d'autres pays en situation de conflits et post-conflits, fait partie des '*Etats fragiles*' ou '*États vulnérables*'. Pour cette raison, le gouvernement tchadien a pris part à l'enquête organisée par l'OCDE en 2011 relative à la mise en œuvre des principes pour l'engagement international dans les États fragiles et en situations précaires (PEF) et au suivi des Principes de la Déclaration de Paris sur l'efficacité des aides.

De plus, le Tchad est l'un des 19 États les plus fragiles du Groupe G7+, lesquels sont habituellement en conflit ou en phase de post-conflit et font face à des chocs et défis de développement communs et multiples, comme la mal gouvernance, une capacité administrative limitée, des crises humanitaires chroniques, des catastrophes naturelles récurrentes, des tensions sociales persistantes, de violences répétées ou un lourd héritage de guerre civile passée.

C'est en considération de ces contraintes structurelles multiples, que le Tchad est classé parmi les derniers pays par la plupart des indices qui mesurent la gouvernance ou la vulnérabilité. Ainsi, l'indice de corruption de *Transparency International* a classé le Tchad 165^{ième} sur 176 pays en 2013. Le rapport *Doing Business* de la Banque Mondiale a classé le Tchad 184^{ième} sur 185 pays en 2013 quant à la réglementation du climat des affaires et sa mise en œuvre. L'Indice 'Mo Ibrahim', qui mesure la gouvernance et le leadership en Afrique, a classé le Tchad à la 52^{ième} position sur 53 pays en 2013. L'Indice de Développement Humain (IDH) du PNUD a placé le Tchad au rang de 184^{ième} sur 186 pays en

2012 et le 'Failed State Index » de « *Fund for Peace and Foreign Policy Magazine* » a classé le Tchad 5^{ème} pays le plus fragile sur 178 États.

Aussi, la combinaison des données collectées de plusieurs indices produit par Overseas Development Institute, notamment «Failed State Index 2012», UNU-EHS World Risk Report 2011, OHPI Multidimensionnal Poverty Index 2011 et CGD Climate Change Vulnerability Index, a classé le Tchad 6^{ème} pays le plus fragile au monde parmi les 20 pays mesurés. Ces pays sont exposés aux risques de catastrophes naturelles, à la pauvreté structurelle et endémique, et à la vulnérabilité aux changements climatiques.

Tous ces mauvais classements du Tchad par ces sources indépendantes montrent que malgré les progrès faits dans de nombreux domaines, la capacité institutionnelle du gouvernement tchadien à fournir des services équitables et accessibles de bien-être à sa population, reste faible.

Les détails de ces faiblesses sont développés ci-après par les **Failed States Index** et **Mo Ibrahim Foundation**.

2.1 Le Tchad analysé par les indicateurs de l'indice « *Failed State Index* » (Indice des Etats Fragiles)

L'indice « **Failed States** » est un classement annuel de 178 pays, produit par « **Fund for Peace and Foreign Policy Magazine** », qui mesure la vulnérabilité et le risque d'échec ou de détérioration d'un État. Il classe les pays par ordre décroissant, des pays les plus exposés aux crises, à l'instabilité et aux chocs à ceux qui sont moins exposés d'une part, et d'autre part, des plus vulnérables aux plus résilients aux chocs. Il fournit également des informations sur l'efficacité des mesures préventives et programmatiques destinées à remédier aux crises, à réduire les conflits, à résister ou à s'adapter aux catastrophes naturelles et à s'en relever. Le classement est établi au travers de douze indicateurs de vecteurs de risques regroupés dans quatre secteurs principaux : social, économique, politique et sécuritaire.

Selon cet indice, le Tchad a été classé, entre 2009 et 2013, respectivement 4^{ème}, 2^{ème}, 2^{ème}, 4^{ème} et 5^{ème} sur 178 États considérés comme les plus fragiles au monde. Ce classement du Tchad reflète son niveau de vulnérabilité élevée et de sa faible résilience institutionnelle et humaine aux risques de catastrophes naturelles et de conflits qui le gardent en permanence dans le top cinq des pays les plus exposés et vulnérables aux crises et aux chocs d'instabilité, de dégradation ou de précarité dans le monde.

Le « **Failed State Index** » souligne que, malgré les progrès faits dans certains domaines (entre autres, le processus de réconciliation nationale, l'exploitation de gisements pétroliers, le début de la redistribution des richesses, la relance de la croissance et l'amélioration des relations avec le Soudan), les indices et facteurs de faiblesse aux crises restent perceptibles à différents niveaux.

2.1.1 Indicateurs sociaux de vecteurs de vulnérabilité aux conflits et aux catastrophes naturelles

Le « *Failed State index* » indiquait qu'en 2011 et en 2012, le Tchad a reçu de grands nombres de réfugiés fuyant le Soudan et la République Centrafricaine suite à leurs conflits internes, ce qui a déclenché des crises humanitaires croissantes. De plus, le nombre de déplacés au Tchad a augmenté d'environ 90 000 personnes durant la même période, alors que le gouvernement a des capacités limitées quant à son aptitude à satisfaire aux besoins additionnels créés par l'augmentation de réfugiés et de déplacés.

Le Tchad est principalement composé d'une population jeune dont certains d'entre eux deviennent de plus en plus radicalisés et engagés dans des groupes armés à cause notamment d'un taux élevé de chômage pour les jeunes et de l'insuffisance d'opportunités et d'alternatives de vie.

Pendant ce temps et selon le même indice, une augmentation de la désertification et de la sécheresse a été constatée alors que les terres semi-arides sont sous une forte pression de la demande accrue de ressources déjà précaires. La pression démographique est accentuée par la menace grandissante de la sécheresse causée par la désertification, qui menace la stabilité du Tchad. Les inondations de septembre 2010 ont sapé la production agricole. Le Lac Tchad a fortement baissé depuis les années 1960, menaçant la sécurité alimentaire et l'accès à l'eau dans la région.

2.1.2 Indicateurs politiques et militaires de vecteurs de vulnérabilité aux conflits et catastrophes naturelles

Au niveau national, depuis les années d'indépendance, les paysages politiques tchadiens sont ponctués d'instabilité, de coups d'état, d'autoritarisme, de divisions religieuses et ethniques, de guerres civiles, de groupes armés, de luttes politiques, d'éruptions de violences périodiques, de faible démocratisation, d'élections contestées. En fait, chaque élection organisée dans le pays après la guerre civile a été entachée d'accusation d'irrégularités, déclenchant des protestations de la part de l'opposition et fragmentant les acteurs politiques. De plus, la corruption reste endémique. Les élections municipales de 2012, qui ont donné au parti au pouvoir la majorité des sièges, ont été contestées par l'opposition, renforçant encore le désenchantement des électeurs.

Le système de détention préventive du Tchad reste caractérisé par des arrestations arbitraires et de mauvaises conditions carcérales. Bien que le respect des droits de l'homme se soit un peu amélioré (cela en grande partie grâce à une meilleure sécurité pour les organisations humanitaires), les violations des droits de l'homme restent une généralité.

2.1.3 Indicateurs sécuritaires de vulnérabilité aux conflits, aux catastrophes naturelles et à l'instabilité régionale

Quant à la situation sécuritaire et politique, le « *Failed State index* » note que le Tchad est toujours menacé par l'instabilité régionale et nationale.

Au niveau régional, le Tchad fait face à une détérioration de la situation sécuritaire due à la volatilité régionale et à la circulation d'armes légères et de petits calibres, qui se prolifèrent dans le pays, surtout le long des frontières.

Les conflits au Darfour et en République Centrafricaine ont produit des centaines de milliers de réfugiés au Tchad. Plus ou moins 500,000 réfugiés et déplacés au Tchad sont une source de potentiels troubles et des abus des droits de l'homme. Plus de la moitié d'un million des réfugiés et déplacés se sont établis dans la région de l'est du Tchad. La crise humanitaire a été exacerbée par la pression continue sur l'approvisionnement alimentaire et l'accès à l'eau dans la région. De plus, la montée du fondamentalisme et de l'instabilité dans les pays voisins comme le Nigéria et le Mali peuvent déborder et toucher le Tchad par effet de contamination, menaçant ainsi sa relative stabilité.

2.1.4 Indicateurs économiques de vecteur de vulnérabilité aux crises

Le « *Failed State index* » indique que depuis 2011, la situation politique et économique au Tchad a évolué de manière significative, particulièrement grâce à une redistribution mineure des revenus pétroliers. Bien que les revenus pétroliers soient susceptibles de contribuer à la réduction de la pauvreté, il existe néanmoins un risque de leur mauvaise utilisation à cause de la corruption endémique et du manque de transparence qui continuent à entourer la gestion de ces revenus. L'extraction de pétrole a eu beau apporté un revenu additionnel au gouvernement, l'investissement dans des projets de réduction de la pauvreté reste faible et le pays n'a accompli que des efforts limités pour développer des routes et pour améliorer ses infrastructures. Pour l'instant, les revenus pétroliers ont permis au Tchad d'augmenter considérablement ses dépenses sécuritaires qui ont atteint un sommet d'US \$ 595 millions en 2008 avant de retomber aux environs d'US \$ 226 millions en 2011 afin de faire face aux pressions sécuritaires.

Par ailleurs, la majorité de la population tchadienne survit d'une agriculture de subsistance, alors que le chômage et la corruption demeurent des problèmes endémiques. L'économie du Tchad est principalement agraire, bien que des investissements étrangers dans le secteur pétrolier aient la capacité de changer le paysage économique. En plus, l'économie du pays reste dépendante de l'aide internationale en ce qui concerne la construction d'infrastructures et des industries. Pour le « *Failed State index* », le fait que le Tchad soit descendu de la 182^{ième} place à la 183^{ième} place dans le classement du "***Doing Business***" publié par la Banque Mondiale entre 2011 et 2012 indique que, malgré une croissance impressionnante dans le secteur pétrolier, la performance économique globale du pays reste faible.

2.2 Le Tchad, classé par le 'Mo Ibrahim Index'

Le '*Mo Ibrahim Index*' évalue la gouvernance et le leadership en Afrique, et plus spécialement la fourniture de biens et de services publics aux citoyens par les autorités publiques et les acteurs non-étatiques. Il utilise plusieurs indicateurs, groupés en sept sous catégories principales : sécurité et Etat de droit, participation et droits de l'homme,

opportunité économique durable, développement humain, santé publique et SIDA, eau et installations sanitaires ainsi que la parité des statistiques pour évaluer autant la qualité du processus que ses résultats.

Cet index utilise la méthode MINI-MAX qui évalue les données sur une échelle de 0 à 100 pour chaque indicateur, chaque pays et chaque année selon une formule.

En 2013, le Tchad est classé 48^{ème} sur 52 États, avec un score de 32,7%. L'indice a placé le Tchad 52^{ème} sur 53 pays en 2012 avec un score de 31%. En 2011, le Tchad était classé 50^{ème} sur 52 pays avec un score de 32,8%. Pour la qualité de son éducation, le Tchad occupait la 49^{ème} place avec un score de 30,9%.

Les scores du Tchad sont estimés inférieurs à la moyenne du continent (51,6%) et inférieures à la moyenne de la région (40,1) de l'Afrique Centrale. Il a enregistré une plus forte progression de la catégorie de la sécurité nationale (+ 19, 1%). En revanche, le Tchad a reçu le score le plus faible dans la catégorie du développement humain (51/52) et une baisse significative de la sécurité individuelle (-19,8%).

2.3 Tchad vu par Overseas Development Institute

Dans son étude, pour améliorer les liens entre la résilience aux catastrophes naturelles et la prévention des conflits, « *Overseas Development Institute* »⁵⁵ a mentionné le Tchad parmi les pays où il y a un chevauchement entre les catastrophes naturelles, les conflits et la fragilité étatique qui exacerbent la vulnérabilité et le dysfonctionnement du système éducatif.

Le Tchad est classé ainsi 6^{ème} parmi les 20 pays les plus fragiles ou post-conflits qui manifestent à la fois un haut niveau de fragilité étatique, une forte exposition aux risques des catastrophes naturelles, à la pauvreté structurelle ou endémique et à la vulnérabilité aux changements climatiques.

Dans ce classement, le Tchad occupe la 6^{ème} place après la Somalie, l'Afghanistan, le Niger la Guinée Bissau et le Burundi selon la combinaison des données de plusieurs indices⁵⁶ cités précédemment.

Au Tchad, la situation des conflits a accru les risques des catastrophes naturelles. Aussi, la fragilité de l'Etat et la corruption compromet la gouvernance équitable, l'assistance humanitaire, le développement, et l'amélioration des conditions de vie, la sécurité, la réduction des risques de catastrophes naturelles et la gestion des risques.

⁵⁵Katie Harris, David Keen and Tom Mitchell, Overseas Development Institute « When disasters and conflicts collide », page 9, février 2013

⁵⁶ Failed State Index 2012 ; UNU-EHS World Risk Report 2011 ; OHPI Multidimensionnel Poverty Index 2011 et CGD Climat change Vulnerability Index

Enfin, la sécheresse récurrente et l'insécurité alimentaire accroissent les niveaux de la migration et déplacements ainsi que les tensions avec les communautés locales hôtes, qui sont instrumentalisées par les politiciens.

Quant aux inondations, elles entraînent des déracinements des populations et leurs établissements ou réinstallations dans les endroits qui exacerbent les tensions et conflits déjà préexistants.

Les concentrations des « déplacés environnementaux » et les déplacés fuyant les conflits vers des localisations exigües accentuent la pression et la compétition sur les ressources précieuses et les tensions intercommunautaires.

2.4 Traits et caractéristiques de la fragilité et vulnérabilité de l'État tchadien aux chocs

2.4.1 Notions

La vulnérabilité est définie par les Notes d'orientation pour les planificateurs de l'éducation⁵⁷ comme étant les *“caractéristiques et la situation d'une communauté, d'un système ou d'un bien qui les exposent aux effets destructeurs d'un danger. La vulnérabilité a de nombreux aspects, qui dépendent de divers facteurs physiques, sociaux, économiques et environnementaux. Au niveau du système éducatif, la vulnérabilité est la combinaison des dangers dus aux conflits ou des dangers d'origine naturelle ou humaine, d'une part, et du risque que le système éducatif s'écroule ou arrête de fonctionner, d'autre part. Au niveau des apprenants, la vulnérabilité est la combinaison de leur exposition aux dangers, d'une part, et du risque que leur accès à des possibilités d'éducation de qualité soit interrompu temporairement ou définitivement, d'autre part”*⁵⁸.

Selon la définition donnée par le CAD de l'OCDE, « un État est fragile lorsque les instances étatiques n'ont pas la capacité et/ou la volonté politique d'assumer les fonctions essentielles requises pour faire reculer la pauvreté et promouvoir le développement, ni d'assurer la sécurité de la population et le respect des droits de l'homme » (OCDE/CAD, 2007a)⁵⁹.

Pour les Nations Unies, un Etat fragile, est une érosion de la capacité d'un Etat à fournir à ses citoyens des services sociaux, un gouvernement efficace et /ou des perspectives économiques viables⁶⁰.

La manifestation de la fragilité ou de la vulnérabilité de l'État tchadien est décrite comme multi-causale et multidimensionnelle par différents indices et analyses. Elle est la résultante de la dynamique d'interactions entre les facteurs internes et régionaux de conflits. Ces

⁵⁷Notes d'orientation pour les planificateurs de l'éducation : Intégrer la ...www.iiep.unesco.org › Accueil › Actualités - Fiche

⁵⁸UNESCO/UNICEF, Intégrer la réduction des risques des conflits et de catastrophes naturelles dans la planification du secteur de l'éducation, page 12.

⁵⁹CONCEPTS ET DILEMMES POUR LE RENFORCEMENT DE L'ÉTAT DANS LES SITUATIONS DE FRAGILITÉ – © OCDE 2008, page 18, <http://www.oecd.org/fr/developpement/incaf/42143231.pdf>

⁶⁰Observatoire de l'Afrique, LES ETATS FRAGILES EN AFRIQUE: UN PARADIGME UTILE POUR L'ACTION ? ,Rapport de conférence Didimala Lodge, Afrique du Sud – 12 et 13 mai 2008 , Août – 2008 , page 3

facteurs sont de nature sociale, économique, sociologique, sécuritaire, régionale, judiciaire ou militaire ou ont trait à la gouvernance ou au service public.

En effet, l'approche sensible aux conflits entend promouvoir les facteurs favorables à la paix en même temps qu'atténuer les effets négatifs des facteurs nuisibles à la paix.

2.4.2 Facteurs sociaux de fragilité et de vulnérabilité

Le pays est exposé aux chocs sociaux avec une faible résilience c'est-à-dire la capacité à y faire face ou à les gérer.

Les tensions et la violence entre groupes sont fondées sur un antagonisme ou une compétition entre groupes. En voici une série d'exemples :

- antagonisme nord-sud ; tensions entre chrétiens et musulmans ; clivages nomades et sédentaires qui se traduisent quotidiennement au sein de différentes communautés ;
- violences ethniques, religieuses, communautaires ou sectaires ; pressions démographiques suite à l'afflux de réfugiés, fuyant les conflits du Soudan, de la République Centrafricaine et de la Lybie, et l'afflux de déplacés au sein du pays causé par l'insécurité et les catastrophes naturelles (principalement la sécheresse et les inondations) ;
- crises humanitaires exacerbées par la pression sur les ressources précaires occasionnées par les réfugiés et déplacés ; fragmentation ethnolinguistique ; frustrations sociales ; conditions sociales défavorables de groupes vulnérables (femmes et enfants) ; inégalité des sexes ; pauvreté généralisée et multidimensionnelle ; insécurité alimentaire ; manque d'accès aux soins médicaux ;
- système d'éducation vulnérable exposé aux catastrophes naturelles et aux conflits ; faible taux de scolarisation au niveau de l'école primaire ; nombre grandissant de jeunes chômeurs, radicalisés et recrutés par des groupes armés ; taux d'analphabétisme élevé chez les femmes en 2011 (86 % contre 69 % chez les hommes) ; femmes sous-représentées dans l'Administration et leur promotion est plus difficile dans le secteur privé formel ; persistance de disparités entre les hommes et les femmes en termes de rémunération, d'accès à la propriété, au foncier, dans la création d'entreprises et dans les successions⁶¹ et l'inexistence d'un Code des Personnes et de la Famille (CPF).

2.4.3 Facteurs économiques de fragilité et de vulnérabilité

Le contexte économique est exposé et caractérisé par un climat défavorable aux affaires ; une croissance précaire ; une dégradation continue des écosystèmes ; un pays géographiquement enclavé ; une forte vulnérabilité aux chocs externes (fluctuation de

⁶¹ <http://www.africaneconomicoutlook.org/fr/pays/afrique-centrale/tchad/>

prix/cours du pétrole et de la nourriture) ; une insuffisance d'eau potable, surtout en milieu rural ; une augmentation du chômage, en particulier chez les jeunes ;

les disparités économiques fondées sur les critères géographiques nord-sud, communautaires, régionales et religieuses (les régions du nord étant étiquetées comme *'improductives', 'sous-administrées' et 'désertées'* tandis que celles du sud sont considérées comme « *fertiles, productives et surpeuplées, mais plus appauvries* » ; une polarisation économique et sociale récurrente ; une distribution inéquitable des richesses ;

une production agricole liée aux aléas climatiques (catastrophes naturelles, sécheresses et inondations) et à l'insécurité alimentaire ; une dépendance excessive aux revenus pétroliers ; les revenus pétroliers sujets aux aléas et aux fluctuations du marché mondial ; une agriculture et un élevage insuffisamment développés depuis l'ère pétrolière ; une croissance faible et incapable de créer de l'emploi et de la richesse ou de diminuer la pauvreté ; une économie dépendante de l'assistance extérieure et de l'aide humanitaire ; une absence de programme conclu avec le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale pour atteindre le point d'achèvement ; Une économie peu diversifiée et dépendante des ressources naturelles ; Un manque de transparence dans la gestion des ressources pétrolières ; une dégradation des services publics de base (soins de santé, eau, éducation, électricité) ; dépenses sécuritaires disproportionnées par rapport à la lutte contre la pauvreté et aux dépenses sociales (y compris l'éducation) ; Les infrastructures inadéquates ; des risques élevés de défaut de paiement (liés à sa notation des Agences de crédit, notamment COFACE) ; une forte influence extérieure (interventions internationales et régionales, incursions armées, etc.).

2.4.4 Facteurs de fragilité et de vulnérabilité politiques

Ce paragraphe est assez dense, utiliser les puces) Plusieurs facteurs politiques déterminent la vulnérabilité du Tchad qui est perméable aux nuances et aux dangers intrinsèques et extrinsèques face à une faible résistance. Il s'agit notamment de :

- la récurrence d'insécurité chronique et de conflits fondés sur les fractures géographiques, tribales, régionales et religieuses ; des foyers de tensions persistantes et l'héritage des conflits passés ; des clivages ethniques et religieux ;
- des mouvements politico-militaires et partis politiques aux connotations ethniques et régionalistes ; instrumentalisation des identités ethniques et religieuses et des divisions fondées sur les tensions nord-sud ainsi que les gestions régionales et ethniques ; le réflexe d'instinct communautaire et identitaire ; les politiques identitaires au détriment de l'identité nationale ; le cercle vicieux de la vengeance basé sur la discrimination, l'exclusion, les stéréotypes et la stigmatisation ; l'imposition de coutumes et de cultures par les groupes dominants ;
- les changements violents de régime (putschs et coups d'état fréquents de l'armée) ; l'héritage d'autoritarisme et de régimes militaires ; les élections contestées par

l'opposition et les acteurs polarisés' faute d'un consensus sur les règles du jeu; les luttes de pouvoir ; l'insuffisante volonté politique d'établir une véritable démocratie ; la multiplication des oppositions armées ; l'éruption périodique de violence ;

- les violences fréquentes dans les écoles enracinées dans des polarisations sociales et ethniques ; les violations graves des droits de l'homme ; l'insécurité transfrontalière avec la République Centrafricaine, le Soudan et la Libye en raison de la porosité des frontières.

2.4.5 Facteurs de fragilité et de vulnérabilité de la gouvernance de fragilité et de vulnérabilité

En 2012, le Tchad a obtenu *une notation de la gouvernance (NG) de 2,97*, inférieure à 3,31, la notation moyenne des pays d'Afrique sub-saharienne, (derrière les pays comme Benin :4,12 ; Burkina faso : 4,21 ; Niger :3,73 ; Congo Brazza :3,43 ;Burundi :3,18 ; Cameroun : 3,63 ; Cap Vert : 4,50 ; Centre Afrique :2,89)⁶², en termes de perception de responsabilité personnelle, d'efficacité, de l'existence d'un État de droit et de lutte contre corruption⁶³. A cela, s'ajoutent les facteurs relevés par d'autres sources, en occurrence : l'absence d'un dialogue régulier entre les divers acteurs politiques ainsi qu'entre le gouvernement et la société civile ; le manque de gestion participative et transparente ; l'injustice ; la corruption endémique ; l'impunité ; le tribalisme ; le népotisme ; le favoritisme ; la complaisance ; la partialité ; la non-application rigoureuse des normes de droit ; le clientélisme ; certains services publics et contrats (subventions, licences, exonérations, emplois, allocations de budget, ...) fournis ou attribués sans appels d'offre (grès à grès), le fort taux des dépenses avant ordonnancement (DAO) ; les contrôles par des moyens discrétionnaires, personnalisés et sur mesure ; la centralisation avec un excès de pouvoir ; les dérapages budgétaires en faveur des pressions sécuritaires et le manque de rigueur budgétaire au détriment de l'éducation et des dépenses sociales et les multiples révisions de la loi de finance.

2.4.6 Facteurs de fragilité et de vulnérabilité du système judiciaire [23]

Selon les indices de vulnérabilité et les recommandations des organes de surveillance de l'ONU, le système judiciaire est dysfonctionnel en raison de la pénurie de juges, des magistrats qualifiés et de procureurs ; de la vétusté et du manque des infrastructures ; de l'absence de justice en dehors de la capitale, permettant l'impunité ; des mauvaises conditions carcérales et arrestations arbitraires ; de l'interférence avec l'indépendance des juges ; de la justice corrompue, d'une justice dépendante du pouvoir exécutif ; carences des magistrats qualifiés; de la détention arbitraire prolongée ; de l'impunité de la torture ; de la bureaucratie et des longues procédures qui découragent la poursuite judiciaire et encouragent les représailles et la violence ; la prévalence de la justice privée ;les procédures

⁶² BAD, Notation de la gouvernance :gestion et institutions du secteur public, CPIA BAD 2012 Detailed GR-FOR DISCLOSURE_FR

⁶³ BAD, DEPARTEMENT REGIONAL CENTRE (ORCE), TCHAD , DOCUMENT DE STRATEGIE PAYS 2010-2014, page 5 Octobre 2009

injustes et inéquitables ; l'ingérence politique ; l'absence de conseil de la défense dans certaines régions ; le surpeuplement des centres de détention; les longues gardes à vue, les emprisonnements pour non-paiement de dettes ; la réforme judiciaire retardée et pas mise en œuvre.

2.4.7 Facteurs de fragilité et de vulnérabilité de l'administration publique

Selon les mêmes sources citées précédemment, l'administration publique est inefficace, partisane et politisée, basée sur la 'géopolitique'. Elle est caractérisée par un manque de transparence et de responsabilité personnelle ; de discrimination dans l'accès aux services de l'Etat, la promotion et l'exercice des emplois du secteur public (armée, police et administration ; administration et institutions publiques militarisées). Dysfonctionnement de l'administration publique; le niveau de compétence insuffisant des nombreux agents; affectation des fonctionnaires non qualifiés ni compétents à certains postes; taux élevés des changements fréquents à la tête des départements ministériels⁶⁴.

2.4.8 Facteurs sécuritaires et militaires de fragilité et de vulnérabilité

Le revue des indices de vulnérabilité et des recommandations des organes de surveillance a aussi permis de constater les facteurs suivants en ce qui concerne la sécurité : l'abus par les forces de sécurité, la prolifération et la circulation d'armes légères ; les mouvements politico-militaires et partis politiques à connotation ethnique, religieuse et régionaliste plutôt qu'idéologique ; la sous-représentation de certaines régions au gouvernement et dans l'armée ; le manque de contrôle civil sur les forces de sécurité, l'éruption périodique de violence ; les violences inter-ethniques et intercommunautaire ; L'armée et les services de sécurité politisés, l'impunité et la corruption au sein des forces de sécurité ; un environnement d'insécurité avec des 'coupeurs de route' ; certains éléments des forces d'ordre et de sécurité agissant pour leur compte plus que pour assurer la sécurité de la population.

2.4.9 Facteurs de fragilité et de vulnérabilité régionales et transfrontalières

Le développement de ce sous-point est presque textuellement avec celui chapitre 5 suivant

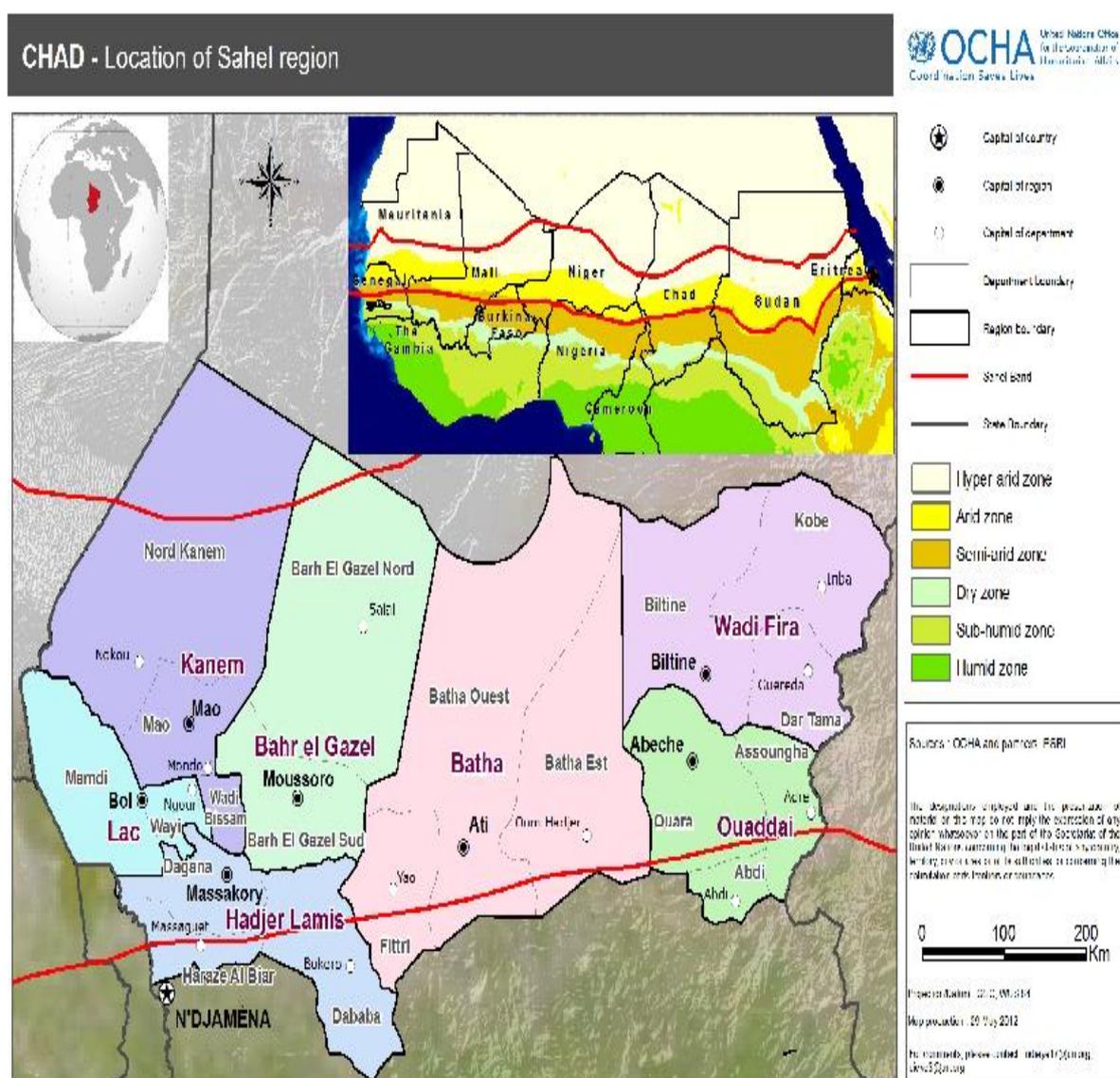
Le Tchad est au carrefour de quatre crises humanitaires majeures (Darfour, République Centrafricaine, Sahel et Libye)⁶⁵ qui l'expose à des menaces sécuritaires transfrontalières; aux crises humanitaires, y compris les afflux massifs des réfugiés et des retournés provenant du Soudan, de la République Centrafricaine et de Libye ainsi que la migration massive qui font pression sur les ressources locales et sur les écoles précaires et peu nombreuses. On note aussi une criminalité organisée ; des conflits violents ; une dégradation environnementale et la menace du terrorisme (il y a en fait un risque d'effet direct de contagion sur le Tchad par l'instabilité des pays voisins et vice-versa en raison de la

⁶⁴BAD, Rapport sur le profil de la gouvernance, septembre 2004, page IV (6)

⁶⁵ Commission Européenne, Aide Humanitaire et protection Civile, Fiche-Info ECHO, TCHAD, June 2013

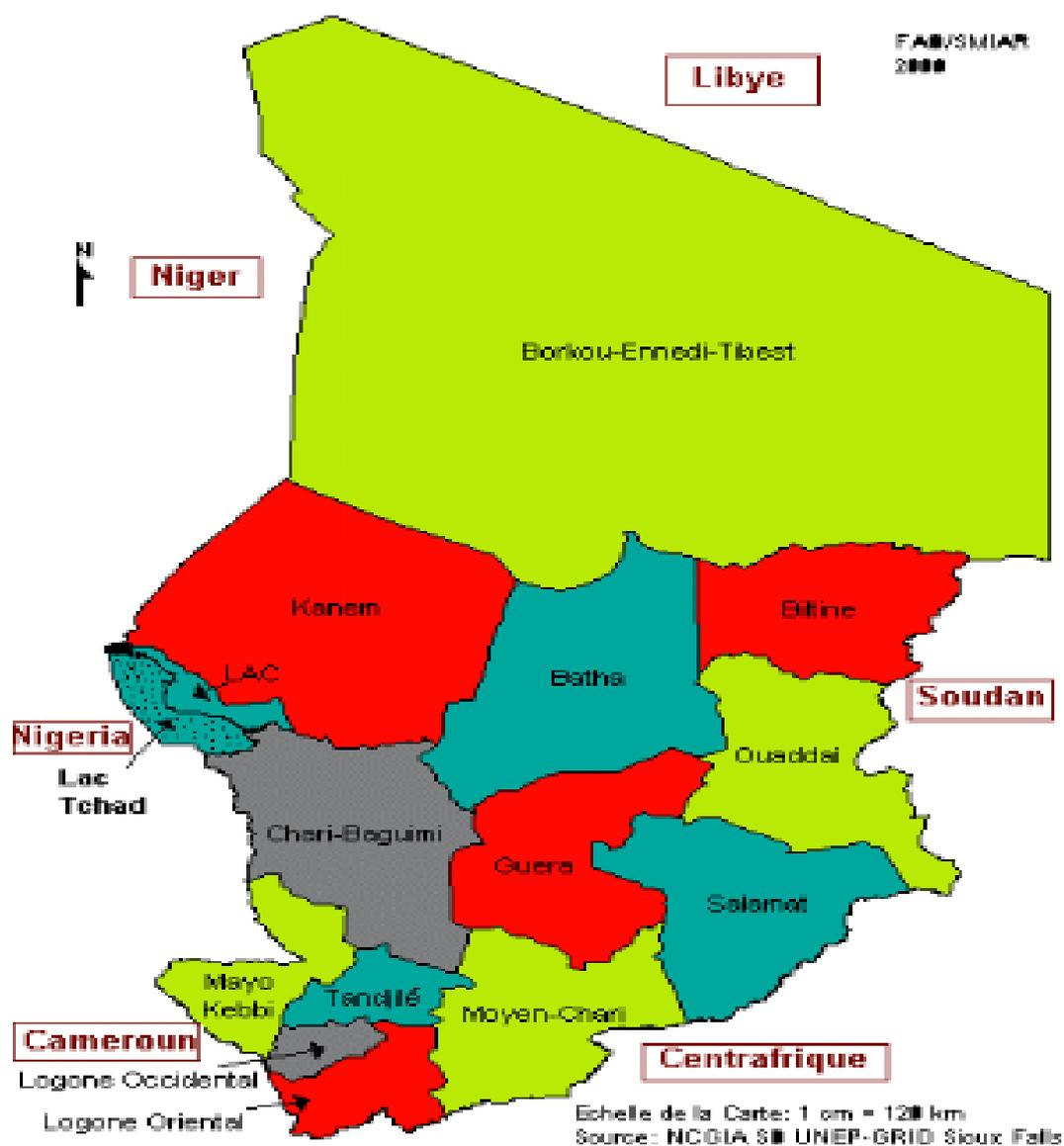
contiguïté géographique et de la porosité des frontières) ; un contexte régional volatile, vulnérable et contagieux du fait des risques d'instabilité dans différents pays dont les frontières sont fluides, de la persistance de facteurs de vulnérabilité structurelle et d'émergence des crises et leur contagion régionale⁶⁶.

Par ailleurs, l'augmentation du fondamentalisme et de l'instabilité au Nigéria et au Mali menace la stabilité du Tchad.

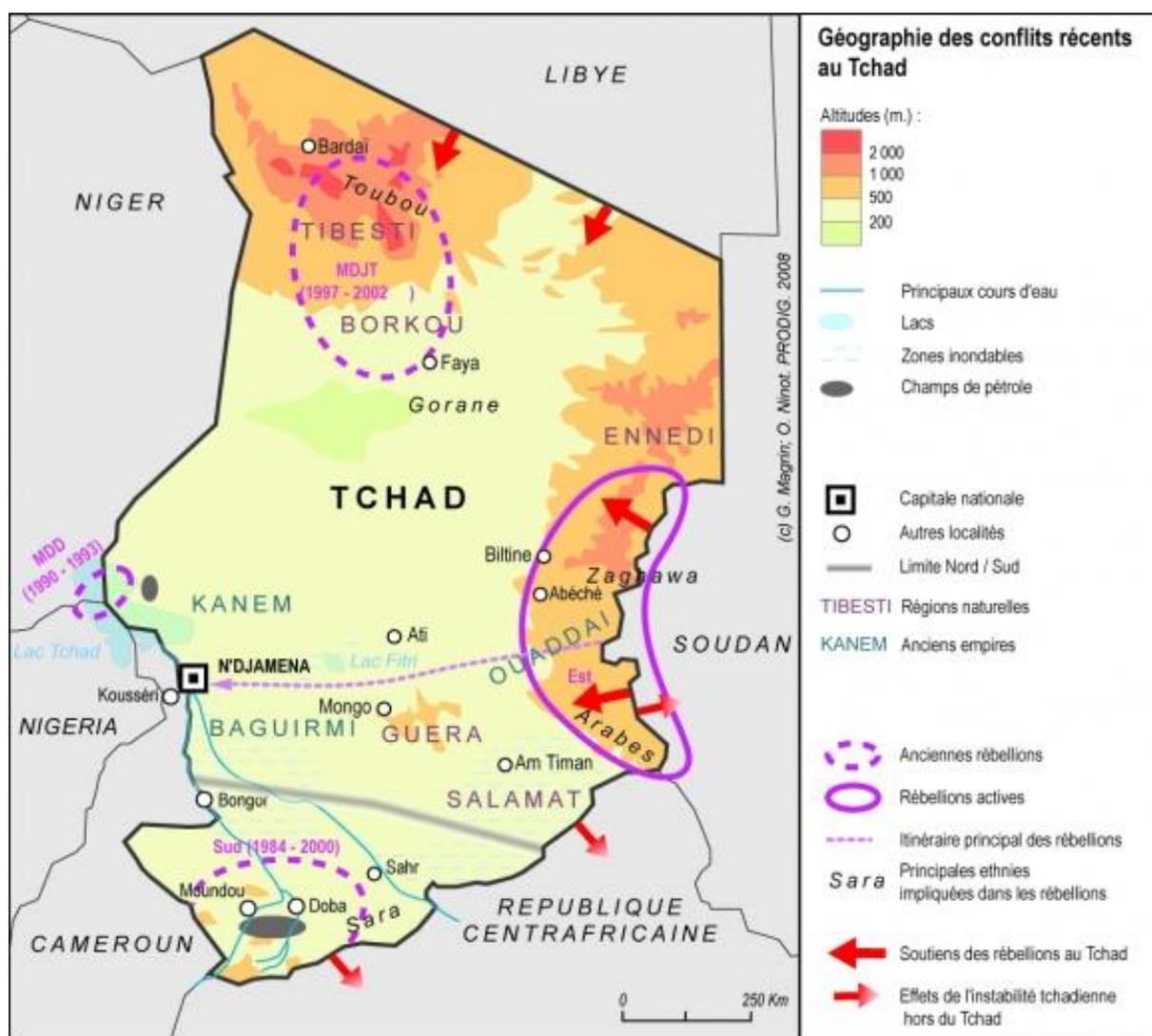


⁶⁶ Eric, Wilson FOFACK, GRIP, note d'analyse, les enfants victimes des conflits armés dans le monde: permanence et mutation d'une préoccupation mondiale

Chapitre 3 : Situation géostratégique et géographique du Tchad



3.1 Situation géographique et géostratégique du Tchad



Le Tchad est un pays africain enclavé situé dans la région sahélo-sahélienne, au carrefour de l'Afrique saharienne, de l'Afrique de l'ouest et de l'Afrique centrale⁶⁷. Le pays couvre une superficie de 1, 284,000km², dont une large partie (plus de 50% du territoire) est désertique. Il s'agit du 5^{ème} pays le plus vaste d'Afrique. Il est limité au nord par la Lybie, au sud par la République Centrafricaine, à l'est par le Soudan et à l'ouest par le Niger, le Nigéria et le Cameroun. Le pays symbolise bien la juxtaposition géographique, ethnique et culturelle, un contraste entre l'Afrique du nord et l'Afrique sub-saharienne qui se retrouve aussi dans les autres pays du Sahel qui vont de la Mauritanie au Soudan⁶⁸.

. Du fait de sa position géostratégique, le Tchad est au centre d'un groupe d'une douzaine de pays qui se partagent le Sahel et le Sahara. Cette position stratégique fait du Tchad une zone

⁶⁷ Il est ainsi au cœur du continent africain, à l'orée de l'Afrique « blanche » musulmane et de l'Afrique « noire » chrétienne et animiste.

⁶⁸ Gérard François Dumont, Géopolitique et populations au Tchad, page 265

de transit privilégiée entre les pays d'Afrique Centrale et entre les pays du Nord et du Sud du Sahara⁶⁹

La région saharienne comprend les déserts de sable et de roches, dans lesquels il existe deux massifs montagneux majeurs. La région est administrée en tant que partie des provinces "BET" (Borkou-Ennedi-Tibesti). La zone sahélienne (des steppes désertiques) couvre entièrement les circonscriptions du centre du pays : Kanem, Bar el Ghazel, Batha, Wadi Fira, Ouaddai et Sila.

L'État tchadien est confronté à des défis structurels liés aux obstacles physiques d'expansion administrative et politique dans ces deux régions. Indubitablement, le Sahara et le Sahel tchadiens font partie de régions visiblement vides, arides et hostiles caractérisées par de faibles précipitations, de vastes étendues et des zones peu peuplées et plus difficilement contrôlables par manque des moyens d'administration. Or, selon la géopolitique du désert, celui-ci est, par essence, propice à une prolifération des facteurs de tension : trafics illicites (personnes, armes légères, marchandises prohibées). Ainsi, le désert est un facteur de dilution des frontières.⁷⁰

Par rapport à d'autres régions du pays, le Nord-Ouest du Tchad est insuffisamment contrôlé et presque délaissé par l'administration centrale. Le nombre d'écoles, de centres de soins de santé ou de services techniques étatiques est bien moindre par rapport au Sud ou à l'Est du pays⁷¹.

En revanche, au Sud, l'espace qualifié de 'Tchad utile' depuis la colonisation, du fait de sa productivité, occupe moins d'un quart de la superficie du pays (10-15%), et il concentre plus de la moitié de la population. Ces zones concernées sont Mayo-Kebbi, Tandjilé, Moyen-Chari, Mandoul, Logone **Oriental** et Logone **Occidental**.

Le Sud est une zone de savane boiseuse, avec d'importantes précipitations dotée de deux réseaux fluviaux des deux fleuves : Logone et Chari. Le sud produit la majorité des produits agricoles et industriels comme le riz, le coton ou le textile du pays.

3.2 Analyse des facteurs et des risques de conflits liés à la situation géostratégique

La zone sahélo-saharienne tchadienne fait partie d'une région très peu peuplée, qui est d'autant plus difficile à contrôler à cause de la faiblesse de la gouvernance et des capacités locales ainsi que du manque des répondants locaux, de l'insuffisance des administrations centralisées dans les régions éloignées et isolées. Cette situation rend la tâche du gouvernement central plus ardue quant à l'exercice d'un contrôle effectif.

21 août 2013, page 6⁶⁹ Banque africaine de développement, http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/PolicyDocuments/TCHAD_DOCUMENT%20DE%20STRATEGIE%20PAYS%20%28D%20SP%29%202010-2014.pdf

⁷⁰Maxime Cazelles, Géopolitique du désert : le cas du Tchad, pages 6-20, Master de Sécurité et défense, 2010, Université Panthéon Assasse

⁷¹ International Crisis Group, Le Nord-ouest du Tchad : la prochaine zone à haut risque ? Briefing Afrique de Crisis Group N°78, 17 février 2011 Page 3

Dans cette zone, de vastes territoires négligés, couplés des traditions de nomadisme et des dynamiques transfrontalières de populations, rendent la gestion de la souveraineté particulièrement difficile. Selon l'analyse des facteurs politiques des conflits en Afrique du GRIP⁷², **cette déficience de la gestion politique et socioéconomique de cette partie du territoire est une source et un facteur d'instabilité et de fragmentation du territoire national.**

Selon les doctrines géopolitiques, le désert est par définition un espace propice à la prolifération de trafics illégaux (personnes, armes, biens prohibés). Ainsi, la région désertique au Tchad, qui a une histoire d'autonomie de facto, est un facteur affaiblissant pour les frontières. Suite à la sous-administration et à la négligence des zones désertiques par les gouvernements successifs, le nord-ouest du Tchad devient une cible potentielle pour des menaces sécuritaires transnationales comme le terrorisme, la prolifération d'armes et les crimes organisés et transfrontaliers. Ces organisations criminelles peuvent tirer parti des politiques fragmentées, du vide sécuritaire et de la porosité des frontières du désert saharien⁷³ ..

La quasi-passivité des autorités tchadiennes, associée à la probabilité que le Nord-Ouest puisse voir naître des actes criminels et des organisations terroristes, sont des facteurs-clés de risque d'instabilité. De même, les combattants islamistes du Nord du Nigéria et de certains états du Sahel peuvent aussi y trouver un lieu propice pour se replier. Il existe des risques de trafic de drogues et de terrorisme transsahariens.⁷⁴

A contrario, l'attractivité productive du Sud, qui est une zone de savane et de forêts, avec de lourdes précipitations fait de celui-ci la destination privilégiée des déplacés et réfugiés, ce qui rajoute des pressions supplémentaires sur les ressources locales « précaires » et exacerbent les tensions et les conflits.

En somme, la position géographique et géostratégique du Tchad est propice aux effets déstabilisateurs de contagion d'un pays limitrophe à un autre vers la région du Nord et de l'Est du Tchad. Des réseaux illicites peuvent se développer à travers les régions. La menace accrue du terrorisme au Sahel et au Sahara, là où la faiblesse de la gouvernance peut être exploitée et attirer des recrues venant de différentes régions environnantes.

Chapitre 4 : Situation culturelle et démographique

Ce chapitre traitera de la situation démographique et culturelle ainsi que des facteurs de risques des conflits afférents.

⁷² GRIP, Note d'Analyse, Groupes armées, conflits et gouvernance en Afrique de l'Ouest:une grille de lecture, 27 janvier 2012, page 6

⁷³ International Crisis Group, Le Nord-ouest du Tchad : la prochaine zone à haut risque ? Briefing Afrique de Crisis Group N°78, 17 février 2011 Page 14

⁷⁴ ICG, Le Nord-ouest du Tchad : la prochaine zone à haut risque ? Briefing Afrique de Crisis Group N°78, 17 février 2011,page 16

4.1 Situation démographique et culturelle du Tchad

La population au Tchad est d'environ 11.3 millions et augmente à un taux annuel moyen de 3.6%, dont 51% de femmes⁷⁵ et 57% d'enfants de moins de 18 ans⁷⁶. *En outre*, la population est inégalement répartie sur le territoire national.⁷⁷

Le **Nord, région saharienne** couvrant 47% de la superficie totale du pays, compte seulement 2% de la population nationale⁷⁸. Les **zones du Sahel, qui se trouvent au centre**, représentent 43% du territoire national et concentrent 48% de la population, tandis que la **zone soudanienne, le Sud**, avec approximativement 10% de la superficie du pays, accueille la moitié de la population tchadienne. Ces fortes différences régionales de densité sont associées à une multitude de groupes ethniques qui depuis l'indépendance rivalisent pour l'accès ou le maintien au pouvoir, ainsi que l'accès à des privilèges (politiques ou autres).

En fait, cette distribution très inégale de la population tchadienne sur le territoire géographique est en particulier liée aux conditions climatiques. Par exemple, la majorité de la population est concentrée dans les zones fertiles. Ainsi, il y a de très fortes concentrations de population en Logone-occidental, Mayo-Kebbi, Moyen-Chari et Chari-Baguirmi, et une faible population dans les régions de Wadi Fira, Salamat et Lac Tchad et plus spécialement dans les zones de Kanem et Borkou-Ennedi-Tibesti.

L'antagonisme Nord-Sud est également fort. Il résulte du fait que les peuples du Nord et du Sud sont très distincts, culturellement, et historiquement rivaux. Les habitants du Nord sont typiquement nomades (ou sédentaires) et principalement islamiques, tandis que ceux du Sud, bien que vivant dans de petites zones densément peuplées, sont surtout sédentaires et animistes ou chrétiens.

Enfin, d'après l'histoire des violences ordinaires du Tchad, décrite dans la Politique africaine⁷⁹, la situation tchadienne a connu des retournements des situations de domination et de conquête de pouvoir dans les luttes entre groups.

Pendant des siècles, les razzias organisées par les armées des royaumes musulmans pour capturer

⁷⁵ Banque mondiale 2010 & INSEED 2012

⁷⁶ CPAP-2012-2016, page 4

⁷⁷ MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET DE L'EDUCATION CIVIQUE, SECRETARIAT GENERAL ; DIRECTION GENERALE DE L'ALPHABETIS, TABLE RONDE INTERNATIONALE DE HAUT NIVEAU SUR L'ALPHABETISATION PLAN D'ACTION NATIONAL D'ALPHABETISATION DU TCHAD (2012 – 2015), page 5, (UNESCO, Paris, 6-7 septembre 2012)

⁷⁸ MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET DE L'EDUCATION CIVIQUE, SECRETARIAT GENERAL ; DIRECTION GENERALE DE L'ALPHABETIS, TABLE RONDE INTERNATIONALE DE HAUT NIVEAU SUR L'ALPHABETISATION PLAN D'ACTION NATIONAL D'ALPHABETISATION DU TCHAD (2012 – 2015), page 5, (UNESCO, Paris, 6-7 septembre 2012)

⁷⁹ Article disponible en ligne à l'adresse: <http://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2003-3-page-51.htm>

des esclaves en milieu « païen » ont alimenté l'économie domestique et le commerce vers l'Afrique du Nord et Moyen- Orient.

Cependant, l'esclavage sera graduellement aboli par le pouvoir colonial français à partir de 1900 (défaite de Rabeh à la bataille de Kousseri). Avec la colonisation du pays, la région soudanienne, « Tchad utile », a connu un développement à partir des années 1930 et les gens du Sud se trouvèrent progressivement en position de dominer leurs anciens maîtres, les gens du Nord.

L'accession du pays à l'indépendance en 1960 permit l'arrivée au pouvoir des gens du Sud, qui, grâce à leur connaissance du français et à leurs diplômes (acceptation de l'école française), se retrouvèrent en bien meilleure position pour occuper des fonctions étatiques. En 1978, ils étaient largement majoritaires dans la haute fonction publique, soit 78 % des effectifs totaux contre seulement 22 % pour ceux du Nord. Cet état de fait fut très mal accepté par les populations musulmanes, qui manifestèrent de différentes manières, y compris violentes, leur opposition au nouvel ordre politique.

Ce n'est qu'à la suite, en 1965, des rébellions paysannes contre le paiement des impôts, mouvements de guérillas et guerre civile dans le centre et le nord du pays, où prédomine l'islam, qu'à partir des années 1980 les musulmans ont pu accéder à la fonction présidentielle et à des postes administratifs importants, renouant ainsi avec un long passé de domination étatique⁸⁰.⁸¹.⁸².

Néanmoins, le régime actuel a manifesté clairement sa volonté politique en prenant plusieurs initiatives tant politiques que sociales pour promouvoir la cohésion nationale et la réconciliation entre les communautés.

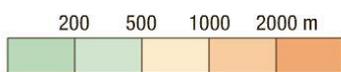
⁸⁰ Appelé pour cela le Dtr al-'Abid, le pays des esclaves

⁸¹ Géopolitique et populations au Tchad, <http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00768368/>

⁸² Claude Ardit, LES VIOLENCES ORDINAIRES ONT UNE HISTOIRE : LE CAS DU TCHAD,, Editions Karthala | Politique africaine, n° 91 - octobre 2003, page 53, Article disponible en ligne à l'adresse: <http://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2003-3-page-51.htm>



Tchad



-  oléoduc
-  puits de pétrole
-  route
-  aéroport
-  plus de 500 000 h.
-  de 50 000 à 500 000 h.
-  de 10 000 à 50 000 h.
-  moins de 10 000 h.

4.2 Facteurs et risques de conflits liés à la situation culturelle et démographique

Lorsque les populations sahéniennes renoncent à leurs « zones asséchées ou hostiles » et s'en vont migrer vers le Sud, elles créent des problèmes de cohabitation avec les populations locales, y compris un choc socioculturel évident entre leur style de vie nomadique par rapport à celui des fermiers sédentaires, ce qui conduit fréquemment à des affrontements.

La société tchadienne présente donc un haut niveau de polarisation économique et sociale entre les groupes ethniques qui la prédispose aux conflits. A cet égard, la probabilité d'éclatement d'un conflit est deux fois plus importante que dans une société homogène à cause des inégalités et du ressentiment profond entre des groupes culturellement fort différents.

En plus, la très haute concentration de population dans le sud (en Logone Occidentale, Mayo-Kebbi, Moyen-Chari et Chari-Baguirmi) par rapport aux régions du nord (comme Biltine et Salamat-Lac, ou plus spécialement Kanem et Borkou-Ennedi-Tibesti) entraîne une désertion du nord en faveur du Sud, qui fait face à une pression démographique grandissante par rapport aux moyens de production et aux ressources déjà précaires.

En outre, les mouvements massifs de réfugiés qui fuient les conflits en République Centrafricaine et au Soudan, ainsi que les déplacés internes, aggravent les situations humanitaires d'urgence résultant de catastrophes naturelles, de conflits ou de violence politique/ethnique. Ces pressions démographiques sur les communautés d'accueil, sur les ressources locales et sur les infrastructures précaires du **'Tchad utile et productif'** mènent à la détérioration de services basiques à la population et constituent un indicateur social de vulnérabilité aux conflits, selon le *'Failed State Index'* ⁸³.

Cet afflux démographique, qui exerce une pression supplémentaire sur des ressources déjà précaires dans le Sud, peut en partie expliquer pourquoi le taux de pauvreté est plus profond et plus alarmant dans les zones rurales du Sud, où la profondeur de la pauvreté dépasse 30%, et ce malgré des précipitations favorables et des terres fertiles⁸⁴. Touchant 55% de la population nationale, la pauvreté au Tchad est massive et profonde⁸⁵. De même, selon le rapport de 10 ans de la mise en œuvre des OMD, six régions présentent un haut profil de pauvreté monétaire dont l'incidence est significativement plus élevée que la moyenne nationale de 55%⁸⁶. Au Guéra- au Salamat, dans les deux Logone, en Mayo Kebbi, au Moyen Chari et en Tandjilé, les taux de pauvreté vont de 57.6 à 71.7%⁸⁷.

Qui plus est, ces pressions démographiques sur les ressources du Sud par rapport au Nord où il y a une faiblesse institutionnelle politique, un vide sécuritaire et des zones négligées sont clairement un indicateur économique de risque de conflits car ils empirent les tensions

⁸³ Failed State Index

⁸⁴ Document de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté, page 18

⁸⁵ Document de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté, page 18

⁸⁶ Source : INSEED, ECOSIT2, 2003/2004, in page 19

⁸⁷ Rapport décennal sur la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le Développement, Page 18

communautaires déjà existantes entre les habitants du Nord et ceux du Sud, les musulmans et chrétiens ou nomades et sédentaires. *La violence communautaire est un indicateur social de vulnérabilité aux conflits dans un État fragile. Également, une dimension ethnique enracinée et une inégalité socio-économique attisent les troubles et peuvent potentiellement déboucher sur des insurrections, des émeutes ou des affrontements communautaires sanglants.*

4.3 Impact des facteurs géographiques et culturels du conflit sur le système éducatif

En ce qui concerne le système éducatif, il y a un contraste évident entre les départements du Nord-Ouest et les autres parties du pays à cause des obstacles physiques à leur expansion et développement.

Le nombre d'écoles, de centres de soins de santé et de services techniques étatiques de la zone Nord Est moindre que celui du Sud ou de l'Est. En outre, lorsque le taux d'achèvement du cycle primaire était en moyenne de 38% au Tchad (jusqu'en 2007), il n'était que de 10% dans les départements du Nord-Ouest par rapport à 80% dans ceux du Sud. En 2007, 71% des enfants en âge n'avaient pas achevé leurs primaires (ou n'avaient pas tous les niveaux d'études requis pour pouvoir les considérer achevés) au Kanem, 33% au Borkou et 48% et au bahr-El-Gazal.

En fait, *les disparités départementales sautent aux yeux au Tchad*. Les régions du sud présentent le meilleur profil de scolarisation avec un taux d'accès à l'école primaire et d'achèvement bien au-dessus de la moyenne nationale. Ainsi, le taux d'achèvement dans le sud (DDEN11) ne dépasse qu'à peine le seuil des 50% au niveau primaire. A l'école primaire, presque toutes les régions du sud présentent de meilleurs taux de continuité scolaire, c'est-à-dire une meilleure opportunité pour les élèves d'achever le cycle primaire, ce qui aide évidemment à améliorer les taux d'achèvement. Cette disparité régionale au niveau de l'éducation est en partie un risque et un facteur de violence et de corruption observé dans les écoles où ont lieu des affrontements entre les ressortissants du Nord et ceux du Sud ainsi que des mesures « géopolitiques » ou de « discrimination positive » en faveur des personnes du Nord en vue de réduire le poids du « différentiel de scolarisation » ou de rattrapper le retard scolaire. La « géopolitique » sert ainsi à équilibrer et à couvrir les besoins de toutes les régions d'un pays. Pour le développement harmonieux d'un pays, il faut la géopolitique

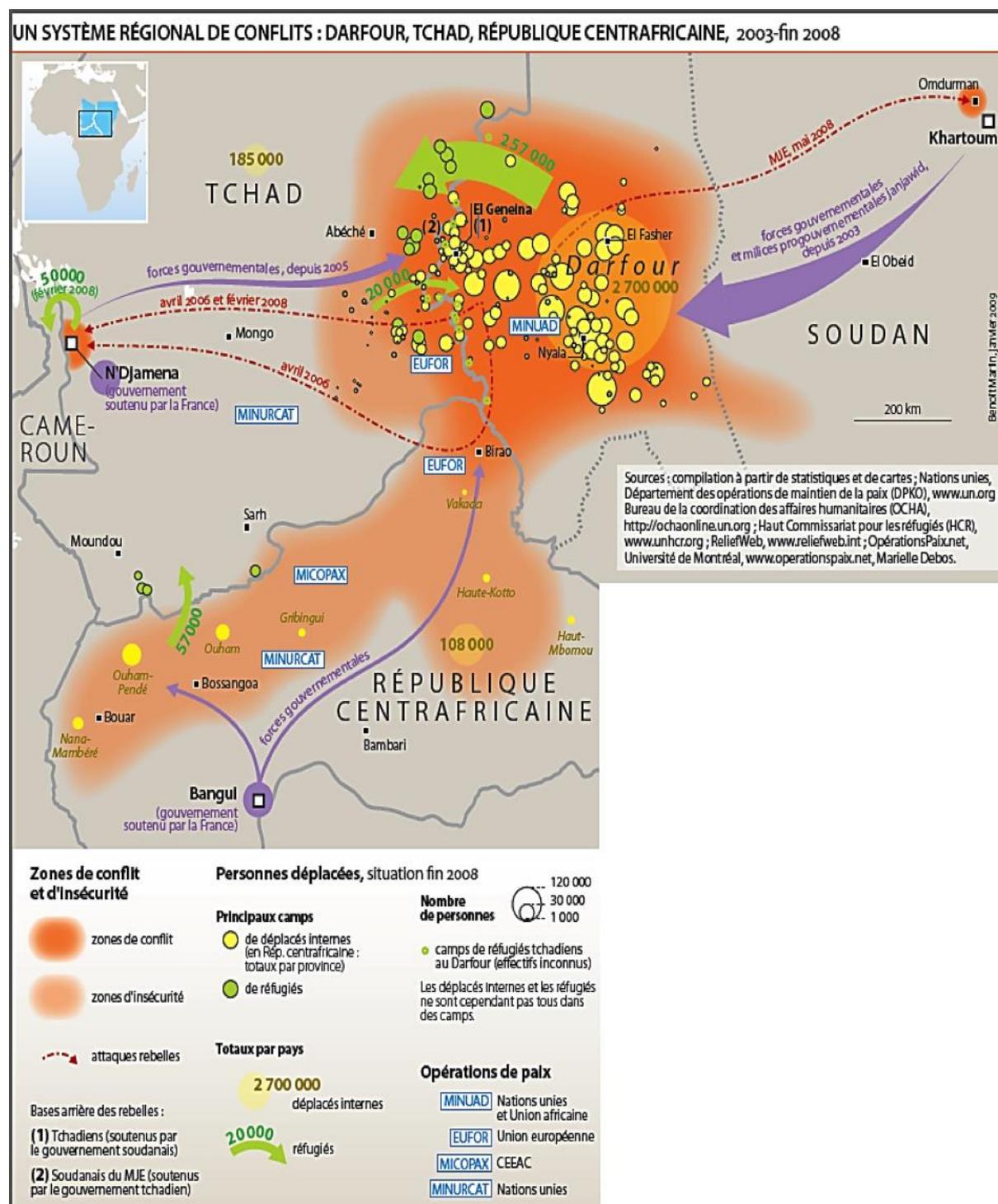
88 89

⁸⁸ Le Temps, n° 125, 24-30 juin 1998.

⁸⁹ La géopolitique est devenue une pratique courante dans l'enseignement secondaire et universitaire et le vice-recteur (nordiste) de l'université de N'Djamena l'a justifiée, après l'annulation en 1998 des résultats du concours d'entrée en première année de médecine (où 86 % de sudistes avaient été admis), en ces termes: « La géopolitique sert à équilibrer et à couvrir les besoins de toutes les régions d'un pays. Pour le développement harmonieux d'un pays, il faut la géopolitique » Mais les violences dont sont victimes les étudiants sudistes ne peuvent qu'attiser chez eux un profond sentiment d'injustice et susciter un désir de vengeance, entretenant ainsi une infernale dialectique de la revanche contre les nordistes. Arditi Claude, « Les violences ordinaires ont une histoire: le cas du Tchad », *Politique africaine*, 2003/3 N° 91, p. 51-67. DOI: 10.3917/polaf.091.0051, Article disponible en ligne à l'adresse: <http://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2003-3-page-51.htm>

En réalité, elle favorise de manière systématique les élèves nordistes aux examens ou à l'octroi de bourses pour l'étranger.

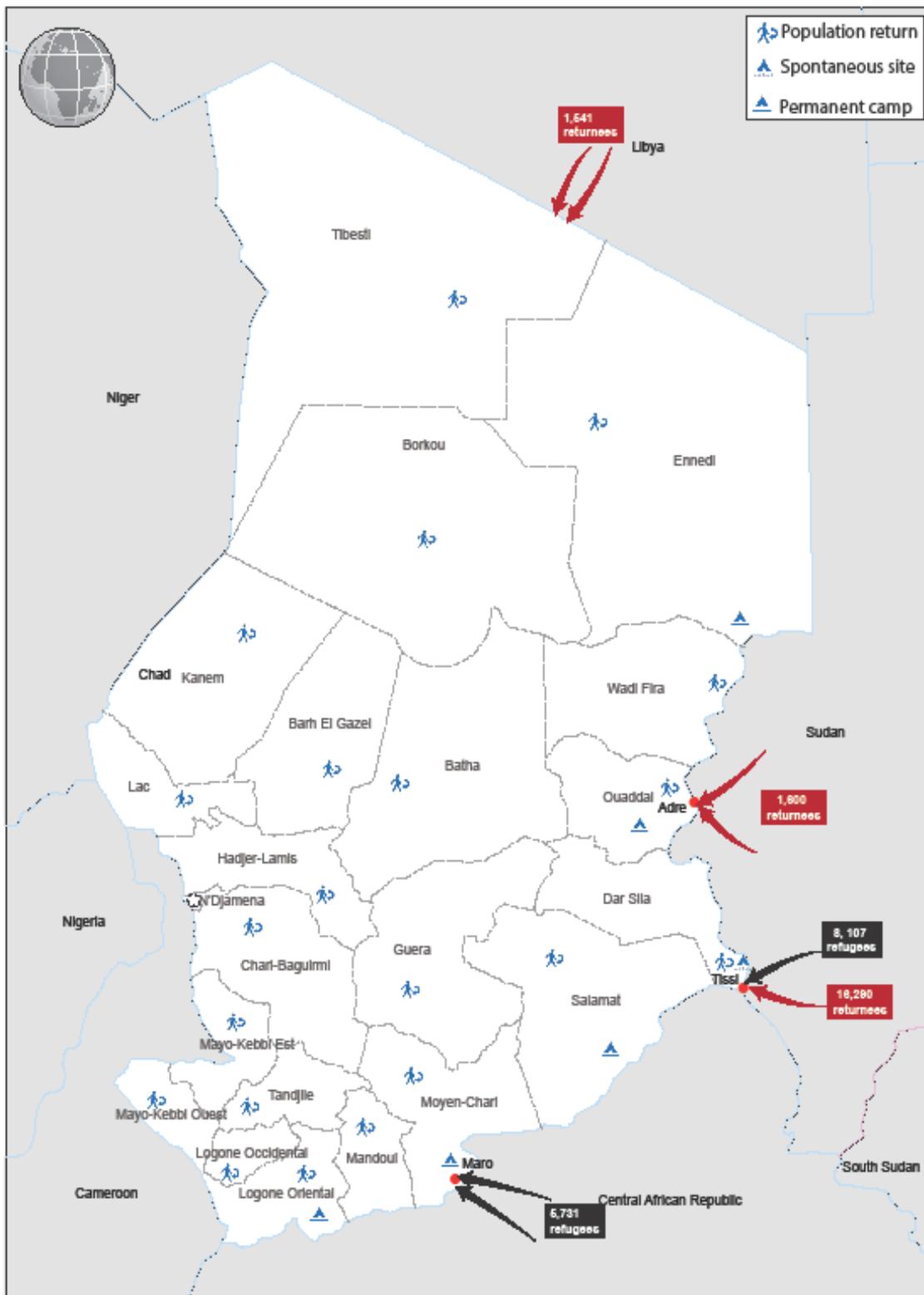
Chapitre 5 : Volatilité régionale due aux conflits dans les pays voisins (Soudan ; RCA ; Libye)



La crise sécuritaire à laquelle fait face l'État tchadien aujourd'hui, tout comme les défis que lui imposent sa position géostratégique, sont aggravés par l'instabilité transfrontalière et la volatilité dans la région.

Des événements dans les pays voisins (comme la détérioration de la situation sécuritaire dans le Nord-est de la République Centrafricaine, la poursuite du conflit au Soudan ou la crise qui a suivi la chute de Kadhafi en Libye) sont des sources de préoccupation sécuritaire pour l'instabilité transfrontalière (UNSC, 29 avril 2011). Cette instabilité a crée des mouvements armés dans les pays voisins notamment dans le Nord-Est de la RCA, le Soudan et la Lybie.

TCHAD: Influx of Returnees and Refugees (Situation as of 03 April 2013)



The boundaries and names shown and the designations used on this map do not imply official endorsement or acceptance by the United Nations.
 Creation date: 03 April 2013 Sources: UNHCR, OCHA, IOM Feedback: djimetsou@un.org www.unocha.org www.reliefweb.int

Les interventions extérieures des autres États ou acteurs externes (armées, groupes armés, États, troupes de maintien de la paix, ...) à cause de la porosité des frontières sont des indicateurs politiques et sécuritaires de vulnérabilité aux conflits selon le « **Failed State Index** ».

5.1 Situation sécuritaire dans la région des trois frontières partagées entre le Tchad, le soudan et la République centrafricaine

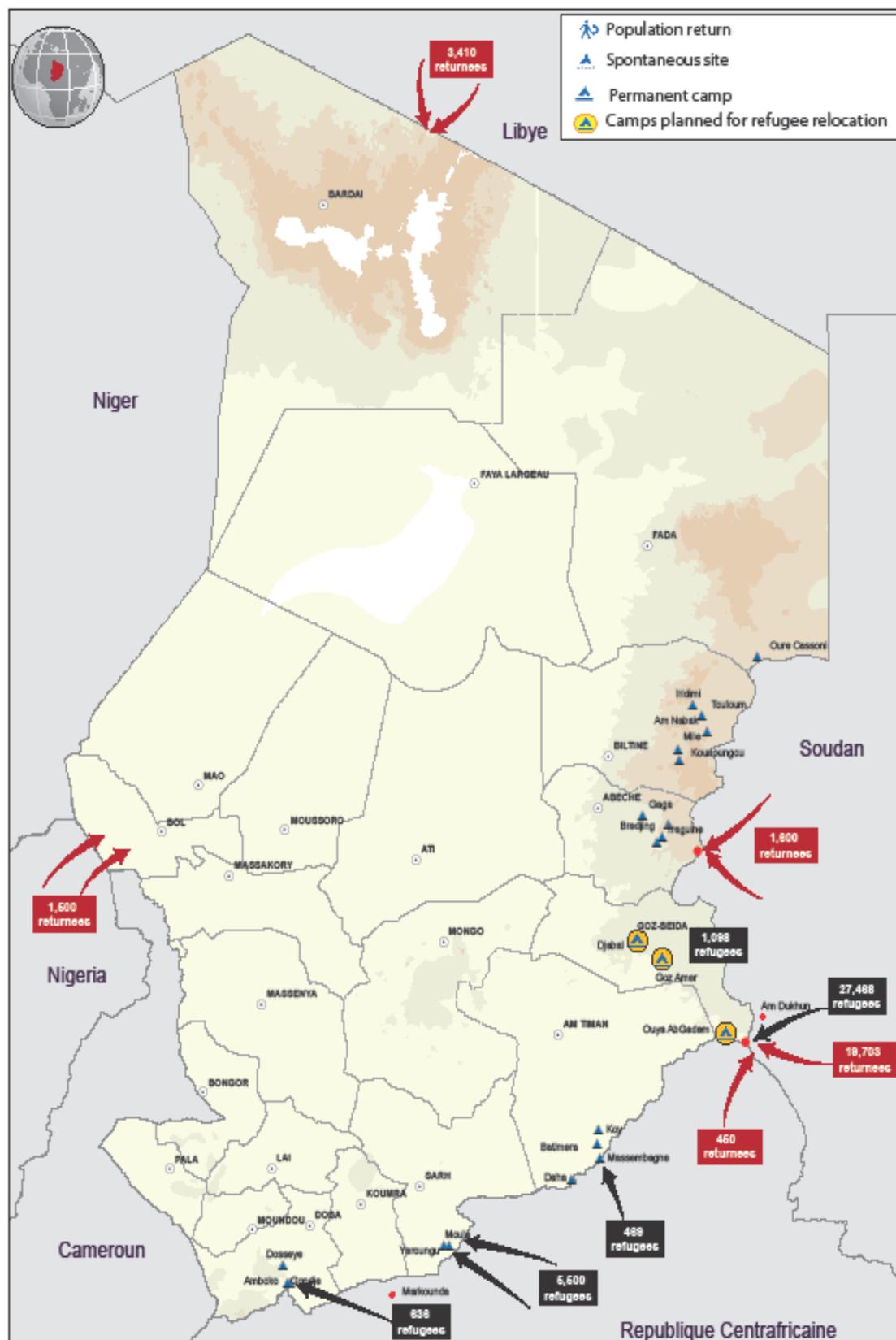
La zone frontalière partagée par le Tchad, le Soudan et la République Centrafricaine a été le théâtre des opérations de conflits entre ces pays et divers groupes armés rebelles⁹⁰ ces dernières années. Il y a eu une recrudescence des activités d'insurrection dans ces 3 pays à partir de l'an 2000, qui a escaladé lors du déclenchement de la rébellion au Darfour (Soudan).

Ainsi, des mouvements de population fuyant les conflits dans les pays voisins vers le Tchad, ainsi ainsi que les personnes déplacées à l'intérieur du pays, représentent une contrainte importante pour la société tchadienne à cause de leurs effets néfastes sur des ressources naturelles déjà précaires et de leur impact sur le système éducatif qui nécessite des mesures d'urgence.

90 Notamment le Front démocratique du peuple centrafricain (FDPC) et l'Union des forces démocratiques pour le rassemblement (UFDR) en République Centrafricaine; l'Armée/Mouvement de libération du Soudan (A/MLS) et le Mouvement pour la justice et l'égalité (MJE) au Darfour soudanais; l'Union des Forces pour la Démocratie et le Développement (UFDD) le Rassemblement pour la Démocratie et la liberté (RDL) le Rassemblement des Forces Démocratiques (RFD) le Socle pour le changement, l'unité nationale et la démocratie (SCUD) et le Front uni pour le changement (FUC) issu de l'alliance entre le SCUD et le RDL au Tchad.

TCHAD: Influx of Returnees and Refugees (period between January and April 2013)

Situation as of 29 April 2013

The boundaries and names shown and the designations used on this map do not imply official endorsement or acceptance by the United Nations.
 Creation date: 24 April 2013 Sources: UNHCR, OCHA, Gouvernement, OIM Feedback: djmetsou@un.org www.unocha.org www.reliefweb.int

5.1.1 Insécurité dans l'est du Tchad

L'implication du Tchad dans le conflit soudanais du Darfour a déclenché à partir de 2003 le conflit à l'Est du Tchad, où le pays a dû faire face à des milices soudanaises, associées aux forces rebelles de l'Est, qui ont organisé des attaques contre les populations civiles du côté tchadien.

Ces événements ont précipité la création de la MINURCAT⁹¹, qui est venu compléter la mission mixte ONU-UA au Darfour (UNAMID/MINUAD)⁹². En décembre 2010, à la veille des élections générales dans les deux pays, la MINURCAT a cessé ses activités au Tchad et en République Centrafricaine. Depuis lors, le gouvernement du Tchad a pris la totale responsabilité de la protection des citoyens, surtout dans l'Est du pays, et assure la sécurité des déplacés et des réfugiés dans les camps et les zones alentours (OCHA, 16 février 2011).

Après plusieurs années de conflits et de difficultés par rapport à la mise en œuvre des accords de paix⁹³, des pourparlers de paix entre le Tchad et le Soudan ont été établis en octobre 2009 et ont abouti à la signature, le 15 janvier 2010, d'un accord de normalisation entre les deux pays⁹⁴ ainsi que d'un protocole pour sécuriser les frontières⁹⁵. Les gouvernements des deux pays se sont mis d'accord pour mettre fin à la présence militaire et cesser de soutenir les actions hostiles des groupes rebelles dans leurs territoires respectifs.

Même si les groupes armés restent une force déstabilisatrice dans le pays, les attaques transfrontalières entre les milices tchadiennes et soudanaises ont diminué grâce aux accords de paix entre les deux pays dans la région du Tchad de l'Est.

91 Le 14 janvier 2007, les membres du Conseil de Sécurité conviennent de dépêcher une mission d'évaluation au Tchad et en République Centrafricaine afin d'évaluer « les besoins d'une éventuelle mission de paix des Nations Unies ». L'Union africaine n'est pas en reste et, après avoir appelé au déploiement d'une telle force, elle entame des préparatifs de sa participation éventuelle en envoyant une mission d'information au Tchad, au Soudan et en République Centrafricaine le 13 février 2007. À la mi-février, le Secrétaire-Général des Nations Unies recommande l'envoi dans l'est du Tchad et dans le nord-ouest de la République Centrafricaine, d'une force multidimensionnelle de 6000 à 11000 personnes, comportant un volet politique, une mission de police et un volet militaire pris en charge par l'Union Européenne. Cette force aurait pour mission le rétablissement des conditions nécessaires au retour volontaire, durable et en toute sécurité des personnes réfugiées et déplacées : protection des réfugiés, personnes déplacées et autres civils en danger, facilitation de l'aide humanitaire, création des conditions favorables à la reconstruction et au développement économique et social dans la région. (*Résolutions du Conseil de Sécurité 1778, 1861 et 1923*).

92 En date du 30 juin 2011, dans le cadre de cette mission sont déployés 1139 civils internationaux, 2833 civils locaux et 486 volontaires de l'ONU.

93 Tels que l'accord de paix du 2 février 2007 entre le gouvernement et les rebelles centrafricains, l'accord de paix de Tripoli entre le gouvernement tchadien et les rebelles du FUC (Front uni pour le Changement) du 24 décembre 2006 et celui établi avec l'UFDD (Union des forces pour la démocratie et le développement) et le RFC (Rassemblement des forces démocratiques) le 26 octobre 2007.

94 Accord de Ndjamena sur la normalisation des relations entre le Tchad et le Soudan, signé le 15 janvier dernier par le Ministre tchadien des relations extérieures, M. Moussa Faki, et l'envoyé spécial du Soudan, M. Ghazi Salahadine.

95 A l'issue d'un sommet réunissant les chefs d'Etat des 3 pays et qui s'est tenu dans la capitale soudanaise le 23 mai 2011, les trois pays ont convenu de réactiver un accord sur la mise en place d'une force conjointe destinée à protéger leurs frontières communes et à combattre les activités criminelles transfrontalières.

En fait, l'insécurité au Tchad a une dimension transfrontalière, particulièrement le long des frontières Sud (République Centrafricaine) et Est (Soudan et la région du Darfour). Cette insécurité prend diverses formes telles que les insécurités physiques, matérielles ou alimentaires dues aux déplacements massifs de populations fuyant les troubles dans ces pays limitrophes. La crise humanitaire a été exacerbée par la pression continue sur les réserves en nourriture et en eau dans la région⁹⁶.

Cette insécurité transfrontalière amène certains groupes déjà vulnérables, notamment les réfugiés et les populations locales à quitter leurs milieux selon plusieurs vagues. En septembre 2012, le Tchad a accueilli 288.700 réfugiés du Soudan, 56.700 de la RCA, 90000 PDI et 91.000 retournés⁹⁷.⁹⁸ (HCR, 2010f).

5.1.2 Facteurs des conflits transfrontaliers avec le Soudan et la République Centrafricaine

A cause de la présence et des mouvements de réfugiés, de retournés et de déplacés internes, la vie des populations locales au Tchad est détériorée par les dégâts causés aux produits agricoles et pâturages et par la pression exercée sur les ressources déjà précaires en eau et en nourriture.

5.1.3 Impact des conflits transfrontaliers avec la RCA et le Soudan sur l'éducation

De nombreux réfugiés soudanais qui ont fui les conflits armés dans leur pays d'origine commencent à s'installer plus longtemps que d'habitude, au-delà de 5 ans (UNHCR, 2010a et 2010f), dans l'Est du Tchad qui possède déjà un système éducatif précaire avec une capacité limitée. Ceci pose un sérieux problème de la scolarisation des enfants réfugiés et des aides qui leur sont apportées dans les milieux d'accueil au détriment des populations locales. Pour mieux gérer cette large proportion de réfugiés, l'éducation doit être planifiée au-delà des mesures d'urgence pour le court terme, pour une période de plusieurs années. Pour cela, le gouvernement tchadien, les pays d'accueil et les organisations s'occupant de réfugiés devraient fournir l'éducation aux endroits où la population nationale en montre le plus le besoin.

5.2 Retour des migrants tchadiens de Lybie

Ce point concerne la situation des retournés et les facteurs des conflits afférents

5.2.1 Situation du retour des migrants tchadiens de Lybie

Le Tchad est le pays où la dimension géopolitique régionale de la crise libyenne s'est le plus fait sentir, à cause des interventions répétées de feu Kadhafi dans sa politique intérieure et de sa position géographique au carrefour entre d'une part le Maghreb et l'Afrique subsaharienne et d'autre part entre le Sahel de l'Ouest et le Sahel de l'Est⁹⁹. Le Tchad souffre

⁹⁶ FSI Octobre 2011, CHAD

⁹⁷ Appel Global 2013 du HCR.

⁹⁸ 2013 UNHCR Country operation profile-CHAD

⁹⁹ Crisis Group Africa Report N°180, 21 October 2011 , Africa without Qaddafi: The Case of Chad

des effets politiques et sécuritaires collatéraux de la crise libyenne. Le risque majeur consiste en la prolifération d'armes qui pourrait devenir un important facteur de déstabilisation dans le Sahel tout entier¹⁰⁰.

Le Tchad a également été touché par la crise libyenne de 2011 qui a entraîné un afflux massif de migrants tchadiens revenus au pays, principalement de Tripoli, Misrate, Sirte et Sebha.¹⁰¹ Le HCR a recensé au total en janvier 5000 retournés, déplacés internes au Tchad dont ceux de Lybie. Fuyant la violence, beaucoup d'entre eux sont revenus épuisés et souvent malades à la frontière, après de longs et difficiles périple sous la chaleur et le manque d'eau. Les premiers centres d'accueil de migrants arrivant au Tchad se trouvaient dans les villes de Faya-Largeau, Ounianga, Kébir et Kalaït. La population de ces villes a doublé en quelques mois. Par exemple, il y a maintenant plus de migrants que d'habitants d'origine à Faya, qui compte normalement 15,000 habitants¹.

5.2.2 Facteurs de conflits liés au retour des migrants tchadiens de Lybie

Ce retour massif de migrants tchadiens depuis la Lybie a eu un impact sur les communautés d'accueil qui sont, pour la plupart, déjà vulnérables étant donné qu'elles se trouvent dans la bande sahélienne. Cet impact inclut notamment des pertes de transferts des fonds ; une compétition accrue sur des ressources déjà précaires, sur les emplois et sur les sources de revenus ; une insécurité alimentaire aggravée et un changement dans le tissu social. La divergence de comportement et les difficultés de cohabitation entre communauté d'accueil, retournees et migrants qui ont acquis d'autres habitudes et modes de vies en Lybie est une source potentielle de tension ou de conflit.

Ce flux migratoire est un facteur de conflit dans un pays où existent déjà une précarité des ressources et où la notion de frontières n'a que peu de signification par rapport aux solidarités ethniques, tribales et claniques le long des confins territoriaux.

Parmi les retournés, certains combattants ont gardé des armes sophistiquées qui posent une sérieuse menace car ils peuvent initier une instabilité politique si aucun accord n'est conclu avec le gouvernement pour les désarmer. De plus, certaines de ces armes peuvent passer entre les mains de terroristes ou de groupes criminels.

L'insécurité est un obstacle à la libre circulation des personnes et des biens dans la mesure où elle décourage le développement des affaires, sapant l'autorité de l'État, et maintient les

tensions sociales. Elle évolue souvent en drames humanitaires avec des afflux massifs de réfugiés et de déplacés.

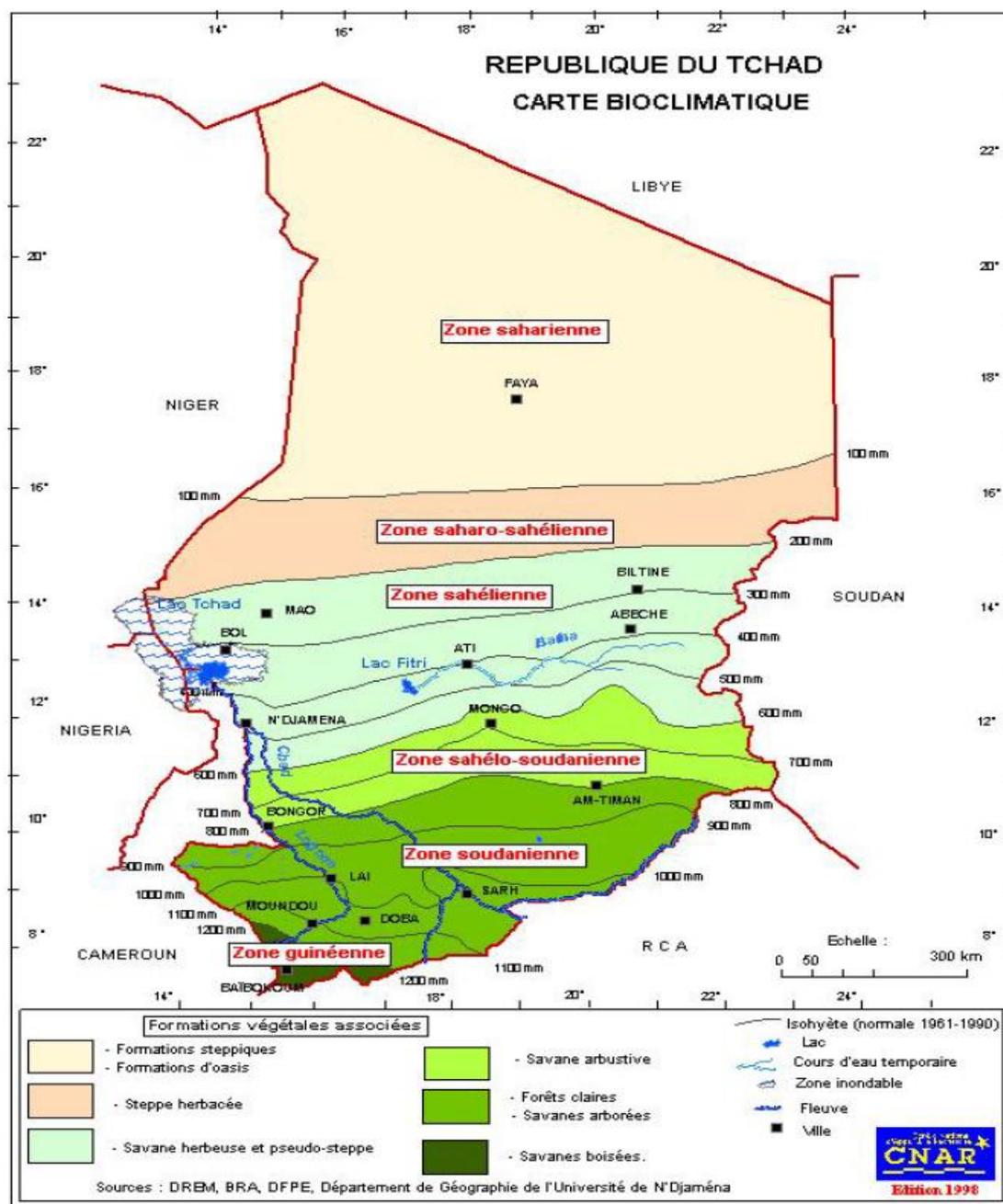
5.2.3 Impacts des facteurs transfrontaliers avec la Lybie et les retournés sur l'éducation

Le phénomène d'afflux massif de déplacés et de migrants a un impact sur la qualité de l'éducation dans les communautés respectives, tandis que le nombre d'écoles dans la zone Nord est moindre comparé à la zone Sud-ouest, ce qui entraîne un risque d'explosion de la taille des classes. La scolarisation des enfants retournés et réfugiés qui allaient à l'école en arabe est compromise. Il existe un réel besoin de les remettre dans leur système scolaire national. Dans la bande sahélienne, il existe des écoles arabes mais dont les capacités actuelles sont limitées quant à l'accueil de nouveaux élèves¹⁰².

Chapitre 6 : La situation climatique et environnementale du Tchad

Carte : Les climats du Tchad. Source : département de géographie de l'université de N'Djamena

¹⁰² OCHIA, Bulletin Thématique Trimestriel Tchad, Thème: Défis humanitaires à l'Ouest-Juillet 2011, page 4



On trouve globalement 3 types de climat : un climat de type Soudanien dans les régions Sud de type semi-arides, un climat Sahélien au centre et un climat de type Saharien au Nord. La température croit du Sud au Nord avec de forte amplitude due à la sécheresse du vent quand l'on va vers le Nord du pays. Les trois quart du territoire Tchadien sont donc en zone aride (zone saharienne et sahélienne).

Du Nord au Sud, le Tchad est reparti en trois zones climatiques distinctes, à savoir, la zone saharienne, la zone sahélienne et la zone soudanienne.

- **Dans la moitié Nord du pays, la zone saharienne**, qui comprend les régions du BET (Borkou-Ennedi-Tibesti), est caractérisée par une très faible pluviométrie (moins de 200

mm), parfois nulle. Les potentialités agro-pastorales sont limitées à l'exploitation des oasis et à l'élevage des camelins et des bovins. Cette zone saharienne, qui occupe 47 % de la superficie totale du Tchad, abrite seulement 2 % de la population¹⁰³. Y vivent les populations sahariennes, les « arabes », pasteurs anciennement islamisés, sédentaires ou nomades.

- **La deuxième zone, couvrant le centre du Tchad**, représente 43 % de la superficie du territoire national. Cette zone sahélienne comprend les régions du Batha, du Biltine (limitrophe du Soudan), du Ouaddaï, du Guéra, du Kanem, du Salamat (limitrophe de la République centrafricaine) et du Chari Baguirmi. Elle jouit d'une pluviométrie comprise entre 200 et 800 mm par an, les principales activités y sont l'élevage et les cultures vivrières comme le sorgho et l'arachide. Elle compte environ 2,5 millions d'habitants et une densité moyenne de 8 habitants/km². Les populations sahéliennes se partagent en sédentaires, semi-sédentaires, semi-nomades et nomades.

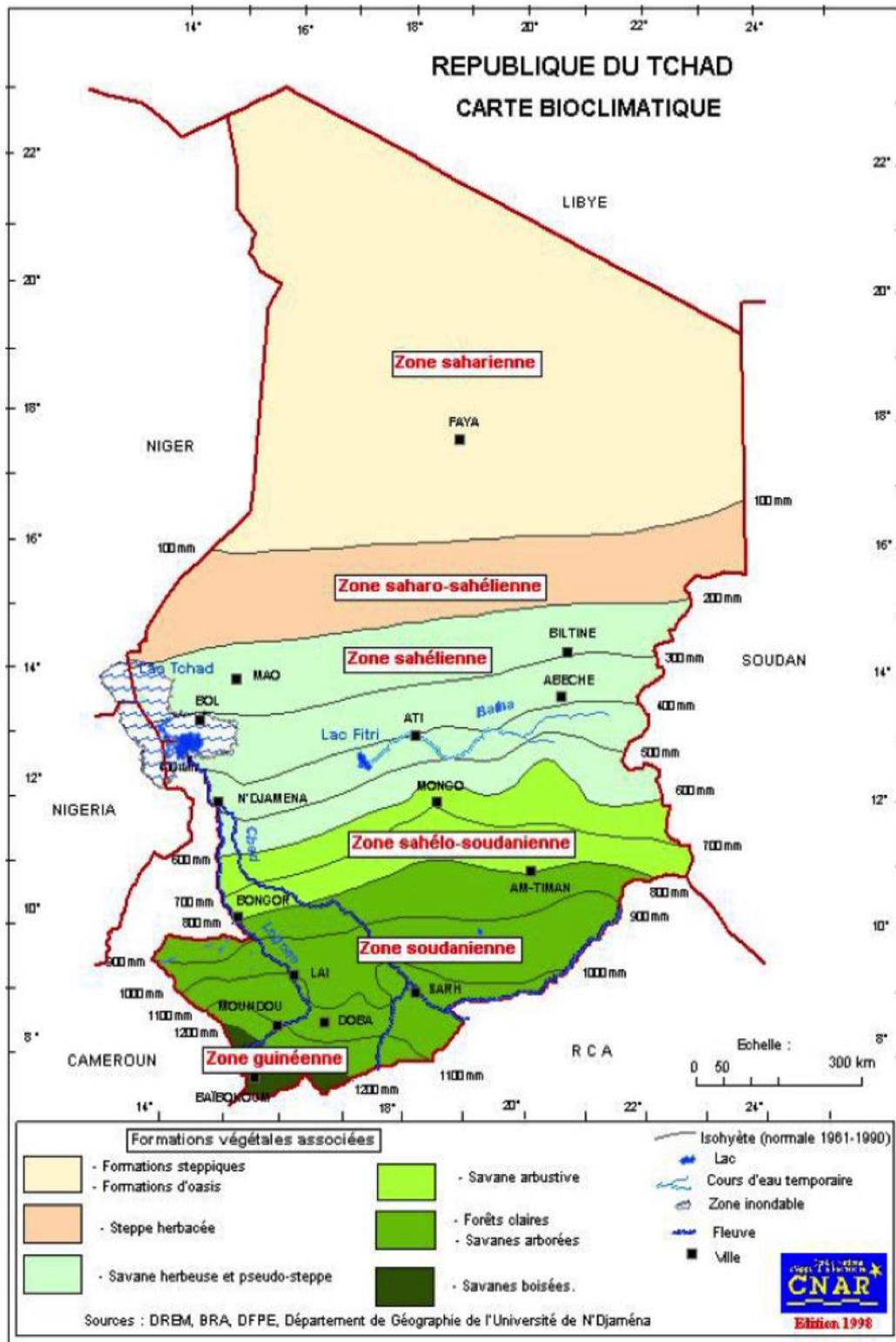
- **Troisième ensemble géographique, à la superficie beaucoup plus réduite que les précédents, soit environ 10 % de la superficie du Tchad, la zone soudanienne** couvre les régions du Mayo Kebbi, limitrophe du Cameroun, du Logone Oriental, du Logone Occidental, de la Tandjilé et du Moyen Chari, Mandoul limitrophe de la République centrafricaine. Cette zone, caractérisée par une pluviométrie comprise entre 800 et 1200 mm par an, comprend de vastes domaines très fertiles aussi bien pour les cultures de rente que pour les cultures vivrières (riz, mil pénicillaire, arachide, sorgho), et autres cultures vivrières dont les oléagineux et les tubercules. Elle compte environ 7 millions d'habitants en 2008 et une densité moyenne d'environ 38 hab. /km². Le peuplement est donc plus important dans les cinq régions du Sud, mais néanmoins varié : le Logone Oriental compte une densité de plus de 25 hab. /km², le Mayo Kebbi et la Tandjilé plus de 45 hab. /km² et le Logone Occidental plus de 95 hab. /km².

On constate une très forte concentration dans les régions méridionales, outre la capitale N'Djamena.

Il résulte de cette présentation que le Tchad est sujet aux contraintes climatiques des inondations, des sécheresses et des vents violents et il devient de plus en plus vulnérable aux chocs externes.

6.1 Situation des contraintes liées à la sécheresse

¹⁰³ MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET DE L'ÉDUCATION CIVIQUE, SECRETARIAT GÉNÉRAL ; DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ALPHABÉTIS, TABLE RONDE INTERNATIONALE DE HAUT NIVEAU SUR L'ALPHABÉTISATION PLAN D'ACTION NATIONAL D'ALPHABÉTISATION DU TCHAD (2012 – 2015), page 5, (UNESCO, Paris, 6-7 septembre 2012). Cette zone saharienne, soit 47 % de la superficie totale du Tchad, abrite seulement 5 % de la population. Y vivent les populations sahariennes, des « Arabes », pasteurs anciennement islamisés, sédentaires ou nomades, disponible, [Gérard-François DUMONT](http://www.diploweb.com/spip.php?page=imprimer&id_article=597), La géopolitique des populations du Sahel, avril 2010. http://www.diploweb.com/spip.php?page=imprimer&id_article=597



6.1.1 État des lieux liés à la sécheresse

Les zones du Sahel¹⁰⁴ et du Sahara¹⁰⁵ sont plus vulnérables aux phénomènes de sécheresse à cause des contraintes climatiques et thermiques¹⁰⁶. Cette sécheresse est le produit de multiples facteurs agissant simultanément : la désertification, la perte de fertilité des terres de culture à cause de l'érosion par les vents et par l'eau mais aussi la mauvaise utilisation des terres par des systèmes de production rurale inappropriés.

Durant les trente dernières années, le pays a souffert d'une sécheresse persistante qui accélère la désertification et réduit les zones agro-pastorales. De plus, des pratiques agricoles inappropriées ont entraîné une extension des zones de pâturage vers le sud, au détriment des terroirs agricoles, créant régulièrement des conflits entre cultivateurs et éleveurs.

Des sécheresses successives et les famines qui en découlent ont particulièrement touché neuf régions du Sahel tchadien, provoquant des pertes de bétail, des déplacements de populations et la destruction du tissu social¹⁰⁷. De plus, des pluies tardives et erratiques détruisent régulièrement les cultures dans une grande partie du Sahel, touchant fortement le Sahel tchadien.

¹⁰⁴ The Sahelian zone includes the regions of the Batha, of (bordering the Sudan) Biltine, Ouaddai, of Guéra, of Kanem, of Salamtt (bordering the Central African Republic) and Chari Baguirmi.

¹⁰⁵ The Saharan zone, which includes the regions of the BET [5] (Bourkou-Ennedi-Tibesti [6]), is characterized by very low rainfall (less than 200 mm), sometimes zero, with the pastoral potential who are limited.

¹⁰⁶ Dans la moitié Nord du pays, la zone saharienne, qui comprend les régions du BET [5] (Bourkou-Ennedi-Tibesti [6]), est caractérisée par une très faible pluviométrie (moins de 200 mm), parfois nulle. Les potentialités agro-pastorales sont limitées à l'exploitation des oasis et à l'élevage des camelins et des bovins. Cette partie septentrionale de Tchad a une superficie d'environ 500 000 km², donc autant que la France métropolitaine, pour 500 000 habitants, soit autour de 1 habitant/km². Cette zone saharienne, soit 47 % de la superficie totale du Tchad, abrite seulement 5 % de la population. Y vivent les populations sahariennes, des « Arabes », pasteurs anciennement islamisés, sédentaires ou nomades, disponible, [Gérard-François DUMONT](http://www.diploweb.com/spip.php?page=imprimer&id_article=597), La géopolitique des populations du Sahel, avril 2010. http://www.diploweb.com/spip.php?page=imprimer&id_article=597

¹⁰⁷ Project of revitalization of the EDUCATION DE BASE DU Chad subject to the funding of partnership world for EDUCATION, page 10

An oasis of hope in the Chad desert

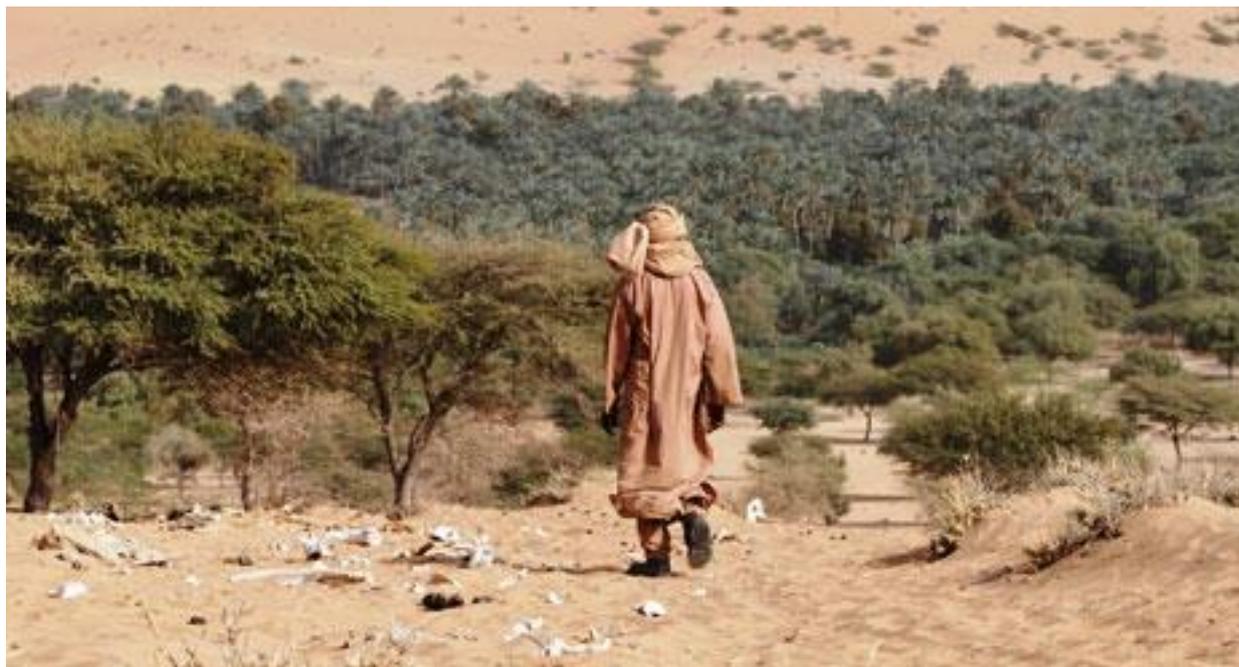
Published: 27 February 2012 16:03 CET



An oasis of hope in the Chad desert

Published: 27 February 2012 16:03 CET





Many livestock have not survived the harsh drought conditions in northern Chad, leaving many pastoralists with nothing to make an income. IFRC by Faye Callaghan in northern Chad¹⁰⁸

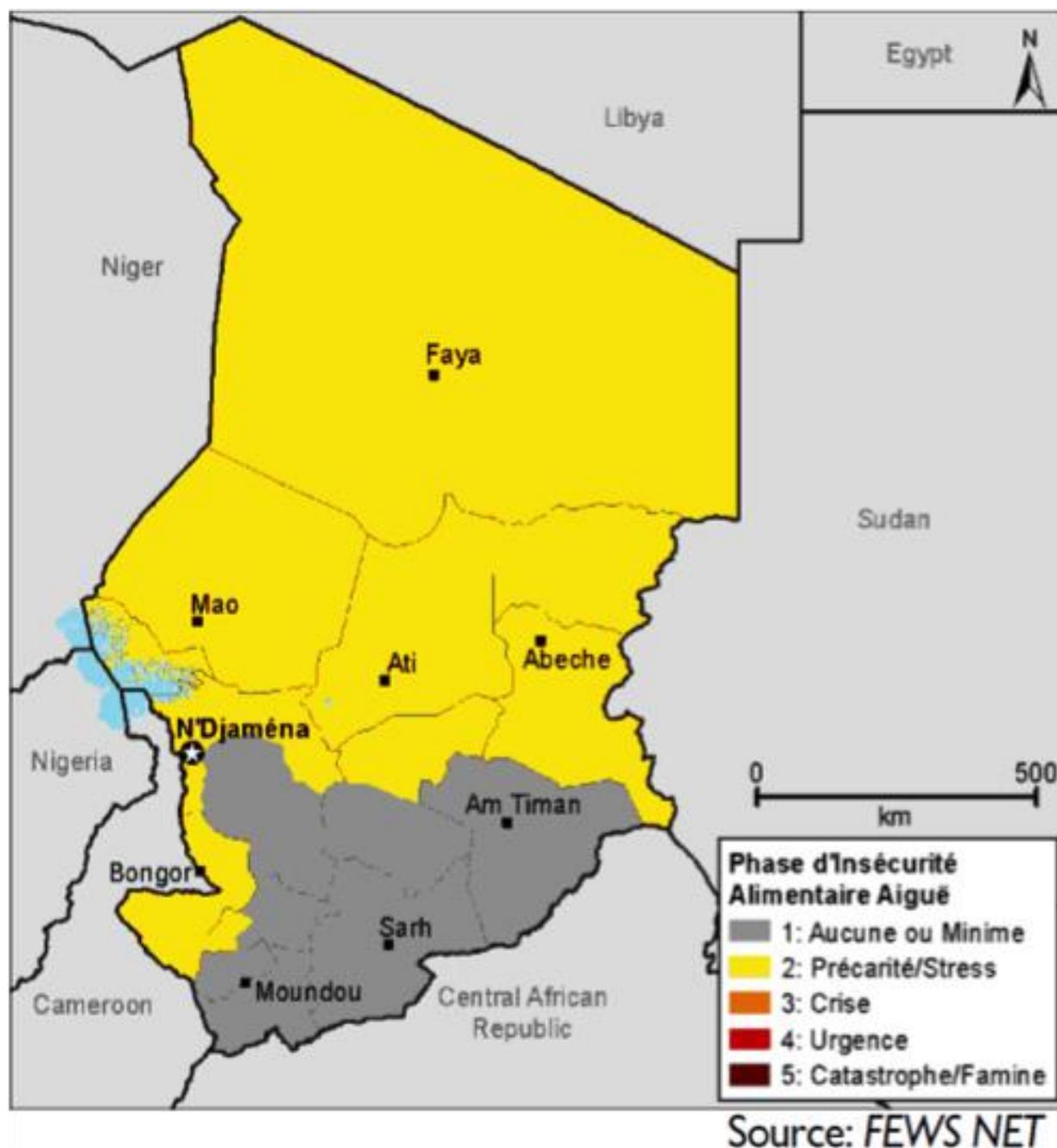
6.1.2 Facteurs des conflits liés aux sécheresses et à la « migration environnementale »

Le Centre et le Nord du pays souffrent de sécheresses récurrentes qui détériorent les conditions de vie des populations. Selon le PAM, la bande sahéenne fait face à une nouvelle sécheresse qui pourrait menacer des millions de personnes de famine. Les pâturages sont extrêmement secs à cause de pluies tardives et insuffisantes. En 2011, la production de céréales dans le pays a diminué de 50% par rapport à 2010. Plus d'un million de personnes sont confrontés à l'insécurité alimentaire alors que 2,5 millions en encourent le risque futur. Des pluies tardives et erratiques ont détruit les cultures dans une grande partie du Sahel où six régions sur les onze ont enregistré des niveaux critiques de malnutrition tandis que les cinq restants font état de taux sévères de malnutrition.

En outre, depuis trente ans, le déficit de précipitations a considérablement bouleversé les conditions écologiques et climatiques (chute des isohyètes, étalement des pluies, etc..) de la région du Sahel. Fuyant ces catastrophes, les troupeaux doivent-ils traverser à tout moment des champs de manioc, ce qui accroît considérablement le risque de dévastation de ces champs et provoque de violents affrontements entre paysans et éleveurs dans une région où

¹⁰⁸ See more at: <http://www.ifrc.org/en/nouvelles/nouvelles/africa/chad/an-oasis-of-hope-in-the-chad-desert/#sthash.3nh8Ywf0.dpuf>

les populations locales se considèrent occupées depuis une vingtaine d'années par les « Dum » (musulmans).



OCHA soutient qu'une mauvaise répartition géographique et chronologique des précipitations en 2011 a gravement impacté la production agricole et céréalière de l'année, inférieure de 49% par rapport à la production record de 2010. Cette faible récolte, couplée avec les impacts de la sécheresse de 2009, a contribué à fragiliser davantage les ménages déjà fortement vulnérables du fait de l'insécurité alimentaire.

Ceci a eu pour conséquence les constants déplacements de populations depuis les régions Nord et Centre du pays vers le sud. En fait, les populations ont abandonné leurs zones asséchées ou infestées du Sahel pour s'installer dans le sud où ils s'accaparent et délimitent

des portions de terres au mépris des propriétaires locaux. C'est un phénomène de sédentarisation de populations nomadiques dans les régions du sud. Les éleveurs du Sahel restent plus longtemps dans les zones d'accueil soudaniennes. En outre, les éleveurs transhumants (les Arabes, Peuls et Kredas) en recherche de pâturages, se déplacent avec beaucoup de bétail.

Il est évident que cet afflux de population vers le sud accroît la pression démographique, les différends fonciers et les affrontements liés à la cohabitation dans les zones d'accueil et aboutit fréquemment à une escalade de la violence.

Selon le CGES¹⁰⁹, la migration environnementale Nord-Sud constitue l'une des causes majeures de la dégradation de l'environnement dans les régions du sud.

Quant aux déplacements de population, il y a une prolifération des conflits d'accès, d'utilisation, de propriété et de contrôle des terres qui constituaient les principaux secteurs de l'économie du pays. Dans les zones d'accueil, les populations locales doivent partager leurs précieuses ressources (terres, nourriture, pâturages, eau et bois de chauffage) avec les nouveaux arrivants et faire face à la contamination du bétail local.

Cette situation est exacerbée par l'inadéquation des réactions à la dégradation des écosystèmes et de la biodiversité due à un manque de capacités humaines et institutionnelles aux niveaux national et local.

6.1.3 Impacts des facteurs de conflits liés à la sécheresse sur le fonctionnement des écoles

Selon le rapport d'analyse, de la Mission de collecte des données d'impact des crises sur le système éducatif du Ministère de l'Enseignement Fondamental et de l'Alphabétisation,¹¹⁰ quelques 814 écoles sont affectées par l'insécurité alimentaire, dont 179 dans le Ouaddai, 130 au Lac et 127 au Barh El Ghazel. D'autres régions sont frappées par la crise alimentaire, notamment Batha, Wadi Fira, Tandjilé et Borkou.

Il est évident que la sécheresse mine l'environnement scolaire et diminue l'accès aux ressources de base de survie comme la nourriture ou les soins de santé, ce qui contribue inévitablement à l'affaiblissement de la qualité de la scolarisation dans ces zones sinistrées. Les enfants sont alors sujets aux risques d'instabilité de leur région, où la précarité des conditions de vie exacerbe la vulnérabilité.

De plus, des sécheresses récurrentes contribuent à diminuer substantiellement les revenus des ménages pauvres, ce qui a des implications sur l'éducation des enfants. Les sécheresses,

¹⁰⁹ Cadre de Gestion Environnementale et Social

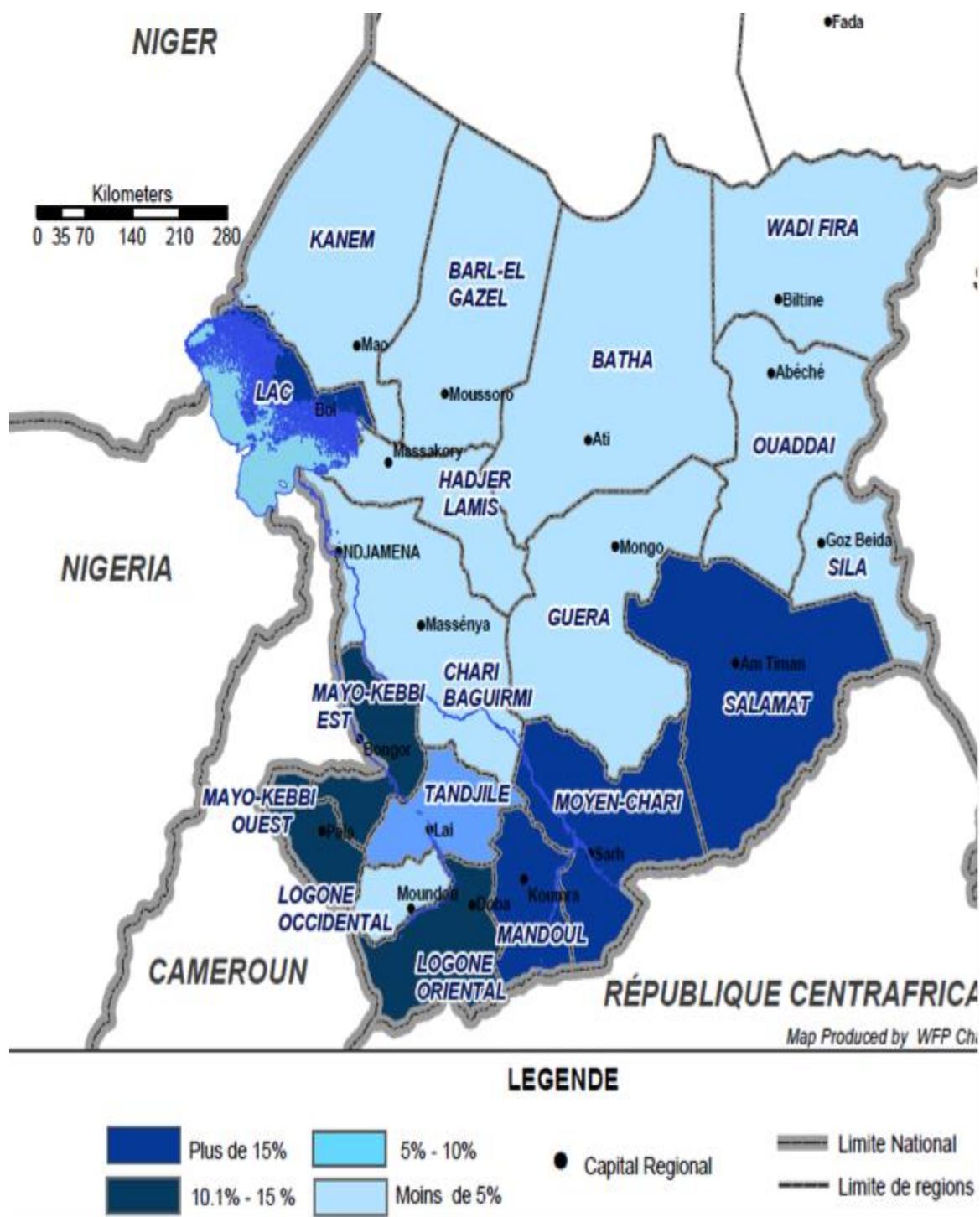
¹¹⁰ Rapport d'Analyse, de la Mission de collecte des données d'impact des crises sur le système éducatif du Ministère de l'Enseignement Fondamental et de l'Alphabétisation,

s'ajoutant à la précarité de leurs conditions de vie, multiplient les cas de travail des enfants, un phénomène déjà endémique au Tchad.

Selon l'enquête démographique et santé au Tchad de 2004, 12,9% des enfants entre 5 et 9 ans interrogés ont déclaré travailler pour un membre de leur famille, le plus souvent sans rémunération (11%). Le secteur le plus touché semble être le secteur primaire, comprenant l'agriculture et l'élevage, qui compte plus de 93% des enfants qui travaillent.

Ainsi, après avoir remarqué que leurs cultures ont été dévastées pendant plusieurs saisons de suite, certains cultivateurs essaient de reconstituer leur capital en envoyant les garçons travailler comme enfants bouviers (enfants qui gardent les troupeaux). De mauvaises récoltes, dues à la rareté des précipitations, au manque d'infrastructures dans les villages et aux coûts des frais de scolarisation, sont aussi des facteurs qui expliquent l'utilisation d'enfants comme éleveurs.

6.2 Situation des contraintes liées aux inondations

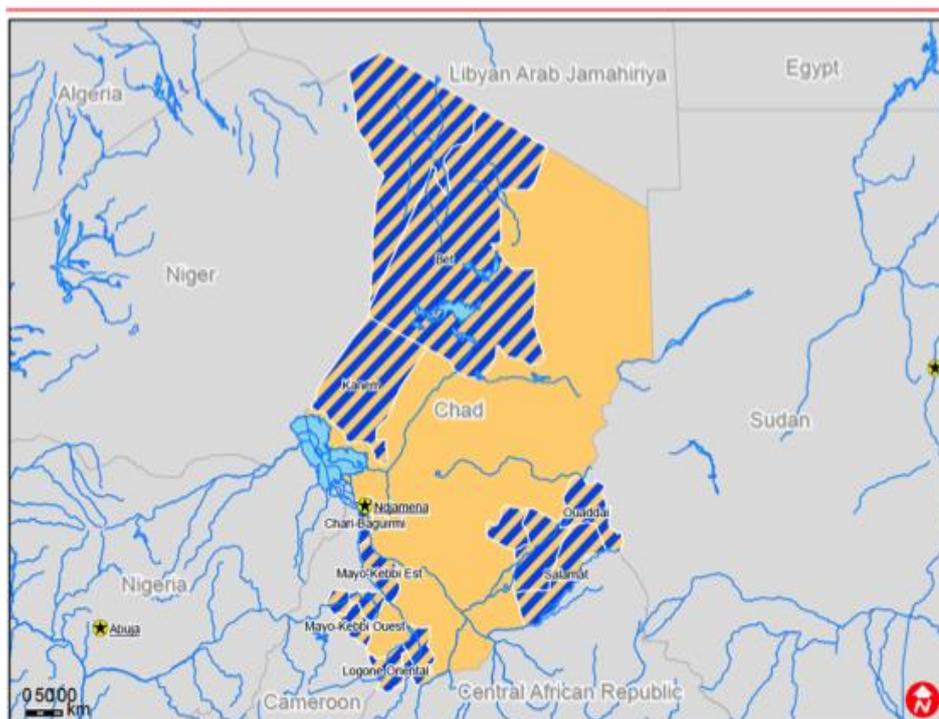
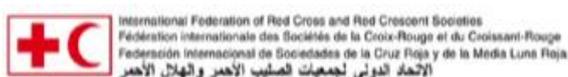


6.2.1 États des lieux liés aux inondations

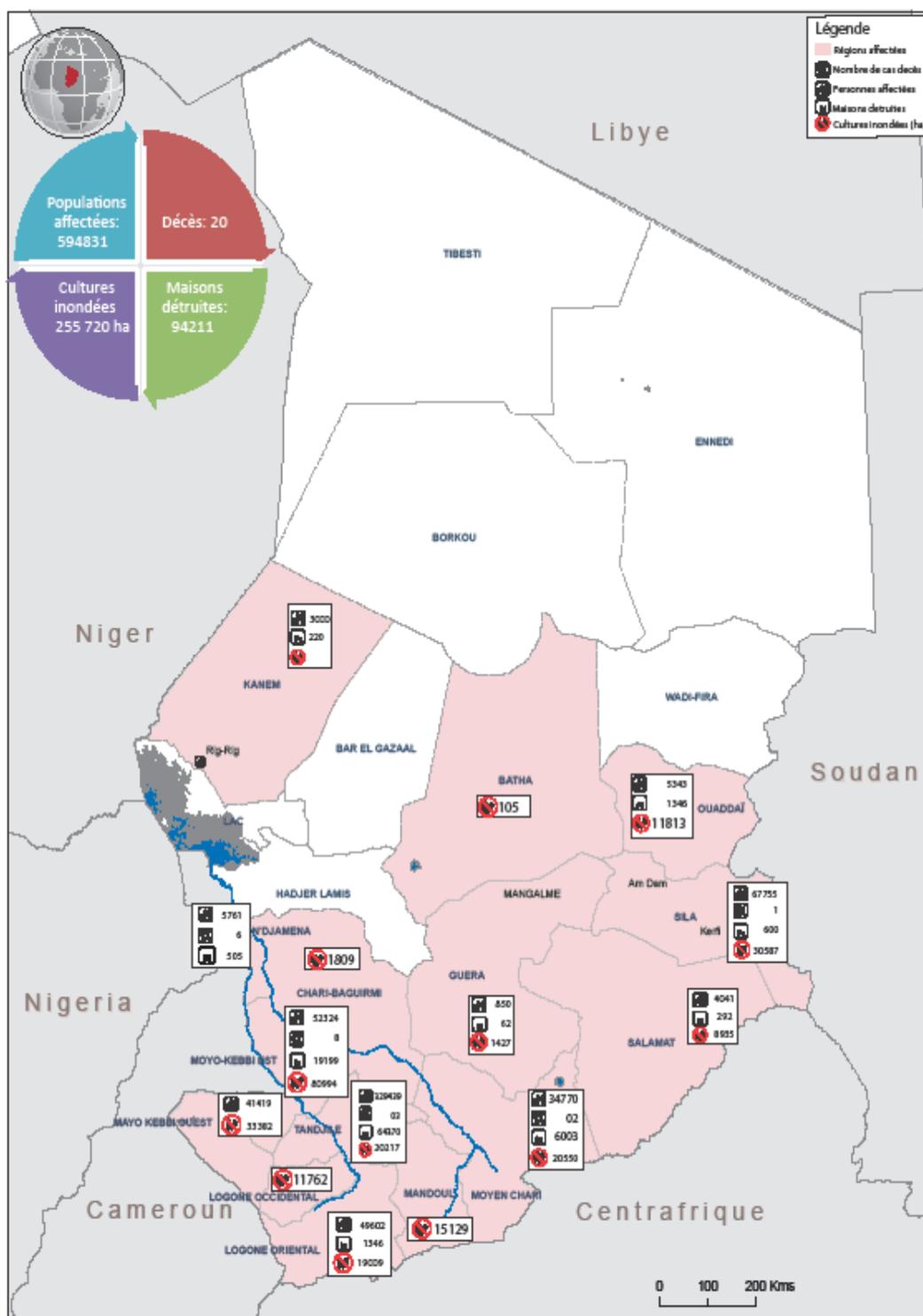
Au Tchad, les inondations proviennent du débordement de cours d'eau habituellement à faible courant ou secs (Wadis) dans les zones du Sahel et du Sahara, suite à de fortes et soudaines précipitations sur les sols ou au débordement de larges rivières qui inondent des zones entières pendant plusieurs semaines, voire des mois, à cause d'une saison des pluies particulièrement intense. La période de risque d'inondations s'étend de Juillet à Octobre, avec un pic de précipitations en octobre.

Les inondations peuvent avoir des conséquences destructrices, entre autres la dévastation des cultures ; la réduction de la production agricole et l'insécurité alimentaire ; les difficultés d'accès à l'eau potable ; la prolifération de maladies ; la démolition à grande échelle des biens (bétail, infrastructures, écoles, ...). Ceci accroît la vulnérabilité structurelle des populations sinistrées et augmente le nombre de sans-abris.

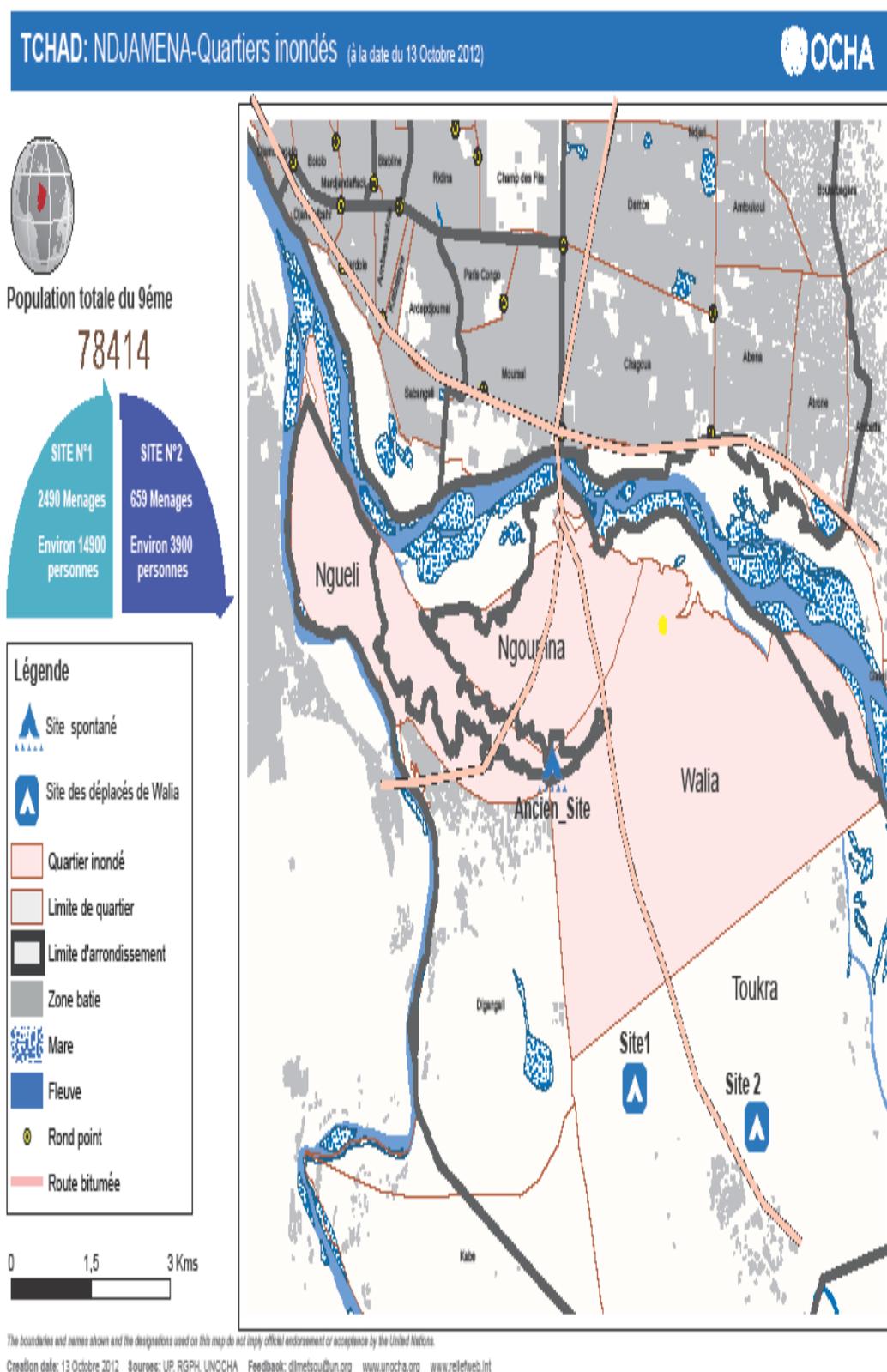
Ces effets négatifs cumulatifs créent des mouvements migratoires de populations qui fuient les zones sinistrées sous forme d'un exode rural dans le but de trouver de nouvelles sources de subsistance. Dans les zones d'accueil, les pressions démographiques, environnementales et alimentaires sont fortes et les populations locales se voient contraintes de partager leurs maigres et précaires ressources (terres, nourriture, pâtures, eau, bois de chauffage, écoles) avec les nouveaux arrivants. Ainsi, des conflits naissent logiquement sur l'accès, l'utilisation et le contrôle des ressources naturelles, des terres et des infrastructures scolaires déjà précaires.



TCHAD: Situation des inondations à la date du 07 Septembre 2012



The boundaries and names shown and the designations used on this map do not imply official endorsement or acceptance by the United Nations.
 Creation date: 03 septembre 2012 Sources: ONG, Délégués des services déconcentrés, ONDR Feedback: djmetsou@un.org www.unocha.org www.reliefweb.int
 NB: Cette carte est produite sur la base des informations disponibles. Elle sera régulièrement mise à jour.



6.2.2 Impacts de conflits liés aux inondations sur le fonctionnement des écoles

Selon le rapport d'analyse, de la Mission de collecte des données d'impact des crises sur le système éducatif du Ministère de l'Enseignement Fondamental et de l'Alphabétisation,¹¹¹ 1 711 écoles qui sont affectées par l'inondation. Les régions les plus touchées sont des zones traversées par les cours d'eau (fleuves et lacs). Il s'agit de Logone Occidental (Logone), la Tandjilé (Logone), le Batha (Le Batha et le Lac Fitri), le Lac (Lac Tchad) puis la ville de N'Djaména (Logone et Chari). Les régions les plus touchées sont le Logone Occidental avec 638 écoles inondées et la Tandjilé, 313 écoles. Le Ouaddaï et le Sila sont les moins touchées (22 et 9 écoles inondées).

Les inondations rendent la fréquentation régulière à l'école impossible pour les élèves qui vivent dans les environs des zones sinistrées, ce qui implique un risque d'abandon scolaire. Par exemple, les inondations impactent sévèrement les activités scolaires dans la zone du lac Tchad.

Ces inondations détruisent et endommagent les infrastructures scolaires et compromettent ainsi l'accès aux écoles, ce qui suspend les classes jusqu'à ce que la situation soit rétablie ; nuisent à la qualité de l'environnement scolaire ; empêchent l'accès aux besoins vitaux (eau potable, nourriture, soins de santé, habitats, ...) des ménages et à leurs enfants sinistrés.

Elles affectent aussi la santé des enseignants et élèves et augmentent l'absentéisme des élèves et la défection des enseignants, y compris les échecs et les abandons scolaires. En conséquence, ces inondations affectent l'efficacité du système éducatif, accroissent la pression sur les ressources éducatives locales déjà précaires. Enfin, elles provoquent aussi l'afflux d'enfants sinistrés vers les sites des autres écoles proches dans des zones qui n'ont pas été affectées mais qui présentent une capacité déjà très limitée.

6.3 Impacts des facteurs de conflits liés aux contraintes environnementales sur le fonctionnement des écoles

Les contraintes climatiques résultant d'inondations et de sécheresse perturbent le fonctionnement normal des écoles frappées et compromettent la rétention scolaire des élèves qui vivent dans les zones sinistrées, entraînant un risque d'abandon scolaire ou d'impact sur les activités scolaires.

Ainsi, des milliers d'enfants sont privés de l'opportunité d'aller à l'école, qui pourrait transformer leurs vies. Ces catastrophes naturelles empêchent les réalisations éducatives (humaines et physiques) représentant des années d'investissement et retardent ou ralentissent le développement du système éducatif .

1.2. Le déplacement de la population

¹¹¹ Rapport d'Analyse, de la Mission de collecte des données d'impact des crises sur le système éducatif du Ministère de l'Enseignement Fondamental et de l'Alphabétisation,

Il résulte du rapport d'analyse, de collecte des données d'impact des crises sur le système éducatif du Ministère de l'Enseignement Fondamental et de l'Alphabétisation, que suite aux mouvements migratoires des populations, des élèves déplacés ont été accueillis dans 171 écoles et des élèves réfugiés, 94 écoles.. Les régions du Lac (46 écoles), de la ville de N'Djaména (38 écoles), le Ouaddaï (33 écoles) et le Borkou (15 écoles) sont les plus touchées.. Quant aux élèves réfugiés, ce sont les écoles des régions du Lac (44 écoles), du Ouaddaï (29 écoles) et du Borkou (11 écoles) qui en ont accueilli les plus que les autres régions : il s'agit des enfants des réfugiés (retournés) en provenance de la Libye pour les régions du Lac et du Borkou et ceux du Soudan pour le Ouaddaï.

Ce rapport indique que les effets d'un afflux massif des nouveaux arrivants et d'une forte densité de population ont un impact négatif sur l'accès aux ressources vitales locales (eau, nourriture, abris, ...) et sur l'éducation des enfants. Ainsi, en raison des déplacements ou du rapatriement d'enfants en âge scolaire dans les régions où les ressources éducatives sont limitées et précaires (au niveau des infrastructures, de l'éducation, des enseignants ou du matériel pédagogique), le fonctionnement normal de l'école est fortement perturbé dans ces zones d'accueil. C'est un autre facteur qui aggrave davantage le faible taux d'éducation des filles.

Qui plus est, une diminution, suite à des inondations ou à des sécheresses, dans l'accès aux ressources vitales comme la nourriture ou les soins de santé, contribue à l'affaiblissement de la qualité de l'environnement scolaire. L'enfant est soumis au risque d'environnement instable, ce qui affecte sa scolarisation, y compris son taux de rétention. Les facultés cognitives et les performances scolaires des enfants sont également sérieusement affectées par la malnutrition aiguë ou chronique.

On retrouve également un lien entre les zones les plus affectées par les sécheresses (et l'insécurité alimentaire qui en découle) et le niveau de pauvreté des ménages dans les profils d'éducation.

Enfin, malgré les efforts faits pour atteindre les objectifs d'une éducation bilingue telle que prévus par les différents textes qui régissent le système éducatif au Tchad). Ces objectifs ne sont pas atteints. Le système est confronté à un manque d'enseignants formés qui soient arabophones ou bilingues et à un manque de rigueur dans l'application des textes relatifs au bilinguisme, ainsi qu'à des programmes au contenu inadéquat.

Chapitre 7 : Analyse de risque de conflits liés à la culture et à l'usage des langues

L'expérience montre que les sociétés qui présentent un niveau élevé de polarisation ou de clivages économiques et sociaux entre les groupes ethniques rivaux (ici par l'antagonisme Nord-Sud et musulmans-chrétiens) sont plus prédisposées aux conflits que les autres. Ces

facteurs augmentent la probabilité de conflits violents, de mépris et d'intolérance entre les communautés.

De plus, selon Ostby, la probabilité d'un conflit est deux fois plus forte dans les pays dans lesquels il existe des inégalités extrêmement profondes que ceux qui n'en ont pas, pouvant créer ou envenimer des conflits entre groupes culturellement différents.

De même, selon le rapport de l'EPT de 2011, lorsque la politique du gouvernement conduit à l'utilisation d'une langue considérée comme inadéquate par certains groupes minoritaires dans l'enseignement, les écoles peuvent apparaître comme un instrument de domination culturelle.

Par exemple, en Afrique du sud en 1976, des milliers d'écoliers de Soweto avaient protesté contre l'enseignement en Afrikaans, perçue comme la langue de l'opresseur'. Dans le Sud de l'ancien Soudan, l'imposition d'une culture et d'une religion différentes, en l'occurrence, l'arabe et l'islam a alimenté la violence et a renforcé l'attrait des groupes armés séparatistes (Breidlid, 2010).

Ainsi, au Tchad, un pays faiblement peuplé, la très grande pluralité linguistique rend la communication difficile, il ne dispose pas de langue partagée. En effet, au français, seule langue officielle depuis les premières heures de la colonisation, s'est ajouté l'arabe, d'après la constitution de 1993, mais tous deux ont une faible audience parmi les populations.

Par ailleurs, le Tchad est un pays africain ayant hérité le français comme langue de travail officiel de la période coloniale. Plus tard, les autorités politiques ont décidé de faire de l'enseignement de la langue arabe une priorité pour être en cohérence avec le fait que les deux langues officielles sont l'arabe et le français¹¹². ***Cependant, dans la pratique le français est la principale langue d'enseignement.***

Ainsi, malgré l'amélioration palpable des efforts fournis depuis l'indépendance à l'année 1977, ***les objectifs d'un enseignement bilingue, tel qu'il est consigné dans les différents textes qui régissent le système éducatif au Tchad, ne sont pas atteints***¹¹³. Le système se heurte notamment aux problèmes ci-après : l'insuffisance des instituteurs arabes et bilingues formés ; l'absence d'une planification ; la mauvaise gestion des enseignants arabophones et bilingues existants ; le manque de rigueur dans l'application des textes relatifs au bilinguisme et les contenus des programmes inadaptés.

¹¹²Les modalités sous lesquelles une forme d'éducation inappropriée peut alimenter un conflit armé sont nombreuses. Lorsque la politique gouvernementale aboutit à l'utilisation d'une langue d'instruction « nationale » considérée comme inadéquate par certains groupes minoritaires, l'école peut apparaître comme un instrument de domination culturelle. Les programmes d'enseignement et les manuels peuvent véhiculer des idées stigmatisant certains groupes ou reflétant le sentiment de supériorité d'autres groupes. Le rôle politique décisif de la langue a été illustré de façon particulièrement nette en Afrique du Sud en 1976 lorsque des milliers d'écoliers de Soweto ont protesté contre l'enseignement en afrikaans perçu comme langue de l'opresseur.

¹¹³Au Soudan, le fait d'imposer, à partir de 1990, un système d'éducation national privilégiant une seule appartenance ethnique (arabe) et une seule religion (l'islam) avait pour objectif, pour reprendre les mots du président Omar el-Béchar, de « renforcer la foi, l'orientation et les convictions religieuses des jeunes pour qu'ils deviennent des individus libres, dévoués à Allah et responsables » (el-Béchar, 2004, p. 44, dans : Breidlid, 2010). Bien que l'histoire du conflit dans le sud du Soudan soit longue et complexe, il est clair que le fait d'imposer une culture différente a alimenté la violence et renforcé l'attrait des groupes armés sécessionnistes (Breidlid, 2010).

En outre, d'après les conclusions des OSC réunies en atelier d'évaluation de la mise en œuvre de la résolution 1325¹¹⁴, il règne au Tchad un climat dominé par des **perceptions, des croyances, des préjugés** entretenues au sein des différentes communautés et qui se reflètent sur les relations conjugales, familiales, communautaires, professionnelles etc.. Ceci se traduit par la **haine, le mépris, l'intolérance, le non-respect des valeurs culturelles et confessionnelles qui créent le mal de vivre ou la difficile cohabitation entre les communautés.**

Dans certaines régions du Tchad (soudanienne comme sahariennes), le **phénomène de caste** qui est toujours d'actualité perpétue les discriminations sociales : les esclaves ne peuvent vivre sur le même espace que les maîtres de même que certaines fonctions ne peuvent être assurées par un maître (jugées avilissantes comme travailler la terre, faire des trous etc..) ou un esclave¹¹⁵.

Chapitre 8 : Paysage politique

Le paysage politique tchadien concerne la situation politique et les facteurs des conflits y afférents

8.1 Situation politique

Le paysage tchadien, depuis l'indépendance, est ponctué par l'instabilité institutionnelle et gouvernementales, les coups d'états, l'autoritarisme, les divisions religieuses et ethniques, la guerre civile, les groupes armés, la lutte politique, les éruptions périodiques de violence, la faiblesse de la démocratisation et les élections contestées.

En fait, chaque élection tenue dans le pays après la guerre civile a été contestée suscitant les protestations de l'opposition et fragmentant les acteurs politiques. En outre, la corruption reste endémique. Les élections municipales de 2012 qui ont donné au parti au pouvoir la majorité des sièges lors des élections locales, ont été contestées par l'opposition, renforçant davantage le désenchantement des électeurs.

De plus, les tensions identitaires et régionales et l'antagonisme religieux sont ancrés dans l'histoire, tout comme les préjugés, les inégalités fondées sur les groupes, enracinées dans l'antagonisme nord-sud ou entre musulmans et chrétiens, ou encore les tensions entre nomades et sédentaires, conduisent aux conflits. Des conflits violents peuvent survenir du cercle vicieux de l'animosité communautaire (et de la paranoïa entre les groupes, de la discrimination ou de la persécution de certains groupes).

¹¹⁴ACHTA DJIBRINE SY ; ROSINE DJIBERGUI ; NAIBEI NATHANRAPPORT D'ÉVALUATION DE LA MISE EN APPLICATION DE LA RESOLUTION 1325, phase 1, page 12

¹¹⁵Il semble que ces statuts ne devraient jamais évoluer : le prince demeurera prince et l'esclave demeurera esclave ; aucun facteur ne devra influencer ce rang socialement établi et les rôles correspondants prédéterminés.

Ces antagonismes peuvent amener des situations de crise, de guerre civile, de violents changements de régime, de vengeances et de représailles (causées par l'injustice, l'exclusion, les stéréotypes et la haine ethnique).

Néanmoins, des progrès ont été réalisés dans le domaine de la réconciliation nationale et de l'amélioration des relations tchadiennes avec le Soudan, suite à l'accord de paix, offrant la possibilité d'une paix durable et une reconstruction nationale. Les accords de paix entre le Tchad et le Soudan signés à Dakar (Sénégal) et à Doha (Qatar) ainsi que le déploiement de la force européenne de maintien de la paix (EUFOR Tchad- République Centrafricaine) a contribué à améliorer sensiblement les conditions de sécurité dans l'Est du pays.

8.2 Facteurs des conflits liés aux paysages politiques

La plupart des instabilités et des conflits résultent de la lutte pour la conquête, le partage et la conservation du pouvoir, du manque d'équité dans le partage des responsabilités et de la violence etc. En outre, les mouvements et les insurrections armées sont presque permanents.

L'insuffisance du dialogue entre les différents acteurs politiques ainsi qu'entre le gouvernement et la société civile limite la gestion participative et transparente du développement et des institutions.

En plus, d'autres facteurs perturbent la paix et le contexte politique au Tchad, notamment: la violence scolaire ; les conflits intercommunautaires ; l'impunité ; la crise sociale ; l'injustice et le '*mal-vivre ensemble*', les groupes armés et les guerres civiles.

Par exemple, l'attaque de la rébellion de février 2008 jusqu'à N'Djamena, soutenue par le Soudan, a affaibli le processus de paix et a retardé l'évolution démocratique qui avait été initiée suite à la signature d'accords politiques, en août et en octobre 2007, par les partis de l'opposition démocratique, la majorité présidentielle et certains groupes armés.

Le Tchad s'est engagé à construire la paix pour un développement harmonieux. En effet, le gouvernement a l'intention de maintenir le dialogue avec tous les groupes politiques et militaires afin de rétablir et d'assurer, à moyen et à long terme, un temps de paix et de tranquillité pour remédier au problème du développement qui se pose au Tchad.

8.3 Impacts des facteurs des conflits liés aux paysages politiques sur le système éducatif et son fonctionnement.

Le rapport d'analyse d'impact des crises sur le système éducatif du Ministère de l'Enseignement Fondamental et de l'Alphabétisation,¹¹⁶ fait état de cinq régions qui sont touchées par les conflits, dont 53 écoles dans le Ouaddaï, 12 dans le Borkou, 4 dans la ville de N'Djaména et 2 dans Wadi Fira.

En effet, le Ouaddaï et le Wadi Fira sont deux régions de l'Est du Tchad qui sont affectées par la crise humanitaire du Darfour (Soudan) ayant occasionnée l'arrivée de milliers de réfugiés soudanais qui y vivent depuis 2004. La région du Borkou accueille les réfugiés en provenance de la Libye à cause de la guerre de 2011.

Il est indéniable que les facteurs de conflits politiques internes ont des effets dévastateurs sur l'éducation et, entre autres, sur le bon fonctionnement des écoles. L'éducation mal encadrée et suivie quant aux effets inattendus peut également contribuer aux attitudes, aux croyances et aux ressentiments qui alimentent la violence scolaire. Dans de nombreuses écoles, les élèves et les enseignants du Nord sont sous-représentés, ce qui incite des « mesures géopolitiques » ou des discriminations positives pour équilibrer leur représentation. Parfois, la corruption, le clientélisme, la complaisance, la partialité et l'intimidation sont utilisés, en toute impunité, pour rééquilibrer la configuration géographique dans les écoles.

Ces différents dérapages engendrent des griefs, un sentiment d'injustice, de frustration et de ressentiment parmi les élèves et les enseignants des autres communautés. Les affrontements fréquents entre enseignants et élèves, entre élèves, entre parents et entre les directeurs des écoles et les enseignants sont enracinés dans les antagonismes communautaires Nord-Sud et musulmans-chrétiens. Ceux-ci conduisent à la stigmatisation et aux stéréotypes et déclenchent la violence scolaire.

D'une manière générale, lorsque les conflits éclatent dans les écoles, ils privent les enfants d'apprentissage ou les empêchent d'aller à l'école. Certains enfants sont même enlevés par des groupes armés et forcés à prendre les armes. Ainsi, la réalisation des objectifs de l'EPT et des OMD est alors compromise, voire impossible, tandis que le radicalisme et la violence grandissent dans les écoles, où les affrontements, basés sur la méfiance, les stéréotypes, la stigmatisation et l'animosité, deviennent monnaie courante.

En outre, l'insécurité dans les zones affectées par les conflits nuit à l'accès aux sites scolaires, et la scolarisation des enfants est alors sévèrement perturbée avec plusieurs jours d'école perdus. Ces conflits poussent les enfants à abandonner l'école ou à s'en absenter et provoquent une réelle dégradation de l'environnement scolaire. Les enseignants démissionnent et rejoignent l'afflux de personnes déplacées dans des zones d'accueil sûres. Cependant, comme il l'a déjà été mentionné, les effets d'un afflux massif des nouveaux

¹¹⁶ Rapport d'Analyse, de la Mission de collecte des données d'impact des crises sur le système éducatif du Ministère de l'Enseignement Fondamental et de l'Alphabétisation,

arrivants et d'une forte densité de population ont un impact négatif sur l'accès aux ressources vitales locales (eau, nourriture, abris, ...) et sur l'éducation des enfants.

En effet, le Ouaddaï et le Wadi Fira sont deux régions de l'Est du Tchad qui sont affectées par la crise humanitaire du Darfour (Soudan) ayant occasionnée l'arrivée de milliers de réfugiés soudanais qui y vivent depuis 2004. La région du Borkou accueille les réfugiés en provenance de la Libye à cause de la guerre de 2011.

Dans ces circonstances, il est difficile de déployer et de maintenir des enseignants dans des zones à haut risque ou affectés par les conflits ou l'insécurité. En raison des déplacements ou du rapatriement d'enfants en âge scolaire dans les régions où les ressources éducatives sont limitées et précaires (au niveau des infrastructures, de l'éducation, des enseignants ou du matériel pédagogique), le fonctionnement normal de l'école est fortement déstabilisé dans ces zones d'accueil. Un autre facteur aggravant est le faible taux d'éducation des filles.

Enfin, les ressources qui pourraient être utilisées pour financer des investissements productifs dans l'éducation sont allouées aux dépenses sécuritaires du pays.

Chapitre 9 : Paysage économique tchadien

Ce chapitre examine l'environnement économique, la gouvernance et l'impact des facteurs des conflits afférents sur l'éducation

9.1 Environnement économique

L'économie du Tchad est essentiellement agraire. Cependant, l'agriculture et l'élevage, qui constituaient les principales activités jusqu'au début des années 2000, ont été négligés suite à l'exploitation des champs pétroliers de Doba dans le sud du pays depuis 2003.

La situation économique au Tchad a considérablement évolué favorablement, en particulier grâce aux revenus pétroliers. La stabilisation macroéconomique a été maintenue pendant toute la période des première et la deuxième stratégie de réduction de la pauvreté SNRP1 et 2.

Selon la banque Africaine de développement, la croissance de l'économie tchadienne s'inscrit sur une trajectoire de reprise. De 1.6 % en 2011 elle est passée à 7.2 % en 2012 et atteindrait, selon les projections, 7.4 % en 2013 et 11.5 % en 2014.¹¹⁷

Aussi, il ressort de l'analyse de situation du Plan d'Action du programme de pays (CPAP) que , l'environnement macroéconomique a changé lorsque le Tchad est entré dans le club des pays producteurs de pétrole en 2003 et a connu une forte croissance du budget (+ 194% entre 2002 et 2010)¹¹⁸ ¹¹⁹ ¹²⁰. En effet, boostée par les investissements pétroliers, l'économie

¹¹⁷ Banque Africaine de Développement, <http://www.afdb.org/fr/countries/central-africa/chad/>

¹¹⁸ Gouvernement du Tchad et UNICEF | Plan d'action du Programme Pays (CPAP - 2012-2016), page 5

¹¹⁹ Gouvernement du Tchad et UNICEF | Plan d'action du Programme Pays (CPAP - 2012-2016), page 5

¹²⁰ Plan d'Action du Programme Pays entre le Gouvernement du TCHAD et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) 2006 – 2010, page 5

tchadienne a connu une croissance du PIB estimée à 10% en 2002 et 2003. On estime à 35,9% le taux de croissance du PIB réel en 2004 qui a été propulsé par l'exploitation et l'exportation du pétrole.

Les perspectives prometteuses de la crise résultent principalement de l'exploitation des ressources pétrolières qui ont un impact positif sur la croissance de l'économie du Tchad et sur les conditions sociales de son peuple.

Néanmoins, tandis que les revenus pétroliers ont contribué à l'amélioration progressive de la situation économique du pays depuis 2003, un environnement sécuritaire fragile dans certaines régions a hypothéqué des ressources. Ainsi, les coûts de sécurité ont absorbé la plupart des ressources supplémentaires alors que les aides externes ont diminué (-38% entre 2002 et 2010). Entre 2005 et 2010, la part du budget national consacrée à l'éducation a baissé de 12% à 8.8%. Le budget de l'éducation (7% du budget national en 2010, comparé à 15,4% en 2004) est l'un des plus faibles d'Afrique. Le budget de la santé a également diminué, il était de 6,6% en 2004 comparé à 5,6% en 2010¹²¹..

C'est ainsi que le rapport mondial de suivi EPT 2011 de l'UNESCO ¹²² classe le Tchad parmi les 21 pays les plus pauvres qui dépensent plus pour l'armement que pour l'éducation de base. Le budget militaire tchadien est estimé comme étant quatre fois supérieur à celui de l'enseignement primaire et le rapport entre les dépenses sécuritaires et les dépenses pour l'éducation est l'un des plus élevés. Durant la même période, les dépenses sociales ont diminué de 38%.

L'extrême pauvreté est multidimensionnelle en raison de la faible gouvernance, du manque d'accès aux soins médicaux, de l'enclavement du pays, du manque d'eau potable, de la malnutrition, du faible niveau de scolarisation dans l'enseignement primaire, de la faible croissance économique et de la mauvaise allocation des ressources.

Enfin, la reprise des pourparlers de paix interne et externe ayant conduit aux accords a ouvert de nouvelles perspectives au Tchad.

9.2 Gouvernance

En ce qui concerne la performance de la gouvernance, si certaines normes bureaucratiques (élections, grades administratifs, armée et police nationale) semblent fonctionner d'une certaine manière, le système reste cependant caractérisé par le favoritisme politique ou les relations personnelles. La corruption est favorisée par un système dysfonctionnel dans lequel certains services publics (subventions, licences, exemptions, emplois, allocations budgétaires, ...) sont fournis par des voies discrétionnaires, ou même par des chaînes personnalisées, et ce sans appel d'offres public. Le rapport d'audit du suivi des ressources pétrolières a relevé plusieurs cas d'irrégularités pour soutenir ces affirmations.

¹²¹ [Gouvernement du Tchad et UNICEF | Plan d'action du Programme Pays \(CPAP - 2012-2016\), page 5](#)

¹²² [Rapport mondial de suivi sur l'EPT, 2011, la crise cachée: les conflits armés et l'éducation, page 167](#)

Pour ces raisons comme dit précédemment, quel Banque africaine de développement a également évalué la performance de la gouvernance tchadienne comme inférieur à la moyenne de celle des pays africains sub-sahariens au niveau de la responsabilité personnelle, de l'efficacité, de l'existence d'un État de droit et de la perception de la corruption.

De plus, à cause de sa pauvre performance quant à la gouvernance, le *Mo Ibrahim Index*<http://www.microsofttranslator.com/bv.aspx?from=fr&to=en&a=http%3A%2F%2F131.253.14.66%2Fbvsandbox.aspx%3F%26dl%3Den%26from%3Dfr%26to%3Den%23%20ftn74>, qui mesure la qualité de la gouvernance et du leadership dans les pays africains, a placé le Tchad à la 52^{ième} place sur 53 avec un score de 31% en 2013¹²³. En 2011, le Tchad était classé 50^{ième} sur 52 pays avec un score de 32,8%. Au niveau de la qualité de son éducation, il occupait la 49^{ième} place avec un score de 30,9%.

9.3 Impact des facteurs des conflits liés la situation économique et de la faible gouvernance sur l'éducation

Plusieurs obstacles entravent le progrès du Tchad vers la réalisation des OMD et de l'EPT. Durant plusieurs décennies, la réalisation des droits des enfants a été compromise par une instabilité géopolitique et des conflits armés récurrents. La vulnérabilité économique a été exacerbée par les effets négatifs des catastrophes naturelles.

En principe, l'ère pétrolière est une opportunité unique pour effectuer un progrès dans le développement social et humain à condition, comme recommandé par la Banque Mondiale, 80% des revenus de l'État peuvent être alloués dans des domaines-clés comme les soins de santé, l'éducation, le développement rural et d'infrastructures.

De même, la détérioration de la situation sécuritaire a provoqué des dérapages budgétaires et des dépenses extrabudgétaires en 2005 et 2006. Une pression sécuritaire grandissante a entraîné une forte expansion des dépenses sécuritaires extrabudgétaires. Ainsi, le déficit primaire non-pétrolier a augmenté, atteignant 21% du PIB (excluant le pétrole) en 2007.

Selon le rapport du FMI¹²⁴, à cause de dérapages dans les dépenses et dans la gestion budgétaire, le Tchad n'a pas été capable d'atteindre le point d'achèvement de l'Initiative PPTTE. Ce qui aurait permis l'allègement des services de dettes à plusieurs milliards de FCFA, lesquels auraient pu être consacré à la lutte contre l'extrême pauvreté. En 2005 et en 2006, le taux d'inflation était au-delà de la limite fixée par les critères de Convergence de la Communauté Économique et Monétaire d'Afrique Centrale (CEMAC). Des difficultés à respecter une discipline budgétaire durant cette période ont également mis en exergue les faiblesses du système de contrôle budgétaire que le gouvernement tente d'améliorer.

¹²³ <http://www.moibrahimfoundation.org/chad/>

¹²⁴ Document de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté, pages 29 et 30

Dans ces conditions, le risque de conflits réside dans la probabilité d'une lutte pour le contrôle des ressources pétrolières, ce qui, dans un pays où la pauvreté est multidimensionnelle, peut exacerber les identités ethniques et l'antagonisme Nord-Sud et ainsi intensifier la violence.

Selon les données de la Banque Mondiale, les dépenses pour l'éducation au Tchad ne représentent que 2% du PIB, l'un des taux les plus bas au monde. Heureusement, les revenus pétroliers offrent l'immense et unique opportunité de stimuler l'investissement dans l'éducation. Si les ressources sont dûment réparties et gérées efficacement, elles peuvent aider le pays à accélérer les progrès vers la réalisation des OMD.

Comme mentionné par l'évaluation commune des bureaux des pays des Nations Unies, le climat économique défavorable au pauvre du Tchad n'a pas favorisé la création d'emploi, de richesse ou des revenus au cours de la dernière décennie¹²⁵.

Ainsi, la pauvreté est multidimensionnelle et ses déterminants, selon l'enquête de perception réalisée en 2000 dans le cadre de la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté¹²⁶, sont : la mauvaise gouvernance, l'inaccessibilité aux soins, l'enclavement du pays, le manque d'eau potable, la sous-alimentation, le faible niveau de scolarisation au primaire, la très faible croissance économique et la mauvaise répartition des ressources. En effet, deux tiers de la population tchadienne vivent avec moins d'un dollar par jour.

Il ne fait aucun doute que la pauvreté résulte également de violations des droits de l'homme, y compris les droits à la nourriture, aux soins de santé, à l'éducation et à la sécurité. Cela amène d'autres violations pouvant toucher à la liberté individuelle, au droit à un procès équitable et aux droits et libertés civiles et politiques.

Le niveau de pauvreté varie, notamment en fonction du niveau d'éducation. L'inscription limitée d'enfants en enseignement primaire est également un facteur indicatif de pauvreté du pays.

L'éducation au Tchad est sévèrement affaiblie par l'inaccessibilité physique, économique et socio-culturelle des écoles. Le faible taux d'inscription dans les zones rurales est lié à l'éloignement des écoles par rapport au lieu de résidence. Les emplacements des écoles ne facilitent pas une grande scolarisation des jeunes. La désaffection des écoles est également la résultante d'un coût de scolarisation élevé et qui inclut des coûts de dépenses relatives aux fournitures scolaires (livres, fournitures, uniforme requis, ...).

Ainsi, à cause de ces coûts élevés, les parents aux revenus modestes guident plutôt leurs enfants vers des activités génératrices des revenus, ce qui entraîne un grand nombre

¹²⁵ CCA-TCHAD avril 2004, page 22

¹²⁶ Plan d'Action du Programme Pays TCHAD-PNUD 2006-2010, page 4

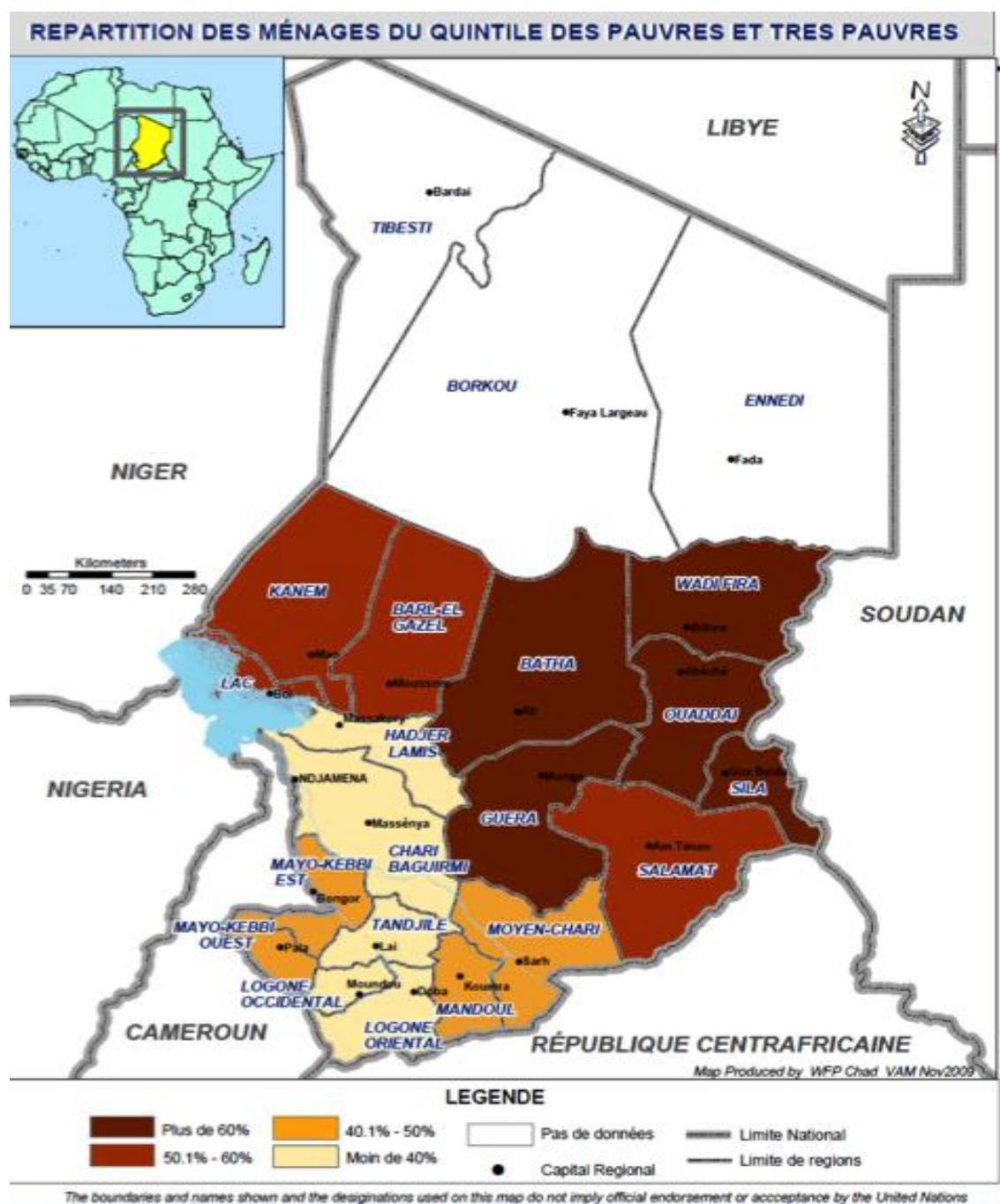
d'enfants travailleurs et de mariages précoces. Cependant, une éducation insuffisante et de faible qualité mène à des disparités sociales, au chômage et à la pauvreté.

Qui plus est, un accès inégal à l'éducation est une source de griefs et attise un sentiment d'injustice. De même, une éducation inadéquate renforce les divisions sociales, nourrit l'hostilité entre les groupes et le recours à la violence. De ce fait, la réduction d'opportunités d'éducation est un facteur de pauvreté et d'insécurité.

Dans ce contexte, le rapport de suivi global sur l'EPT de 2011 fait remarquer que les jeunes vivant dans la pauvreté et ayant un faible niveau d'éducation sont plus susceptibles que les autres d'être recrutés par des groupes armés ou des terroristes (Humphreys et Weinstein, 2008). Les filles et les femmes sont plus exposées à des enlèvements par les milices armées pour des buts militaires, sexuels ou professionnels. Les échecs du système éducatif aggravent les risques liés au chômage pour les jeunes gens.

Finalement, vu l'absence d'un programme économique, financier et monétaire avec le FMI, **le déclin ou la détérioration économique prononcée** en termes de dette publique qui n'a pas pu être allégée, ni effacée afin de libérer des ressources additionnelles pour des dépenses sociales; un climat économique défavorable aux affaires, ou des fluctuations dans les ressources naturelles telles que le pétrole, constituent des indicateurs d'une vulnérabilité économique aux conflits et aux chocs selon le « *Failed State Index* ». Le même indice considère le **développement économique** déséquilibré comme un indicateur de vulnérabilité, en l'occurrence entre un « nord négligé » et un « sud surpeuplé », à travers les fractures communautaires ou régionales (résultant des disparités au niveau de la pauvreté, de l'éducation, de l'accès aux soins de santé).

Chapitre 10 : Contexte social et de la pauvreté multidimensionnelle



10.1 Situation sociale et pauvreté multidimensionnelle

Le Tchad est l'un des pays les plus pauvres au monde¹²⁷. Selon l'analyse de situation du Plan des Nations Unies pour l'Aide au développement du tchad (2006-2010)¹²⁸, la pauvreté au tchad se manifeste sous plusieurs formes : Plus de 2/3 de la population se trouve sous le seuil international de pauvreté d'un \$1 par habitant. La proportion de la population

¹²⁷ Chad PRSP French.doc juillet 28, 2010 (4:19), page 1

¹²⁸ Plan des Nations Unies pour l'Aide au développement du tchad (2006-2010), page 9

souffrant de malnutrition est de 32%, très proche de l'objectif du millénaire de 29% et de celle de la population qui n'atteignant pas le minimum calorique est en revanche à 44,2%.

L'UNDAF estime aussi que les taux de mortalités maternelles et d'enfants de moins de 5 ans sont parmi les plus importants au monde, s'élevant respectivement à 194 pour 1000 et à 827 pour 100,000 naissances vivantes. Aussi, une proportion de 31,3% de la population à accès à l'eau potable. Le taux net d'inscription à l'enseignement primaire est de 56,6% mais ne représente que 43% pour les filles en 2010-2011 (et 20% et 15% pour les filles dans le cycle secondaire et supérieur)¹²⁹.¹³⁰

En outre, selon le diagnostic du système éducatif tchadien, en dépit des évolutions positives des scolarisations au Tchad au cours de la dernière décennie, les disparités persistantes demeurent entre genres et entre régions¹³¹.

En 2003, le nombre de personnes touchées par le virus HIV et par le SIDA était estimé à 5,2% de la population sexuellement active.

D'après les perspectives économiques en Afrique sur le Tchad¹³², le déséquilibre dans la répartition de l'offre de scolarisation demeure un problème majeur de l'éducation. Le taux brut de scolarité (TBS) varie fortement d'une région à une autre. En 2011, il était de 95 % au Sud et de 20 % au Nord. Le taux d'achèvement dans le cycle primaire, qui se situe pour l'ensemble du pays à 37 % (28 % pour les filles) est, de même, très inégal selon les régions. On déplore aussi un fort taux d'analphabétisme selon le sexe. En 2011, il était de 86 % chez les femmes et de 69 % chez les hommes. Il est aussi inégal entre les régions : 45 % à Ndjama contre 57 % au Mayo-Kebbi Ouest, 97 % dans le Barh el Gazel et 96 % dans la région du lac Tchad.

Le bilan contrasté en matière de développement des ressources humaines explique en partie les progrès mitigés du Tchad pour atteindre des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Cette pauvreté extrême maintient le pays en bas de l'échelle parmi les pays avec une valeur de l'IDH 2013 de 0,340 en 2012, et le Tchad était classé à la 184^{ième} place sur 186 et à la 183^{ième} sur 187 en 2011.

10.2 Facteurs de conflits liés à la pauvreté et à la vulnérabilité des populations

La pauvreté généralisée est un facteur de risque qui prédispose le pays aux conflits et à la violence. Un conflit armé est plus probable lorsqu'un pays est faible et que les institutions de l'État ne peuvent ou ne veulent pas répondre à certaines revendications et à certains griefs.

¹²⁹ Plan des Nations Unies pour l'Aide au développement du Tchad (2006-2010), page 9

¹³⁰ Plan d'Action du Programme Pays TCHAD-PNUD 2006-2010, page 4

¹³¹ Page 37

¹³² Perspectives Economiques en Afrique, <http://www.africaneconomicoutlook.org/fr/pays/afrique-centrale/tchad/>

La fragilité est associée à un faible niveau de revenus par habitant, à la pauvreté, au conflit et aux défaillances des institutions. Ces facteurs font émerger un cycle de violence qui s'auto-alimente comme un cercle vicieux (Fearon et Laitin, 2003).

De plus, une **situation socio-économique défavorable** (en termes de PIB, de dette, de taux de mortalité), un niveau de pauvreté généralisé, un climat économique défavorable aux affaires, une corruption et un développement économique déséquilibré (en termes d'économie, de pauvreté, d'éducation et de soins de santé) sont des indicateurs de vulnérabilité socio-économiques aux conflits dans les Etats fragiles de « *Failed State Index* » qui mesurent la probabilité accrue de l'éclatement des conflits.

La détérioration des services publics (manque ou mauvaise qualité des services de base à la population comme les soins de santé, l'éducation, la justice ou la sécurité), les abus sécuritaires et les usages privés des moyens publics, est une situation qui peut déclencher de conflits dès lors que la situation ne s'améliore pas rapidement.

10.3 Facteurs des conflits liés à la discrimination contre les filles

Il s'agit des menaces et la détérioration de leur situation

10.3.1 Menaces sur les femmes et les enfants :

Selon les résultats du dernier Recensement Général de la Population et de l'Habitat au Tchad (RGPH 2009), les femmes représentent plus de la moitié de la population (51,4%). Cette tranche de la population fait face à des problèmes récurrents de «violences d'ordre physique, psychologique et sexuelle telles que les bastonnades, les Mutilations Génitales Féminines, les mariages précoces et/ou forcés, le viol, le harcèlement sexuel, la privation des droits successoraux (...) etc.»¹³³

D'après le ministère de l'Action sociale et de la solidarité nationale tchadien, les violences résultent « *des valeurs et pratiques ancestrales qui accordent peu d'importance aux femmes et aux enfants et de l'inadéquation du cadre juridique de protection* »¹³⁴.

La violence contre les femmes, particulièrement dans les zones de conflit, est un problème délicat et terrifiant pour les femmes et les enfants.

Le pays est aussi confronté à la problématique du recrutement des enfants soldats. Il est estimé qu'en 2007 entre 7 000 et 10 000 enfants ont été utilisés en tant que combattants ou associés aux groupes armés au Soudan et au Tchad¹³⁵. Parmi eux, certains ont été enlevés et recrutés de force et d'autres ont rejoint spontanément les groupes armés, par exemple, pour

133 Idem.

134 Ministère de l'Action Sociale Solidarité Nationale et Fonds des Nations Unies pour les populations et de la Famille. *Analyse documentaire sur les violences basées sur le genre au Tchad*, 2 juin 2010. p. 7.

135 Groupe de travail du Conseil de Sécurité sur les enfants et les conflits armés, conclusion sur les enfants et les conflits armés au Tchad, S/AC/51/2007/16, 24 septembre de 2007; Rapport du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés au Tchad, S/2007/400, 3 juillet 2007

venger la mort de membres de leurs familles ou le pillage de bétail, ou simplement pour échapper à la pauvreté, au manque d'éducation ou d'opportunité d'emplois.¹³⁶

10.3.2 Risques des conflits liés à la dégradation continue des conditions des femmes.

Malgré la ratification des instruments pertinents, la plupart des textes nationaux sont non conformes à l'évolution du monde et les femmes vivent une situation de marginalisation sur tous les plans.¹³⁷ En situation normale, les femmes tchadiennes sont victimes des pratiques coutumières qui sont constitutives de violence dans leurs rapports matrimoniaux ou de succession¹³⁸. Elles sont aussi victimes de la mutilation génitale féminine ; du mariage forcé et précoce et de la violence domestique, du harcèlement sexuel scolaires et de viols et inceste, de la surcharge des travaux domestiques, de l'exode rural ou filles domestiques ; le bastonnade, la brûlure et autres sévices corporels et psychologiques et l'excision.¹³⁹

Les conditions fort dégradées de groupes particulièrement défavorisés (femmes, enfants, jeunes, retraités,) les placent dans un état de vulnérabilité plus accentuée par rapport aux autres composantes de la société et donc en position d'infériorité pour réclamer leurs droits.

En temps de conflits, les femmes subissent plusieurs formes de violences basées sur le genre.¹⁴⁰ Selon les statistiques des VBG dans les camps de réfugiés et déplacés à l'Est du Tchad¹⁴¹, les femmes sont victimes de plusieurs violences : rapt ; grossesse, tentative de rapt ; exploitation sexuelle ; grossesse in désirée et avortement ; Infanticide ; autres violences basées sur le Genre.¹⁴²

Les disparités de genre s'observent à différents niveaux dans le pays. Au niveau de l'éducation, l'écart déjà important entre la scolarisation des filles et des garçons au niveau primaire augmente au fur et à mesure que le niveau s'élève. En 2011, cet écart est illustré par le diagnostic du secteur de l'éducation au Tchad de mars 2012 qui estimait le Taux Brut de Scolarité (TBS) à 80% pour les filles contre 108% pour les garçons¹⁴³. La faible proportion d'inscription des filles à tous les niveaux est accentuée par un taux de déperdition élevé.

S'agissant de l'accès à des postes de responsabilités et des instances de décisions, on note qu'au Tchad, comme dans la plupart des pays en développement, les femmes sont très faiblement représentées. Elles ne constituent que 8 pour cent des cadres supérieurs de l'administration.

¹³⁶ Fonds chrétien pour l'enfance. Rapport KAP, 2006. Tchad.

¹³⁷ RAPPORT D'ÉVALUATION DE LA MISE EN APPLICATION DE LA RESOLUTION 1325, Phase 1 Page 32

¹³⁸ RAPPORT D'ÉVALUATION DE LA MISE EN APPLICATION DE LA RESOLUTION 1325, Phase 1 Page 28

¹³⁹ RAPPORT D'ÉVALUATION DE LA MISE EN APPLICATION DE LA RESOLUTION 1325, Phase 1 Page 25

¹⁴⁰ RAPPORT D'ÉVALUATION DE LA MISE EN APPLICATION DE LA RESOLUTION 1325, Phase 1 Page 25

¹⁴¹¹⁴¹ Source. UNHCR, 2007

¹⁴² RAPPORT D'ÉVALUATION DE LA MISE EN APPLICATION DE LA RESOLUTION 1325, Phase 1 Page 28

¹⁴³ Page 39

10.4 Impact des facteurs liés à la pauvreté sur l'éducation

Il existe une relation directe entre le niveau de pauvreté des ménages et le niveau de scolarisation des enfants. Pour cette raison, les **disparités géographiques** à travers le territoire tchadien, en termes de profils de scolarisation entre le Nord et le Sud, peuvent aussi s'expliquer par une demande substantiellement plus faible dans les régions du Centre qui sont plus pauvres. Dans les zones centrales du Sahel, caractérisées par de forts taux de pauvreté et plus sujets aux risques additionnels de sécheresse et d'insécurité alimentaire, les profils de scolarisation (Accès ou achèvement) sont parmi les plus faibles du pays <http://www.microsofttranslator.com/bv.aspx?from=fr&to=en&a=http%3A%2F%2F131.253.14.66%2Fbvsandbox.aspx%3F%26dl%3Den%26from%3Dfr%26to%3Den%23> ftn90.

L'environnement économique inhibant de ces dix dernières années au Tchad n'a pas permis de créer d'emplois, de richesse ni de revenus. Ainsi, beaucoup d'habitants se trouvent sans emplois et sans perspectives. D'autres sont en dehors de circuit de production et de consommation donc, sans moyens de faire valoir leurs droits. Cette pauvreté, ce chômage et ce manque d'opportunités alternatives renforcent les disparités de scolarisation entre les groupes et les régions et sont des incitations potentiellement importantes pour le recrutement des jeunes dans les groupes armés.

En conséquence, Collier et Hoeffler cités dans le rapport EPT 2011 croient que les opportunités pour un individu de se joindre à un groupe armé sont inversement relatives à ses perspectives d'accès à un emploi et à un revenu. La situation de faibles revenus est un facteur incitant à joindre un groupe engagé dans un conflit armé. C'est ainsi que ce rapport de suivi global sur l'EPT a décrit la guerre comme un "développement en marche en arrière".

Chapitre 11 : Les facteurs de conflits liés aux déplacements de populations

Récemment, le Tchad a connu un épisode de rapatriement de plusieurs Tchadiens (retournés) provenant de Libye qui ont fui la crise depuis 2011. Le pays doit également faire face au flux de réfugiés fuyant la République Centrafricaine dans le Sud et le Sud-Est de son territoire, alors que les régions de l'Est doivent accueillir des réfugiés soudanais. Quant aux mouvements de population internes, ceux-ci prennent deux formes : ceux causés par l'instabilité et la violence qui sévissent dans l'Est du pays et ceux qui sont liés à la dégradation de l'environnement avec des épisodes de sécheresse et d'inondations. Tous ces déplacements constituent en eux-mêmes des facteurs des conflits.

11.1 Facteurs de conflits liés à l'afflux de réfugiés et de déplacés internes

L'afflux des réfugiés et des déplacés internes sur le territoire tchadien constitue un facteur de risque des conflits.

11.1.1 Facteurs des conflits liés à l'afflux des réfugiés

Il y a actuellement plusieurs réfugiés vivant dans la région qualifiée de "triangle des conflits" qui inclut l'Est du Tchad, le Darfour et le Nord de la République Centrafricaine, où l'existence de conflits armés interdépendants combinée à des niveaux élevés d'insécurité a causé des mouvements importants de populations au sein et à travers des frontières de la région.

Selon le HCR, en décembre 2013, le Tchad a accueilli 10 000 réfugiés originaires de la RCA et plus de 30 000 réfugiés soudanais en provenance de Darfour occidental. Ces nouveaux arrivants ont grossi la population soudanaise qui vivait déjà à l'Est dans 12 camps du Tchad le long de la frontière Est du Tchad (Ennedi, Ouaddaï et Wadi Fira) et des réfugiés centrafricains installés dans 5 camps au Sud du pays. Au 31 août 2013, ils avaient atteint 348 528 de réfugiés soudanais et 74 131 réfugiés centrafricains¹⁴⁴.

La présence de ces populations nombreuses met sous pressions les ressources précieuses de ces régions.

À l'Est du Tchad, où le climat est semi-aride, l'impact des réfugiés sur les ressources de la région est d'autant plus grand, et qu'il est à la source de tensions entre les réfugiés et les populations locales.

Au sud du pays, où le climat est tropical, des inondations causent régulièrement des dommages aux habitations et aux produits agricoles des réfugiés. La situation a constitué un obstacle aux efforts déployés par le HCR afin d'améliorer l'autosuffisance des réfugiés, très exposés à la malnutrition, ayant un impact direct sur les faibles taux de scolarisation au sein des réfugiés provenant du Soudan et de la Centrafrique.

Le HCR établit que cette situation précaire augmente le risque de recrutement forcé de jeunes garçons réfugiés au sein de groupes armés et de mariage précoce pour les filles réfugiées.

Le retrait de la MINURCAT a entraîné un transfert des responsabilités à la police tchadienne et une collaboration intensifiée entre les gouvernements du Tchad et du Soudan. Le HCR et le PNUD ont soutenu la police tchadienne dans la mise en place d'un mécanisme de sécurité du nom de Détachement Intégré de Sécurité (DIS)¹⁴⁵¹⁴⁶ dont le mandat est d'assurer la sécurité à la fois autour et au sein des camps de réfugiés et personnes déplacés à l'interne.

Le niveau de sécurité aux environs et à l'intérieur des camps de réfugiés s'est améliorée sensiblement, en grande partie grâce à la présence conjointe de forces tchadiennes et soudanaises aux frontières et à l'action du DIS. **L'insécurité qui persiste au Darfour empêche néanmoins pour l'instant d'envisager un retour rapide des réfugiés au Soudan.**

¹⁴⁴ HCR, Profil d'opérations 2014 - Tchad | Aperçu |, disponible Environnement opérationnel <http://www.unhcr.fr/cgi-bin/texis/vtx/page?page=4aae621d56b&submit=GO>

¹⁴⁵ Edouard Takadji, Dissolution du DIS: la gendarmerie nationale prend le commandement, 18/07/2013

¹⁴⁶ Le DIS a été dissoute et la gendarmerie assure la protection des réfugiés., <http://www.journaldut Chad.com/article.php?aid=4917>

En ce qui a trait aux réfugiés Centrafricains, leur arrivée au Tchad s'est échelonnée entre 2006 et 2009, causée par les hostilités entre les forces gouvernementales et les rebelles dans le nord de la République Centrafricaine. Le HCR estime leur nombre à 96,400, répartis dans sept camps qui sont pour la plupart situés le long de la frontière Sud du Tchad (régions du Logone oriental et Moyen Chari). Avec le taux d'insécurité élevé que connaît présentement la Centrafrique, le rapatriement de ces réfugiés n'est pas envisageable pour l'instant.

Plusieurs facteurs font en sorte que les conflits et crises qui sévissent au sein des pays de la région ont des effets de contagion qui dépassent les frontières et se transmettent aux pays voisins, notamment à cause de la porosité des frontières, l'interconnexion des populations entre les pays de la région et les niveaux d'insécurité chronique.

11.1.2 Facteurs de conflits liés à l'afflux des personnes déplacées internes

L'instabilité qui caractérise l'Est du Tchad (en lien avec le conflit au Soudan autour du contrôle des terres et des ressources naturelles impliquant des attaques contre les civils par des groupes armés) a causé le déplacement de plus de 168,000 Tchadiens depuis 2006. À ce jour, il existe 55 sites d'accueil dans l'Est du Tchad situés dans les régions d'Ouaddaï et de Wadi Fira.

La stratégie conjointe visant à développer des solutions durables pour les communautés affectées par les déplacements de population dans l'Est du Tchad (septembre 2010) estime à 39,923 le nombre d'enfants âgés de 5 à 9 ans déplacés internes et à 20,185 le nombre de jeunes déplacés internes âgés de 14 à 24 ans.

Depuis 2008, le retour de populations déplacées s'est accentué jusqu'à 2009 et 2010. Alors qu'elles retournaient sur les lieux qu'elles avaient quittés, les personnes déplacées internes retrouvaient des **villages vidés de leurs occupants, dans un état d'abandon et dépourvu d'infrastructures et d'abris.**

Le HCR fait état de 34,000 retours au Sila et 16,000 au Ouaddaï, pour la plupart concentrés autour des villes de Goz-Beida, KokouAngarana, Dog dore, Am Timan, Abeche, Adre et Borota.

11.2 Facteurs de conflits liés à la « migration environnementale ou climatique »

Les déplacements de population à l'intérieur du Tchad incluent également celles qui y sont poussées pour des raisons environnementales : traditionnellement, le nord du pays était majoritairement peuplé par des nomades, des cultivateurs sédentaires et des communautés agro-pastorales, tandis que le sud comprenait pour la plupart des cultivateurs. Toutefois, depuis le milieu des années 1980, on assiste à un mouvement des populations du Nord vers les territoires du Sud du pays.

Dans la région semi-sahélienne, le sol s'est appauvri par les cultures extensives de rente telles que le coton et l'arachide. Avec l'appauvrissement des sols, les fermiers doivent rechercher de nouvelles terres afin d'assurer leur survie.

Ces déplacements, qui deviennent permanents sont perçus par les communautés locales comme un empiètement nuisible à leurs conditions de vie. Les flux massifs de populations vers les zones plus fertiles ont des conséquences importantes sur les conditions de vie des habitants de la région, privant les enfants de leur droit à l'éducation dans ces régions. C'est pour cela, la migration des populations liées aux conditions environnementales et climatiques doit être considérée comme une source de vulnérabilité ou des conflits dans les systèmes éducatifs.

11.3 Facteurs et risques des conflits liés aux « migrations » et déplacements de populations

Les camps de réfugiés soudanais et centrafricains, incluant les zones d'accueil réservées à l'intégration et la relocalisation de réfugiés, sont principalement situés à l'Est et au Sud-Ouest du territoire tchadien.

La crise humanitaire qui sévit à ces endroits est caractérisée par la présence de populations importantes sur un territoire à la superficie limitée, *les régions du Ouaddaï et de Sila à l'Est du pays faisant partie des zones les plus affectées.*

Ces régions sont affectées par une pauvreté généralisée. Les deux-tiers de la population de plus de 15 ans sont analphabètes, le taux brut de scolarisation y est seulement de 30,5%, comparé à la moyenne nationale de 74,9%, alors que la distance moyenne au centre de santé le plus proche est de 18,5 km, comparé à une moyenne nationale de 14,4 km. "De plus, seulement 34% de la population a accès à l'eau potable et moins de 1% des ménages situés en zone rurale utilisent des latrines".

Le déplacement des populations vers ces territoires ont plusieurs conséquences : augmentation des risques sanitaires; déséquilibre démographique au sein des communautés d'accueil causé par l'afflux de nouveaux arrivants; surexploitation des ressources naturelles, alimentaires et autres; dommages causés à l'environnement fragile de l'Est du Tchad; difficulté d'accès à la nourriture; détérioration de la qualité de vie des populations locales; montée des prix et perturbation profonde des activités économiques; problèmes de cohabitation entre les membres des communautés locales et les réfugiés/déplacés et retournés; problèmes liés à la sécurité; séparations de membres de famille; recrutement d'enfants dans des groupes armés et des gangs.

Impacts des facteurs de conflits liés aux migrations et aux déplacements de populations sur l'éducation

Les déplacements de population d'une région à une autre sont à l'origine de conflits qui nuisent directement à l'accès, la qualité et la gestion de l'éducation.

11.3.1 Facteurs nuisibles à l'accès à l'éducation

L'insuffisance d'écoles et d'infrastructures appropriées limite fortement l'accès à une éducation de qualité.¹⁴⁷

La plupart de ces déplacés internes sont localisés dans les trois régions tchadiennes du Ouaddaï, Sila et Salamat. Dans les écoles qui desservent les populations déplacées internes dans leurs sites, la majorité des élèves ne disposent que des nattes placées sur le sol en lieu et place des bancs. Aussi, le rapport de diagnostic du secteur de l'éducation au Tchad constate que les enfants déplacés ou réfugiés non scolarisés sont empêchés d'accéder aux études en raison non seulement de la capacité limitée d'accueil mais aussi de l'incapacité financière de leur famille

Selon les estimations du HCR, plus de 98,800 enfants en âge de scolarisation (6-17 ans) se trouveraient dans les 12 camps de réfugiés soudanais dans l'Est du Tchad.

Du point de vue de l'offre, les régions Est les plus affectées par les déplacements de populations souffrent en même temps d'une offre scolaire parmi la plus faible du territoire. Ainsi, les DDEN (Délégations Départementales de l'Éducation Nationale) des régions du Wadi Fira, Ouaddai et Sila font état d'un niveau élevé d'écoles incomplètes, compromettant largement la possibilité pour les élèves de poursuivre leurs études.

DDEN - région Est.	% d'écoles primaires incomplètes
Ouaddaï	75%
Sila	55%
Batha- Est	61%
Assongha	84%

Source: Ministère de l'éducation

Le manque chronique d'enseignants vient s'ajouter à la faiblesse de l'offre dans les régions de l'est du Tchad étant citées comme les plus démunies en termes de personnel enseignant. Selon le RESEN 2007, la région de l'Est est la moins dotée, diminuant ainsi la capacité d'accueil des enfants http://www.microsofttranslator.com/bv.aspx?from=fr&to=en&a=http%3A%2F%2F131.253.14.66%2Fbvsandbox.aspx%3F%26dl%3Den%26from%3Dfr%26to%3Den%23_ftn105.

11.3.2 Facteurs nuisibles à la qualité de l'éducation

Bien que reposant en grande partie sur les capacités des enseignants, la qualité de l'éducation est liée aux matériels scolaires et didactiques. Or le rapport de diagnostic du secteur de l'éducation au Tchad dans les sites des personnes déplacées à l'intérieur constate un manque criard de matériels scolaires et didactiques dans les écoles enquêtées. La fragilité de certains bâtiments scolaires affecte également la qualité de l'éducation, leurs murs étant faits de tiges et de paille, qui les rendent vulnérables aux vents de sable dans les régions du

¹⁴⁷ Intégration des mesures de la réduction des risques dans la planification de l'éducation tchadienne : une analyse des vulnérabilités du système éducatif tchadien aux catastrophes naturelles et aux conflits, 2^{ème} draft

nord et aux inondations et tornades au début de la saison des pluies au Sud. Aussi, l'accès à l'offre éducatif est entravé par la situation économique précaire des ménages déplacés et leurs incapacités à faire face aux frais de scolarité.

La combinaison de plusieurs facteurs nuit à la qualité de l'éducation dispensée : les salles de classe rendues inutilisables par les intempéries ou les conflits sont souvent hors d'usage pour une longue période de temps; les crises causent la suspension de cours qui peut durer des jours et des semaines, ce qui réduit le nombre d'heures de cours aux élèves; en cas de destruction des salles de classes, les cours sont tenus à l'extérieur, sous des arbres ou à des endroits improvisés; les matériels scolaires et didactiques et leurs provisions sont précaires et rares (manuels détruits, pillés ou volés; archives détruites). Par exemple, durant l'attaque des rebelles sur la capitale, N'Djamena en 2008, le Ministère de l'Education a été pillé et a perdu des ordinateurs, des serveurs et des archives papier¹⁴⁸.

En outre, d'autres facteurs nuisent également à la qualité de l'éducation en cas de crises précitées. Ainsi, les bancs ou les sièges deviennent insuffisants, les classes sont occupées par les soldats ou les groupes armés, certains enseignants ou élèves meurent et la violence croissante et les conditions d'hygiène se dégradent et sont difficiles à préserver dans ce contexte contraignant.

Enfin, la situation économique difficile des personnes déplacées signifie que peu d'entre elles peuvent assumer les coûts liés à la scolarité des enfants, une réalité soulignée par l'étude de 2011 commandée par l'UNICEF sur l'éducation en périodes d'urgence, qui spécifie que les raisons pour lesquelles les enfants déplacés ou réfugiés n'ont souvent pas accès à l'éducation relèvent des capacités d'accueil limitées des écoles locales, mais également du manque de moyens financiers de la part de leurs familles.

Chapitre 12 : Liens dynamiques entre sources de conflits et les effets des catastrophes naturelles

Il existe des liens étroits entre les sources de conflits et les effets dévastateurs des catastrophes naturelles qui se renforcent mutuellement.

12.1 Situation de la dynamique des conflits et des catastrophes naturelles

Il existe un lien étroit entre les catastrophes naturelles qui sévissent dans la région et les conflits et tensions qui l'affectent : la sécheresse et les inondations entraînent une baisse de la production agricole, diminuant l'accès aux ressources essentielles et causant une insécurité alimentaire.

La crise alimentaire causée force les habitants à fuir la région affectée afin de trouver de quoi survivre. On assiste ainsi à une surpopulation des régions qui sont les moins affectées

¹⁴⁸UNESCO_IPE, 2010d, Education Cluster, UNICEF/ UNESCO, « Intégrer la réduction des risques de conflits et de catastrophes dans la planification du secteur de l'éducation, 2011, page 4

par les catastrophes naturelles, ou de nouveaux arrivants s'ajoutent à des populations locales aux ressources déjà limitées et à l'équilibre démographique fragile, qui ne sont pas préparées ni équipées à les accueillir selon les résultats de la revue documentaire et des enquêtes de terrain.

En conséquence, la concentration de populations importantes sur un territoire aux ressources limitées conduit à des niveaux d'hygiène inadéquats, un accès à l'eau potable grandement insuffisant, qui, associés à une promiscuité élevée, à l'émergence d'un terrain propice aux épidémies. Ainsi, des catastrophes naturelles affectant un territoire finit par avoir un impact sur les territoires connexes, que ce soit au niveau de l'environnement, des ressources hydriques et alimentaires, des pâturages, du combustible, sans oublier la capacité diminuée des territoires d'accueil de maintenir et développer des moyens de pourvoir à l'éducation de tous.

Ces conditions de vie ont des répercussions directes sur la cohabitation entre les deux populations, définie par des chocs culturels, différends liés aux droits d'occupation et de passage sur les terres, ainsi que l'accès aux sources d'eau potable et aux pâturages. Ces sources de tension se traduisent en épisodes de violence, qui complètent un cercle vicieux où les causes de conflit se renforcent entre elles.

12.2 Collusion ou combinaison entre les catastrophes naturelles, la fragilité et les conflits

L'analyse de la situation effectuée par Overseas Development Institute et Gubbels, 2011, *Escaping the hanger Sigle W pathways to resilience in the sahel*¹⁴⁹, au Tchad démontre qu'il y a une collusion et un chevauchement entre les catastrophes naturelles, les conflits et la fragilité étatique qui exacerbent la vulnérabilité et le dysfonctionnement du système éducatif.

Le Tchad est classé 6eme pays parmi les 20 pays les plus fragiles ou post-conflits qui manifestent un haut niveau de fragilité étatique, et qui sont exposés aux risques des catastrophes naturelles, à la pauvreté structurelle ou endémique et à la vulnérabilité aux changements climatiques.

Ce classement qui place le Tchad a la 6^{ème} place après la Somalie, l'Afghanistan, le Niger la Guinée Bissau et le Burundi, est produit par la combinaison des données collectées des plusieurs indices : Failed State Index 2012 ; UNU-EHS World Risk Report 2011 ; OHPI Multidimensionnel Poverty Index 2011 et CGD Climat change Vulnerability Index.

¹⁴⁹ (Katie Harris, David keen and Tom Mitchell, « When diasters and conflicts collide Improving links between disaster resilience and conflict prevention», page IX, page 9, page 18, February 2013)

Au Tchad, les conditions des conflits ont accru les risques des catastrophes naturelles. Ainsi, d'après le Groupe de travail de sahel (CAFOD, CARE, Concern Worldwide, Christian Aid, Oxfam, Plan International, Save the Children, Tearfund et World Vision), la fragilité de l'Etat et la corruption compromettent la gouvernance équitable, l'assistance humanitaire et le développement et l'amélioration des conditions de vie, la sécurité, la réduction des risques de catastrophes naturelles et la gestion des risques. Par exemple, durant la crise alimentaire de 2010, l'ONASA manquait des ressources logistiques pour transporter la nourriture des principales villes vers les milieux ruraux sinistrés. Grubbels estime ainsi que les conditions des conflits ont accru les risques des catastrophes naturelles (page IX).

Il en résulte que la sécheresse récurrente et l'insécurité alimentaire accroissent les niveaux de la migration et les déplacements ainsi que les tensions avec les communautés locales d'accueil, surtout quand ils sont instrumentalisés par les politiciens.

En plus, les inondations entraînent des déracinements des populations et leurs établissements ou réinstallations dans d'autres endroits précaires qui exacerbent les tensions et conflits préexistants. Les concentrations des déplacés environnementaux et conflictuels vers des localisations exigües accentuent la pression et la compétition sur les ressources précaires et les tensions intercommunautaires.

En fait, les catastrophes naturelles exacerbent les conflits et l'insécurité, alors que les conflits et leurs causes affectent les catastrophes naturelles. Les populations, y compris les systèmes éducatifs vivent et opèrent dans un environnement complexe exposé aux multiples risques.

Il s'en suit des rapports de collision entre les conditions de vulnérabilité et les risques liés aux catastrophes naturelles, aux conflits et à la fragilité institutionnelle. La dynamique de la vulnérabilité est façonnée par les chocs et les détresses interconnectés qui doivent être traités comme tels. En plus, la complexité de la dynamique des conflits et des catastrophes naturelles est ancrée dans le contexte socioéconomique du Tchad.

La combinaison des catastrophes naturelles, des conflits et de la fragilité de l'État créent un environnement favorable aux vulnérabilités institutionnelles et individuelles aux chocs et aux souffrances humaines. Cette convergence pose des sérieux défis au gouvernement et aux partenaires développement dont l'UNICEF qui l'accompagnent, vers l'atteinte des OMD et l'EPT.

TITRE III: RESULTATS DES ENQUETES DE TERRAIN BASES SUR LES PERCEPTIONS

Les enquêtes qualitatives et quantitatives de terrain ont produit des résultats qui sont représentatifs de l'ensemble des opinions nationales car, les personnes interrogées dans les 7 régions couvertes constituent un échantillon tiré suivant les critères scientifiques de représentativité. Il se dégage de ces résultats un certain type de conflits perçu par les populations concernées.

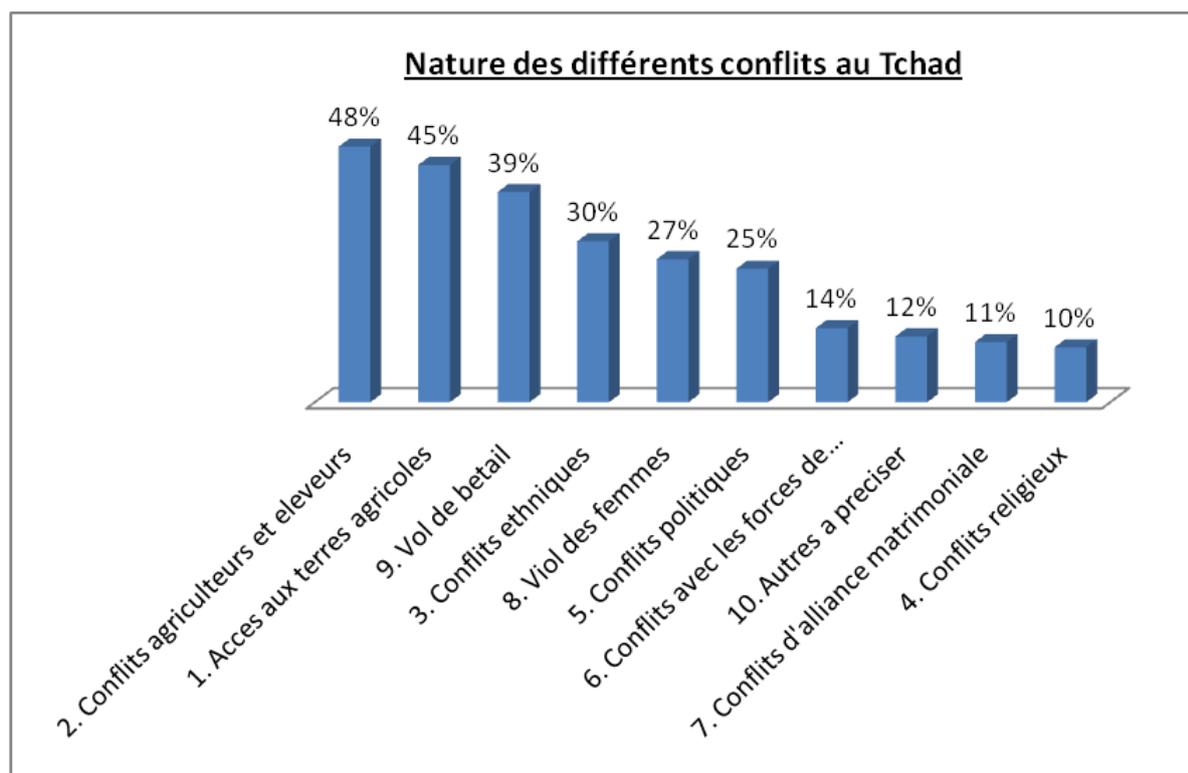
Chapitre 1 : Typologie causes et conséquences des conflits selon la perception des personnes interrogées par SFCG,

12.3 Typologie des conflits identifiés à partir de travaux de terrain basés sur la perception

La recherche effectuée par *Search for Common Ground* au Tchad, suite à un travail de terrain (interviews et consultations avec les intervenants les plus pertinents), a identifié dix conflits récurrents, tels que vécus par les interviewés comme étant les plus répandus dans le pays, qui sont :

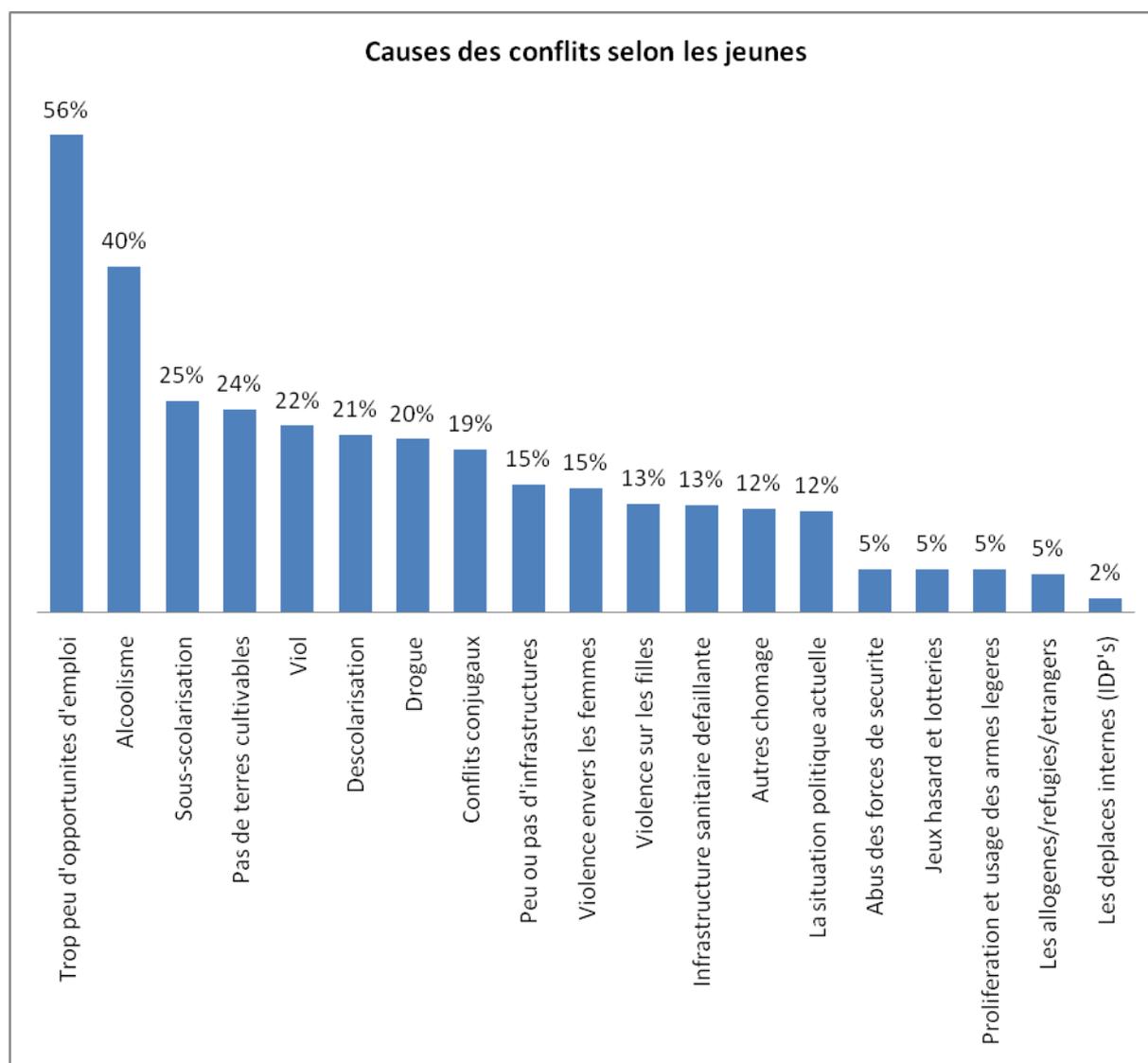
1. Conflits entre agriculteurs et éleveurs
2. Conflits fonciers
3. Conflits ethniques,
4. Conflits intercommunautaires
5. Conflits intergénérationnels
6. Conflits avec les groupes armés
7. Conflits avec les forces de l'ordre
8. Conflits de genre
9. conflits familiaux
10. Conflits liés à l'exploitation de pétrole

La description et l'analyse des conflits montrent qu'ils sont en réalité tous connectés et interdépendants et qu'un incident banal peut déclencher une série de conflits à différents niveaux (familiaux, communautaires, scolaires, ethniques), ce qui peut avoir des impacts importants sur l'éducation.



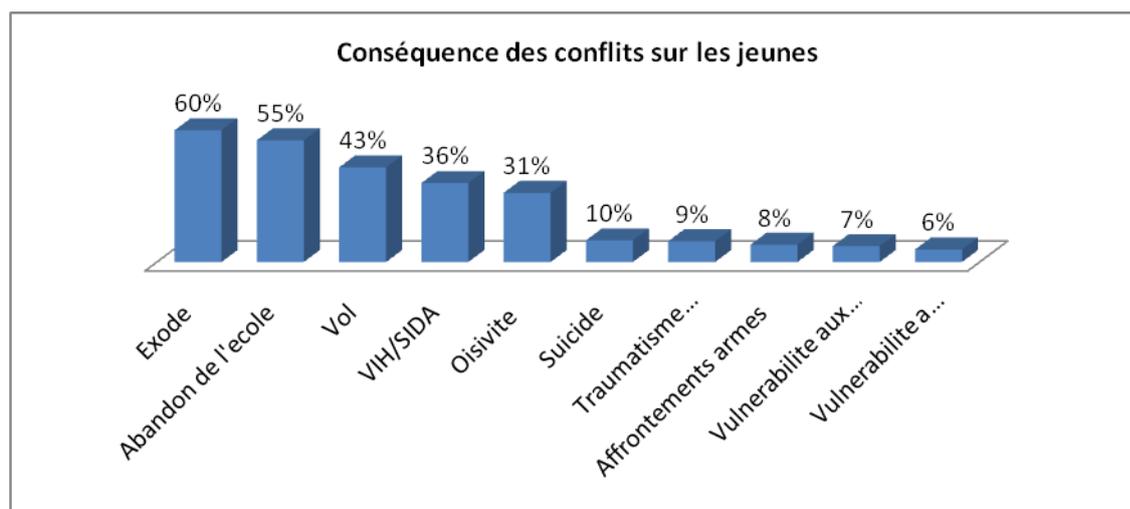
12.4 Les causes des conflits selon la perception des jeunes interrogés

Selon les jeunes enquêtés, les principales causes des conflits sont principalement le manque d'opportunités d'emploi (56%), l'alcoolisme (40%), la sous scolarisation (25%), l'absence de terres viables (25%), le viol (22%). Le degré de gravité de ces causes varie fortement d'une région à une autre.



12.5 Les conséquences de ces conflits selon les perceptions des personnes interrogées

Les jeunes interrogés estiment que les conséquences principales des conflits sont : l'exode massif (60%), un abandon de l'école (55%), les vols (43%), la contamination du VIH Sida



12.6 Le développement des différents types des conflits récurrents

Les conflits récurrents pré cités qui ont été identifiés par les personnes interrogées se décrivent comme suit :

12.6.1 Perception des conflits liés aux styles de vie entre agriculteurs et éleveurs

D'après les personnes interrogées, les conflits entre éleveurs et agriculteurs sont récurrents dans la quasi-totalité des régions du pays où la recherche a été effectuée. La coexistence entre agriculteurs locaux du Sud et centre du pays et éleveurs venant de l'Est et du Nord du Tchad fut cependant pacifique pendant des siècles. Certains ont affirmé qu'auparavant, les conflits entre agriculteurs et éleveurs ne prenaient pas trop d'ampleur comme aujourd'hui et se résolvait le plus souvent à l'amiable. Ces conflits sont aujourd'hui très fréquents, car politisés par les élites, les leaders politiques et certaines autorités administratives. Le phénomène a atteint un stade tel que les affrontements entre ces deux communautés sont devenus très nombreux et fréquents et les protagonistes sont passés du dialogue aux armes blanches et à feu pour résoudre leurs problèmes, ce qui a multiplié le nombre de victimes parmi les civils et les enfants au sein de leurs communautés.

Une autre composante pertinente de ce problème qu'ils ont relevé provient du conflit d'intérêt de certaines autorités qui sont également propriétaires de troupeaux et impliqués dans des disputes mineures qui escaladent facilement en affrontements ouverts entre communautés.

Les principales sources de conflits citées dans les régions visitées sont les affrontements communautaires entre agriculteurs et éleveurs déclenchés par le vol de bétail, par la provocation des éleveurs (dévastation des champs), par le manque de terres cultivables, par la complaisance des autorités dans la gestion de conflit et par la pauvreté. Les agriculteurs, les éleveurs et populations locales sont indexés comme principaux acteurs dans ces conflits. Les gens estiment que ces conflits ont un impact sur le développement des enfants, leur

scolarisation et leur éducation. Aussi, les enfants-éleveurs bouviers sont considérés comme victimes d'esclavagisme moderne alors que les nomades sont accusés d'être souvent armés.

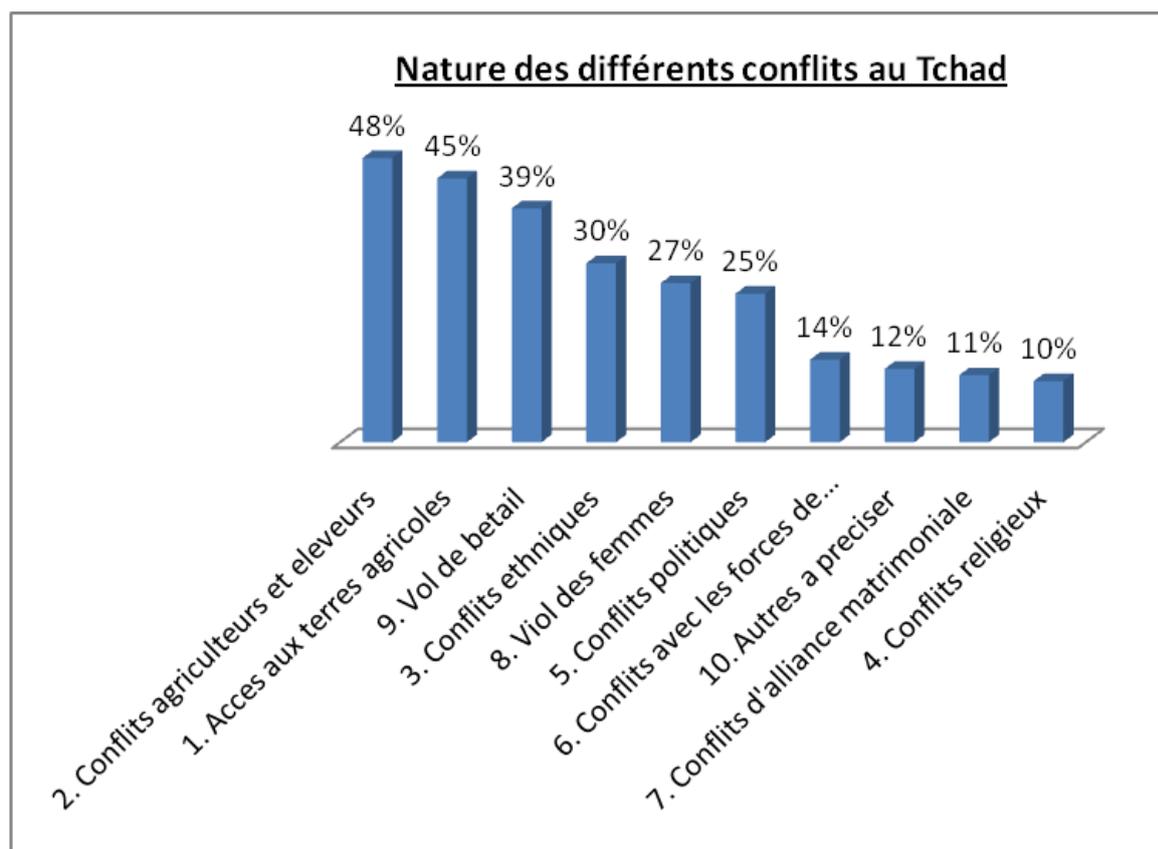
12.6.2 Perception des conflits liés à l'exploitation pétrolière

Selon les populations locales interrogées, la production pétrolière occupe des espaces qui réduisent les endroits réservés aux pâturages disponibles et rejette les déchets pétroliers qui polluent l'environnement local et l'air. Elles ont vu leurs terres devenir moins fertiles et les arbres fruitiers produire drastiquement moins qu'auparavant. Les gens craignent d'être expropriés s'il devait y avoir de nouvelles découvertes de réserves pétrolières.

Ainsi, la production pétrolière au Logone et la construction d'oléoducs depuis 2000 a contribué à l'arrachage d'arbres, ce qui est une source de frustration et de revendication au sein des populations des régions concernées. En outre, les citoyens de ces zones estiment qu'ils n'ont pas assez bénéficié de revenus pétroliers et ceci alimente la tension sociale.

Ces communautés estiment n'avoir pas perçu une juste compensation en échange de leurs terres par ignorance de leur valeur réelle ou des conséquences de leurs ventes. Aussi, une partie des terres productives des fermiers sont exploitées par les sociétés pétrolières qui obligent les mêmes fermiers à exploiter les couloirs de transhumance réservés aux éleveurs de bétail. Ces conflits résultant de l'exploitation pétrolière entre éleveurs et agriculteurs viennent exacerber les conflits préexistants entre ces mêmes protagonistes sur les mêmes litiges fonciers.

De plus, l'afflux de réfugiés centrafricains a davantage aggravé ces problèmes fonciers où l'administration leur a concédé des terres sans consulter ni impliquer des populations locales. Cette concession unilatérale exacerbe l'animosité et la frustration des populations locales à leur égard.



12.6.3 Perception des conflits liés à la sécurité et à la prolifération d'armes

L'étude a montré que les populations locales jeunes sont préoccupées par l'insécurité, la circulation d'armes et la probabilité d'escalade de l'insécurité aux affrontements armés. Plus de la moitié des interviewés pensent que la situation sécuritaire dans leurs régions/quartiers est moyenne. Tandis que 39% d'entre eux considèrent que la sécurité est trop faible et 20% connaissent des personnes recrutés par des groupes armés ou qui ont été l'objet de tentatives de recrutement. D'autres jeunes interrogés ne se sentent plus en sécurité dans la capitale à cause des assauts fréquents et des cambriolages. Par ailleurs, ils estiment que la police est corrompue et partisane. La violence est relativement plus élevée dans les régions de Sila, Wadi Fira et N'Djamena que les autres régions.

Quant à la perception des adultes questionnés dans les différentes régions, il y a moins de 10% seulement des adultes enquêtés qui estiment que le niveau de sécurité est élevé. 9 enquêtés sur 10 le jugent moyen ou faible.

De plus, des armes légères de tout calibre circulent à travers les frontières poreuses entre le Cameroun, le Tchad et la République Centrafricaine considérées comme zones de haute prolifération. Des citoyens, y compris des enfants, ont ainsi accès facile à des armes à feu. De plus, après plus de trois décennies de conflits, une large partie du territoire du Tchad est estimée couverte de mines antipersonnel et de munitions non explosées.

Par exemple, dans les provinces BET, les mines font partie du paysage et les enfants jouent souvent avec des fusils, parfois avec des conséquences mortelles. Les armes y sont largement répandues et la plupart des ménages possèdent des armes au Nord à cause des différentes rebellions et du conflit en Lybie alors que les moyens de contrôles pour les récupérer sont faibles.

En outre, en juin 2013 dernier, un dépôt d'armes de gros calibre (des missiles Sam set et Staline) a été trouvé sur une parcelle à Nguéli. Le quartier entier, périphérique à la capitale a été rasé par les forces de l'État en représailles.

En définitives, de nombreuses personnes croient que les élites et les hauts fonctionnaires gardent des armes lourdes et légères.

12.6.4 Perception des conflits dans les écoles

Les données quantitatives et qualitatives du travail de terrain révèlent que les conflits ont augmenté dans les écoles à tous les niveaux : entre les étudiants ; entre étudiants et enseignants ; entre enseignants et directeur d'école ou école et entre parents, enseignants et directeurs d'écoles.

En fait, les écoles locales ont été utilisées par les parties en conflit (forces armées), principalement à cause de leurs situations centrales dans les zones rurales, ce qui a perturbé l'éducation des enfants.

Comme pour les conflits d'autres natures, les conflits au sein des écoles sont devenus de plus en plus sérieux car ils sont ancrés dans l'histoire et la culture. Entre 2002 et 2004, des affrontements violentes ont escaladé jusqu'au niveau national. Aujourd'hui, les élèves se regroupent souvent par affiliations identitaires (régionales, ethniques ou religieuses) et certains attribuent des caractéristiques négatives aux autres groupes ou les insultent, les offensent ou utilisent des stéréotypes ou des noms tribaux dégradants ou humiliants.

A l'école, les conflits entre élèves d'une part ou entre élèves et enseignants d'autre part sont principalement dus au déclin de l'éducation de base au sein de la famille. Il semble dur pour les parents d'enseigner des valeurs positives à leurs enfants et beaucoup semblent endoctriner leurs enfants quant aux mauvais côtés des autres communautés et leur inculquer que la leur est supérieure. Ainsi, des comportements violents et revanchards sont encouragés et le système judiciaire est considéré corrompu et inefficace.

« L'école à elle-seule ne peut assurer une éducation positive à l'enfant car celui-ci est partagé entre la rue et l'école et les compétences des enseignants laissent à désirer » : témoignage de terrain

12.6.5 Perception de conflits fonciers

Les villes grandissent et les citadins arrachent les terres des ruraux, ce qui entraîne des conflits, parfois mortels. A cela, il faut ajouter le business et la cupidité de certaines personnes appelées « boulamans » qui vendent une même parcelle à plusieurs personnes entraînant des conflits souvent mortels.

On note aussi la multiplication des conflits fonciers liés aux volontés expansionnistes de certaines communautés qui cherchent à dominer les autres.

12.6.6 Perception des conflits liés à la chefferie traditionnelle

Les chefs traditionnels sont dotés de pouvoir énorme de médiation, de facilitation et de résolution des conflits selon les US et les coutumes. Ces pouvoirs très convoités à cause de l'influence sur les populations locales poussent les politiciens à instrumentaliser la chefferie traditionnelle afin d'avoir la main mise sur telle ou telle autre localité. Cela divise souvent les villages et pose un sérieux problème d'accession pacifique à la chefferie traditionnelle.

Les conflits liés à la chefferie traditionnelle sont aussi liés à certains arbitrages et jugements qualifiés de subjectifs et arbitraires par une partie de population.

12.6.7 Perception des conflits matrimoniaux

Les difficultés économiques, les crises sociales et identitaires ont accentué les conflits familiaux qui sont liés à l'héritage, à la succession, au divorce, au garde des enfants, aux pensions alimentaires). Ces conflits touchent le cœur des familles et affectent très négativement l'éducation des enfants.

Les jeunes sont particulièrement touchés par les conflits intergénérationnels au foyer (avec leurs parents et leurs grands-parents). Le milieu familial n'est plus toujours un refuge de protection et de sécurité, mais –dans certains cas- une source de conflits supplémentaire.

En outre, la délinquance juvénile au Tchad est une conséquence des problèmes familiaux, en occurrence les jeunes fuient les situations d'extrême pauvreté familiale, d'insécurité alimentaire du foyer.

Un groupe d'élèves et de jeunes déscolarisés de Biltine (Wadi Fira) interrogés estiment que les parents ont une grande responsabilité dans les causes profondes des conflits armés, tribaux, ethniques, religieux et intercommunautaires à côté des chefs religieux et traditionnels et même aux autorités administratives qui d'une manière ou d'une autre ont entretenu ou encouragé ces conflits. Les conséquences palpables de ces conflits sont la déscolarisation, une éducation mal assurée et l'esprit de violence qui se répand.

Quant aux femmes interrogées, elles s'estiment comme étant les premières victimes des violences conjugales basées sur le genre. Elles estiment par ailleurs que leurs voix ne

comptent pas en dépit des rôles prépondérants qu'elles jouent dans les travaux domestiques.

D'autres estiment que « les conflits qui les touchent sont le résultat des mariages forcés et précoces, et qui empêchent l'épanouissement de la femme et provoquent sa marginalisation».

12.6.8 Perception des conflits ethniques ou communautaires

Le Tchad est une mosaïque d'ethnie qui reflète une diversité culturelle. Celle-ci devrait être une richesse de l'unité dans la diversité et le respect des différences et la tolérance de l'autre. Cependant, ces différences territoriales, linguistiques, religieuses et culturelles sont instrumentalisées ou exploitées par les communautés, cela génère plusieurs conflits et tensions à travers le pays. Dans la plupart des cas, ces conflits sont communautaires. Concernant les conflits à caractère religieux, les personnes interrogées ont cité la profanation des lieux des cultes ou des objets sacrés. Au niveau des conflits à caractère territorial ou géographiques, les interviewés ont cité l'insécurité frontalière due à la porosité des frontières, au contrôle et à la gestion des points d'eau, des espaces culturels, politique, économiques. (Pétrole, commerce, marchés publics etc.),

Au niveau social, plusieurs types de conflit ont été cités. Il s'agit notamment des meurtres, des forfaits matrimoniaux, des questions de paternité d'un enfant, droit de lévirat sur une femme, injures graves usant des qualificatifs dégradants et humiliants comme esclaves, forgeron, batard, pédérastes, Kafir, kirdis)

12.6.9 Perception des conflits communautaires entre réfugiés, PDI et populations autochtones

Selon les personnes interrogées, les autorités tchadiennes, à la faveur d'une politique d'intégration et d'autonomie pour les réfugiés, attribuent de terres aux réfugiés, en vertu de la libre circulation et l'exercice des activités économiques, au détriment des populations locales.¹⁵⁰Ces réfugiés sont souvent affiliés aux populations locales de même ethnie. Leurs activités sont l'agriculture, l'élevage, la pêche, la chasse et la cueillette d'aliments sauvages.

Les tensions entre réfugiés, PDI et populations locales proviennent souvent de la compétition quant à l'accès aux ressources naturelles (la terre, l'eau, le bois), l'accès aux services d'hygiène, de santé et d'éducation.

Il en résulte l'insécurité alimentaire, la concurrence, les jalousies et la stigmatisation des PDI et des réfugiés, qui sont accusés par les populations locales de mener des activités criminelles, de voler leurs terres, et de menacer leurs traditions. Les populations tchadiennes

¹⁵⁰ PAM. « Rapport succinct de l'évaluation d'impact réalisée conjointement par le UNCHR et le PAM sur la contribution de l'assistance alimentaire aux solutions durables mises en œuvre dans les situations de réfugiés prolongées au Tchad ». WFP/EB.1/2013/6-A (point six de l'ordre du jour), 10 Janvier 2013.

au Sud-Est du pays sont ainsi sous la pression exercée par les nouveaux arrivants en leur situation socio-économique, déjà précaire. Selon certaines personnes interrogées, « *les infrastructures sont insuffisantes, l'enseignement est limité et les filles ne fréquentent pas l'école. Les communautés locales refusent souvent aux réfugiés et déplacés de tenir des commerces ou d'autres activités lucratives. Ajouté à cela, les réfugiés de la Lybie ne sont pas habitués à cultiver la terre, car la plupart travaillait dans de grandes industries. Quant aux réfugiés nés au Sud du Soudan, ils ne parlent pas l'arabe tchadien. Certaines PDI sont rejetés par leurs propres communautés quand ils retournent, car ils sont suspectés d'appartenir à la secte Boko Haram* ». Aussi, les réfugiés d'Amboko ont dit que « *Les autochtones refusent de céder les portions de terre aux réfugiés pour labourer* ».

Au début de la crise humanitaire, le traitement de faveur que les organisations d'intervention internationales ont accordé aux réfugiés a été une source de frustration et de conflit. Aujourd'hui, cette discrimination a été corrigée car le HCR, avec les ONG humanitaires et OCHA, aident non seulement les réfugiés mais aussi les populations locales à travers de partenariats, de programmes pour la coexistence pacifique, pour l'amélioration des outils agricoles, le reboisement et le fourrage ainsi que pour la construction de centres de santé et d'écoles ouvertes à tous. Le HCR reconnaît l'importance d'inclure les populations d'accueil autour des camps de réfugiés, mais aussi d'impliquer les réfugiés dans toutes les politiques, campagnes et stratégies.

Selon le HCR, environ la moitié des personnes déplacées ont l'intention de rentrer dans leurs villages d'origine si certaines conditions sont remplies, à savoir: le rétablissement de la sécurité, la présence de l'autorité de l'État dans les villages, la restitution des biens perdus, l'accès à leurs terres cultivables et la construction ou réhabilitation des infrastructures scolaires, sanitaires et hydrauliques. Il est évident que les conflits dans le Sud-Est continueront si les causes de ces conflits ne sont pas abordées de manière structurelle. Indépendamment du bon travail de HCR, OCHA et des organisations humanitaires non gouvernementales, la situation pour les réfugiés dans les camps devient intolérable quand leur séjour s'étend sur plusieurs années, d'une part sans perspectives de retour à leur lieu d'origine, et de l'autre part sans possibilité d'installation permanente dans les pays d'accueil en tant que citoyens reconnus.

Selon les personnes interrogées, les acteurs impliqués dans la résolution de ces conflits sont le Comité de Gestion de Conflits, sans distinction d'ethnie, la Garde Nationale et les autorités administratives et traditionnelles.

Au niveau des camps des réfugiés et des personnes déplacées, les femmes réfugiées de Kounoungou, ont cité comme principales manifestations des conflits: *les tensions intercommunautaires, le viol de filles et de femmes, la destruction des villages, l'assassinat de personnes âgées et d'enfants dans les camps, la maltraitance de jeunes garçons à la recherche du fagot de la part des autorités, le mariage précoce, l'empoisonnement des puits, les conflits armés, la cohabitation difficile avec la population d'accueil* ».



D'autres femmes réfugiées, interrogées identifient comme facteurs des conflits « l'insécurité, l'insuffisance de vivres, de points d'eau et de bois pour se réchauffer dans les camps, le chômage et l'alcoolisme des hommes ». Pour elles, les principaux acteurs sont les communautés locales et les nomades à dos des chameaux.

Chapitre 13 : Cartographie des acteurs des conflits

Plusieurs acteurs tant au niveau national que local oeuvrent pour la prévention, la résolution et la gestion des conflits dans le cadre de leurs mandats respectifs.

13.1 Acteurs au niveau national

Au niveau national, plusieurs institutions constitutionnelles ou légales participent à la prévention, résolution, gestion des conflits dans le cadre de leurs mandats respectifs. Il s'agit du Parlement, de Cour Suprême, du Conseil Constitutionnel, de la Médiature de la République.

13.1.1 Parlement

La Constitution du 31 Mars 1996, telle que révisée par la Loi constitutionnelle N° 8 du 15 juillet 2005 a retenu le système parlementaire monocaméral. Il résulte des dispositions des articles 121 à 140 qui définissent les prérogatives de l'Assemblée nationale que celle-ci a pour mission notamment : l'élaboration des lois et le contrôle de l'action gouvernementale.

Il va sans dire que dans cette double mission de législation et de contrôle, l'AN en tant qu'émanation du peuple, est amenée à prévenir et à résoudre des conflits.

Au niveau législatif, en adoptant les lois, le Parlement contribue à régler plusieurs questions qui ont nécessité un cadre légal. Au niveau du contrôle, en usant de ses moyens traditionnels notamment les questions orales et les interpellations des membres du gouvernement ou les autres institutions, le Parlement est amené à prévenir et à résoudre les problèmes brûlants du pays.

Force :

On peut citer parmi ses forces :

L'indépendance affichée parfois devant l'exécutif. Par exemple, le parlement a rejeté largement, ce lundi 2 septembre 2013, les demandes de levée de l'immunité parlementaire de deux de leurs confrères de l'opposition et que la configuration du Parlement tchadien, largement dominé par le parti présidentiel, les demandes introduites par le ministre de la Justice, relativement à la levée de l'immunité des députés Lama Tchindébé et Saleh Kebzabo, ont été jugées injustifiées par la quasi-unanimité du parlement¹⁵¹.

A travers la Commission Paix et Dialogue, l'Assemblée nationale a contribué à la consolidation de la paix, à la résolution des conflits agriculteurs et éleveurs et à l'apaisement des climats entre plusieurs communautés tchadiennes.

Mais l'Assemblée nationale n'a pas que de forces, quelques faiblesses ci-après peuvent être énumérées :

- L'Allégeance politique de certains députés à leur parti politique dont ils doivent leur siège au détriment de leur mission première de législation et de contrôle
- Le parlement est perçu comme une chambre d'enregistrement des décisions de l'exécutif vis-à-vis duquel il exerce très peu de contrôle effectif
- Le vote de législation selon les consignes du parti ou de la hiérarchie et non selon intérêts des populations qu'ils sont censés représenter.
- Faible indépendance financière et politique des députés vis-à-vis de l'exécutif.

13.1.2 Cour suprême, Cours d'Appel, Cours Criminelles, tribunaux de premières instances, tribunaux de travail, tribunaux de commerce, les justices de paix

Parmi les forces de la justice tchadienne on peut citer l'arsenal législatif qui régleme les fonctionnements des cours et tribunaux.

La loi N°004/PR/98 Portant Organisation Judiciaire a défini les fonctions et rôles des différentes institutions judiciaires, spécialement en ses articles 122, la Justice est rendue dans la République du Tchad par un seul ordre de juridictions qui comprend :

- 1°) - la Cour Suprême,
- 2°) - les cours d'appel,
- 3°) - les cours criminelles,
- 4°) - les tribunaux de première instance,
- 5°) - les tribunaux du travail,
- 6°) - les tribunaux de commerce,
- 7°) - les justices de paix.

Ces juridictions connaissent de toutes affaires civiles, commerciales, administratives, sociales et pénales. Le ressort de la Cour Suprême s'étend sur l'ensemble du Territoire. Son siège est à N'Ndjamena.

¹⁵¹<http://www.journaldut Chad.com/article.php?aid=5139>

Le siège et le ressort des cours d'appel, des tribunaux de première instance, des tribunaux du travail, des tribunaux de commerce et des justices de paix sont fixés par un Décret pris en Conseil des Ministres.

Tant en matière civile que répressive, nul ne peut être jugé sans être mis en mesure de présenter ses moyens de défense. Les avocats ont libre accès devant toutes les juridictions. La Justice est rendue au nom du Peuple Tchadien. Seules les juridictions prévues par la loi peuvent prononcer des condamnations.

13.1.2.1 Cour Suprême

La Cour Suprême est la plus haute juridiction du Tchad en matière judiciaire, administrative et des comptes. Elle statue sur les pourvois en cassation en toutes matières conformément à la loi relative à son organisation et à son fonctionnement. Elle statue seule sur les recours pour excès de pouvoir contre les décrets et arrêtés.

Elle donne son avis sur les projets de loi avant leur délibération en Conseil des Ministres. En outre, la Cour Suprême connaît seule du contentieux des élections locales.

13.1.2.2 Cours D'appel

La Cour d'Appel connaît des appels des décisions rendues en premier ressort par toutes les juridictions de son ressort.

13.1.2.3 Cours Criminelles

Une Cour Criminelle est une formation non permanente de chaque Cour d'Appel appelée à juger les crimes dont elle est saisie conformément aux dispositions du Code de Procédure Pénale.

13.1.2.4 Tribunaux de Première Instance

Le Tribunal de Première Instance est Juge de droit commun, quels que soient la loi applicable et le statut des parties en cause. Il connaît dans toute l'étendue de son ressort et sous réserve de la compétence attribuée aux Justices de Paix, des actions civiles et commerciales. Il est compétent en matière répressive, pour statuer sur les demandes tendant à rendre l'Etat ou une autre collectivité publique responsable du fait de ses agents ou préposés.

13.1.2.5 Tribunaux du travail et de la Sécurité Sociale

Le Tribunal du Travail et de la Sécurité Sociale connaît des différends individuels entre les travailleurs et leurs employeurs à l'occasion du contrat de travail, du contrat d'apprentissage, des conventions collectives, des conditions de travail, d'hygiène et de sécurité, des contestations en matière d'élection de délégués du personnel et régime de protection sociale.

13.1.2.6 Tribunaux de Commerce

Le Tribunal de Commerce est une juridiction compétente pour juger, en première instance, les affaires relatives aux actes de commerce (achats de marchandises pour revendre, lettre de change, opérations de banque, engagements nés à l'occasion du commerce), aux litiges

concernant les sociétés commerciales et surtout aux incidents relatifs à la cessation des paiements (redressement et liquidation judiciaires des entreprises).

13.1.2.7 Justices de Paix

Une Justice de Paix est établie dans chaque arrondissement de la ville de N'Djamena et dans chaque sous-préfecture où n'a pas été créé un Tribunal de Première Instance

En matière correctionnelle, les Justices de Paix connaissent notamment des délits ci-après énumérés : atteinte à l'autorité de l'Etat : (- rébellion simple,- outrage,- recel des malfaiteurs ; atteintes et entraves aux libertés publiques, à la paix, à la tranquillité publique : atteintes aux personnes (- violences,- menaces) et atteintes aux biens (vandalisme, destruction, dégradation ou détérioration).

13.1.3 Conseil constitutionnel

Créé par la loi organique N° 19 du 02 Novembre 1998, le conseil constitutionnel a pour compétence :

Le contrôle de constitutionnalité des lois, des traités et des règlements intérieurs des assemblées. Ce contrôle s'exerce par voie d'action donc à priori de façon abstraite mais il est également prévu une procédure d'exception d'inconstitutionnalité que tout soutien peut soulever devant n'importe quelle juridiction ; le cas échéant cette dernière doit sursoir à statuer et saisir le Conseil qui se prononce sous 45 jours.

Le conseil veille aussi à la régularité des conflits et connaît des contentieux des élections présidentielles, législatives, sénatoriales ainsi que les opérations référendaires dont il proclame les résultats. Il est également le régulateur du fonctionnement des Institutions et de l'activité des pouvoirs publics ; il règle les conflits d'attribution entre les institutions de l'Etat.

Saisine du conseil

Le prétoire du conseil n'est ouvert aux citoyens, aux partis et aux groupements de partis ayant fait acte de candidature ou présenté des candidats qu'en cas de contestation de candidature et des résultats des élections. En matière de contrôle de constitutionnalité, le Conseil ne peut être saisi que par le Président de la République, ceux du Sénat ou de l'Assemblée nationale, par le premier Ministre ou le dixième des membres de l'Assemblée ou du Sénat.

Le Conseil donne avis et rend des décisions. Ces décisions ne sont susceptibles d'aucun recours.

Faiblesses de la justice tchadienne

Globalement, de la Cour Suprême aux Justices de la Paix, en passant par le Conseil Constitutionnel, ces différentes juridictions n'exercent pas en réalité pleinement leur

mission de dire le droit qui aurait permis de trancher plusieurs litiges donc de résoudre les conflits. Elles sont considérées comme étant instrumentalisées par l'exécutif dont elles dépendent. Il résulte de la perception de plusieurs personnes interrogées un manque de confiance totale aux cours et tribunaux du fait de leur déni de justice, corruption, partialité, lenteur administrative, manque de moyens matériels, financiers et humains etc.... Ces différentes carences conduisent les particuliers à recourir à la vengeance privée, aux représailles et à se rendre justice eux-mêmes.

Ainsi, Il ressort du rapport de l'Organisation Internationale des Droits de l'Homme (2012) que la justice tchadienne est inefficace, sous-financée, débordée et susceptible de subir l'ingérence de l'exécutif. L'intimidation et la violence à l'endroit des magistrats sont aussi indexés car certains ont reçu parfois des menaces de mort ou bien des mesures de représailles sous forme de rétrogradés ou de révocation de leurs fonctions pour avoir résisté à la pression des hauts responsables.

En outre, selon les observations et recommandations formulées par Comité de droits de l'Homme de l'ONU le 11 Aout 2009, les limites et les carences ci-après ont été épinglées: disfonctionnement du système judiciaire qui pousse à la justice privée, vengeance et répressions ; mauvaises conditions carcérales et arrestations arbitraires ; longues procédures décourageant les procédures judiciaires ; justice inéquitable ; absence d'avocats dans certains coins du pays ; emprisonnement fréquents pour défaut de paiement ; reformes judiciaires en léthargie ; impunité des cas de torture

13.1.4 Médiature de la République

Créée en 1993 suite aux recommandations de la Conférence nationale Souveraine (CNS), la Médiature de la république n'a été formelle qu'en 2009 après l'adoption d'une loi N°31/PR/2009 du 11 Décembre 2009 portant sa création. Le décret d'application portant organisation et fonctionnement des services de la Médiature de la République, lui n'a été signé que le 29 juin 2012. C'est donc à partir de cette date, la Médiature a commencé à fonctionner.

La Médiature de la république est en principe un organisme indépendant et intercesseur entre l'administration publique, les collectivités territoriales et les citoyens. Un citoyen lésé par un arrêté ministériel, une décision publique peut saisir la Médiature une fois qu'il a épuisé toutes les voies officielles de règlement. Le médiateur national a pour interlocuteurs directs le Président de la république et le Premier Ministre.

Selon le Secrétaire général de la Médiature interrogée, faute d'avoir fait sa mission première qui est la médiation entre l'administration et les usagers, la Médiature s'est contenté d'examiner d'autres formes de Médiature, notamment la médiation entre les différentes rébellions et le gouvernement tchadien.

Forces de la Médiature de la République

Selon le SG interrogé, suite notamment aux facilitations de la Médiature, de nombreuses rébellions ont déposé les armes et regagné la république.

Une autre mission que la Médiature s'est assignée est le suivi du respect des accords de réconciliation signés entre le gouvernement et les groupes armés. Dans ce cas, elle veille entre autres aux clauses de réintégration des ex forces rebelles dans l'armée, d'autres dans la fonction publique ou à l'école, parfois l'insertion sociale des démobilisés.

La méthode de résolution de conflit de la Médiature de la République est exclusivement la voie du dialogue. Elle fait assoir les protagonistes pour qu'ils dialoguent et trouvent un terrain d'entente. Ainsi, la Médiature de la république a offert ses services de médiation dans plusieurs conflits opposant les éleveurs et les agriculteurs, dans les conflits pour l'accès aux points d'eau dans les régions de Batha et salamat, dans la réconciliation de tous les groupes armés avec les autorités républicaines. La Médiature attire aussi directement l'attention du président de la République ou du Premier ministre sur les germes de conflit ou les précautions à prendre pour éviter tel ou tel autre conflit

Faiblesses de la Médiature de la République

Comme toute institution, les faiblesses ne manquent pas :

- La Médiature a été formalisée avec beaucoup de retard par rapport à son annonce à la conférence. En effet, de 1993 à 2013, la Médiature fonctionne de manière presque informelle avec un médiateur de la république nommé par le président de la République assistés des conseillers chargés de mission.
- La dépendance de la Médiature vis-à-vis de l'Exécutif
- La méconnaissance de la Médiature par les usagers
- L'Insuffisance des moyens humains et matériels limitant ses actions.
- La médiation entre les rebellions et le gouvernement, en dépit de sa pertinence semble aller au-delà d'une mission traditionnelle d'une Médiature à moins qu'il y ait une disposition légale qui déroge à ce principe.

13.1.5 Administration publique

L'administration publique est le symbole de l'État qui doit être apolitique, neutre et accessible et son bon ou mauvais fonctionnement peut atténuer ou exacerber les conflits.

La loi 17/2001 portant sur le statut général de la fonction publique stipule en son article 5 que l'accès aux emplois publics est ouvert à égalité des droits, sans distinction de genre, de religion, d'origine, de race, d'opinion publique, de position tchadienne à tout tchadien, remplissant les conditions prévues au titre IV de la présente loi, sous réserve des conditions d'aptitude physique et mentales de sujétions propres à certains emplois déterminés par les statuts particuliers.

L'Article 24 précise en outre que le fonctionnaire est tenu notamment : d'user de courtoisie et de politesse dans ses rapports avec les usagers, les collègues, les supérieurs et les subordonnés

Forces de l'Administration publique

La réforme administrative visant à mieux servir les usagers prévoit plusieurs mesures : (i) la réforme du statut général de la Fonction Publique, (ii) la création d'une base de données sur le personnel de la fonction publique et (iii) des audits et plans de réorganisation des ministères clés.

Le gouvernement s'engage à accorder une haute priorité à la mise en œuvre des plans de réforme des ministères dont les rapports d'audits institutionnels sont disponibles.

Faiblesses de l'Administration publique

La fonction publique tchadienne connaît beaucoup de limites notamment :

- La politisation géopolitique de l'administration et le manque de neutralité
- L'inefficacité
- Le manque de transparence et de réduction des comptes
- Discrimination dans l'accès aux fonctions publiques.

13.1.6 Commission nationale justice et paix

La commission nationale Justice et Paix est une structure de l'église catholique créée en 2002 et ayant pour mission de transformer les conflits en opportunités et protéger la dignité des personnes humaines. Cette structure rassemble tous les tchadiens, quels que soient leur religion, leur région, ethnie, genre, etc. De cette commission est né le dialogue interreligieux qui se limite néanmoins aux rapprochements chrétiens-musulmans.

Le dialogue interreligieux exerce néanmoins indépendamment ses activités.

Ses forces :

La Commission Nationale Justice et Paix tire toutes ses forces dans son statut apolitique et non religieux et par la sagesse de ses dirigeants. Elle est intervenue dans plusieurs conflits avec des résultats convaincants. Elle a eu dans le passé à créer des comités d'entente entre les éleveurs et les agriculteurs dans plusieurs régions du Tchad. C'est une entité composée de quelques éleveurs et agriculteurs qui ont pour mission de prévenir et régler les conflits entre ces deux composantes.

La Commission Nationale justice et paix a créé aussi le groupe citoyen qui transcende tous les clivages religieux, ethniques, régionaux. Elle a organisé en 2011 une étude sur les typologies de conflit dans 6 régions du Tchad (5 au Nord et 1 au Sud). Les résultats de cette étude sont en cours de finalisation. Elle initié en 2010 une étude sur les conflits anciens dans la région de Tandjilé.

Elle a organisé en 2011 un dialogue citoyen où les 22 régions du Tchad sont représentées à travers les chefs traditionnels, les jeunes, les chefs de race, les autorités, les chefs religieux etc.... A l'issue de ce dialogue citoyen, 6 comités locaux de dialogue et de réconciliation ont été créés. Ce comité a eu par exemple en 2011 à réconcilier le Maire de Koumra au Sud du Tchad avec ses populations suite à un conflit de gestion.

Faiblesses de la Commission Nationale Justice et Paix:

La structure ne bénéficie pas des soutiens financiers et techniques des partenaires engagés dans le processus de la consolidation de la paix au Tchad. Ses maigres ressources proviennent exclusivement de l'Eglise catholique.

13.2 Autres acteurs au niveau local

13.2.1 Entités décentralisées

La politique de déconcentration a regroupé les services publics locaux et régionaux en 18 régions, 57 départements et 252 sous-préfectures. Le but est de rapprocher les services publics de la population et de préparer la décentralisation. Désormais le plus important est : (i) de donner aux nouvelles entités les ressources humaines et les moyens matériels et financiers dont elles ont besoin pour exercer pleinement leurs fonctions et (ii) de mettre à leur tête des responsables ayant l'expérience de la gestion des hommes et de la chose publique.

En ce qui concerne la décentralisation, la prochaine étape est de mettre en œuvre les textes législatifs et réglementaires et le schéma directeur déjà adoptés, d'organiser les élections locales plusieurs fois reportées et de donner aux collectivités locales les moyens et appuis nécessaires à l'exercice de leurs fonctions.

Force des entités décentralisées

Pour la première fois, les élections communales ont été organisées au Tchad en 2012, marquant le début du processus de décentralisation tant attendu par les populations

Faiblesses des entités décentralisées

Les constats faits dans le rapport de la Commission d'enquête parlementaire sur la gestion de l'Administration du territoire publié en mai 2007 sont les suivants :

- Les limites des unités administratives nouvellement créées ne sont pas maîtrisées, ce qui constitue un handicap quant à la compétence territoriale de la Justice ;
- La nomination des agents de commandement n'obéit pas aux dispositions réglementaires fixées par le Décret n°32/PR/CSM/INT/SEC du 27/01/1976 et le Décret n°901/PR/MFTE/2006 fixant le Statut particulier des corps de fonctionnaires du secteur de l'Administration. C'est ainsi qu'il est constaté que sur les 426 agents de

commandement en fonction, seul 12% sont des professionnels ; les non professionnels représentent 36%, les militaires 26%, les personnalités politiques 3%, et les 23% sont constitués de personnes sans référence professionnelle.

- La décentralisation effective c'est-à-dire le transfert des compétences du niveau central vers les entités locales tarde à venir. Les mesures de réforme requises ne sont pas encore adoptées. La plupart des régions sont encore administrées par des fonctionnaires au niveau central

13.2.2 Chefs Traditionnels

L'Association des Chefs Traditionnels du Tchad (ACTT) compte plus de 700 chefs traditionnels. Ces derniers sont soit des sultans, soit des chefs de canton. Les chefs traditionnels ont pour mission de gérer selon les US et coutumes les vécus quotidiens de leurs populations et de tous les conflits afférents. Cette approche est très efficace car les chefs traditionnels sont plus connus par les sujets.

Les chefs traditionnels traitent plusieurs types de conflits : conflits agriculteurs et éleveurs ; conflit liés à la gestion des ressources : accès à l'eau ; à la nourriture, conflits fonciers ; conflits liés à la revendication de la chefferie entretenus par les politiques qui poussent les uns contre les autres ; conflits matrimoniaux (héritage, succession, divorce, garde des enfants, pensions alimentaires). Il y a d'autres types de conflits qui tendent à disparaître (avortements, sorcelleries, conflits scolaires)

La justice traditionnelle et les systèmes coutumiers s'appliquent dans les communautés locales où ils sont reconnus, à condition qu'ils ne soient pas en conflit avec la loi. Les règles coutumières et traditionnelles favorisant l'inégalité entre les citoyens sont interdites et celles régissant les régimes matrimoniaux et les successions requièrent le consentement des parties concernées (Articles 161-163 de la Constitution)

Certains chefs traditionnels comme les sultans, les gongs, les mbangs, les chefs de canton, sont des personnalités influentes qui interviennent, souvent dans la résolution des conflits. On pourrait également recourir à leurs services en cas de conflits pour bénéficier de leur expérience et de leur sagesse. Au Tchad, dans les villages, les quartiers et les arrondissements, il existe plusieurs méthodes traditionnelles de règlement des conflits. Cette méthode est fondée sur la sagesse des anciens qui essaient de concilier les parties conflictuelles par le dialogue et la recherche de consensus. Souvent, si c'est un cas d'accusation, les deux parties peuvent être amenées à jurer sur les ancêtres ou sur la bible ou sur le coran, l'un pour dire qu'il n'est pas coupable et l'autre pour dire que le premier est bel et bien coupable. Généralement, si l'accusé est bien coupable et qu'il jure, il finit par être frappé par un malheur souvent fatal au cours de l'année. S'il n'est pas coupable et qu'il jure, c'est l'accusateur qui recevra la foudre du destin. Ce serment oblige souvent les parties prenantes à trouver de consensus sans passer par cette étape de serment aux conséquences incontrôlables et fâcheuses. C'est donc une approche de dissuasion souvent utilisée par les

autorités locales. Beaucoup disent aussi que les effets du serment sont réels. C'est lorsqu'on ne trouve pas de solution au conflit à ce niveau élémentaire qu'on peut renvoyer le dossier aux instances supérieures (gendarmerie, puis à la cour de justice) demandant plus de temps et de moyens à cause de la prise en charge d'un avocat.

Force des chefs traditionnels¹⁵²

La première force de la chefferie traditionnelle est leur proximité avec les citoyens qu'ils sont censés diriger. Ils connaissent mieux leurs sujets avec qui ils partagent les vécus quotidiens. Ce qui n'est pas le cas de l'administration centrale.

Avec les autorités du Tchad, il a un accord pour élaborer des textes qui doivent redéfinir clairement le nouveau rôle de la chefferie traditionnelle dans un monde en profonde mutation. Les textes actuels confinent les chefs traditionnels dans un rôle d'auxiliaires de l'administration. Les chefs ambitionnent participer activement aux querelles transfrontalières qui opposent très souvent les populations au sujet de terres cultivables et de pâturages. Ils justifient leur rôle dans ces conflits par le fait que les politiques n'ont jamais réussi à maîtriser ces crises souvent très meurtrières; au contraire, ils les exacerbent parce qu'ils ne comprennent pas les croyances et les comportements des populations. Les chefs traditionnels du Tchad ont décidé de créer une commission composée des principaux chefs traditionnels et des autorités locales. Dans une prochaine étape, ils vont sensibiliser leurs communautés sur l'importance de la coexistence pacifique. Les chefs traditionnels aussi ont signé un protocole d'accord de partenariat avec le bureau de l'Unicef de N'Ndjamena. Cela leur permettra de mener sur tout le territoire tchadien des campagnes de sensibilisation sur la vaccination, la scolarisation des filles, la malaria, les mariages et les grossesses précoces. Cette nouvelle attitude tranche nettement avec les réactions négatives des autorités traditionnelles des cinq dernières années face aux mots d'ordre de santé (prévention contre le VIH-sida et les infections sexuellement transmissibles) et aux mutations politiques issues des vagues de démocratisation (ils craignaient d'être dépossédés de leurs prérogatives traditionnelles).

Le revirement actuel de la chefferie traditionnelle se comprend dans la mesure où la plupart des chefs qui dirigent de nos jours les cantons, les sultanats et les ferricks (campements nomades), sont des intellectuels, enseignants d'universités ou économistes chevronnés. Ali Mahamoudi Malik, par exemple, chef de canton d'Abu-Charib dans la sous-préfecture d'Amzoer (nord du Tchad), est géographe, enseignant et chercheur à l'université de N'Ndjamena.

Faiblesses des chefs traditionnels

Les points faibles de la chefferie traditionnelle peuvent se résumer ainsi :

¹⁵²Au cours du mois d'octobre 2002, l'Association des chefs traditionnels du Niger (ACTN) a rendu visite à l'Association des chefs traditionnels du Tchad (ACTT) à N'Djaména. Les délégués ont rencontré les autorités politiques et les responsables de l'Unicef (Fonds des Nations unies pour l'enfance).

- Politisation de la fonction de la chefferie traditionnelle
- Interférences politiques dans la nomination des chefs traditionnels au détriment des US et coutumes
- Cupidité financière et matérielle de certains chefs traditionnels et leur instrumentalisation

13.2.3 Chefs de Races

Créée par la colonisation au début du siècle dernier pour encadrer les anciennes troupes de rabat, la chefferie de race est devenue une importante institution depuis qu'elle est intégrée dans la chefferie traditionnelle.

Malgré des hauts et des bas, la chefferie de race a survécu, grâce à certaines consciences collectives qui ont contribué à son éclosion : la conscience historique d'appartenir à une même communauté; la conscience de la communauté de valoriser sa tradition, la conscience de se faire une promotion socio-politique et économique; la conscience de sauvegarder l'harmonie et la stabilité sociale de la communauté et la conscience de garder les liens étroits avec les régions d'origine. Les chefs de race sont choisis selon un certain nombre de critères qui sont : la maturité, le sens de l'honneur et de la dignité, le sens de la vérité et de la justice.

Forces des Chefs de Races

- Le chef de race investi s'occupe de la résolution de tous les conflits qui opposent les membres de sa communauté entre eux ou aux autres citoyens.
- L'institution collabore sans difficulté avec les autres institutions judiciaires auxquelles elle facilite l'exécution des décisions

Faiblesses des Chefs de Races

Les faiblesses sont entre autres :

- Interférences des politiciens dans la nomination des chefs de race
- Faible investissement dans la prévention des conflits
- Préférences aux commissions rendues après règlement des conflits

13.2.4 Le Comité de Suivi de l'Appel à la Paix et à la Réconciliation (CSAPR)

Le 16 novembre 2002, à l'instigation du Collectif des Associations de Défense des Droits de l'Homme (CADH), plus de 150 acteurs de la vie publique se sont mobilisés pour débattre des causes de la résurgence des conflits au Tchad. Face au refus du Mouvement Patriotique du Salut (MPS) de prendre part à cette initiative, les participants ont décidé d'établir un processus de négociation collective, afin de poser les bases politiques à la construction d'une paix véritable. Un appel à la paix et à la réconciliation a été lancé auprès des leaders de la société civile et des acteurs politiques.

Tout en poursuivant chacune leurs activités propres, ces organisations ont fait le choix audacieux de constituer un réseau pour trouver des solutions durables à l'instauration de la paix. Depuis lors, l'Initiative Paix et Réconciliation est portée par le Comité de Suivi de l'Appel à la Paix et à la Réconciliation (CSAPR).

Le Comité de Suivi de l'Appel à la Paix et à la Réconciliation a été créé dans le but de sensibiliser et de mobiliser ces acteurs à ce processus de négociation collective. Le comité défend l'instauration d'une paix durable au Tchad ; mais aussi les valeurs de justice, de développement, d'éducation citoyenne et de respect des droits de l'Homme. Il se positionne comme médiateur et comme une force de proposition citoyenne. En ce sens, le comité ne poursuit aucune ambition politique et n'a aucune affinité partisane. Il promeut l'instauration de la paix et l'affermissement d'un état de droit qui tienne compte des aspirations de la population au développement et à la sortie de la pauvreté.

Forces du Comité de Suivi de l'Appel à la Paix et à la Réconciliation (CSAPR).

Le CSAPR organise de nombreux évènements rassemblant les acteurs de la vie publique nationale et internationale, afin d'ouvrir le dialogue et d'avancer des pistes de solutions sur les problématiques politico-sécuritaires tchadiennes (forums, conférences, tables-rondes). Il produit des analyses sociopolitiques régulières et des rapports de plaidoyer.

Aujourd'hui, le CSAPR s'impose comme un acteur important dans le paysage de la société civile. Depuis 2002, il a progressivement construit sa légitimité et sa crédibilité. Il contribue à améliorer le débat sur la problématique de la paix au Tchad et à mobiliser l'opinion nationale et internationale. Le CSAPR est régulièrement amené à rencontrer les autorités publiques, les chancelleries, les organisations internationales. Il en va de même à l'étranger où il est reçu par les autorités de différents pays comme la France, l'Allemagne, la Suisse ou encore par l'Union européenne. De par sa composition, et son implantation territoriale, le CSAPR constitue aujourd'hui un espace unique de brassage, d'échanges, et de débat d'idées. Le CSAPR constitue un espace où la démocratie se matérialise.

Le Comité propose un processus de consolidation de la paix qui poursuit deux objectifs principaux :

- Promouvoir les conditions politiques nécessaires à l'enracinement réel de la paix au travers d'activités de sensibilisation et de mobilisation (caravane de pour la consolidation de la paix)
- Faciliter le dialogue national entre tous les acteurs de la vie publique et politique.

Sur les actifs du CSAPR, on peut citer une caravane pour la consolidation de la paix

Du 24 au 30 novembre 2012, une Caravane pour la consolidation de la paix au Tchad, organisée par le CSAPR avec le soutien du Département Fédéral des Affaires Etrangères

suisses (DFAE), a sillonné le pays. Elle avait un triple objectif : délivrer un message de paix ; partager les leçons capitalisées lors du forum entre acteurs politiques et société civile organisé en février 2012 à N’Ndjamena ; ouvrir le dialogue aux acteurs locaux de consolidation de la paix.

Faiblesses du Comité de Suivi de l’Appel à la Paix et à la Réconciliation (CSAPR).

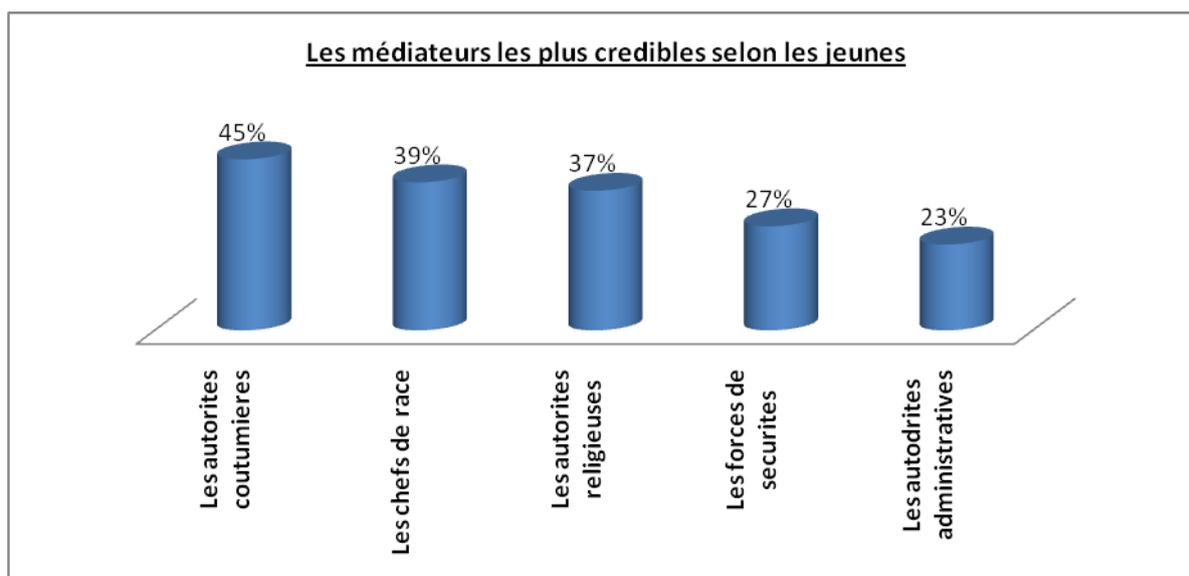
- Insuffisance des moyens humains, matériels et financiers
- Délicatesse et sensibilités de leurs activités
- Querelles internes
- Chevauchement avec les autres mécanismes catholiques

Chapitre 14 : Analyse des mécanismes de résolution de conflits issus des perceptions des personnes interrogées

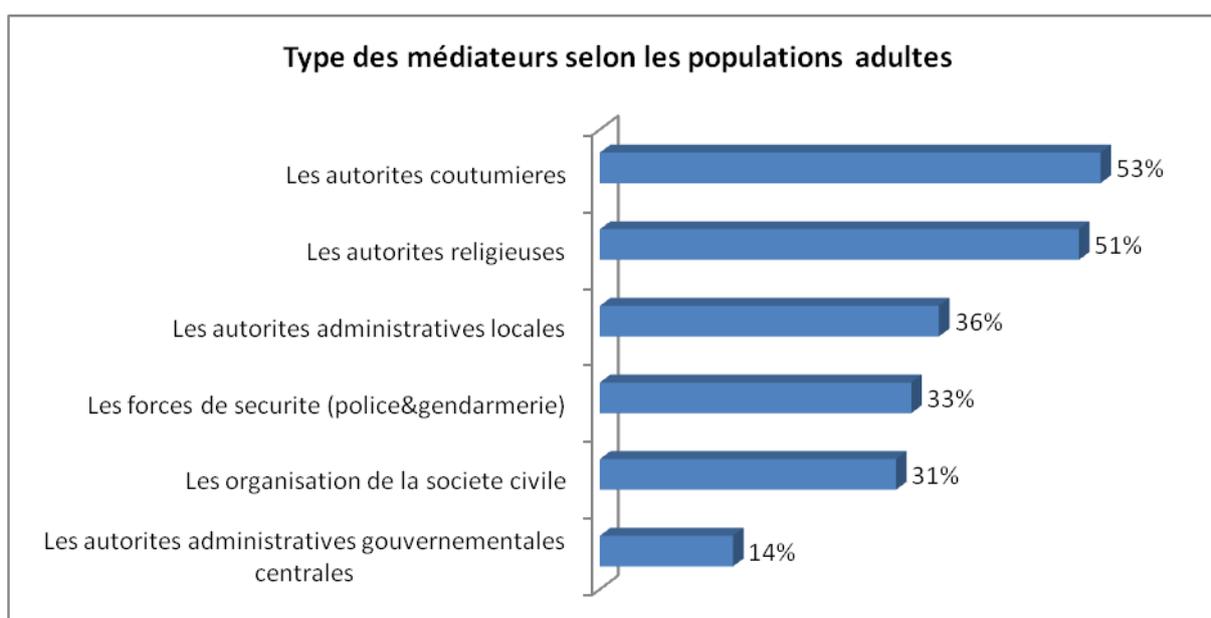
Les opinions des jeunes sur les méthodes de résolutions de conflit et la place de l’éducation dans la consolidation de la paix ont été recueillies lors des opérations de collecte de terrain.

14.1 Mécanismes de résolution des conflits

L’enquête sur le terrain porte aussi sur la médiation et la résolution des conflits. A la question de savoir en qui les jeunes ont plus confiance pour la résolution de leurs conflits, 45% font confiance aux autorités coutumières, 39% aux chefs de race, 37% aux autorités religieuses. 27% des jeunes seulement font confiance aux forces de sécurités et les autorités administratives ne bénéficient que de 23% des cas favorables.



Pour les adultes interrogés, les autorités coutumières et religieuses sont les plus sollicitées dans la résolution des conflits comme indiqués ci-dessous :



Selon les jeunes interrogés, les mécanismes de résolution des conflits les plus utilisés par ordre d'importance sont le dialogue consensus (87%), les mécanismes traditionnels (40%) ; l'Etat et la justice (18%) et la force (10%). Il faut noter que c'est au BET que le recours à la force est le plus récurrent (47%) suivi de Sila (12,5%) et de Wadi Fira (9,6%). C'est dire que la méthode de force dans la résolution des conflits est plus utilisée dans la partie septentrionale que dans la partie méridionale du Tchad.

14.2 L'Éducation pour la consolidation de la paix

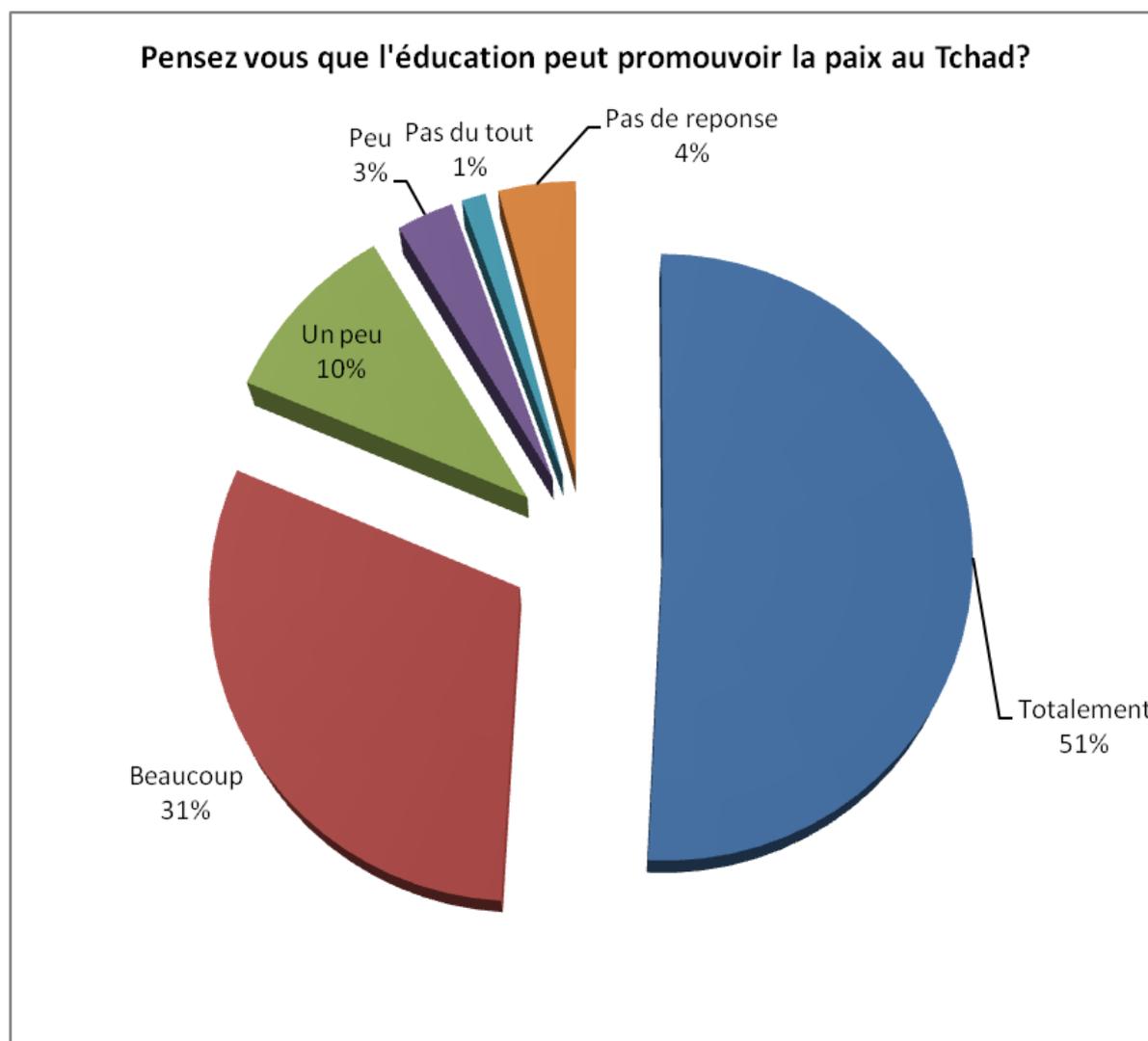
L'éducation joue un rôle clé dans la dynamique de résolution des conflits et la consolidation de la paix. Aussi, est-il demandé aux jeunes enquêtés ce qu'ils pensent du rôle de l'éducation dans la consolidation de la paix dans leurs régions respectives.

8 jeunes sur 10 interrogés sont favorables à l'introduction des programmes spéciaux de paix et lutte contre la violence dans les programmes scolaires de leur communauté. Cependant, dans les régions de N'Djamena et de Wadi Fira, une proportion non négligeable des jeunes est opposée à telle innovation. Ils sont 13% à N'Djamena à y être peu favorables et 8% à Wadi Fira à avoir la même opinion défavorable.

Opinions des jeunes par rapport à l'introduction des programmes spéciaux de paix et lutte contre ...								
	N'Djamena	BET	Guera	Sila	Wadi Fira	Mandou I	Logone oriental	TCHAD
Totalement	33,2	88,5	73,3	27,3	20,5	37,3	69,7	48,7
Beaucoup	23,8	11,5	16,4	65,9	53,2	45,3	13,4	30,1
Un peu	13,4		4,8	5,7	16,0	13,4	8,0	9,9
Peu	2,5		,6		7,7	1,0	2,9	2,4
Pas du tout	13,0		4,8		1,3	2,0	3,4	4,8
Pas de réponse	14,1			1,1	1,3	1,0	2,5	4,1
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

A la question de savoir si l'éducation peut contribuer à la résolution des conflits, plus de 8 jeunes sur 10 (82%) sont convaincus que l'éducation peut éradiquer la violence et promouvoir la paix dans la communauté. Il y a quand même 1% des jeunes qui n'y croient pas de tout et 3% d'entre eux qui y croient peu.

Par rapport à l'opinion des jeunes sur le système éducatif tchadien, 50% des jeunes interrogés le jugent satisfaisant, 27% le trouvent moyen et 23% le jugent insatisfaisants.



TITRE V. RESULTAT DU DIAGNOSTIC SECTORIEL SUR LA VULNERABILITE DU SYSTEME EDUCATIF AUX CONFLITS ET AUX CATASTROPHES NATURELLES

À l'image d'autres pays d'Afrique Sub-saharienne, le Tchad est confronté aux risques d'inondations, de la sécheresse, d'érosion des sols, de famine, des vents violents et de conflits armés, qui accentuent les problèmes d'accès équitable à une éducation de qualité pour tous. Conscient de ces défis, le Ministère de l'Enseignement primaire et de l'éducation Civique s'est engagé à inclure des stratégies de réduction des risques des conflits et des catastrophes naturelles dans ses plans sectoriels élaborés avec l'appui de ses partenaires.

À cet effet, l'analyse de vulnérabilité du système éducatif effectuée avec le support technique de l'IIEP et le financement de l'UNICEF en 2011 est une source d'information privilégiée sur les impacts des risques liés à l'accès, l'équité, la qualité et le fonctionnement du système éducatif à l'échelle nationale¹⁵³.

Chapitre 1 : Profil du système éducatif au Tchad

Au cours des dix dernières années, les efforts déployés par le Gouvernement du Tchad au développement du système d'éducation ont produit des résultats notables, en particulier au niveau de l'éducation de base. À l'échelle nationale, RESEN 2007 relevait une nette augmentation de la fréquentation scolaire à tous les niveaux d'éducation au cours de la période allant de 1998 à 2004. La progression se chiffrait à 7,9% annuellement, portant le taux de fréquentation global de 70% en 1998 à 88% en 2004^[108].

Ainsi, les statistiques du Tchad de Global Status - Education for all (EFA) publiés par l'UNESCO [\[109\]](#) met l'accent sur le progrès quantitatif accompli à l'échelle nationale à tous les niveaux d'éducation, tel qu'illustré par les progrès significatifs du taux brut de fréquentation scolaire en moins de dix ans : celui-ci est passé de 66% à 92% au niveau de l'éducation primaire, et de 12% à 30% à celui de l'éducation secondaire. Toutefois, ces résultats cachent les importantes disparités qui minent le système d'éducation. En effet, le Tchad se distingue parmi les pays où l'inégalité des sexes au niveau scolaire est le plus prononcé : seulement 71 filles terminent l'école primaire pour 100 garçons, un déficit de 29% par rapport à la moyenne.

De plus, les Rapports d'États des Systèmes Éducatifs Nationaux (RESEN) 2007 estimait que le système d'éducation tchadien éprouve d'importantes difficultés à retenir son personnel éducatif jusqu'à la fin du cycle primaire, et les taux d'abandon scolaire restent très élevés alors que la qualité de l'enseignement demeure déficiente.

¹⁵³IIEP de l'UNESCO, Mieux planifier face aux crises, lettre d'information de l'IIEP, vol.xxx.#1, janvier-juin 2012, page 9.

Selon la Stratégie nationale de réduction de la pauvreté 2eme génération (SNRP2),¹⁵⁴ des taux de scolarisation longtemps très faibles expliquent le pourcentage élevé des analphabètes. Sept personnes sur dix vivent dans des ménages dont le chef n'a pas été scolarisé et seulement 1% dans des ménages dont le chef a été à l'université. Certes, la scolarisation a beaucoup progressé depuis vingt ans, mais la plupart des chefs de ménages (leur âge moyen est 42 ans) appartiennent à une génération qui a été en grande partie privée de cette opportunité.

L'accès à l'éducation peut aussi être mesuré en termes de proximité d'un établissement scolaire. Les données de l'ECOSIT 2 montrent que 55% des élèves mettent moins de 15 minutes pour atteindre leur école. En moyenne, les enfants du primaire mettent près d'une heure (52,5 minutes) pour atteindre leur école. Ce temps est nettement plus long dans la zone rurale septentrionale (88,5 minutes) que dans le sud et dans les villes. Dans l'ensemble les tchadiens qui ont été à l'école évaluent favorablement l'offre éducative : près de six sur dix (58,5%) se déclarent satisfaits.

Chapitre 2 : La situation de résilience du système éducatif face aux crises

L'analyse de la vulnérabilité du système éducatif tchadien démontre qu'en cas de catastrophe naturelle, l'instinct de survie prend le pas sur toute autre initiative, se traduisant souvent par le retrait des filles de l'école.

Dans l'éventualité des conflits, l'enrôlement forcé des jeunes garçons perturbe leurs scolarités et les empêche de terminer leurs études.

Ces phénomènes aggravent les inégalités préexistantes au sein du système éducatif au détriment de groupes déjà défavorisés (femmes, enfants nomades, PDIs,..). Ainsi, les résultats du diagnostic indiquent que les inégalités qui affaiblissent l'accès équitable du système d'éducation sont le reflet d'une polarisation profonde de la société en général.

L'analyse a constaté l'absence des programmes qui portent sur les initiatives de prévention ou de préparation aux crises possibles pendant que les différents risques qui menacent le pays ne sont pas cartographiés ni atténués.

Ces lacunes amoindrissent la qualité et la pertinence du système éducatif, notamment sa résilience face aux diverses crises. Ainsi le diagnostic, qui a identifié les risques auxquels est confronté le système éducatif tchadien, permettra de développer des stratégies de cartographie, d'intégration et de compréhension des conflits et des catastrophes naturelles adaptés spécialement au contexte national^[107].

2.1 L'éducation en situation d'urgence

¹⁵⁴ 1Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté 2eme génération (SNRP2), page 2

Le Tchad est un pays post-conflit, fragile et exposé à des situations d'urgence liées à la sécurité et aux catastrophes naturelles (sécheresses, vents violents, érosion éolienne, inondations). Ces risques sont pour la plupart partagés par ses pays voisins du Sahel, en particulier en ce qui concerne la sécheresse, source majeure de l'insécurité alimentaire qui sévit le long de la ceinture sahélienne.

Plusieurs des régions du Tchad sont touchées par des conflits interethniques impliquant des groupes armés dans un contexte de catastrophes naturelles et épidémiques. A ces phénomènes, s'ajoutent les facteurs de crise résultant du dysfonctionnement du système éducatif. Alors que tous ces facteurs fragilisent le système éducatif, il n'existe pas un plan de contingence au niveau du Ministère de l'éducation en termes de résilience institutionnelle et individuelle face aux urgences et aux crises en vue de préserver l'accès, l'équité, la qualité et le fonctionnement du système éducatif en période de crises.

2.1.1 Facteurs de conflit qui affectent le système éducatif

Il résulte des conclusions du rapport « diagnostic sur le secteur de l'éducation au Tchad » de mars 2012 commandité par les ministères en charge de l'éducation que les facteurs de conflit affectent directement l'accès, l'équité, la qualité et le fonctionnement du système éducatif¹⁵⁵

2.1.1.1 Facteurs des risques et des conflits qui affectent l'accès à l'éducation

Les crises liées à l'insécurité, aux catastrophes naturelles et aux pratiques administratives et politiques inappropriées ont des effets négatifs sur l'accès à l'éducation.

Aussi, il résulte des travaux de l'atelier de restitution des plans régionaux de l'éducation plusieurs facteurs de dysfonctionnement et des contraintes du système éducatif au Tchad. Au niveau de l'accès, les planificateurs ont relevé que les conflits et les catastrophes naturelles empêchent les enfants d'aller à l'école à cause de l'insécurité et les phénomènes naturels (inondations, sécheresses et vents violents).

Ils ont constaté aussi que les zones urbaines sont mieux nanties que les zones rurales en matières à cause d'absence d'infrastructures dans les milieux ruraux. Le TBS des garçons est plus élevé par rapport au TBS des filles à cause notamment des pesanteurs socioculturelles.

Quant à la gestion, elle est estimée trop centralisée dans la capitale au détriment des régions. Les disparités des ressources en milieux ruraux et urbains résultent de la gestion centralisée.

2.1.1.2 Les effets néfastes de l'insécurité liés aux conflits et aux crises

Au cours des conflits ou des crises, les écoles peuvent être ciblées, endommagées ou détériorées par les combats, ou par l'occupation des bâtiments scolaires par les déplacés ou les groupes armés. En conséquence, le matériel scolaire, les meubles ou les pupitres

¹⁵⁵ Principaux éléments de diagnostic du secteur de l'éducation au Tchad, pages 16-20 Mars 2012

disparaissent ou sont utilisés comme combustibles par les occupants ou groupes armés. Les écoles peuvent être inaccessibles et les enfants sont empêchés d'aller à l'école.

Par exemple, en 2011, l'afflux des retournés tchadiens au Nord et au Centre du pays en provenance de Libye après la chute du régime de Kadhafi a causé une crise humanitaire au sein de plusieurs écoles de Kanem, Batha, Bahr-El-Gazal, Tibesti, Ennedi, Borkou, Wadi Fira et Ouaddaï, qui étaient déjà surpeuplées de sorte qu'elles ne pouvaient pas accueillir des nouveaux élèves retournés.

2.1.2 Les effets destructifs des catastrophes naturelles (inondations, sécheresses et tempêtes)

Les phénomènes naturels tels que les vents violents, la sécheresse et les inondations résultent de la pluviométrie abondante ou insuffisante et de la structure topographique du sol. En cas de ravins ou d'ensablement, il y a la déperdition scolaire, l'écroulement des écoles, l'offre éducative est détériorée et les discriminations et les disparités sont exacerbées.

Les ravins et l'ensablement due à l'érosion hydrique et éolienne et due à la texture du sol restreignent l'espace habitable et détruisent les infrastructures.

Suite au mauvais choix ou à la mauvaise sélection des sites de construction des bâtiments ou infrastructures scolaires, ceux-ci sont souvent exposés aux risques d'inondations, sécheresses, tempêtes qui cause la fermeture de l'école ou l'interruption des classes pendant plusieurs jours, voire des mois.

En cas d'inondation, les écoles servent souvent de refuge aux sinistrés, ce qui cause la détérioration du matériel scolaire. Lorsque les bâtiments scolaires sont inondés, l'eau endommage, détériore ou submerge les matériaux didactiques, les archives, les données ou autres fournitures. Déperdition scolaire, offre éducative détériorée, discrimination et exclusion.

Lorsque la sécheresse crée l'insécurité alimentaire aux ménages déjà vulnérables, spécialement dans les régions du Nord et du Centre, de nombreux élèves s'absentent et d'autres écoles sont obligées de fermer du fait de l'absence des cantines scolaires pour nourrir les élèves.

En plus, la malnutrition des élèves contribue à détériorer l'environnement scolaire et à dégrader l'apprentissage. Il en résulte un risque très élevé d'abandon scolaire et un faible niveau de rétention des élèves. Il en résulte, selon la conclusion de l'atelier de restitution des plans régionaux de l'éducation, la déperdition scolaire, les écoles d'accueils pléthoriques; l'offre éducative amenuisée; discrimination, exclusion et accroissement des tensions préexistantes.

Concernant les tempêtes, les dégâts sont régulièrement causés par les vents violents qui frappent les zones sahéniennes et soudaniennes. De direction Nord-Sud (retour du fond

intertropical), ces vents soufflent pendant les rares pluies qui marquent la fin de la saison des pluies en septembre et en octobre. Cette période correspond à la date de la rentrée scolaire. En raison de leur ampleur, ces tempêtes sont à la base de la destruction des récoltes et des infrastructures scolaires, impactant ainsi le système éducatif. Ainsi, puisque les bâtiments scolaires sont à 63% à matériaux non durables, leur degré de vulnérabilité est très élevé, face à ces fléaux. Ces vents ravagent parfois les habitations et les infrastructures scolaires et détruisent les équipements et manuels scolaires et interrompent parfois la scolarité des enfants¹⁵⁶. Ils perturbent les activités scolaires.

Face à ces conditions contraignantes, il devient de plus en plus difficile de mobiliser et déployer les enseignants qualifiés dans les endroits à haut risque ou sinistrés et remplacer ceux qui abandonnent leurs postes à cause des catastrophes ou des conditions de travail. En plus, les bâtiments sinistrés deviennent inaccessibles à la rentrée scolaire.

2.1.3 Pratiques administratives et politiques créant les risques des conflits

Au niveau administratif, certaines pratiques au sein du système éducatif compliquent l'accès à l'éducation, surtout dans les milieux ruraux. A titre d'exemple, le calendrier scolaire de 9 mois est inadapté au contexte économique et aux conditions climatiques de certains endroits du pays, en particulier au Nord du pays où le froid empêche beaucoup d'élèves à aller à l'école avant 10 heures. D'autres élèves participent à la récolte avant décembre et janvier. Ce calendrier scolaire trop rigide entraîne la réduction des nombres d'heures et des mois de classe lorsque les élèves vaquent à d'autres occupations liées au climat. Il en résulte que le calendrier scolaire rigide et inadapté aux réalités locales et climatiques, notamment en milieu rural, entraîne un faible niveau de rétention et beaucoup d'abandon scolaire.

Au niveau politique, il y a aussi la fermeture des 162 lycées dans les sous-préfectures et quelques départements par le gouvernement (OCHA, revue des presses humanitaires au Tchad du 20 au 26 septembre 2013 : un grand chamboulement se prépare pour la rentrée scolaire) aura des conséquences sur l'accès à l'éducation. En effet, les 102 lycées retenus dès cette rentrée devront accueillir les élèves issus des lycées fermés. En plus, cette suppression entraînera le redéploiement de 1150 enseignants, toutes disciplines confondues dans les chefs-lieux des différentes régions. Ces mesures viennent d'être prises au moment où la décentralisation administrative est encore dans un état expérimental pendant que le système éducatif est vulnérable aux catastrophes naturelles et aux conflits. Ces mesures, en l'absence des mesures de transition, de préavis et d'accompagnement, entraînent des effets collatéraux des « *déplacés administratifs et décentralisés* » des élèves et des enseignants qui vont s'ajouter aux « *déplacés sécuritaires et climatiques* » des autres élèves et enseignants déjà vulnérables.

Cette collision de différentes catégories des déplacés vers d'autres endroits aux capacités limitées ne font qu'exacerber la vulnérabilité des déplacés et du système éducatif à travers

¹⁵⁶Analyse de la vulnérabilité du système éducatif tchadien aux catastrophes naturelles et aux conflits, novembre 2011, page 49

la pression démographique accrue sur les écoles d'accueil et les communautés locales ainsi que sur les infrastructures scolaires d'accueil déjà précaires. Cette situation ne ferait que renforcer les tensions intercommunautaires déjà préexistantes.

2.1.4 Diagnostic portant sur l'accès à l'éducation en cas de crises

Plusieurs facteurs ont été identifiés comme ayant un impact sur l'accès à l'éducation :

- Le Ministère de l'éducation n'est pas impliqué dans toutes les phases de construction des bâtiments scolaires par le Ministère des infrastructures. Par mauvais choix, les implantations scolaires dans les zones à haut risque rendent les écoles inaccessibles à la rentrée scolaire.
- Plusieurs demandes de réhabilitation des infrastructures scolaires suite aux catastrophes naturelles sont en souffrance ou partiellement satisfaites. Aussi, le budget de réhabilitation, non seulement il est insuffisant, mais aussi il est géré par le Secrétariat Général du Gouvernement.
- Il y a absence des mécanismes des réponses rapides aux urgences, en dépit de la grande fréquence de catastrophes naturelles qui endommage et détruit les écoles alors que le nombre de bâtiments scolaires fonctionnels et résilients qui peuvent servir aussi d'abris est en baisse à chaque année.
- Il n'existe aucune unité chargée du suivi et évaluation au Ministère de l'éducation. Ceci explique pourquoi l'état des lieux des infrastructures scolaires n'est pas maîtrisée et il n'existe pas de bases des données fiables sur les écoles frappées d'inondations et celles qui sont situées dans les zones à risque.
- Les horaires et calendriers scolaires ne sont pas adaptés aux réalités économiques et climatiques de certaines régions, ce qui explique des taux d'absentéisme et d'abandon élevés.
- Les partenaires qui appuient les programmes d'assistance de cantines scolaires font face aux restrictions budgétaires, notamment le PAM. Le nombre d'écoles récipiendaires du programme a ainsi chuté de moitié alors que la demande pour une telle assistance est cruciale pour la plupart des cantines scolaires.
- Il existe une ligne budgétaire « dépenses communes » dédiées aux urgences en faveur de plusieurs ministères alors qu'il n'y a pas une ligne budgétaire spécifique au ministère de l'éducation pour faire face aux urgences. Le Ministère de l'éducation ne prévoit aucun fond réservé à la réponse en cas de crise dans son budget, comme c'est le cas pour d'autres ministères.

Pendant les conflits et les catastrophes naturelles, les activités scolaires sont suspendues, perturbées ou amenuisées. Les milieux ruraux sont dépourvus en matière d'infrastructures

scolaires alors que les pesanteurs socioculturelles empêchent parfois les filles à aller à l'école.

2.1.5 Facteurs des risques des conflits qui affectent l'égalité de chance à l'éducation

Malgré une augmentation constante de l'indice de TBS de 1990 à 2004 (passant de 0,45 à 0,67), la dimension du genre au Tchad est toujours extrêmement discriminatoire à l'égard des filles quant à la réalisation de l'éducation universelle pour tous au cycle primaire. Les disparités sont encore plus marquées en milieux ruraux où une fille sur deux a accès à l'école primaire (pour 7 garçons sur 10) et où une fille sur dix finit le cycle primaire (pour 3 garçons sur 10) (RESEN 2007).

C'est dans ce contexte de fortes disparités de genre que les crises ou les conflits accentuent les différences de traitement entre les garçons et les filles quant aux chances à l'éducation. Alors que les garçons sont recrutés par des groupes armés, les filles sont exposées aux risques de violence basés sur le genre notamment l'enlèvement, l'exploitation sexuelle ou professionnelle, et de mariage précoce et de grossesse. Ainsi, ces risques de violence sont la cause principale de l'abandon scolaire des filles ou de leurs rétentions à la maison pour des travaux domestiques ou familiaux. Il a aussi des pesanteurs socioculturelles qui affectent la scolarité des filles.

Aussi, le manque de latrines pour les filles déplacées ou sinistrées dans les sites scolaires improvisés en période de crise représente un autre risque à la fréquentation scolaire des filles. L'ensemble de ces risques et menaces combinés portent atteinte à l'égalité de chance car ils réduisent le taux d' enrôlement des filles par rapport aux garçons en situation d'urgence, selon le rapport du diagnostic du système éducatif tchadien et l'opinion des planificateurs de l'éducation l'atelier de restitution des plans régionaux de l'éducation.

2.1.6 Diagnostic et facteurs des risques des conflits qui affectent la qualité de l'éducation

Selon le rapport du diagnostic, lorsqu'une crise ou un conflit éclate, l'accès et la qualité de l'éducation sont durement compromis. Ainsi, plusieurs facteurs nuisent à la qualité de l'éducation, en particulier l'apprentissage: les infrastructures scolaires endommagés, la réticence des enseignants à rejoindre leurs postes dans des sites à haut risque ou leur désertion, les matériaux didactiques et les manuels scolaires n'abordent pas les questions de l'éducation en situation d'urgence; les programmes ou curricula scolaires sont désuets et n'incluent pas les disciplines de préparation et de réduction des risques des catastrophes naturelles.

En cas de conflits armés, d'insécurité ou d'inondation, les dégâts causés aux infrastructures et au matériel scolaire amenuisent la qualité de l'apprentissage. En plus des dommages causés aux infrastructures scolaires, la défection des enseignants qualifiés et la vacance de leurs postes réduisent davantage la qualité de l'éducation.

Aussi, la qualité de l'éducation est menacée lorsque les écoles construites en tiges de mil et paille, sont facilement endommagées ou détruites par les vents de sables au Nord, les

inondations des lacs et rivières ainsi que les tornades au début de la saison des pluies, surtout au Sud. De plus, la défection de professeurs qualifiés et le vide qui en résulte s'ajoutent aux facteurs nuisibles à la qualité de l'éducation.

Par ailleurs, la qualité de l'éducation est aussi mise en cause lorsque :

- Les salles de classes sont surpeuplées par les enfants déplacés ou sinistrés.
- Les classes inondées ou conflictuelles deviennent inutilisables sur une période prolongée.
- En temps de crise, les cours sont suspendus pendant plusieurs jours, voire de semaines, ce qui conduit à la réduction du volume horaire des classes.
- Les cours sont parfois organisés en plein air, sous des arbres ou dans des endroits improvisés.
- Le matériel, les manuels scolaires ou pédagogiques et les fournitures deviennent rares et chers (manuels et archives détruits ou pillés). Par exemple, durant l'attaque des rebelles sur la capitale, N'Djamena en 2008, le Ministère de l'Education a été pillé et a perdu des ordinateurs, des serveurs et des archives papier¹⁵⁷ Le nombre de chaises dans les classes ne sont pas suffisants.
- Les classes sont occupées/réquisitionnées par des soldats ou des membres de groupes armés.
- Les enseignants décèdent (conflit/catastrophe naturelle).
- La présence des cadavres humains et animaux dans ou autour de l'école.
- Le Risque de violence élevé.

2.1.7 Diagnostic de la vulnérabilité de la qualité du système éducatif face aux conflits et aux catastrophes naturelles

- Les membres de comité de gestion et personnel des cantines scolaires ne sont pas suffisamment formés et compétents dans l'exercice de leurs fonctions en situation d'urgence, ce qui conduit aux services déficients des cantines.
- Le remplacement des enseignants déplacés ou déserteurs en cas de crise est problématique, compte tenu de la difficulté de trouver des candidats qualifiés et disponibles dans les meilleurs délais pour répondre aux urgences de crises. Ainsi, les zones à risque éprouvent des pénuries en personnel enseignant.
- Les meilleures rémunérations offertes par les services sociaux des agences humanitaires attirent les enseignants qui désertent leurs postes étatiques dans les zones à haut risque.

¹⁵⁷(UNESCO_IPE, 2010d, page 4) in « (Education Cluster, UNICEF UNESCO, « Intégrer la réduction des risques de conflits et de catastrophes dans la planification du secteur de l'éducation, 2011)

- Le Ministère de l'éducation ne dispose pas de stocks d'équipement et matériel didactique et de matériels scolaires pour répondre aux demandes occasionnées par les situations des urgences et des crises. En effet, les couts d'acquisition des manuels à l'étranger sont trop élevés alors que le processus d'acquisition au niveau national est très complexe et long, compliquant l'approvisionnement en nombres suffisants à la suite de crises.
- Le ministère de l'éducation n'a pas encore entrepris les travaux de la réactualisation de son programme pour développer les disciplines relatives à la situation d'urgence et des crises.

2.1.8 Diagnostic et facteurs de risques de crises et de conflit qui affectent la gestion du système éducatif

L'analyse de la vulnérabilité du système éducatif tchadien a révélé que ce dernier est de plus en plus confronté à des crises et aux catastrophes naturelles qui affaiblissent sa performance ..

Face à cette situation, le Ministère de l'enseignement primaire et de l'éducation civique s'est engagé à intégrer les stratégies de prévention des conflits et de réduction des risques des catastrophes naturelles dans ses plans sectoriels.

Cette intégration pourrait se faire en s'alignant sur les axes principaux fixés par la Stratégie Intérimaire pour l'Éducation et l'Alphabétisation (SIPEA) à savoir l'accès, la qualité de l'éducation et la gestion du système éducatif.

Cette étude de la vulnérabilité du système éducatif face aux crises révèle l'absence d'éléments clés de prévention des conflits, de préparation et de réduction des risques des catastrophes naturelles ainsi que ceux de la résilience pour faire face à la situation d'urgence liée aux conflits, à l'insécurité, aux inondations, à la sécheresse et aux vents, par des carences observées à plusieurs niveaux :

2.1.8.1 Carences au niveau de la sensibilisation et formation

- a. Le diagnostic du système éducatif révèle qu'il n'y a pas de programmes de sensibilisation aux conflits et aux catastrophes naturelles au sein du secteur de l'éducation tchadien (ministères, DREN, APE)
- b. Les enseignants n'ont pas bénéficié de formation sur l'éducation en situation d'urgence.

2.1.8.2 Carences au niveau de la planification sectorielle

- a. Le diagnostic du système éducatif indique qu'il n'existe pas de plan de contingence pour poursuivre les cours et assurer l'éducation pour tous pendant les conflits ou les catastrophes naturelles. Les réponses aux crises émanent souvent des initiatives locales improvisées.
- b. Une politique en matière de prévention des conflits et d'atténuation des risques et catastrophes naturelles tend au niveau général qu'au niveau du secteur éducatif fait

défaut. Par exemple, les statistiques scolaires ne tiennent pas compte des impacts des catastrophes naturelles et des conflits sur les écoles. Ainsi, il n'est pas possible actuellement de mesurer les effets des conflits et des catastrophes naturelles sur le système éducatif.

2.2 Diagnostic sur la gestion du secteur éducatif face aux crises et catastrophes naturelles

L'analyse de vulnérabilité du système éducatif a identifié plusieurs faiblesses qui le rendent vulnérable aux situations de crises et de catastrophes naturelles:

- Absence de mécanismes de gestion et de suivi ou de coordination des activités de l'éducation en temps de crise ou en situation d'urgence, à part l'existence d'un point focal au sein du Ministère qui joue le rôle d'interface avec les partenaires en réponse aux urgences.
- Le Ministère de l'éducation ne joue pas le rôle de leadership en temps de crise, assurant plutôt la fonction de Co leader avec le Ministère des finances à travers un mécanisme qui fait office de coordination.
- La coordination intersectorielle en matière de gestion des urgences est très peu développée occasionnant des dépenses tardives aux urgences.
- La gestion des catastrophes naturelles et des urgences est très centralisée, ce qui paralyse les interventions de proximité au niveau local à la crise. Toutefois, la loi n ° 16/PR/2006 prévoit dans le cadre de la décentralisation et de la déconcentration le développement d'une planification ascendante allant du niveau local au national.
- Le Ministère de l'éducation ne dispose d'aucun système d'alerte précoce, ni de plan de contingence en cas de crises et de catastrophes naturelles comme il existe un système d'alerte précoce en vigueur au Ministère de l'Agriculture face aux risques d'insécurité alimentaire. Face à cette carence, les crises et catastrophes naturelles sont gérées à la carte et laissent place à l'improvisation.
- L'absence d'indicateurs appropriés, pour mesurer, suivre et évaluer la vulnérabilité et la résilience du système éducatif face aux risques de catastrophes naturelles et de conflits ainsi que des mesures pour prévenir les conflits et réduire les risques des catastrophes naturelles, ne permet pas d'anticiper la mobilisation des moyens requis pour y faire face.

2.3 Les dépenses publiques en éducation insuffisantes et inadaptées aux situations d'urgence

Selon les données du Ministère des Finances et du Budget, la part des dépenses publiques allouée à l'éducation demeure relativement limitée de 2001 à 2010, variant de 12 à 7% pour une moyenne de 10%.

Le budget de 2012 des Ministères en charge de l'éducation représente 10,4% du budget total de l'État, représentant 3,3% du PIB. Cette proportion est l'une des plus faibles des pays d'Afrique.

Pendant ce temps, la pression sécuritaire absorbe d'importantes ressources de l'Etat qui auraient pu financer les investissements éducatifs. Les déductions, mêmes modestes des dépenses sécuritaires en faveur de l'éducation pourraient améliorer les performances éducatives

De plus, une analyse approfondie de l'allocation des dépenses publiques en matière d'éducation révèle l'absence d'une ligne budgétaire consacrée spécifiquement aux situations d'urgence et crises qui affectent le système éducatif national. Les Ministère sen charge de l'éducation, et le DREN ne possèdent pas les moyens financiers qui lui permettraient de répondre adéquatement aux urgences, que ce soit au niveau national ou au niveau local.

2.4 Perspectives sur l'éducation en cas d'urgence

Face aux différentes carences constatées dans le système éducatif en matière de prévention de conflit et de réduction des risques des catastrophes naturelles, l'éducation en situations d'urgence entend offrir l'apprentissage pour tous les âges. Elle contient la petite enfance, l'éducation primaire et secondaire, non formelle, technique et professionnelle, supérieure et des adultes. Dans les situations d'urgence jusqu'à la phase de relèvement, une éducation de qualité fournit une protection physique, psychosociale et cognitive qui peut à la fois aider à vivre et à sauver des vies¹⁵⁸.

Pour ce faire, il faut aider les planificateurs et les gestionnaires de l'éducation à intégrer la prévention des conflits et la réduction des risques de catastrophes naturelles (RRCo/C)¹⁵⁹ dans les plans d'éducation ou autres processus de planification de l'éducation, existants ou nouveaux.

L'intégration de la prévention des conflits et la réduction des risques de catastrophes naturelles (RRCo/C) dans les plans et stratégies d'éducation nationale contribuera à améliorer la résilience du système éducatif en cas de catastrophes naturelles et de

¹⁵⁸Ministère de l'Enseignement Primaire et de l'Education Civique (MEPEC);Ministère de l'Enseignement Secondaire (MES); Ministère de la Formation Professionnelle des Arts et des Métiers Ministère de l'enseignement supérieur; PRINCIPAUX ELEMENTS DE DIAGNOSTIC DU SECTEUR DE L'EDUCATION AU TCHAD, pages 15-18

¹⁵⁹IPE et UNESCO 2011 Réduction des risques de conflits et de catastrophes (RRCo/C) :C'est une analyse systématique des risques liés aux catastrophes ou aux conflits et une tentative de réduire ces risques afin de permettre au système éducatif de fournir une éducation de qualité à tous, avant, pendant et après des situations d'urgence (et de permettre aux apprenants de poursuivre cette éducation, et aux enfants non scolarisés d'y avoir accès).Intégrer la réduction des risques de conflits et de catastrophes dans la planification du secteur de l'éducation

conflits, et à assurer l'atteinte des objectifs de l'Éducation pour tous (EPT) en toutes circonstances. Elle a aussi pour but de prévenir et de réduire l'impact négatif des conflits et des catastrophes sur le système éducatif, les enfants, enseignants, autres personnels éducatifs, parents et communautés locales.

Actuellement, très peu de programmes éducatifs intègrent la réduction des risques de catastrophes naturelles et la prévention des conflits¹⁶⁰.

2.5. Les facteurs de conflits dans le système éducatif

Selon les données obtenues au Ministère de l'Enseignement Fondamental et de l'Alphabétisation¹⁶¹, les établissements scolaires au Tchad sont régulièrement affectés par les conflits armés, les tensions et les affrontements inter- communautaires et les violences sectaires en milieu scolaire se présentent comme suit:

28 écoles sont touchées par les conflits armés, 10 par les conflits intercommunautaires et 42 par les conflits en milieu scolaire. Les régions de l'Ouaddaï (26 écoles) et Wadi Fira (2 écoles) sont particulièrement affectées par les conflits en raison de leur contiguïté géographique avec le Soudan.

A cause de ces conflits armés, les écoles sont parfois occupées par les forces opposées qui entraînent l'arrêt des cours et la détérioration des mobiliers. Certains enfants sont enlevés par des groupes armés et forcés à prendre les armes. Les enseignants, craignant l'insécurité, quittent ces zones et refusent parfois d'y retourner. Dans ces cas, l'accès et la qualité à/de éducation sont perturbés dans les régions touchées par les conflits armés.

Quant aux conflits intercommunautaires, les régions du Logone Occidental (7 écoles), du Ouaddaï (1 école) et la ville de N'Djaména (2 écoles) qui sont affectées par ce phénomène. Pour préserver la sécurité des enfants, les cours sont parfois suspendus par crainte de représailles possibles.

Les conflits en milieu scolaire sont identifiés dans 26 écoles dans le Ouaddaï, 12 écoles dans le Borkou, 2 écoles dans le Logone Occidental et 2 écoles dans la ville de N'Djaména.

Ces conflits en milieu scolaire sont exacerbés parfois, par la corruption, le clientélisme, à la complaisance, à la partialité et à l'intimidation utilisés en toute impunité pour favoriser tel ou tel groupe d'individus dans les écoles. En plus, une éducation mal encadrée peut sans nul doute contribuer aux attitudes, aux croyances et aux ressentiments qui alimentent la violence scolaire. Ces différents dérapages accentuent des griefs, le sentiment d'injustice, de frustration et le ressentiment parmi les élèves et les enseignants des communautés lésées. Les affrontements sont fréquents entre

¹⁶⁰ Notes d'orientation pour les planificateurs de l'éducation,

¹⁶¹ Rapport d'Analyse, de la Mission de collecte des données d'impact des crises sur le système éducatif du Ministère de l'Enseignement Fondamental et de l'Alphabétisation,

enseignants et élèves, entre élèves - élèves, avec parfois implication directe ou interposée des parents sont enracinés dans les antagonismes intercommunautaires et identitaires.

Régions	Nombre d'Ecoles affectées par les conflits			
	Total	Armés	Intercommunautaire	En milieu scolaire
BARH EL GAZAL	175	0	0	0
BATHA	558	0	0	0
BORKOU	48	0	0	12
LAC	328	0	0	0
LOGONE OCCIDENTAL	414	0	7	2
OUADDAI	220	26	1	26
SALAMAT	178	0	0	0
SILA	126	0	0	0
TANDJILE	485	0	0	0
VILLE DE NDJAMENA	359	0	2	2
WADI FIRA	411	2	0	0
Total general	3302	28	10	42

Source: MEFA

Chapitre 3 : Diagnostic de l'intégration de la réduction des risques des catastrophes naturelles et de la prévention des conflits dans le curricula

Le diagnostic de la vulnérabilité du système éducatif tchadien a examiné les aspects de la prévention des conflits, de la réduction des risques de catastrophes dans le curricula comme suit :

3.1 Diagnostic des aspects de prévention à long terme dans le Curricula

L'effet de l'éducation sur l'adoption de comportements de nature à réduire les risques des conflits et des catastrophes qui pèsent sur les populations constitue un aspect très important de l'efficacité externe des systèmes éducatifs. Il s'agit de la dimension de prévention à long terme qui vise la modification des comportements à risques. Ainsi, l'étude a exploré trois dimensions de la Réduction des Risques des Conflits et des Catastrophes naturelles (RRC/C), en occurrence la santé et l'hygiène, l'environnement, et les conflits et les violences internes.

3.1.1 La dimension d'adaptation aux environnements (gestion de l'eau, pratiques agricoles) dans le Curricula

L'étude du diagnostic du système éducatif indique,¹⁶² d'une part que dans la grande moitié Nord et Centre du pays, la faiblesse du rendement de l'agriculture est due notamment aux aléas climatiques et à la fragilité et à la pauvreté des sols.

D'autre part, Les zones sahélo-sahariennes sont soumises à un vent très sec, de fortes contraintes thermiques et à la dégradation de la qualité des sols, aggravés par des pratiques humaines particulièrement inadaptées à ce type d'environnement : surpâturages, suppression des jachères, déforestation...

Face à ces situations, le Tchad s'est doté ces dernières années d'un dispositif relativement complet pour la protection de l'environnement :

- *le Plan National d'Action pour l'Environnement (PNAE),*
- *le Programme d'Action National de Lutte Contre le Désertification, ou*
- *la Stratégie Nationale de la Croissance et de la Réduction de la Pauvreté SNRP2 2006-2011.*¹⁶³ Puis le PND 2012-2015

Par ailleurs, les diagnostics des curricula démontrent qu'en 2008, le centre des curricula (CNC) a réactualisé les programmes des cycles primaire, moyen et secondaire. Cette réactualisation a permis l'introduction de plusieurs innovations pédagogiques basées sur des

¹⁶² Qui est aussi dépendante des aléas du marché mondial

¹⁶³ SNRP 2006-2011, prévoit un volet sur la sauvegarde de l'environnement. Le secteur de l'éducation peut en effet contribuer aux objectifs de ce dispositif, et notamment sous l'angle de l'évolution des comportements sur le long terme, associé au développement d'une meilleure connaissance sur l'environnement sahélien par les enfants et les jeunes

connaissances et compétences nouvelles à faire acquérir à l'enfant. Parmi celles-ci, on a noté l'éducation environnementale¹⁶⁴

Selon les cadres du CNC interrogés, il y a une composante éducation environnementale au sein des programmes primaires et secondaires. Cette composante est intégrée d'une manière transversale dans les matériels pour les disciplines telles que la lecture, la science et la géographie.

3.1.2 Le diagnostic de la dimension de prévention des conflits et des violences dans le Curricula

L'étude de diagnostic se réfère au cadre national d'orientation du curriculum de l'enseignement fondamental au Tchad élaboré en juin 2008, selon lequel « l'école doit bannir l'exclusion et réaffirmer sa volonté de transmettre à tous les enfants, à l'enseignement fondamental, une culture et une formation commune. »

C'est ainsi qu'en 2008, lors de la réactualisation des programmes du primaire, moyen et secondaire, le Centre des Curricula (CNC) a introduit en outre la dimension de l'éducation aux valeurs parmi les connaissances à inculquer à l'enfant. Aussi, selon le BIE-UNESCO, les établissements secondaires envisagent le développement de l'éducation à la citoyenneté à travers la restauration de l'enseignement civique.

En outre, la Stratégie Intérimaire pour l'Education et l'Alphabétisation 2013-2015 (SIPEA), », notamment la réactualisation des programmes et des matériels didactiques, prévoit de « développer davantage les disciplines relatives à l'éducation à la citoyenneté, à la tolérance, au droit à la différence et en situation d'urgence...etc. », dans sa composante « renforcement de la qualité ».

3.2 Diagnostic des aspects de préparation aux situations de catastrophes dans le Curricula

Selon l'étude de diagnostic, les aspects curriculaires liés à la préparation des élèves aux effets des situations d'urgence ou des crises peut ainsi permettre de disséminer des connaissances sur les risques et des comportements de sauvegarde à adopter en cas de survenance des crises.

Ainsi, le concept de « curricula d'urgence », activable de manière provisoire dans les situations d'urgence et visant à atténuer certains effets négatifs est envisagé.

Concernant la sensibilisation aux risques encourus, notamment l'acquisition des connaissances sur les risques et les comportements à adopter en cas de survenance des crises, les cadres du CNC interrogés estiment que les curricula intègrent des connaissances sur les risques naturels. Ces programmes nationaux sont considérés comme n'étant pas

¹⁶⁴ BIE-UNESCO, Données mondiales sur l'éducation, 7^{ème} édition 2010/2011

adaptés à chaque région, même s'ils sont exprimés en termes de défis des risques des catastrophes naturelles auxquels le pays fait face.

Il en résulte qu'il n'existe pas actuellement des matériels pédagogiques qui visent à adopter ou changer les comportements en cas de survenance de situations d'urgence pour faire face aux dangers comme les inondations ou l'afflux massif des populations déplacées.

Aussi, l'étude évoque quelques campagnes ponctuelles de sensibilisation menées contre les insectes et les épidémies.

3.3 Diagnostic de la situation d'urgence dans le Curricula

L'étude de diagnostic du système éducatif indique que face à l'afflux de populations déplacées et des retournés au sein des régions d'accueil, il y a un manque de préparation des enseignants à gérer les problèmes de cohabitation inter communautaire (hôtes, déplacés et retournés). Ils ont aussi du mal à faire face aux traumatismes des enfants déplacés.

Pour y remédier, des curricula « d'urgence », de type provisoire, activable dans les écoles en situation de crises au retour ou à l'accueil massif de populations scolaires retournées ou déplacées sont aussi envisagés. Ce type de curricula faciliterait l'intégration des populations d'enfants rapatriés au sein des populations hôtes et éviterait les comportements de rejets et de stigmatisation dès la phase d'accueil de ces populations. Mais ces curricula d'urgence devraient être accompagnés d'une formation des enseignants à l'assistance psychosociale des enfants ayant subi des traumatismes.

3.4 Diagnostic de la Formation et du déploiement des enseignants en situation d'urgence

L'étude du diagnostic évoque la difficulté de recrutement et de déploiement des enseignants, notamment dans les zones à risques d'inondation (des zones insulaires) et des conflits (l'Est).

En effet, les conflits récurrents et les déplacements des populations à l'Est du pays provoquent de désertion et de déséquilibres dans les allocations de personnel enseignant au niveau national. Généralement, les enseignants sont réticents d'aller dans ces zones à risques et cela amène les ministères chargés d'éducation à faire face à la pénurie des enseignants.

De plus, les Agences humanitaires et les ONG qui opèrent dans les zones d'urgences fournissent des services essentiels à la place de l'Etat, dont l'éducation. En situation de crise, cet état des faits impacte gravement les activités scolaires des localités concernées avec des risques d'abandon de l'école par les enseignants et par les élèves.

Dans les îles du Lac Tchad, les risques d'inondation provoquent le départ hâtif des enseignants de leur poste, abandonnant les élèves avant la fin de l'année scolaire pour éviter

de rester bloqué dans la localité pendant plusieurs mois. Ce phénomène amenuise la qualité de l'éducation dans la mesure où la durée de scolarité des élèves se réduit. Ainsi, le calendrier scolaire semble ne pas être adapté à ce phénomène.

En vue de combler les besoins d'enseignants dans les zones à risques d'inondations et de grands vents de sable et de brouillard dans la région saharienne, le Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération (MEPEC) prévoit une prime de cherté de vie pour attirer les enseignants volontaires vers ces zones-là.

3.5 Diagnostic de la résilience de prévention des risques d'impacts des infrastructures scolaires face aux crises

Le diagnostic constate que le choix et l'implantation des sites scolaires ne prend pas suffisamment en compte la cartographie des risques de vulnérabilité du système éducatif alors que les ministères chargés de l'éducation ne sont pas impliqués de bout en bout du processus de construction qui revient au Ministère des infrastructures.

En effet, le Ministère des Infrastructures, créé en 2005, a pour attribution principale la réalisation de tous les ouvrages physiques d'intérêt public sur l'ensemble du territoire national. A ce titre, il organise les missions d'implantation des sites, de suivi des travaux, de réception technique et définitive de tous les ouvrages scolaires sur financement du budget de l'Etat.

Selon l'étude des procédures actuelles, l'implication du Ministère de l'Education se limite à l'identification des sites (établissement de la liste des établissements à construire) et à la réception définitive des ouvrages scolaires. Autrement dit, le Ministère bénéficiaire n'est pas associé dans les phases les plus cruciales et les plus importantes notamment, celles d'implantation de sites et de suivi des travaux pour promouvoir les principes des écoles amies d'enfants et les constructions de résiliences.

Concernant les stratégies ou le plan d'alerte et d'intervention d'urgence pour le secteur de l'éducation, les cadres du Ministère de l'enseignement primaire et l'éducation civique interrogées dans le cadre d'analyse de la vulnérabilité du système éducatif estiment qu'il n'existe pas un système d'alerte précoce, ni un plan d'intervention en cas d'urgences au sein du secteur d'éducation.

Lors de l'atelier de restitution des plans régionaux de l'éducation les planificateurs ont réitéré l'absence d'un plan de contingence.

TITRE V : CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Ce titre comprend les conclusions et les recommandations pour améliorer la résilience du système éducatif face aux crises.

Chapitre 1 : Conclusions

Le Tchad est un état de reconstruction post-conflit, en cours de redressement, et faisant face à de multiples défis, notamment sous forme de la collision entre les facteurs de conflits, les effets de catastrophes naturelles et de la fragilité de l'Etat qui handicapent sa marche vers le développement durable, l'éducation pour tous et l'atteinte des OMD. En effet, malgré l'amélioration de la sécurité grâce aux accords de paix avec le Soudan, les groupes armés et certaines membres de l'opposition politique d'une part, et en dépit de la croissance boostée par les revenus pétroliers, le Tchad reste un État fragile, confronté à l'éruption périodique de la violence, à la lutte politique, à la pauvreté structurelle; à la faiblesse de la gouvernance et à la polarisation économique-sociale à travers des fractures ethniques, religieuses et régionales, qui escaladent souvent aux crises institutionnelles, aux instabilités politiques et gouvernementales et aux litiges fonciers.

Par ailleurs, les inondations, les vents violents, les brouillards, les sécheresses récurrentes et la volatilité régionale avec leurs corolaires des déplacements massifs des populations et des réfugiés ajoutent des pressions supplémentaires sur les ressources déjà précaires, et sur les communautés vulnérables. En plus, ces pressions démographiques exacerbent les tensions et les antagonismes inter communautaires préexistants.

En effet, les tensions identitaires, les rancœurs inter communautaires et les inégalités fondées sur les différences des groupes qui sont enracinées dans l'histoire et ancrées dans les tensions nomades-sédentaires et dans l'antagonisme Nord-Sud ou islamo-chrétien, sont des facteurs de crise, de guerre civile et de la vengeance qui se transposent parfois en violences et affrontements ouverts dans les écoles.

En définitive, le système éducatif tchadien reste vulnérable aux conflits et aux catastrophes naturelles qui affaiblissent l'accès, l'équité, la qualité et la gestion des écoles. Ces facteurs accentuent aussi les disparités sexuelles et géographiques et provoquent la défection des enseignants ainsi que la déperdition scolaire.

Malheureusement, face à ces énormes défis, le système éducatif tchadien est très limité dans ses capacités de résilience institutionnelle et individuelle, notamment l'absence des programmes, des budgets et de personnels adaptés aux situations d'urgence et des conflits.

Chapitre 2 : Recommandations

Face à ces multiples défis auxquels l'Etat et le système éducatif tchadien sont confrontés, plusieurs recommandations sont proposées pour améliorer l'accès, la qualité, la gestion de l'éducation, le curricula et l'éducation en situation d'urgence en vue de la programmation

2.1 Recommandations pour améliorer l'accès à l'éducation inclusive

- a. Impliquer davantage le Ministre de l'éducation dans toutes les phases du processus du choix d'emplacement, de construction des écoles et de suivi du progrès des travaux en y apportant son expertise et sa connaissance des réalités éducatives.
- b. Promouvoir et renforcer la cartographie et l'alerte précoce des risques des catastrophes naturelles telles la sécheresse, les inondations, les vents violents et l'ensablement.
- c. Promouvoir les concepts de nouveaux modèles d'écoles résilientes et amis d'enfants, plus adaptées aux conditions climatiques locales changeantes à travers notamment des projet-pilotes dans les régions ciblées.
- d. Plaider et promouvoir l'augmentation du budget de l'éducation nationale, notamment prévoir une ligne budgétaire réservée aux situations d'urgences.
- e. Prévoir des calendriers et des horaires scolaires flexibles aux réalités socioéconomiques et climatiques (froid, vents violents, ensablement et inondations), pour maximiser et faciliter la fréquentation scolaire et éviter les perturbations et la déperdition scolaires, notamment dans le Bahai et Tine, et dans la région du Lac Tchad.
- f. Prévoir ou renforcer les cantines scolaires dans les régions frappées d'insécurité alimentaire
- g. Renforcer la présence de cantines scolaires, spécialement dans les zones frappées par l'insécurité alimentaire due aux catastrophes naturelles en vue de maintenir la continuité des activités scolaires

2.2 Recommandations pour améliorer la qualité de l'éducation inclusive

- a. Renforcer la présence de cantines scolaires, spécialement dans les zones frappées par l'insécurité alimentaire due aux catastrophes naturelles en vue d'améliorer la qualité des activités scolaires.
- b. Mobiliser les fonds supplémentaires en faveur des agences et ONG humanitaires qui appuient les cantines scolaires, notamment le PAM.
- c. Appuyer et renforcer les initiatives en cours telles que le *programme « Nutrition » dans la cadre du PARSET.*

- d. Impliquer les communautés locales bénéficiaires des programmes de cantines scolaires dans la mobilisation des fonds, la gestion et le contrôle des cantines pour renforcer la transparence et la responsabilité.
- e. Renforcer les capacités managériales les membres des comités de gestion (COGES) [131] et les associations de parents (APE) dans la gestion des cantines scolaires afin d'en améliorer l'efficacité de fonctionnement.
- f. Prendre ou encourager des dispositions incitatives en termes des primes de vie chère ou des risques pour attirer les enseignants vers les zones à haut risque.
- g. Renforcer les capacités des enseignants à la gestion et à la préparation des situations des crises et des urgences.
- h. Promouvoir la formation et le recrutement des enseignants stagiaires ou intérimaires accompagnés des mesures incitatives pour recruter au niveau local des candidats alternatifs et supplétifs pour garantir la continuité de la scolarité.
- i. Faciliter l'approvisionnement des écoles en matériel scolaire adéquat (PASEC Tchad, 2005, la constitution de stocks de livres et matériels scolaires, en réserve pour les temps de crise et la procédure d'achat des manuels scolaires.

2.3 Recommandations pour améliorer la gestion du secteur de l'éducation

Dans le but d'assurer une meilleure prévention des crises et améliorer leur gestion, le Ministère de l'éducation doit

- Mettre en place un mécanisme de suivi et d'évaluation sous forme d'unité, sous la responsabilité directe de la Direction de l'analyse et de la planification et indirecte du Ministre de l'éducation qui aurait pour mandats.
- Cartographier, *établir et maintenir l'état des lieux des écoles sinistrées et situées dans les zones à risques; ii) fournir sur une base régulière des indicateurs sur les vulnérabilités du système d'éducation tchadien aux crises;*
- Promouvoir et adopter un plan de contingence pour maintenir l'éducation en situations d'urgences et de crises
- Promouvoir, à l'instar du système d'alerte dans le secteur alimentaire, un système d'alerte précoce pour collecter, analyser les données des menaces encourus par l'éducation en vue de prévenir les autorités scolaires et administratives afin qu'elles prennent des mesures préventives
- Plaider, renforcer ou mettre en place le mécanisme intersectoriel (Éducation, Finance, environnement, travaux publics...etc.) qui coordonne les réponses rapides en cas d'urgence et joue le rôle d'un forum de consultation.

- Plaider en faveur de l'augmentation du budget alloué au système éducatif conformément aux engagements internationaux du Tchad, en particulier à la composante d'éducation en situation d'urgences.
- Renforcer l'aide humanitaire pour maintenir l'éducation sensible aux conflits en situation d'urgences et de crises, tout en contribuant au développement à long terme d'un système éducatif inclusif et résilient à travers l'assistance conjuguée aux efforts de reconstruction et de consolidation du système national de résilience d'éducation dans un environnement post-conflit de new deals des États fragiles
- Inclure l'éducation en situations de crises dans le cadre de résilience du Tchad.

2.4 Recommandations pour améliorer l'éducation en situation d'urgences (RRC/C)

- Améliorer des liens entre la résilience aux catastrophes naturelles et la prévention des conflits. C'est-à-dire, améliorer l'intégration de la prévention des conflits, la consolidation de la paix et la gestion des risques des catastrophes naturelles de manière à appuyer la construction de la résilience.

2.5 Recommandations pour l'élaboration du Plan de la consolidation de la paix, du plaidoyer et de l'Education au Tchad

- a. *Dresser un état des lieux en vue de mettre à jour le programme d'éducation civique et morale vers l'élaboration d'un nouveau manuel d'éducation civique et citoyenne d'un programme de construction de la paix et de prévention des conflits ;*
- b. Concevoir et adopter un plan de formation spécifique des enseignants et le rôle des parents devraient être pris en compte qui devra être ancré sur la réalité locale, afin de susciter l'intérêt des élèves et celui de leurs parents.
- c. Renforcer les capacités des enfants et jeunes des compétences de communication, leadership et de prévention et résolution des conflits ; des compétences qu'ils puissent utiliser en dehors de la classe afin de prévenir, transformer et résoudre des conflits existant dans leurs communautés.
- d. Développer une approche de l'éducation sensible aux conflits au Tchad devrait inclure la valorisation du savoir-faire local en matière de médiation et d'éducation traditionnelle (informelle);
- e. Promouvoir la richesse de la diversité culturelle, ethnique et linguistique, de la coexistence pacifique, du rejet de tous les stéréotypes et formes de stigmatisation sociale et de l'appartenance à une même communauté nationale de vie et à un destin commun;
- f. interdire des punitions corporelles qui sont courantes dans les écoles au Tchad et le rejet de tous les stéréotypes et formes de stigmatisation sociale;

- g. Promouvoir l'amélioration de l'accès des filles et des femmes à la scolarisation.
- h. Promouvoir un système éducatif à la réalité économique du pays pour relier l'éducation technique à une stratégie de création d'emploi;

2.6 Zones d'action cibles en-dehors du système d'éducation formelle

- Soutenir les jeunes pour qu'ils construisent une plateforme de coordination nationale pour améliorer leur engagement socio-politique par la prévention des conflits la réduction des risques des catastrophes naturelles;
- Promouvoir la participation des jeunes dans l'élaboration d'une stratégie spécifique concernant la jeunesse du pays.
- Élaborer une stratégie pour améliorer la participation de la femme et des programmes de consolidation de la paix, aussi bien dans leur élaboration que dans leur mise en œuvre.
- Travailler pour rassembler les communautés d'éleveurs et d'agriculteurs autour d'objectifs communs, par exemple creuser des puits d'eau, délimiter les couloirs de transhumance, etc.
- Promouvoir la coexistence pacifique entre les réfugiés, les PDI, les villages locaux pour prendre des décisions sur le partage des terres cultivables, l'accès à l'eau, etc.
- Promouvoir les activités de loisirs ou socio-culturelles (sports, théâtre) pour favoriser la tolérance, la diversité et la cohabitation intercommunautaires et les attitudes de coopération.
- Renforcer les capacités des leaders locaux en matière de prévention et gestion de conflits, vitaux pour garantir un processus cohérent de consolidation de la paix;
- Mener les campagnes de sensibilisation à la paix et à la coexistence pacifique à travers la diffusion des messages renforçant des messages de paix et de tolérance à travers les médias et mettre l'accent sur des cas de succès dans la résolution non-violente des conflits, surtout à travers la radio.

ANNEXE I

Matrice des facteurs des conflits liés à la situation politique et sécuritaire du Tchad				
• Le contexte de la situation politique et sécuritaire	• Les principales causes d'insécurité ou d'instabilités	• Les risques / déclencheurs de conflits sur les populations	• Les impacts des conflits sur le système éducatif	
			• Direct	• Indirecte
<ul style="list-style-type: none"> le Tchad reste un État fragile confronté aux multiples chocs et menacé par l'instabilité et la volatilité régionales ainsi que de la fragilité et de la vulnérabilité nationales 	<ul style="list-style-type: none"> histoire d'autoritarisme et de régimes politico-militaires Héritage des conflits passés Luttes et rivalités politiques 	<ul style="list-style-type: none"> Persistance de foyers de tensions permanentes Pouvoir militarisé, abus des forces de sécurité Multiplication d'oppositions armées Éruption périodique des violences, guerre civile Manque de volonté politique à instaurer une véritable démocratie Démocratisation de façade, élections contestées Paysage émaillé par l'instabilité, les coups d'État, et le centralisme excessif Résurgence de l'insécurité et des conflits chroniques 	<ul style="list-style-type: none"> Affaiblissement de la qualité de l'environnement scolaire (créé ou renforcé par l'insécurité) Absorption des moyens financiers par les dépenses sécuritaires au détriment du secteur éducatif 	<ul style="list-style-type: none"> Violences sectaires/scolaires Dégradation de l'apprentissage causé par l'instabilité chronique et la mauvaise qualité des infrastructures scolaires et d'enseignants qualifiés Recrutement des enfants soldats Budget alloué à l'éducation insuffisant pour satisfaire les besoins croissants
	<ul style="list-style-type: none"> Clivages régionaux, religieux et ethniques Rivalités et antagonismes ethniques, régionaux et religieux 	<ul style="list-style-type: none"> Luttes politiques, éruptions périodiques de violence, Polarisation politique et sociale Fractures de la classe politique Caractère ethnique et régionaliste des mouvements politico-militaires et partis politiques; Tensions Nord-Sud et islamo-chrétiennes Régionalisation et « ethnicisation » du pouvoir Reflexes identitaires et communautaires et leur instrumentalisation politique Dialectique infernale de la revanche fondée sur les discriminations, l'exclusion, les stéréotypes et la stigmatisation 	<ul style="list-style-type: none"> « Géopolitique » en faveur du Nord pour accroître leur accès à l'éducation Impunité et corruption Violences sectaires à l'école sur fond de stéréotype, stigmatisation et dénigrement Dégradation de l'apprentissage causée par les rivalités et des tensions 	<ul style="list-style-type: none"> Frustration et sentiment d'injustice Clientélisme, régionalisme et favoritisme Affaiblissement de la qualité de l'environnement scolaire, et de l'enseignement par la corruption, l'impunité et les violences sectaires Favoritisme et interférences politiques

<ul style="list-style-type: none"> • Aggravation de la volatilité régionale et porosité des frontières 	<ul style="list-style-type: none"> • Circulation transfrontalière des armes légères et de petits calibres • Risque de contagion vers le Tchad, menaçant sa stabilité relative actuelle • Afflux des réfugiés et retournés • Insécurité le long des frontières avec la RCA, le Soudan et la Libye due à la porosité des frontières et l'effet domino 	<ul style="list-style-type: none"> • Afflux des réfugiés et retournés qui accroît les pressions et rivalités sur les ressources locales et éducatives précaires des régions hôtes • Risques de décrochages scolaires des enfants déplacés, réfugiés et retournés 	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance de l'offre scolaire • Détérioration de la qualité de l'environnement scolaire et de l'enseignement par l'afflux démographique.
	<ul style="list-style-type: none"> • 	<ul style="list-style-type: none"> • 	

ANNEXE II

Matrice pour facteurs de conflits liés à la situation socio-économique au Tchad					
Situation économique	causes structurelles	Déclencheurs.		Les impacts potentiels sur le système éducatif	
		Impacts		Direct	Indirecte
<p>En dépit de la croissance résultant des revenus pétroliers, l'environnement économique au Tchad reste défavorable, vulnérable et soumis aux fluctuations des marchés, à l'éruption de violence périodiques, à la pauvreté structurelle, aux inondations et à la sécheresse, rendant difficile la création des emplois, des richesses et des revenus.</p> <p>Vulnerabilités multicausales et multidimensionnelles</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Pauvreté massive et profonde qui touche 55 % de la population - Disparités économiques Nord-Sud à travers les clivages religieux, régionaux et intercommunautaires • Pays enclavé avec une croissance précaire soumise aux chocs • Contexte vulnérable aux crises 	<ul style="list-style-type: none"> • 87 % des pauvres vivent en milieu rural • Manque de programme satisfaisant avec le FMI et la BM dans le cadre de l'initiative PPTE, le Tchad n'a pas reçu d'allègement de la dette totale, qui pourrait libérer des ressources pour les dépenses sociales • La majorité de la population du Tchad survit sur l'agriculture de subsistance, tandis que le chômage et la corruption restent endémiques 	<ul style="list-style-type: none"> - Pauvreté varie notamment selon le niveau d'éducation. - Inégalité d'accès à l'éducation à l'origine de griefs et de sentiment d'injustice - En raison de la pauvreté et de la faiblesse du niveau d'éducation, absence de perspectives des jeunes chômeurs sont plus susceptibles d'être recrutés par des groupes armés et les femmes et jeunes filles sont plus exposées à l'enlèvement, à l'exploitation sexuelle ou professionnelle 	<ul style="list-style-type: none"> - Une éducation de qualité insuffisante et détériorée mène au chômage et à la pauvreté. • Manque d'éducation renforce les divisions sociales, l'exclusion nourrit l'hostilité entre groupes et le recours à la violence 	
	<ul style="list-style-type: none"> - Violence et insécurité récurrentes, - Sécheresse et inondations détériorent les écosystèmes et les conditions sociales de certains groupes défavorisés (femmes, enfants...) - Vulnérabilité des fondamentaux de l'économie aux chocs externes (catastrophes naturelles et variation des prix alimentaires et du pétrole) 	<ul style="list-style-type: none"> - Climat d'affaires très défavorables due à la bureaucratie, lourdeur administrative qui découragent les investissements étrangers directs - Inégalités économiques entre les personnes culturellement différentes augmentent la probabilité de déclenchement de la violence - Crises humanitaires cycliques aggravent la vulnérabilité d'une population, déjà confrontée à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition, surtout les enfants et les femmes enceintes et allaitantes - Inondations et sécheresses destuisent les cultures et réduisent la production alimentaire et aggravent l'insécurité alimentaire 	<ul style="list-style-type: none"> - La sécheresse affaiblit les milieux scolaires et diminue l'accès aux ressources de base pour la survie comme des aliments ou la santé qui affaiblit la qualité des espaces de la scolarité. - Les inondations détruisent ou endommagent les infrastructures scolaires et compromettent l'accès aux sites scolaires 	<ul style="list-style-type: none"> - Enfants soumis aux moyens d'existence instables et précaires - Les sécheresses diminuent le revenu des ménages pauvres - Les inondations et la sécheresse compromettent la scolarité dans les zones sinistrées - Risques de décrochage scolaire et de paralysie des activités scolaires. - Les enfants sont privés de leur chance d'aller à l'école qui pourrait transformer leur vie. - Les catastrophes naturelles empêchent ou ralentissent le développement du système éducatif. 	
	<ul style="list-style-type: none"> - Économie du Tchad est en grande partie agraire, précaire et vulnérable aux crises 	<ul style="list-style-type: none"> - Production agricole vulnérable aux aléas climatiques (sécheresse et inondations) - L'agriculture de subsistance et l'élevage relégué au second plan depuis l'ère du pétrole - Insécurité alimentaire 	<ul style="list-style-type: none"> • diminution de l'accès aux ressources de base pour la survie comme nourriture ou de santé, • inondations et la sécheresse affaiblissent la qualité de l'environnement de l'école • Absence ou insuffisance des cantines scolaires 	<ul style="list-style-type: none"> - Capacité cognitive et résultats scolaires des enfants et leur scolarisation sont affectés par la malnutrition aiguë ou chronique 	
	<ul style="list-style-type: none"> - De nombreux obstacles entravent les progrès vers la réalisation des objectifs des OMD. 	<ul style="list-style-type: none"> - Défaillances du système éducatif du à la carence des moyens humains et matériels exacerbent les risques liés à la suralimentation 	<ul style="list-style-type: none"> - Réalisation des droits de l'enfant est compromise par l'instabilité géopolitique et conflits armés récurrents 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque d'éducation contribue à renforcer les divisions sociales, pour nourrir l'hostilité entre groupes et 	

	et le chômage des jeunes		normaliser l'utilisation de la violence.
<ul style="list-style-type: none"> - Dependance excessive aux revenus petroliers soumis aux aleas des marches • Gestion inequitable du petrole au detriment des populations locales risque de compromettre la stabilité politique et lav lutte pour le contrôle des revenus, alimenter la violence, exacerber les identités ethniques et l'antagonisme Nord-Sud. 	<ul style="list-style-type: none"> - Economie moins diversifiée et tributaire des ressources naturelles - Revenus pétroliers soumis à des dangers et des fluctuations du marché - Manque de transparence dans la gestion des ressources pétrolières - Revenus pétroliers beneficienet tres peu à la société et aux communautés locales et ne répondent pas aux attentes de prestations économiques et sociales 	<ul style="list-style-type: none"> - L'enseignement est privé avec des ressources supplémentaires en raison de l'insuffisance des ressources dédiées aux dépenses sociales, dont l'éducation 	<ul style="list-style-type: none"> • Le système éducatif benficie tres peu des retombées et revenus petrolieres <p>-Réduction des possibilités d'éducation accentue la pauvreté et l'insécurité.</p>
Faible et de mauvaise gouvernance,	<ul style="list-style-type: none"> - Corruption endémique - impossibilité de livrer la répartition efficace et équitable des biens publics ; - répartition inéquitable des richesses - Dépenses militaires excessives au detriment de la réduction de la pauvreté - Manque de gestion participative et transparente 	<ul style="list-style-type: none"> - Budget militaire tchadienne est quatre fois plus que le budget de l'enseignement primaire - Ratio entre les militaires et les dépenses de l'éducation est l'un des plus élevés. 	<ul style="list-style-type: none"> - Capacité institutionnelle du gouvernement d'assurer l'éducation pour tous reste faible <p>Possibilités d'éducation sont reduites</p>
Dérépages budgétaires et le manque de discipline budgétaire.	<ul style="list-style-type: none"> - Pressions securitaires absorbent les dépenses au detriment du social - absence de parachever le programme avec le FMI et la Banque mondiale 	<ul style="list-style-type: none"> - L'éducation est privée de ressources qui auraient du etre dégagées de l'allégement de la dette au titre de l'initiative PPTE pour les dépenses sociales 	<p>Le système éducatif manque les moyens humains et financiers pour faire face aux aux besoins impératifs</p>

ANNEXE III

Matrice d'analyse des facteurs de conflits liés aux inondations au Tchad						
Les phénomènes en péril	Les principales causes des phénomènes	Les risques de conflit sur les populations	Les impacts potentiels sur le système éducatif		Zones à risque	Caractéristiques de l'offre éducative dans les zones à risque ^[1]
			Direct	Indirecte		
Inondations des régions entières pendant plusieurs semaines ou mois, en raison d'une saison des pluies intense et des aléas climatiques	<ul style="list-style-type: none"> • Températures, excessive, • extrême • La saison des pluies intense, 	<ul style="list-style-type: none"> • Excès des masses d'eau destructrice en dehors de leur cadre habituel • Fragilité accrue des ménages pauvres, déjà vulnérables • Insécurité alimentaire • Vulnérabilité structurelle des populations sinistrées 	<ul style="list-style-type: none"> • Destruction de maisons, de bâtiments, de routes • Afflux des enfants nomades et DPI sinistrées à l'âge scolaire. • Manque de structures éducatives adéquates dans les zones de retour • Défection deS Enseignants 	<ul style="list-style-type: none"> • Interruption scolaire • Bâtiments scolaires endommagés ou inaccessibles • Jours d'école perdus • pressions démographiques sur les ressources éducatives locales fragiles des régions hôte • Réticence des enseignants d'aller dans les zones risquées • Débauchage par des ONG/OSC humanitaires des enseignants déplacés. 	Lac	<ul style="list-style-type: none"> • 56 % des écoles incomplètes • Accès 48 % - achèvement 9 % • Bon taux d'encadrement et peu d'enseignants communautaires
	<ul style="list-style-type: none"> • Pluviométrie élevée et soudaine (changement) • Précipitations fortes et soudaines sur les sols ou les grandes inondations des rivières 	<ul style="list-style-type: none"> • Insécurité alimentaire • Fragilité accrue des ménages pauvres, déjà vulnérables • Mouvements de population vers les nouvelles sources de moyens de subsistance • Augmentation des populations de sans-abri • Maladies d'origine hydrique et le paludisme (hausse de la morbidité) 	<ul style="list-style-type: none"> • Afflux des enfants nomades et PDI sinistrées à l'âge scolaire. • Bâtiments scolaires endommagés ou inaccessibles • Jours d'école perdus 	<ul style="list-style-type: none"> • Afflux des populations d'enfants autour des sites de l'école. • Débauchage par des ONG/OSC humanitaires des enseignants déplacés • Réticence des enseignants d'aller dans les zones risquées 		
	<ul style="list-style-type: none"> • Affaiblissement des moyens de substance ; eaux, pêche, élevage, 	<ul style="list-style-type: none"> • Extension des pâturages au sud, au détriment des terres agricoles, créant des conflits 	<ul style="list-style-type: none"> • Absentéisme des élèves et des 	<ul style="list-style-type: none"> • Réticence des enseignants 		

	forêt	<p>agriculteurs / éleveurs</p> <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation des prix des biens de première nécessité 	<p>enseignants en raison d'épidémies</p> <ul style="list-style-type: none"> • Affaiblissement de la qualité de l'environnement scolaire (insécurité alimentaire) • Accès au service (eau potable, nourriture, santé, habitat...) pour les ménages et leurs enfants affecté 	<p>d'entrer dans les zones risquées</p> <p>L'offre et la qualité de l'éducation affectées négativement</p>	<table border="1"> <tr> <td data-bbox="1627 188 1808 402">Région du Mayo Kebbi Ouest</td> <td data-bbox="1808 188 2053 402"> <ul style="list-style-type: none"> • 36 % des écoles incomplètes • Accès : 104 %-encadrement :58 % • Bon taux d'encadrement et peu d'enseignants communautaires </td> </tr> <tr> <td data-bbox="1627 402 1808 672">Mayo Kebbi est</td> <td data-bbox="1808 402 2053 672"> <ul style="list-style-type: none"> • 36 % des écoles incomplètes • Accès fin 89-achèvement : 33 % • Bon taux d'encadrement et forte proportion d'enseignants communautaires </td> </tr> <tr> <td data-bbox="1627 672 1808 915">La Tandjilé est</td> <td data-bbox="1808 672 2053 915"> <ul style="list-style-type: none"> • 49 % des écoles incomplètes • Accès : 107 ; achèvement : 43 % • Bon taux d'encadrement et peu d'enseignants communautaires </td> </tr> <tr> <td data-bbox="1627 915 1808 1182">Mandoule</td> <td data-bbox="1808 915 2053 1182"> <ul style="list-style-type: none"> • 34 % des écoles incomplètes • Accès : 114 %-achèvement :45 % de l'accès • Bon taux d'encadrement et forte proportion d'enseignants communautaires </td> </tr> <tr> <td data-bbox="1627 1182 1808 1398">Moyen Chari (Lac Iro)</td> <td data-bbox="1808 1182 2053 1398"> <ul style="list-style-type: none"> • 45 % des écoles incomplètes • Accès : 117 %-achèvement :41 % • Bon taux d'encadrement et peu d'enseignants communautaires </td> </tr> </table>	Région du Mayo Kebbi Ouest	<ul style="list-style-type: none"> • 36 % des écoles incomplètes • Accès : 104 %-encadrement :58 % • Bon taux d'encadrement et peu d'enseignants communautaires 	Mayo Kebbi est	<ul style="list-style-type: none"> • 36 % des écoles incomplètes • Accès fin 89-achèvement : 33 % • Bon taux d'encadrement et forte proportion d'enseignants communautaires 	La Tandjilé est	<ul style="list-style-type: none"> • 49 % des écoles incomplètes • Accès : 107 ; achèvement : 43 % • Bon taux d'encadrement et peu d'enseignants communautaires 	Mandoule	<ul style="list-style-type: none"> • 34 % des écoles incomplètes • Accès : 114 %-achèvement :45 % de l'accès • Bon taux d'encadrement et forte proportion d'enseignants communautaires 	Moyen Chari (Lac Iro)	<ul style="list-style-type: none"> • 45 % des écoles incomplètes • Accès : 117 %-achèvement :41 % • Bon taux d'encadrement et peu d'enseignants communautaires
Région du Mayo Kebbi Ouest	<ul style="list-style-type: none"> • 36 % des écoles incomplètes • Accès : 104 %-encadrement :58 % • Bon taux d'encadrement et peu d'enseignants communautaires 														
Mayo Kebbi est	<ul style="list-style-type: none"> • 36 % des écoles incomplètes • Accès fin 89-achèvement : 33 % • Bon taux d'encadrement et forte proportion d'enseignants communautaires 														
La Tandjilé est	<ul style="list-style-type: none"> • 49 % des écoles incomplètes • Accès : 107 ; achèvement : 43 % • Bon taux d'encadrement et peu d'enseignants communautaires 														
Mandoule	<ul style="list-style-type: none"> • 34 % des écoles incomplètes • Accès : 114 %-achèvement :45 % de l'accès • Bon taux d'encadrement et forte proportion d'enseignants communautaires 														
Moyen Chari (Lac Iro)	<ul style="list-style-type: none"> • 45 % des écoles incomplètes • Accès : 117 %-achèvement :41 % • Bon taux d'encadrement et peu d'enseignants communautaires 														

ANNEXE IV

Matrice de la nature et type des facteurs de conflits et effets des catastrophes naturelles		
Nature et type	Causes structurelles	Déclencheurs
<p>1. Situation</p> <p>☒ Conflits entre agriculteurs (sédentaires) du Sud et les éleveurs du Nord autour des droits d'accès, contrôle et utilisation des ressources naturelles des terres et l'accès à l'eau</p> <p>1.1. Acteurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Agriculteurs ● Éleveurs ● Autorités traditionnelles ● Pasteurs, ● Gouvernement <ul style="list-style-type: none"> ● Autorités locales 	Potential agro pastoral limitées dans le Nord	Déplacement en cours de personnes des régions septentrionales et centrales vers le sud plus humide
	Migration environnementale Nord/Sud	Détérioration de l'environnement dans les régions du Sud
	Périodes de sécheresse dans le Centre et le Nord affaiblissement des moyens d'existence	Certaines personnes abandonnent leurs zones asséchées ou infestées de Sahel et vont squatter ou s'établir au Sud ou elles délimitent et s'accaparent d'une zone au mépris des sudistes locaux.
	Déplacement continu du centre et du Nord vers le Sud plus humide	<ul style="list-style-type: none"> ● Afflux massif de la population augmente la pression démographique, les problèmes fonciers et la cohabitation difficile sur un terrain hôte, susceptible de dégénérer en violence ● Phénomène de sédentarisation des populations nomades dans le sud ● Conflits d'intérêts et des besoins des uns et des autres
	Antagonisme Nord-Sud	<ul style="list-style-type: none"> ● Tensions intercommunautaires, aggravées par l'afflux des Nordistes au Sud et la pression accruesur les ressources locales au détriment des populations locales ● Exploitation et manipulation des tensions intercommunautaires à des fins politiques et économiques
	Recherche de pâturages fait déplacer les éleveurs avec le gros bétail	<ul style="list-style-type: none"> ● Traversées dévastatrices des champs de manioc plantés par les troupeaux ● Destruction des zones paysannes lors de la transhumance de bétail, causant des dégâts, and revendications exorbitantes. ● Utilisation ou gestion des ressources à des fins contradictoires ● Prolifération des armes, armement des milices. ● Non résolution des conflits communautaires liées déplacement de populations.
	Réponses inadéquates à la dégradation des écosystèmes et la biodiversité et aux conflits afférents	<ul style="list-style-type: none"> ● Réponses inappropriées basées sur des règlements dépassés et des approches autoritaires favorisant l'interdiction, l'exclusion et la répression au détriment du dialogue et règlement pacifique ● ☒ Capacités humaines et institutionnelles insuffisantes

ANNEXE V

Facteurs des conflits liés à la sécheresse et à la migration de Nord-Sud

Les phénomènes en péril	Les principales causes des phénomènes	Les risques de conflit sur les populations	Les impacts des conflits sur le système éducatif		Zones à risque	Caractéristiques de l'offre éducative dans les zones à risque [1][2]
			Direct	Indirecte		
Des zones sahéliennes et sahariennes sont plus sujettes à la sécheresse	<ul style="list-style-type: none"> Faiblesse/déficit précipitations. stress hydrique 	<ul style="list-style-type: none"> Qualité des sols infertiles Augmenter le prix des denrées alimentaires, une baisse de pouvoir d'achat 	<ul style="list-style-type: none"> L'affaiblissement de la qualité de l'environnement scolaire (créé ou renforcé par l'insécurité alimentaire) 	<ul style="list-style-type: none"> Les capacités cognitives et les résultats scolaires des enfants touchés par la malnutrition Dégradation de l'apprentissage causée par la malnutrition 	Kanem	<ul style="list-style-type: none"> 71 % des écoles primaires incomplète Accès : 118 % - achèvement : 22 % Mauvaise taux d'encadrement et nombreux enseignants communautaires
	<ul style="list-style-type: none"> Progression du désert Agro-pastorale potentiel limité 	<ul style="list-style-type: none"> Ménages, vulnérables, les plus vulnérables Insécurité alimentaire, récurrence des pénuries alimentaires Baisse des moyens de subsistance et de la production agricole 	<ul style="list-style-type: none"> Interruption de la scolarité en raison du manque de ressources financières Dégradation de l'apprentissage causée par la malnutrition 	<ul style="list-style-type: none"> Déperdition scolaire Difficulté à déployer les enseignants dans les zones sinistrées et rurales Débauchage des enseignants déplacés par des ONG/OSCMieux rémunératrices 		
	<ul style="list-style-type: none"> Éleveurs transhumants se déplaçant avec le gros bétail à la recherche de pâturages 	<ul style="list-style-type: none"> Sédentarisation progressive des éleveurs nomades dans le sud Pression démographique et d animale sur les maigres ressources précaires des régions hôtes Problèmes fonciers et de cohabitation 	<ul style="list-style-type: none"> Pression accrue sur les ressources éducatives des régions hôtes 	<ul style="list-style-type: none"> Affaiblissement de la qualité de l'environnement scolaire, de l'enseignement et pléthore des effectifs et insuffisance des places à l'école 		
	<ul style="list-style-type: none"> Systèmes de gestion et d'irrigation d'eau inadaptés 	<ul style="list-style-type: none"> Pratiques agricoles inadaptées Dégradation de l'environnement hôte Surpâturage 	<ul style="list-style-type: none"> Pression accrue sur les ressources éducatives des régions hôtes 	<ul style="list-style-type: none"> Affaiblissement de la qualité de l'environnement scolaire, de l'enseignement 		

<ul style="list-style-type: none"> • Surpâturage 	<ul style="list-style-type: none"> • endommagement des plantes, • piétinement, • feux de brousse, • Déforestation • ☒ Extension des surfaces cultivables 				
<ul style="list-style-type: none"> • Rétrécissement des lacs • Perte de la fertilité des sols • Progression du désert 	<ul style="list-style-type: none"> • Déplacement de la population du centre et du Nord vers les régions plus humides du Sud. • Faible disponibilité de l'eau potable • Compétitions, pression sur l'accès à l'eau 	<ul style="list-style-type: none"> • Affaiblissement de la qualité du milieu scolaire (créé ou renforcé par l'insécurité alimentaire) • Dégradation de l'apprentissage causée par la malnutrition • ☒ Pénurie des « cantines » 	<ul style="list-style-type: none"> • Difficile rétention des élèves et risque de déperdition et d'abandon de l'école • Malnutrition (mortalité et morbidité) • Faible résistance immunitaire 	<ul style="list-style-type: none"> • Bar el Gazel • Batha est • Ennedi. Wadifira • Ouaddaï • Sila • Salamat 	<ul style="list-style-type: none"> • 48 % des écoles incomplètes • 74 % - Accès 18 % achèvement • Cadence mauvais et de nombreux enseignants communautaires • 60 % des écoles incomplètes • L'accès à l'achèvement 14 % 86 % • ☒ Bonne cadence et quelques enseignants communautaires • 55 % des écoles incomplètes • Accéder à 36 % - 7 % achèvement • ☒ Bonne cadence et quelques enseignants communautaires • 75 % des écoles incomplètes • Accéder à 116-13 % achèvement • ☒ Cadence de mauvaise et de nombreux enseignants communautaires • 55 % des écoles incomplètes • 63 % - Accès 18 % achèvement • ☒ Cadence de mauvaise et de nombreux enseignants communautaires • 58 % des écoles incomplètes • 53 % - Accès 22 % achèvement • ☒ Bonne cadence et quelques enseignants communautaires

Guéra	<ul style="list-style-type: none"> ● 42 % des écoles incomplètes ● Accéder à 95 % - 22 % achèvement ● ☑ Bonne cadence et quelques enseignants communautaires
Lac	<ul style="list-style-type: none"> ● 56 % des écoles incomplètes ● 48 % - Accès 9 % achèvement ● Bonne cadence et quelques enseignants communautaires

ANNEXE VI

Matrice des facteurs des conflits liés à l'accès, à l'équité et à la gestion et l'administration au Primaire et Moyen¹⁶⁵

	Situation	Cause structurelle	Symptômes	Moyens	solutions
1	<p><u>Facteur des conflits liés à l'accès</u></p> <p>: pendant les conflits et catastrophes naturelles beaucoup des enfants n'ont pas accès à l'école</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Guerres (civiles, conflits intercommunautaires, conflits éleveurs – agriculteurs), - insécurité, - inondation,- - Phénomènes des castes et classes sociales - Pandémie des VIH/SIDA,- - Vents violents 	<ul style="list-style-type: none"> - Déplacement forcé de populations, - Absence ou insuffisance de l'administration, - Destruction (matériels, infrastructures scolaires), - inaccessibilité des zones inondables, - Stigmatisation, stéréotype - Absentéisme, - incapacité des parents et des enseignants, - Empêchement de déplacement des enfants 	<ul style="list-style-type: none"> - Les programmes en cours essaient d'atténuer les effets mais ils sont limités 	<ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité en tente spacieuse, - Formation à un programme spécifique, - instauration des cantines scolaires, - Tolérance à la différence, - Budget pour l'entretien des arbustes - Programme adapté à la situation d'urgence, - Calendrier spécifique, - Reboisement
2	<p>Facteurs des conflits liés à l'équité :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les zones urbaines sont mieux nanties que les zones rurales. • Les TBS des garçons élevé par rapport au TBS des filles. 	<ul style="list-style-type: none"> • Inégalité des chances entre le genre, • distance, milieu urbain /rural, • classe sociale • infrastructure d'accueil • Pesanteur socioculturelle 	<ul style="list-style-type: none"> - Les filles sont moins nombreuses que les garçons, - Éloignement de foyers des écoles, - mariages précoces 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisations et encouragement sont faits mais beaucoup restent à faire, - Malgré certaines constructions des infrastructures en milieu rural, le milieu urbain demeure plus nanti 	<ul style="list-style-type: none"> • Recrutement massif des filles et leur prise en charge pendant le cursus scolaire - Encouragement des filles avec les prix et bourse d'études, - Sensibilisation des parents, - Rapprochement des écoles des villages défavorisés
3	Facteurs des conflits liés à la gestion :la gestion	Disparité dans la répartition des	Les zones urbaines sont mieux dotées que les zones rurales, manuels	- Manque de transparence, de	<ul style="list-style-type: none"> - Suivi rigoureux de ces matériels - Clé de répartition équitable,

¹⁶⁵ Elaboré lors de l'atelier de restitution des conclusions des travaux d'élaboration des plans régionaux de développement de l'éducation au Tchad et de renforcement de capacité de résilience et des techniques d'intégration de la réduction des risques de conflits et de catastrophes dans la planification au Tchad.
Lieu : Koundoul, Siloé. Dates : 21 – 25 Octobre 2013)

	centralisée , est un frein pour la bonne marche	ressources en milieu rural et urbain	scolaires détruis	reddition des comptes ; mauvaise gestion, impunité et - plusieurs moyens sont en cours de réalisation mais beaucoup d'efforts restent à faire	- Transparence, bonne gestion et la participation
--	---	--------------------------------------	-------------------	--	---

ANNEXE VII

Matrice des facteurs des conflits dans les programmes éducatifs¹⁶⁶		
Programme	Forces	Faiblesses
Paix et prévention des conflits -Existence du programme transversal d'enseignement pour tous les niveaux du fondamental -Documents d'enseignement (HG, Fçais) utilisé dans les écoles catholiques associées sur l'éducation à la culture de la paix	<ul style="list-style-type: none"> - Existence des manuels d'enseignement - Promotion des valeurs - Brassage des élèves - Bonne cohabitation - Dialogue, Acceptation du prochain 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de vulgarisation du manuel sur l'enseignement de la paix et la prévention des conflits - Les enseignants ne sont pas bien formés pour dispenser ces cours
Droit de l'homme	<ul style="list-style-type: none"> - Promotion des valeurs d'égalité - Promotion des valeurs d'unité - Le respect du bien privé et public - Promotion des valeurs de la paix et de tolérance dans les écoles et au sein de la communauté 	<ul style="list-style-type: none"> - Diffusion insuffisante d'enseignement sur le droit de l'homme - Manque des guides pédagogiques
Citoyenneté /civisme	<ul style="list-style-type: none"> - Droit et devoir 	<ul style="list-style-type: none"> - Discipline peu ou/mal enseignée
Environnement, réduction préparation aux risques des catastrophes naturelles	<ul style="list-style-type: none"> - Protection de l'environnement 	<ul style="list-style-type: none"> - Manuel non vulgarisé

ANNEXE VIII

¹⁶⁶ *Elaboré lors de l'atelier de restitution des conclusions des travaux d'élaboration des plans régionaux de développement de l'éducation au Tchad et de renforcement de capacité de résilience et des techniques d'intégration de la réduction des risques de conflits et de catastrophes dans la planification au Tchad. Lieu : Koundoul, Siloé. Dates : 21 – 25 Octobre 2013)*

Matrice des facteurs des conflits liés aux catastrophes naturelles : vents violents, sécheresse, et inondations¹⁶⁷

Régions	Les phénomènes en péril (vents violents, sécheresses, inondation)	Les principales causes des phénomènes	Les risques de conflits sur les populations	Les impacts de conflits sur le système éducatif		Caractéristiques de l'offre éducative dans les régions à risque
				Directs	Indirects	
Lac : idem pour le Salamat, Mayo Kebbi et le Moyen Chari (Lac Iro)	Inondation	La pluviométrie abondante ; la structure topographie du sol.	Terre inondée Déplacement de populations Réduction d'espace et pâturage Afflux/pression démographique sur les ressources précaires locales Accroissement des tensions préexistantes entre les communautés	Inondation et destruction des mobiliers, immobiliers et matériels didactiques Retard dans la reprise des cours Non exécution intégrale des programmes	Déperdition de la scolarisation Taux d'analphabétisme élevé Baisse de niveau Maladies (choléra, paludisme)	L'offre éducative est détériorée et amenuisée tant du point de vue qualité que quantité Ces phénomènes naturels créent la discrimination de fait et l'exclusion des sinistrés à leur droit à l'éducation Recommandation : Choix judicieux de site de construction Construction des bâtiments en matériaux durables Construction sur pilotis Construction des espaces d'apprentissage mobile pharmacies scolaires ; Initiation des enseignants et élèves aux techniques de secourisme.
Kanem : idem dans le Barh El Gazal,	Ravin Ensablement	Érosion hydrique et éolienne Texture du sol	Déplacements de la population Restriction de l'espace habitable Destruction des écoles et infrastructures Cohabitation difficile entre	Ensablement et écroulement des écoles ;	Déperdition de la scolarisation Taux d'analphabétisme élevé Baisse de niveau Pléthore dans les écoles d'accueil.	Aménagement (Canalisation) et reboisement (haie vive) Offre éducative détériorée et amenuisée tant du point de vue qualité que quantité Phénomènes naturels créent la discrimination de fait et l'exclusion des sinistrés à leur droit à l'éducation Accroissement des tensions préexistantes entre les communautés

¹⁶⁷ Elaboré lors de l'atelier de restitution des conclusions des travaux d'élaboration des plans régionaux de développement de l'éducation au Tchad et de renforcement de capacité de résilience et des techniques d'intégration de la réduction des risques de conflits et de catastrophes dans la planification au Tchad. Lieu : Koundoul, Siloé. Dates : 21 – 25 Octobre 2013)

			communautés Afflux et pression démographique sur les ressources précaires locales Accroissement des tensions préexistantes entre les communautés			
4 régions du B E T	Ensablement (dune de sable qui se déplace et englouti les infrastructures	Érosion éolienne	Restriction de l'espace habitable Engloutissement des infrastructures préexistantes Perturbation des activités scolaires	Ensablement et écroulement des écoles	Déperdition de la scolarisation Taux d'analphabétisme élevé Baisse de niveau Pléthore dans les écoles d'accueil.	Accroissement des tensions préexistantes Perturbation des activités scolaires Recommandations Aménagement et reboisement Mise à disposition des espaces temporaires d'apprentissage
WadiFira	Sécheresse	Absence ou insuffisance de précipitation	Déplacement massif des populations vers d'autres zones Famines Destruction des écoles et infrastructures, Cohabitation difficile Afflux et pression démographique sur les ressources précaires locales Accroissement des tensions préexistantes entre les communautés	Abandon des cours Insécurité alimentaire	Déperdition de la scolarisation Taux d'analphabétisme élevé Baisse de niveau Pléthore dans les écoles d'accueil.	Offre éducative est amenuisée en terme de qualité et accès dû à la famine, malnutrition et l'absence de cantines scolaire. Phénomènes naturels créent la discrimination de fait et l'exclusion des sinistrés à leur droit à l'éducation Accroissement des tensions préexistantes entre les communautés Recommandations. Programme de cantine scolaire Reboisement Construction des forages Encouragement de la population à faire des stocks des vivres.